



Université du Québec
à Rimouski

Quand tu ne peux pas m'aider, essaie de ne pas me nuire !

**Projet de recherche-intervention AVEC pour agir sur l'imaginaire
collectif de la pauvreté en Chaudière-Appalaches.**

Mémoire présenté
dans le cadre du programme de maîtrise en travail social
en vue de l'obtention du grade de maître ès arts (M.A)

PAR

© Annie Fréchette

Mai 2025

Composition du jury :

Laurence Simard-Gagnon, présidente du jury, Université du Québec à Rimouski

Jean-Yves Desgagnés, directeur de recherche, Université du Québec à Rimouski

Janie Houle, examinatrice externe, Université du Québec à Montréal

Dépôt initial le 13 février 2025

Dépôt final le 19 mai 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI
Service de la bibliothèque

Avertissement

La diffusion de ce mémoire ou de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire « *Autorisation de reproduire et de diffuser un rapport, un mémoire ou une thèse* ». En signant ce formulaire, l'auteur concède à l'Université du Québec à Rimouski une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de son travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, l'auteur autorise l'Université du Québec à Rimouski à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de son travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits moraux ni à ses droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, l'auteur conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont il possède un exemplaire.

Au groupe de travail d'experts de vécu qui ont partagé avec moi cette belle aventure, qui ont plongé tête première dans nos idées de grandeur, qui ont accepté d'y croire même s'ils ne croyaient pas en eux au départ afin de reprendre leur pouvoir et leur parole. À ces onze personnes formidables, je dédie ce travail qui n'est qu'une infime partie de tout ce que vous m'avez apporté, de ce que vous avez apporté au territoire et à la connaissance, au fil des dernières années. Soyez fiers de vous, de nous, tout autant que je le suis.

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire n'aurait pas été possible sans le soutien précieux de plusieurs personnes. D'abord, mon conjoint Sylvain, mes beaux-parents : Michel, Marthe et mes enfants : Gabriel, Charlie-Kim et Camille, pour leur patience et leurs encouragements dans les moments plus difficiles. Un merci particulier à mon fils Gabriel pour le titre du projet. Merci à mes amis proches et ma sœur de m'avoir soutenu, même s'ils ne comprenaient pas toujours les défis rencontrés. L'équipe professorale et les chargés de cours de l'UQAR qui ont fait émerger la soif de connaissance qui dormait en moi. Mes précieux collègues de classe pour leur soutien, leur disponibilité et leurs rétroactions : Sara, pour la rigueur dont j'avais tant besoin, Bastien, pour sa belle réflexion philosophique, Sylvain, pour ses nombreux hébergements et belles soirées, pour les fous rires et pour l'amitié nouée, Lénie, pour nos discussions qui faisaient tant de bien et Sophie, pour l'inspiration, l'humour et la motivation. Nos retraites m'ont permis d'avancer et de terminer ce mémoire. Une reconnaissance sans mots pour mon frère Claude et sa conjointe Cynthia qui m'ont généreusement donné accès à leur chalet sur une île afin de m'isoler littéralement et de terminer enfin cette rédaction. Un merci spécial à Réjean Desrosiers, expert de vécu rencontré dans mon travail qui a été une source d'inspiration et un précieux collaborateur tout au long du processus de préparation de la recherche-intervention (R-I).

Un grand merci également aux partenaires du projet qui ont cru dans cette idée un peu folle et grandiose : d'abord, à Pierre-Guy Brassard de la Corporation de défense de droits sociaux (CDDS), l'organisme porteur qui a pris le projet sous son aile de mars à décembre 2022. Merci aussi à Wafa Zribi, intervenante à la CDDS pour la coanimation des ateliers. Ensuite, merci encore à Pierre-Guy qui a repris la paternité du projet pour le compte de la Corporation de développement communautaire de Lotbinière (CDC) jusqu'à ce jour et pour les cinq prochaines années. Merci aussi aux membres du Groupe de réflexion et d'action contre la pauvreté de Lotbinière (GRAP) ainsi qu'au Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural (CRPPMR) qui ont intégré le projet à leur plan d'action. Un merci spécial à mes gestionnaires pour m'avoir permis de réaliser ce projet dans le cadre de ma

pratique professionnelle d'organisatrice communautaire (OC) au CISSS de Chaudière-Appalaches. Finalement, un gros merci aux ressources externes sollicitées pour la création du jeu en ligne et à sa promotion : Yannick Tremblay et Pierre Bouchard de chez Versom-VR, Kelly Blanchet de Pop-up communication pour le graphisme, Sébastien Resmond pour la captation vidéo et Charlie-Kim Létourneau pour le montage.

Je ne pourrais pas passer sous silence l'implication soutenue des participants du groupe de travail (GTra) que je ne peux nommer ici par souci de confidentialité. Sans vous, le projet, l'outil de sensibilisation, ce mémoire et les retombées de cette démarche n'auraient pas été possibles.

Sur ma route, tant personnelle que professionnelle, j'ai croisé des personnes qui m'ont influencée par rapport à mes valeurs et mes croyances en lien avec la lutte contre la pauvreté. La première est ma mère, Pauline, par sa détermination à tout faire pour que ses enfants ne manquent de rien. Elle a su me transmettre son esprit de guerrière. Serge Morin, travailleur de rue et collègue, qui m'a initié aux fondements et à la pratique du travail de rue, pratique qui a marqué ma façon de voir les relations et l'intervention en soi avec les personnes marginalisées et exclues. La réciprocité et l'acceptation inconditionnelle ont alors intégré ma pratique pour ne plus en sortir.

Par la suite, c'est Jean-Yves Desgagnés qui a cru en moi et m'a permis de condenser mes cours au BAC pour m'aider à améliorer ma situation, à un moment où même moi je doutais de ma capacité d'y arriver, considérant l'étiquette que le système médical tentait de me coller. Il a par la suite accepté d'être mon directeur dans cette belle aventure qu'est la maîtrise. Maryse Larouche, organisatrice communautaire, qui a cru en moi comme praticienne alors que j'étais perdue et que je remettais en doute mes compétences et mes capacités. Lorraine Gaudreau a contribué à forger mon esprit critique et m'a initié au pouvoir de la libération de la parole par les échanges informels que nous avons eus au cours de mon parcours de BAC. Lucie Gélinau et Cécile Cormier, en m'accueillant dans leurs projets de recherche comme auxiliaire, m'ont fait découvrir l'univers de la recherche participative et stimulé en moi cet intérêt et cette curiosité pour ce type de recherche.

LA GENÈSE DU PROJET

Annie « pis ses petits projets ! » Fréchette : c'est ainsi que mes proches me surnomment affectueusement. La lecture de cette section vous permettra de comprendre le sens profond de cette boutade. Jusqu'à tout récemment, je n'avais pas d'intérêt pour les études universitaires. Je suis cette personne qui détient deux diplômes d'études collégiales pour ne pas avoir à faire l'université. J'avais encore moins d'intérêt pour la recherche ! Un concours de circonstances et de hasards de la vie m'a mis en contact avec cette portion de moi jusque-là inconnue : la praticienne-chercheuse-engagée.

En 2015, suite au décès de mon bébé, j'ai dû subir un avortement médical à six mois de grossesse. Pendant l'intervention, une hémorragie a provoqué un réveil. Cet épisode a occasionné des séquelles psychologiques importantes, qu'il aura fallu plus d'une année à identifier : un stress post-traumatique. À l'époque, les spécialistes estimaient à 85 % mon risque de séquelles et d'invalidité permanentes. J'ai refusé cette éventualité, ouvert mes œillères et exploré à peu près toutes les pratiques médicales et alternatives en psychologie, pharmacologie, ergothérapie, ostéopathie, etc. Parallèlement, j'occupais un emploi dans la fonction publique où je m'éteignais à petit feu. J'avais envie d'enseigner, j'avais amorcé une formation en enseignement quelques années plus tôt, sans pouvoir la terminer. Je me suis donc dit que j'irais à l'université faire le baccalauréat en travail social afin d'enseigner au cégep. Ça passe ou ça casse (est-ce que je vous ai dit que je suis aussi une personne intense ?).

C'est donc dans un état de fatigue important, avec des capacités cognitives limitées, plutôt dysfonctionnelles, l'estime et la confiance à plat que j'ai entrepris mon BAC en 2016. En suivi actif par une neuropsychologue fantastique et un médecin de famille audacieux qui ont cru en mes capacités de guérison, le retour à l'école a permis à mon cerveau de recréer des circuits et à mes fonctions exécutives de reprendre leurs droits. J'ai fini ce parcours de guerrière au tableau d'honneur du doyen, puis j'ai obtenu un poste au CISSS de Chaudière-Appalaches comme organisatrice communautaire dans la MRC de Lotbinière. Avec mes partenaires, nous avons développé des liens de confiance, de connivence et fait avancer de grands projets au cours des années qui ont suivi.

La trame de fond de ce projet de mémoire s'est construite au fil des années dans ma pratique professionnelle à travers des expériences en milieu de vie, en travail de rue, en prévention, en santé mentale, en toxicomanie et en organisation communautaire. En côtoyant des personnes marginalisées, voire désaffiliées, l'idée était alors de réfléchir ensemble à comment leur permettre de reprendre leur juste place.

L'idée de ce projet de mémoire, comme bien d'autres projets en cours dans Chaudière-Appalaches, a émergé lors du forum dialogique « *Tous et toutes dans le même bateau* » (Desgagnés et al., 2020) qui a permis de croiser les regards entre les personnes en situation de pauvreté, les intervenants du réseau et du communautaire, les élus et les chercheurs sur l'enjeu de l'accessibilité aux services en milieu rural. Lors de cet événement, j'ai eu le plaisir d'animer un atelier qui avait pour thème « susciter l'engagement réel du gouvernement dans la lutte contre la pauvreté ». Parmi les six pistes d'action qui ont émergé de l'activité, il y avait 1) l'amélioration de l'intervention pour et avec les personnes en situation de pauvreté ; 2) changer les choses plus globalement (notamment auprès des décideurs, des politiques publiques et des préjugés véhiculés dans la société à l'égard des citoyens en situation de pauvreté). En 2020, la pandémie m'amène à m'inscrire à la maîtrise afin d'occuper un peu mon temps (en contexte de distanciation physique et de confinement) et avec en tête ces pistes d'action.

Dans ma pratique d'OC, j'accompagne alors la CDDS qui réfléchit au développement de son volet collectif. Je participe activement au GRAP local de Lotbinière, où la lutte aux préjugés est identifiée comme une piste d'action. Lors d'une rencontre du GRAP, l'idée de créer un outil de sensibilisation émerge comme étant une avenue à explorer. Je propose alors de le faire avec les personnes expertes de vécu et dans le cadre de mon projet de maîtrise. À ma suggestion, car voyant dans ce projet un moyen de répondre à leur besoin de soutien, la CDDS accepte de s'impliquer de deux manières : en devenant l'organisme fiduciaire du financement du projet et de la conception de l'outil ; en acceptant de dégager l'une de ses intervenantes, Wafa, à raison d'une journée par semaine et qui sera d'un précieux soutien dans le cadre de ce grand projet collectif.

Mon projet est alors intégré au plan d'action du GRAP et obtient un premier financement dans le cadre du PAGIEPS. Devant l'ampleur du projet, je valide auprès de ma gestionnaire la possibilité d'intégrer une partie du projet de recherche à mes tâches d'OC, considérant que celui-ci s'inscrit dans le mandat du CISSS de Chaudière-Appalaches de contribuer à la réduction des inégalités sociales de santé. Celle-ci accepte. Étant membre du CRPPMR, je leur présente aussi le projet et ceux-ci l'intègrent également dans leur programmation scientifique. C'est ainsi que ce projet de maîtrise est devenu un grand projet commun, avec plusieurs partenaires, des ressources humaines salariées et un budget de plus de 50 000 \$.

Mon souhait avec ce projet est d'illuminer ces zones d'ombres qui font qu'au Québec, des personnes vivent en situation de pauvreté et que cela est socialement toléré. Je souhaite, à travers ce mémoire, mettre sous les projecteurs les retombées potentielles de l'implication des experts de vécu comme acteur de transformation de notre imaginaire collectif¹ de la pauvreté au Québec. Ce projet a pour moi du sens dans tous les aspects de ma vie, rejoint mes valeurs, mon idéal professionnel de partenariat et de synergie et s'inscrit dans les démarches réflexives en cours sur mon territoire.

Il me semblait important d'exposer que ce n'est pas l'ensemble du projet qui est l'objet du présent mémoire. Des choix ont été faits parmi les éléments du cadre logique de l'ensemble du projet que je vous présente à l'annexe I afin que vous soyez en mesure d'avoir une idée du projet global de lutte contre les préjugés. Les éléments du projet détaillés dans le cadre de ce mémoire sont surlignés en orangé et certains autres éléments sont abordés pour contextualiser, sans toutefois être développés. Il est nécessaire de comprendre également que, lorsqu'écrit en « je », le texte parle de moi, mais, lorsqu'écrit en « nous », il désigne plutôt le groupe de travail, le comité de pilotage ou les partenaires. Bonne lecture.

¹ L'imaginaire collectif de la pauvreté est le cadre conceptuel développé pour ce projet de mémoire. Il réfère aux interactions dynamiques entre les représentations sociales, médiatiques, culturelles, historiques, idéologiques et identitaires dans un territoire donné. Cela inclut, sans s'y limiter, les représentations sociales et les préjugés. Ce cadre sera défini au à la [figure 3](#).

Note : Même s'il est d'usage courant d'éviter le recours à la littérature « grise », ce projet ne peut se passer de ces sources puisqu'elles sont le fruit des nombreuses années d'analyse et de systématisation de connaissances issus de groupes et d'organisations actives dans la lutte à la pauvreté et aux perceptions négatives à l'égard des personnes en situation de pauvreté. Ces savoirs expérientiels sont d'une valeur inestimable, et les mettre de côté serait faire preuve d'injustice épistémique² Le choix a donc été fait de les inclure, au même titre que les sources scientifiques, en mettant ici cet avertissement.

² L'injustice épistémique est un tort fait à quelqu'un, e en particulier à sa qualité de connaissant, e (...) qui se produit 1) lorsqu'un préjugé amène un auditeur à donner un niveau de crédibilité moindre à une parole donnée et 2) qui se produit à un stade préalable, lorsqu'une lacune dans les ressources d'interprétation collectives désavantage injustement quelqu'un, e dans sa capacité à donner un sens à son expérience sociale (Fricker, 2007, p.1, in Gélinau, 2020) (CRPPMR, 2024).

RÉSUMÉ

Ce mémoire présente le projet de recherche-intervention AVEC pour agir sur l'imaginaire collectif de la pauvreté visant à explorer, dans la MRC de Lotbinière, auprès d'individus en situation de pauvreté, des partenaires du projet et d'autres acteurs sociaux de ce territoire, l'impact des pratiques d'inclusion des personnes en situation de pauvreté dans la lutte contre les préjugés afin de transformer l'imaginaire collectif de la pauvreté profondément ancré dans nos pensées et perceptions.

La recherche-intervention, jumelée à l'approche AVEC et à celle de la conscientisation, a été la méthodologie privilégiée pour répondre à la question de recherche suivante : Comment les experts de vécu peuvent-ils contribuer à agir sur l'imaginaire collectif de la pauvreté et être un levier d'intervention pour mieux lutter contre la pauvreté et les préjugés ?

Les résultats montrent que ce type de recherche favorise une prise de conscience collective sur la perception à l'égard des personnes en situation de pauvreté, mais aussi des changements tangibles dans la perception et les pratiques des acteurs locaux. La participation des experts de vécu a apporté des impacts inattendus, notamment une plus grande mobilisation sociale locale, une amélioration du sentiment d'appartenance des participants au projet et à leur communauté et la montée d'un désir de poursuivre leur implication après le projet.

Cette recherche souligne la nécessité d'inclure les experts de vécu dans la lutte contre les préjugés et propose des pistes pour élargir ces pratiques à d'autres contextes, notamment par le biais de la recherche-intervention dans le domaine du travail social. Elle démontre que l'approche AVEC est non seulement efficace pour déconstruire les stéréotypes, mais aussi pour favoriser des changements sociaux durables.

Mots clés : pauvreté, expertise de vécu, partenariat, transformation de l'imaginaire collectif, pratiques AVEC, travail social

ABSTRACT

This dissertation presents the AVEC research-intervention project to act on the collective imaginary of poverty, aimed at exploring, in the Lotbinière MRC, with individuals living in poverty, project partners, and other social actors in the area, the impact of inclusion practices for people living in poverty in the fight against prejudice, in order to transform the collective imaginary of poverty deeply rooted in our thoughts and perceptions.

Research intervention, combined with the AVEC and conscientization approaches, was the preferred methodology for answering the following research question: How can experiential experts contribute to influencing the collective imaginary of poverty and be a lever for intervention to better combat poverty and prejudice?

The results show that this type of research not only fosters collective awareness of how people living in poverty are perceived but also brings about tangible changes in the perceptions and practices of local players. The involvement of life experience experts brought unexpected impacts, including greater local social mobilization, an improved sense of belonging to the project and their community, and a growing desire to continue their involvement after the project.

This research highlights the need to include the people concerned in the fight against prejudice and suggests ways of extending these practices to other contexts, notably through intervention research in the field of social work. It demonstrates that the AVEC approach is not only effective in deconstructing stereotypes, but also in promoting lasting social change.

Keywords: poverty, experiential expertise, partnership, transformation of the collective imagination, AVEC practices, social work

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ix
LA GENÈSE DU PROJET.....	xii
RÉSUMÉ.....	xvii
ABSTRACT.....	xix
TABLE DES MATIÈRES.....	xxi
LISTE DES TABLEAUX.....	xxv
LISTE DES FIGURES.....	xxvi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES.....	xxviii
INTRODUCTION.....	2
CHAPITRE 1 PROBLÉMATIQUE : QU'EST-CE QUI CLOCHE AU JUSTE ?.....	6
1.1 D'ABORD QUELQUES DÉFINITIONS POUR BIEN SE COMPRENDRE.....	6
1.2 QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE VIVRE EN SITUATION DE PAUVRETÉ AU QUÉBEC ?.....	7
1.3 CE QUE NOUS APPREND LA LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE AU SUJET DES REPRÉSENTATIONS DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ DANS LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE.....	9
1.4 CE QUE NOUS RÉVÈLE LA LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE SUR LES IMPACTS DE CES REPRÉSENTATIONS SUR LES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ.....	13
CHAPITRE 2 LA PERTINENCE DE CE PROJET DE RECHERCHE.....	19
PERTINENCE SCIENTIFIQUE.....	19
PERTINENCE SOCIALE, ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE.....	21
PERTINENCE POUR LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE.....	26
PERTINENCE PERSONNELLE.....	28
CHAPITRE 3 MON UNIVERS INTERPRÉTATIF.....	31
MON RAPPORT À LA CONNAISSANCE : LE CONSTRUCTIVISME.....	32
3.2 MA VISION DE L'INTERVENTION.....	32

3.3	MES REPÈRES THÉORIQUES POUR COMPRENDRE LA PAUVRETÉ	34
3.3.1	L’imaginaire collectif de la pauvreté ?.....	35
3.3.2	Les dimensions cachées de la pauvreté.....	44
3.3.3	L’approche AVEC	48
CHAPITRE 4 OBJET ET MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE.....		51
4.1	MÉTHODOLOGIE DE LA RECENSION DES ÉCRITS	51
4.2	OBJET ET OBJECTIFS DE LA RECHERCHE.....	54
4.3	QUESTION DE RECHERCHE.....	55
4.4	MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE	55
4.5	LA STRUCTURE DE CETTE RECHERCHE-INTERVENTION ET SA GOUVERNANCE.....	58
4.6	LE TERRAIN DE RECHERCHE	60
4.1	LE RECRUTEMENT DES PARTICIPANTS.....	61
4.2	LE DÉROULEMENT DU PROJET.....	64
4.3	LES OUTILS DE SENSIBILISATION MOBILISÉS	66
4.4	LES OUTILS DE COLLECTE DE DONNÉES MOBILISÉS	71
CHAPITRE 5 : L’ANALYSE DES DONNÉES.....		75
5.1	LA MÉTHODE D’ANALYSE DES DONNÉES	75
5.2	LE QUESTIONNEMENT ANALYTIQUE COMME MÉTHODE D’ANALYSE	76
CHAPITRE 6 LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS		80
6.1	COMMENT ONT ÉTÉ MOBILISÉS LES EXPERTS DE VÉCU IMPLIQUÉS DANS LE PROJET ?	82
6.2	COMMENT A ÉTÉ ÉVALUÉE ET MAINTENUE LA MOBILISATION DES EXPERTS DE VÉCU PENDANT LE PROJET ?.....	99
6.3	COMMENT A ÉTÉ VÉCUE L’EXPÉRIMENTATION DE L’OUTIL DE SENSIBILISATION PRODUIT ?	104
6.4	QUEL A ÉTÉ L’IMPACT DU PROJET SUR L’IMAGINAIRE COLLECTIF DE LA PAUVRETÉ ?.....	106
6.5	Y A-T-IL EU D’AUTRES IMPACTS INATTENDUS ?.....	116

6.6	Y A-T-IL EU DES OBSTACLES RENCONTRÉS ? LESQUELS ET COMMENT ONT-ILS ÉTÉ SURMONTÉS ?.....	117
6.7	QUELS APPRENTISSAGES OU LEÇONS PEUT-ON TIRER POUR D’AUTRES PROJETS DE RECHERCHE-INTERVENTION ?.....	119
	CHAPITRE 7 DISCUSSION	127
	CHAPITRE 8 VALIDITÉ SCIENTIFIQUE, CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES ET LIMITES DE LA RECHERCHE	142
	DIFFUSION ET VALORISATION.....	150
	CONCLUSION GÉNÉRALE.....	153
	ANNEXE I : CADRE LOGIQUE DU PROJET DE LUTTE AUX PRÉJUGÉS DANS LA MRC DE LOTBINIÈRE ©Annie Fréchette, 2022, révisé en 2024	156
	ANNEXE II : PARADIGMES COMPRÉHENSIFS DE LA PAUVRETÉ AU QUÉBEC	158
	ANNEXE III : ARBRE THÉMATIQUE DE LA RECENSION DES ÉCRITS.....	159
	ANNEXE IV : PLAN DE CONCEPT FINAL.....	160
	ANNEXE V : MATRICE D’UNE RECHERCHE-INTERVENTION.....	161
	ANNEXE VI : LISTE DES MEMBRES DU GRAP LOTBINIÈRE.....	162
	ANNEXE VII : PUBLICITÉ DE RECRUTEMENT	163
	ANNEXE VIII : CANEVAS D’ENTRETIEN INITIAL	164
	ANNEXE IX : CERTIFICATION ÉTHIQUE	165
	ANNEXE X : EXEMPLE DE PLAN D’ATELIER.....	166
	ANNEXE XI : MODÈLE D’ÉVALUATION DES ATELIERS	167
	ANNEXE XII : INFORMATION SUR LE COMITÉ DE PILOTAGE DE LA DÉMARCHE, RÔLES ET RESPONSABILITÉS	168
	ANNEXE XIII : ANALYSE DES OUTILS DE SENSIBILISATION RECENSÉS.....	169
	ANNEXE XIV : DOCUMENTS DE RÉFLEXION PRÉPARÉS POUR LES PARTICIPANTS	173
	ANNEXE XV : EXEMPLE DE LIGNE DE VIE DÉNOMINALISÉE ET ANALYSE COLLECTIVE RÉALISÉE.....	180

ANNEXE XVI : QUESTIONNAIRE DE PERCEPTION DES COMPÉTENCES	181
ANNEXE XVII : QUESTIONNAIRE DE FIN DU JEU (ÉVALUER LE CHANGEMENT DE PERCEPTION)	184
ANNEXE XVIII : RÉSULTATS DE LA CONSULTATION SUR L'ANGLE DE LA RECHERCHE À PRIVILÉGIER.....	185
ANNEXE XIX : AFFICHE ACFAS © Annie Fréchette, 2023	186
ANNEXE XX : CANEVAS INVESTIFAGIF FINAL.....	187
ANNEXE XXII : FORMULAIRE DE CONSENTEMENT INITIAL.....	190
ANNEXE XXIII : TABLEAU DE LA TEMPÊTE D'IDÉES POUR L'OUTIL DE SENSIBILISATION À COCONSTRUIRE.....	194
ANNEXE XXIV : MIRO DU DÉVELOPPEMENT DU JEU	195
ANNEXE XXV : PHOTOS ET ARTICLE DU LANCEMENT DU 17 OCTOBRE 2023	201
ANNEXE XXVI : CONSENTEMENT À LA RENONCIATION DE LA CONFIDENTIALITÉ	202
ANNEXE XXVII : AFFICHE CONFÉRENCE POPULAIRE EN SANTÉ © annie Fréchette, 2022	206
ANNEXE XXVIII : LA QUESTION DES INDICATEURS ET SON IMPACT SUR LA PERCEPTION DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ AU QUÉBEC	207
ANNEXE XXIX : DÉPLIANT DE L'OUTIL DE SENSIBILISATION PRODUIT	209
ANNEXE XXX : ÉVALUATION FORMATIVE DÉVELOPPÉE À PARTIR DE L'OUTIL RÉFLEX ISS :	210
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	214

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Commentaires recueillis lors de l'expérimentation de l'outil coconstruit 104

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Vision du travail social de Payne (2016, p. 21).....	34
Figure 2. Schéma de l’imaginaire collectif pour Giust-Desprairies (2003) ©Annie Fréchette, 2021	36
Figure 3. Synthèse conceptuelle de l’imaginaire collectif ©Annie Fréchette, 2021	41
Figure 4. Les dimensions cachées de la pauvreté (Bray et al., 2019)	45
Figure 5. Synthèse conceptuelle de l’approche AVEC ©Annie Fréchette, 2022	50
Figure 6. Structure de la R-I © Annie Fréchette, 2022	59
Figure 7. Territoire de la MRC de Lotbinière (2020)	62
Figure 8. Canevas investigatif retenu pour la présentation des résultats	79
Figure 9. Données sociodémographiques des participants.....	80
Figure 10. Exemple de photolangage réalisé	84
Figure 11. Résultats de l’évaluation du processus	100
Figure 12. Taux de participation à la démarche	102
Figure 13. Perception de compétence dans des domaines de vie (adapté de Losier et al., 1993).....	111
Figure 14. Critères d’un bon outil de sensibilisation selon le GTra.....	124
Figure 15. Schéma de transformation de l’imaginaire collectif © Annie Fréchette, 2024	131
Figure 16. Rappel de la synthèse conceptuelle de l’imaginaire collectif © Annie Fréchette, 2021	134
Figure 17. Cadre logique du projet de lutte aux préjugés	157
Figure 18. Paradigmes compréhensifs de la pauvreté au Québec (Desgagnés et al., 2016, p. 67).....	158
Figure 19. Arbre thématique de la recension des écrits © Annie Fréchette, 2021.....	159
Figure 20. Continuum pauvreté et sortie de pauvreté selon les différents indicateurs au Québec pour une personne seule, en 2024 ©Annie Fréchette, 2025	208

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

AAL	Aide alimentaire Lotbinière
ACTS	Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux
CDC	Corporation de développement communautaire
CDDS	Corporation de défense de droits sociaux
CDPDJ	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
CERUQAR	Comité d'éthique de la recherche – Université du Québec à Rimouski
CEPE	Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion
CISSS	Centre intégré de santé et de services sociaux/CIUSSS (ajout d'un U pour universitaire)
CQC	Collectif québécois de conscientisation
CQSP	Collectif pour un Québec sans pauvreté
CRPPMR	Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural
Copil	Comité de pilotage
EPCDV	Échelle EPCDV – Échelle de perception de compétence dans les domaines de vie
EV	Experts de vécu
FQIS	Fonds québécois d'initiatives sociales
FRQ	Fonds de recherche du Québec
GRAP	Groupe de réflexion et d'action sur la pauvreté

GRFPQ	Groupe de recherche et de formation sur la pauvreté au Québec
GTra	Groupe de travail (désigne les participants de la recherche-intervention)
MPC	Mesure du panier de consommation
MRC	Municipalité régionale de comté
MTESS	ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
OC	Organisateur communautaire/organisatrice communautaire
ONU	Organisation des Nations unies
OTSTCFQ	Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec
PAGIEPS	Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023
PAGSIS	Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion et la solidarité sociale 2010-2015
R-I	Recherche-intervention (méthodologie du projet)
RQIIAC	Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CISSS et CIUSSS
SIPPE	Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance
TACAE	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie
TESS	Tiers espace socio scientifique (ici le GRAP Lotbinière)
OVSS	Opération veille et soutien stratégiques

INTRODUCTION

Ce mémoire explore les perceptions de la pauvreté³ et leurs impacts, tout en proposant des solutions concrètes comme l’approche AVEC et un outil de sensibilisation que nous avons développé. Ce mémoire se divise en trois parties. Une première présente la problématique, les pertinences et l’univers interprétatif entourant le projet. Une deuxième partie aborde la méthodologie, les stratégies d’analyse et les résultats. Une dernière partie vous invite à une discussion, aborde la validité scientifique, les limites et les autres considérations.

Ce projet se situe au carrefour de plusieurs éléments. D’abord l’imaginaire collectif à la base de nos représentations de la pauvreté, tant pour les individus que pour la société et ses décideurs. Ensuite, sur la reconnaissance de l’expertise de vécu des personnes en situation de pauvreté et de leur parole, comme contributive, au cœur de ce projet, à la réflexion et à la mise en place de solutions concrètes pour améliorer leurs conditions de vie et transformer notre imaginaire collectif de la pauvreté. Dans ce projet de maîtrise, la préoccupation de redonner du pouvoir aux experts de vécu de la pauvreté dans la recherche de solutions est centrale, ainsi que la volonté de mobiliser les partenaires du milieu.

Le premier chapitre aborde la problématique entourant le projet de recherche : les représentations sociales de la pauvreté au Québec, c’est-à-dire la perception, les croyances, les images et les significations partagées par la société à l’égard des personnes en situation de pauvreté, en termes de discours politique, médiatique et social.

La pertinence de ce projet pour le travail social contemporain est fondamentale, particulièrement pour les praticiens appelés à intervenir auprès des personnes en situation de pauvreté. Il permet de prendre conscience des impacts sur ceux et celles qui la vivent ainsi que du pouvoir que peuvent reprendre ces personnes sur l’imaginaire collectif par la

³ L’imaginaire collectif de la pauvreté est le cadre conceptuel développé pour ce projet de mémoire. Il réfère aux interactions dynamiques entre les représentations sociales, médiatiques, culturelles, historiques, idéologiques et identitaires dans un territoire donné. Cela inclut, sans s’y limiter, les représentations sociales et les préjugés. Ce cadre sera exposé dans la [section 1.2](#).

libération de la parole et l'engagement social. Reconnaître ce pouvoir, que nous nommons l'expertise de vécu, présente une avenue forte de sens pour nous, travailleurs sociaux. Ces éléments de pertinence sont présentés au chapitre 2.

Le chapitre 3 présente l'univers interprétatif dans lequel je me situe dans ce projet, dans mon cheminement personnel et professionnel. Dans le cadre de la rédaction de ce mémoire, il n'y a pas de chapitre portant sur la recension des écrits. Il s'agit d'un choix avec ma direction de recherche, puisque les concepts recensés sont abordés à plusieurs reprises. La recension des écrits dont la méthodologie est explicitée dans la section 4.1 de ce mémoire a porté d'abord sur la pauvreté en général, puis la place des experts de vécu dans les publications scientifiques, puis sur les pratiques AVEC, l'imaginaire collectif et les différents outils de sensibilisation existants.

Le choix méthodologique pour la réalisation de ce projet s'est arrêté sur la recherche-intervention (R-I). Bien que peu utilisée dans le domaine du travail social (à ne pas confondre avec la recherche interventionnelle en santé publique afin de mesurer l'efficacité des interventions) (Hawe et Potvin, 2009), la R-I permet de reconnaître les expertises diverses, de limiter les rapports hiérarchiques par le dialogue, de viser une transformation sociale, tout en produisant des connaissances. La méthodologie du projet est influencée par les pratiques de conscientisation, la recherche-action participative et l'approche AVEC. L'ensemble de la méthodologie vous sera présentée au chapitre 4.

Le chapitre 5 présente le processus ayant mené au choix de l'angle d'analyse privilégiée par l'ensemble des parties prenantes du projet et la méthodologie par questionnement analytique retenue et mobilisée. Les données sont présentées suite à leur analyse, à partir du canevas investigatif retenu pour la présentation des résultats au chapitre 6.

Ces résultats sont discutés dans le chapitre 7, et mis en dialogue avec les données recueillies dans la recension des écrits qui vous auront été présentés tout au long du mémoire (le vécu en situation de pauvreté, l'imaginaire collectif, les dimensions cachées, l'approche AVEC, les éléments de pertinence et les travaux de littérature « grise » des groupes sociaux. Les

considérations méthodologiques, la validité scientifique et les enjeux éthiques sont présentés dans le chapitre 8, suivi d'une conclusion générale de ce projet de recherche. Devant l'ampleur du projet global, plusieurs documents sont disponibles en annexe afin de vous permettre d'aller plus loin, mais ne font pas partie intégrante de ce mémoire.

Ce projet de maîtrise brosse donc un portrait de notre imaginaire collectif de la pauvreté et met en lumière les impacts de celui-ci sur les perceptions, les choix de société, les décisions politiques et les programmes sociaux existants. Il présente également le point de vue des personnes qui la vivent et l'importance de la place à leur accorder dans l'analyse et les pistes de solutions. Finalement, ce mémoire démontre comment l'implication sociale des experts de vécu dans la lutte contre la pauvreté a permis à celles-ci, à travers ce projet, de se libérer, de prendre la parole et de reprendre du pouvoir. À terme, un outil de sensibilisation a été créé et diffusé dans la MRC de Lotbinière afin de favoriser auprès des acteurs exposés à celui-ci, une prise de conscience de l'impact de l'imaginaire collectif sur leur propre perception, dans une visée de transformation sociale.

CHAPITRE 1

PROBLÉMATIQUE : QU'EST-CE QUI CLOCHE AU JUSTE ?

1.1 D'ABORD QUELQUES DÉFINITIONS POUR BIEN SE COMPRENDRE

Cette section définit les concepts clés afin de clarifier leur usage dans ce mémoire : pauvreté, personne en situation de pauvreté, préjugé, experts de vécu et imaginaire collectif.

La définition de la pauvreté ne fait pas consensus. Celle retenue dans le cadre de mon projet de recherche est la définition officielle au Québec, soit : « condition dans laquelle se trouve un être humain qui est privé de manière durable des ressources, des moyens, des choix et du pouvoir nécessaires pour accéder à son autonomie économique et favoriser son inclusion sociale. » (Québec, 2002b, p. 14).

Le terme « personne en situation de pauvreté » est parfois difficile à circonscrire. Premièrement, parce qu'il est de nature péjorative, personne ne souhaitant s'attribuer cette étiquette. Deuxièmement, parce qu'il est relatif à la perception que l'individu a de lui-même et que les autres lui reflètent. Troisièmement, parce que la pauvreté est plus large que le simple fait d'avoir moins de revenus qu'une autre personne. Historiquement, la terminologie a d'ailleurs évolué, il est maintenant question de « personne » en « situation » de pauvreté. L'accent étant maintenant mis sur la personne « dans » la situation, laissant présager une sortie de l'état de pauvreté. Mais, dans les faits, cette sortie est plutôt difficile, les barrières systémiques telles que le manque de services adaptés et les politiques publiques en limitent les possibilités. Quatrièmement, la notion de pauvreté implique de se comparer (c'est la notion de classe sociale : pauvre, moyen, riche). Dans ce mémoire, le terme désigne une personne qui vit dans une situation de pauvreté, telle que décrite plus haut.

La définition retenue pour le concept de préjugé est la suivante :

Un préjugé est une idée enracinée dans les structures sociales exprimant un jugement négatif à l'endroit d'un groupe, d'une communauté ou d'une personne associée à ceux-ci. Les préjugés sont blessants, voire stigmatisants, pour celles et ceux qui en sont la cible. Les préjugés envers les personnes en situation de pauvreté

ont des conséquences néfastes et minent les efforts de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CEPE, 2024, p. 9).

Le terme « experts de vécu » désigne dans ce projet, des personnes qui ont vécu ou vivent en situation de pauvreté et qui acceptent de s'impliquer dans un projet (recherche, action, lutte, accompagnement de pairs, etc.) et d'y contribuer par leurs paroles et leurs savoirs. Ils ont une expertise unique, valable et reconnue de la pauvreté et une perspective qu'eux seuls peuvent avoir sur les situations et enjeux (Collectif VAATAVEC, 2014; Gélineau et al., 2012; SPPIS, s.d.). Cependant, cette reconnaissance n'est pas acquise au sein des institutions, même si beaucoup de travail en ce sens est en cours.

Le concept de l'imaginaire collectif (Bersianik, 2006; Bouchard, s.d.; Djemaï et al., 2020; Giust-Desprairies, 2005; L'Italien-Savard, 2012) est le cadre conceptuel développé pour ce projet de mémoire. Il sera exposé plus loin à la figure 3, mais sommairement, il réfère aux interrelations dynamiques entre plusieurs éléments : territoire, identité, histoire, idéologie, représentations sociales, médiatiques et culturelles qui influencent la perception de différentes réalités sociales des individus d'une société donnée. Ce cadre aide à comprendre comment ces facettes interagissent entre elles pour façonner les perceptions entourant les personnes en situation de pauvreté.

1.2 QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE VIVRE EN SITUATION DE PAUVRETÉ AU QUÉBEC ?

Les personnes en situation de pauvreté font face à des conditions de vie précaires caractérisées par le manque (de biens, de ressources, de moyens, de réseau, de connaissances, d'accès, etc.) et constituent près de 9% de la population selon la Mesure du panier de consommation (MPC) (Boucher, 2023). La personne en situation de pauvreté se retrouve souvent dans cette situation suite à une perte significative : emploi, conjoint, maladie physique ou mentale, etc. (Desgagnés et al., 2020). De plus, parmi les personnes en situation de pauvreté, celles ayant recours aux programmes d'assistance sociale du Québec sont particulièrement très pauvres en raison de prestations se situant sous la MPC (CEPE, 2024) reconnue par le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion sociale comme étant nécessaire

à la couverture des besoins essentiels (voir annexe XXVIII qui illustre ce propos). Les personnes seules, les familles monoparentales et les aînés sont les plus représentés au niveau de l'assistance sociale. Ce sont principalement des personnes seules (84%), dont près des deux tiers sont des hommes, sans diplôme secondaire (41 %). Ces personnes présentent des contraintes à l'emploi, temporaire (15 %) ou permanent (39 %). (MESS, 2024).

Pour bon nombre, leur état de santé physique et mentale (OMS, 1978) s'en trouve dégradé à moyen et long terme puisque plusieurs déterminants sociaux de santé (Québec, 2010) ne sont pas réunis (revenu, éducation, emploi, chômage, insécurité alimentaire, logement inadéquat, exclusion sociale, etc.). Cela engendre souvent des problèmes de santé mentale (CEPE, 2011). Elles peuvent donc se retrouver en déséquilibre (financier, santé, émotif, énergétique) pour faire face au quotidien et cela risque d'engendrer une multitude d'autres problèmes : du stress et de l'anxiété, de la faim, de la maladie, de la honte, de l'isolement, de la peur du manque et de l'endettement, des difficultés à se loger, etc.) (Bertin, 2008; CEPE, 2015; CDPDJ, 2000; Dupéré, 2011; Front commun des personnes assistées sociales du Québec, 2004; Gaudet et McAll, 2012; Gaudreau et al., 2015; GRFPQ, 2014; OTSTCFQ, 2018; Paugam, 1993, 2012; Plamondon, 2017; Yerochewski et Fortier, 2014) en plus d'être plus à risque de subir les préjugés et la stigmatisation : être qualifié de paresseux, lâche, profiteur, etc. alors qu'ils essaient simplement de survivre et de s'en sortir (TACAE, 2016).

Une fois en situation de pauvreté, particulièrement s'il y a recours à l'aide sociale pour une longue durée, il devient difficile d'en sortir. Le « système » limite les possibilités d'améliorer la situation ; les personnes « disposent d'un capital humain, culturel et social, qui au fil de leur parcours, se détériore » (Desgagnés et al., 2016, p. iii). Les difficultés d'accès à une place en garderie, les coupures si partage de logement, un retour aux études dans un programme non reconnu et donc non financé, le travail à temps partiel en lien avec des contraintes non reconnues et d'autres ne sont que quelques exemples de situations vécues qui limitent la sortie de l'état de pauvreté. Les politiques publiques, censées venir en aide, contribuent ainsi à leur maintien en situation de pauvreté.

Ils se sentent constamment évalués, surveillés, menacés de coupures et de sanctions et ils doivent rendre des comptes continuellement. En plus de vivre des sentiments de perte d'autonomie et d'incompétence, ils vivent l'humiliation d'être surveillés. Cette situation porte atteinte à leur intégrité, leur fierté et leur dignité (« ça donne un coup sur l'orgueil ») et affecte grandement le moral. (Dupéré, 2011, p. 144)

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté a bien illustré ce propos à l'aide de la métaphore de l'escalier roulant qui descend (pour les personnes en situation de pauvreté) et de celui qui monte pour les autres (Labrie, 2011).

Une des qualités sous-estimées des personnes en situation de pauvreté est leur capacité à faire preuve de résilience telle que théorisé par Boris Cyrulnik, neuropsychiatre, éthologue et psychanalyste, à partir de sa propre expérience traumatique et de certains de ses travaux cherchant à comprendre pourquoi certains enfants pauvres ne deviennent-ils pas des adultes pauvres. (Cyrulnik, 2013). Il en faut une bonne dose de cette résilience pour faire face à autant de restrictions, de préjugés, de sentiment de honte et être en mesure de garder sa dignité et sa créativité intactes pour boucler la fin de mois, pour se rendre à la banque alimentaire. La résilience est un facteur de protection reconnu, tout comme le soutien social et la reconnaissance des forces (Romano, 2015). Le projet misera justement sur ces compétences clés.

La pauvreté est donc à la fois : une préoccupation mondiale (ONU, 2021) et un tabou social, un concept qui semble clair a priori, mais qui est difficile à définir, une injustice sociale nommée (Canada, 2019; Québec, 2002b), mais pour laquelle trop peu de moyens concrets sont déployés dans les faits (INSPQ, 2009; St-Germain, 2018).

1.3 CE QUE NOUS APPREND LA LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE AU SUJET DES REPRÉSENTATIONS DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ DANS LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

Si historiquement, les pauvres étaient « relativement tolérés » à condition d'être « de bons pauvres » (Gorge et Delacroix, 2017) la donne semble changée aujourd'hui. Que ce soit par la perte de popularité de l'Église, par le discours des pouvoirs en place et des médias ou

par la montée des valeurs capitalistes et individualistes, les « non-dits » et les préjugés sont tenaces et directement liés aux programmes sociaux jugés, à tort, trop généreux par certains contribuables (Landry et al., 2021), ce qui semble leur donner droit de critiquer les citoyens ayant recours à ceux-ci.

L'actualité médiatique représente un site de débats et de conflits où se rencontrent et s'entrechoquent des conceptions antagonistes de la pauvreté (Gamson, 2004 ; Lister, 2004). Elle contribue conséquemment à baliser les paramètres du débat politique sur la pauvreté, tout en demeurant, en elle-même, un terrain de lutte sociale et politique où s'opposent des intérêts et des perspectives divergentes (Kendall, 2011 ; Kitzinger, 2007 ; Kitchener et Vandermensbrugghe, 2007) (Landry et al., 2021, p. 87).

Les principaux thèmes recensés dans l'étude de Landry en lien avec la pauvreté dans les médias sont l'assistance sociale, l'emploi, le travail, la santé, l'école, l'éducation et le logement. Les acteurs à qui est donnée la parole sont à forte majorité les politiciens. Les groupes de lutte occupent une minuscule proportion de l'espace médiatique et les personnes qui la vivent y sont absentes. Toujours selon l'étude, on y retrouve aussi une appréciation négative de plusieurs catégories de citoyens en situation de pauvreté, dont les personnes assistées sociales (score d'appréciation : 51) et les gens sur le bien-être social (les B.S. : score 45). En comparaison, les personnes sur l'assurance chômage obtiennent un score de 65.

L'avis émis par le Centre d'études sur la pauvreté et l'exclusion (2024) sur la nature, les sources et les effets des préjugés est une contribution importante dans la compréhension des représentations sociales à l'égard des personnes en situation de pauvreté au Québec. À l'instar du cadre proposé de l'imaginaire collectif de la pauvreté, cet avis aborde l'importance des politiques publiques (dimension idéologique), des médias (dimension des représentations), des conséquences (dimension sociale) et de l'intériorisation (identité) comme source de préjugés. Lorsqu'elles sont prises en compte dans une dynamique systémique, ces dimensions se renforcent et leurs impacts se décuplent.

Les dimensions cachées de la pauvreté (l'un des cadres conceptuels de ce projet) constituent l'une des contributions scientifiques récentes les plus intéressantes, en présentant

une explication expérientielle du vécu des personnes en situation de pauvreté à travers neuf dimensions qui seront détaillées à la section 3.3.2. Il s'agit du manque de travail décent, du revenu insuffisant et précaire, de privations matérielles et sociales, de contributions non reconnues, de maltraitance institutionnelle et sociale, de souffrance dans le corps, l'esprit et le cœur, de combat et de résistance et de dépossession du pouvoir d'agir (Bray et al., 2019).

Dans une étude de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse (2015, p. 29), 49.1 % des personnes interrogées affirment entretenir une opinion négative des prestataires de l'aide sociale et 50 % d'entre elles considèrent normal qu'un propriétaire se méfie des locataires à l'aide sociale.

La condition sociale est le motif le plus susceptible d'entraîner une forme ou une autre de discrimination selon le sondage. C'est du moins le motif le plus associé à une forme d'intolérance ou de méfiance sociale (CDPDJ, 2015).

Cela s'explique en partie, selon Landry (2021) par les valeurs sociales en place, soit celles de performance, d'efficacité, de productivité, d'instantanéité, etc. Les personnes vivant en situation de pauvreté ne « cadrent » alors pas dans ces valeurs. Selon Landry (2007) ces représentations sociales se placent sous l'influence du néolibéralisme, de l'assainissement des finances publiques, de l'individualisme et de la montée du courant « workfare ». Avec les dernières décennies, la lutte à la pauvreté semble céder sa place à une lutte aux pauvres, par des mécanismes de contrôle, de surveillance et même de judiciarisation des comportements associés au vécu des personnes en situation de pauvreté (Bellot, Dufour, & Goyette, 2015).

Centraide propose, à travers ses différents outils et publications (CDSC, 1998, 2000, 2003, 2011, 2020), de porter collectivement la responsabilité de la pauvreté et des inégalités sociales. D'abord, en prenant connaissance des coûts sociaux et des conséquences sociales de l'appauvrissement, dont le discours sur la responsabilité individuelle au profit d'un discours mettant la faute sur les causes structurelles. Puis, en prenant conscience de l'impact de nos préjugés et en refusant d'y contribuer. Finalement, en faisant un examen de conscience de nos propres choix sur la collectivité et les personnes vivant en situation de pauvreté, en

développant davantage de solidarité et en se sentant réellement concernées, il sera possible, selon Centraide, collectivement, de déconstruire les préjugés.

Au niveau du soutien social, une étude a constaté que certaines autorités de communautés rurales craignent de s'impliquer dans la lutte contre la pauvreté et d'offrir des services aux personnes les plus démunies :

Souvent sous-estimée par les autorités ou refusée implicitement, la pauvreté n'est pas considérée comme un problème devant faire l'objet d'une attention soutenue ou de services spécifiques, car les droits sociaux ne sont pas perçus comme droits légitimes... [par] crainte de constituer des pôles d'attraction et de créer en somme un appel d'air en attirant des pauvres, des marginaux, des familles en difficulté (Gaudreau et al., 2018, p. 9).

Une trousse d'outils a d'ailleurs été produite à ce propos à l'intention des élus afin de briser les préjugés entourant la pauvreté et de les convaincre de s'impliquer dans la lutte contre la pauvreté (Gaudreau et al., 2018).

Le B.S. : mythes et réalités (Deniger et Conseil canadien de développement social / Front commun des personnes assistées sociales, 2012) est un ouvrage présentant les résultats d'une recherche-action sur les préjugés et se voulant un guide de conscientisation sur les mécanismes de production des préjugés (rôle du gouvernement, choix de société et idéologie politique, classes sociales, rôle des médias, jugements de valeur en famille et dans le milieu scolaire, etc.). Ces éléments recourent également plusieurs dimensions du cadre conceptuel au cœur de ce projet de maîtrise, soit l'imaginaire collectif de la pauvreté au Québec présenté en détail à la section 1.2.

Selon la Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie (2016), l'image du « pauvre paresseux » et du « pauvre fraudeur » est encore très répandue dans notre société comme représentations sociales de la pauvreté. À travers le discours politique, les faits rapportés dans les médias et le contexte économique, ces représentations se construisent et se cristallisent, créant et maintenant des préjugés tenaces à l'égard de la personne en situation de pauvreté.

1.4 CE QUE NOUS RÉVÈLE LA LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE SUR LES IMPACTS DE CES REPRÉSENTATIONS SUR LES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ

L'identité sociale, personnelle et professionnelle (notamment par la perte du statut de travailleur) est affectée par les préjugés, entraînant une marginalisation qui s'accompagne d'une baisse d'estime personnelle, de culpabilité et de honte. Cela impacte également les relations sociales (amitié, famille, rapport aux institutions comme l'école et les services de santé) (Deniger et Front commun des personnes assistées sociales 2012).

Selon une étude réalisée par ATD Quart Monde et l'Université d'Oxford (Bray et al., 2019), les personnes en situation de pauvreté, parce qu'elles sont perçues négativement, sont à la fois victimes de maltraitance sociale par d'autres personnes et groupes informels, et de maltraitance institutionnelle, c'est-à-dire d'actions inappropriées ou irrespectueuses ou d'inaction de leurs institutions nationales ayant comme conséquence de les ignorer, de les humilier ou de leur nuire (TACAE, 2016).

Cette maltraitance sociale, elle s'exprime notamment dans les attitudes de certains intervenants parfois décriées par les personnes en situation de pauvreté dans certains travaux de recherche. Ils nomment entre autres l'indifférence, le paternalisme, la rigidité, la non-reconnaissance de la problématique ou des bris de confidentialité (Gaudreau et al., 2015). Selon René (2009), le statut d'assisté social est particulièrement stigmatisant lorsque la personne en situation de pauvreté s'adresse à des institutions : école, hôpital, banque, dentiste, etc. La difficulté d'accès aux services est un élément rapporté par plusieurs participants dans la recherche sur l'accès aux services en milieu rural. Que ce soit le manque de connaissance des ressources, l'absence de service de proximité, la discontinuité (épisodes de services) des interventions, le roulement du personnel intervenant, les difficultés de transport ou la peur d'être jugé, les participants expriment comment ils ne se sentent pas pris en compte dans le déploiement de l'offre de service. Les intervenants interrogés rapportent quant à eux que la taylorisation du travail, les impératifs de performance, la durée limitée des suivis, la reddition de compte, les statistiques et l'incapacité de faire place à des pratiques

novatrices constituent pour eux une maltraitance des établissements envers les personnes en situation de pauvreté (Gaudreau et al., 2015).

Les deux dernières réformes de l'aide sociale au Québec contiennent, quant à elles, plusieurs mesures qui sont maltraitantes pour les personnes en situation de pauvreté : le partage de logement (ou vie maritale, ou location de chambre, selon les réformes) engendre une coupure du chèque d'aide sociale de l'ordre de 100 \$ à 125 \$ par mois, nuisant ainsi à l'entraide et à la solidarité entre les personnes en situation de pauvreté et bafouant le droit de vivre en couple (GRFPQ, 2016; Landry, 2007). Le fonctionnement même de l'accès à l'aide sociale constitue une dépossession du pouvoir d'agir, imposant de se départir de tous ses avoirs avant d'être admissibles (TACAE, 2016). La logique du « workfare » introduite dans la loi encourage la montée des préjugés à l'égard des prestataires d'aide sociale « pauvre méritant », en obligeant l'insertion par l'emploi et en instaurant des mécanismes de vérification et de contrôle (Landry, 2007), sans égard à la réalité vécue par les personnes les ayant menées à l'aide sociale, caractérisée par une « souffrance à composer » qui demande du temps (Desgagnés et al., 2020).

Les montants d'aide sociale accordés par le gouvernement du Québec sont également influencés par nos représentations sociales de la pauvreté. Présentement, au Québec, selon l'État de situation de la pauvreté 2022 (CEPE, 2024), ceux-ci n'assurent pas la couverture complète de la mesure du panier de consommation (MPC), mesure officielle du Canada pour déterminer le seuil de pauvreté. En 2022, la prestation versée à une personne seule considérée sans contrainte en emploi correspondait à environ 45 % de la MPC, à 53 % pour celle ayant des contraintes temporaires, et à 70 % de la MPC pour celle ayant des contraintes sévères. Selon des données citées dans l'étude de Landry (2021).

L'opinion publique québécoise supporte les piliers sur lesquels reposent les réformes successives des trente dernières années en matière d'assistance sociale (Ducharme, 2018). Elle se montre favorable à l'incitation musclée à l'insertion à l'emploi, au maintien de faibles niveaux de prestations, bien en deçà des seuils établis de pauvreté, ainsi qu'à la différenciation, à la catégorisation et au traitement différencié des prestataires selon leur aptitude au travail. (Landry et al., 2021, p. 106)

Dans *Regards croisés sur la pauvreté au masculin*, les auteurs nous présentent des parcours d'homme de la région de Chaudière-Appalaches où cette dépossession du pouvoir d'agir se traduit de différentes façons, mais ayant comme point commun la perte d'un emploi lié à l'état de santé physique ou mentale, qui entraîne un appauvrissement progressif, menant à l'aide sociale. Lors de l'analyse collective, le parcours a été schématisé et explicité à partir des propos des hommes rencontrés. Une image forte où l'on voit une grue avec l'indication « on broie votre dignité » vient illustrer la dépossession de leur pouvoir d'agir (Desgagnés et al., 2020).

Le stress financier engendré par le vécu en situation de pauvreté est une source de souffrance rapportée par plusieurs auteurs, plaçant l'individu dans un état de survie constant qui mine son développement social, professionnel et personnel (Bouffard et Dubé, 2013; CQSP, 2019; Desgagnés et al., 2020; Gaudreau et al., 2015; TACAE, 2016).

Le rapport de la Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie (2016) décortique à son tour la souffrance liée aux représentations sociales et racontée par les participants à travers divers témoignages recueillis dans des recherches ou issus de la pratique des intervenants sur le terrain. Il y est mentionné la force des préjugés qui conduit au sentiment de rejet, à la perte d'estime de soi et à l'exclusion. Il y a une section qui traite de l'impact de la pauvreté sur la santé des enfants. La pauvreté est une cause d'insuffisance de poids à la naissance, de prématurité et de décès plus élevé. L'enfant court deux fois plus de risques de maladie. L'espérance de vie est diminuée (11 ans d'écart dans le quartier Hochelaga, lorsque comparé à Westmount). La faim, souffrance en soi, amène des échecs et des retards scolaires. « Le faible niveau de soutien social, les symptômes dépressifs et les tentatives de suicide sont quatre fois plus élevés chez les adolescents dans les quartiers défavorisés » (Dupéré et al, 2009, cité dans TACAE, 2016).

Le stress prolongé endommage le système biologique, l'état de santé se détériore et la durée de vie diminue. En résumé, plus on est pauvre, plus on est malade et moins on vit longtemps. On tend souvent à sous-estimer les effets de la pauvreté sur la santé. Pourtant, la santé d'une personne est grandement tributaire de sa position dans la hiérarchie sociale. Une étude de l'ICIS montre que plus le statut socioéconomique

est bas, plus le risque d'hospitalisation est élevé pour un éventail de problèmes de santé, depuis l'asthme pédiatrique jusqu'à la maladie mentale et au diabète. Plusieurs facteurs sont en cause, dont la prise moindre de médicaments permettant de mieux maîtriser l'asthme pédiatrique, de même que l'environnement dans lequel vit l'enfant, le tabagisme des parents notamment (ICIS, 2008 cité dans TACAE, 2016, p. 17).

Toujours selon la Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie (2016) les personnes en situation de pauvreté sont souvent victimes d'exclusion sociale dans leurs parcours, résultant d'un amalgame de processus à la fois économique, politique, institutionnel et culturel qui s'imbriquent et se renforcent, menant à la mise à l'écart des personnes en situation de pauvreté. Cela se traduit par des possibilités limitées de choix par manque de ressources financières, l'éloignement du marché du travail entraînant une stigmatisation, une diminution de leur participation sociale, l'isolement et la honte. Ces processus se renforçant mutuellement, la sortie de pauvreté devient alors laborieuse.

Selon Paugam (2012), les personnes en situation de pauvreté vivraient de la disqualification sociale qu'il définit comme « un processus d'affaiblissement ou de rupture des liens de l'individu avec la société au sens de la perte de la protection et de la reconnaissance sociale...L'homme socialement disqualifié est à la fois vulnérable face à l'avenir et accablé par le poids du regard négatif qu'autrui porte sur lui » (Paugam, 2012, p. 1). Selon Paugam, cette disqualification sociale serait le résultat du processus en étapes suivant : l'assignation à la « carrière » de pauvre transforme l'identité, stigmatise et marque les rapports, amène la perte progressive de statut social au profit d'une marginalisation (fragilisation, dépendance puis rupture), le réseau familial et d'entraide s'effritant peu à peu, ces conditions étant amplifiées par la dégradation du marché de l'emploi et au développement économique (Paugam, 1993).

Cet impact des représentations sociales des personnes en situation de pauvreté amène à vivre dans la honte, puis à s'exclure socialement peu à peu (De Gaulejac et al., 2014; René, 2009) en endossant les perceptions dont ils sont affligés. Il devient donc de plus en plus difficile de demander de l'aide (Gaudreau et al., 2015).

Dans l'étude de Landry (2024) sur les représentations sociales de l'assistance sociale au Québec, les participants ont raconté, à travers leurs témoignages, leurs difficultés quotidiennes à couvrir leurs besoins essentiels, les préjugés et discriminations auxquels ils font face, des regrets, les enjeux de santé mentale et physique non reconnus et les différentes expériences difficiles vécues (violence conjugale, itinérance cachée, difficultés d'accès aux programmes sociaux, dépendance aux organismes de soutien), le manque de choix, les privations, etc.

Dans les travaux de recherche du Collectif de recherche-action participative de l'UQAR menés en 2015 dans les MRC de Lotbinière et Etchemins, l'aspect de la souffrance est bien rapporté par les participants. Ils y parlent de l'épuisement physique et moral, de situation de crise, de parcours de vie difficile marqués par la violence, l'abandon, des difficultés financières, du rejet, de la maladie, d'une santé mentale fragile au moment de la demande d'aide : « cela revient à dire qu'au moment d'une demande d'aide, on se sent impuissant, accablé et honteux » (Gaudreau et al., 2015, p. 12). Les participants ont aussi exprimé, en raison d'événements enchevêtrés les uns dans les autres, trouver difficile d'identifier la source du problème, donc de formuler une demande d'aide claire à un intervenant. Certains participant.es de cette étude ont partagé vivre une certaine méfiance à l'égard du réseau de service par peur des commérages, de perdre la garde des enfants, etc.

Lorsqu'on pense aux préjugés à l'égard des personnes en situation de pauvreté, on imagine les propos particulièrement violents véhiculés par certains médias traditionnels et sur les réseaux sociaux. Ces discours contribuent à nier toute citoyenneté sociale à des femmes et à des hommes de notre communauté, attaquant leur dignité et parfois même leur droit d'exister sous prétexte de la précarité de leur condition (CEPE, 2024, p. 5).

Les préjugés sont en réalité des insultes, souvent déguisées. D'ordinaire, les préjugés constituent une généralisation : à partir de ce qui a pu être observé sur un nombre limité d'individus (« tel monsieur ou telle madame que je connais... »), un comportement est associé et étendu à un groupe plus vaste. L'efficacité des préjugés tient beaucoup à leur caractère de raccourcis : ce sont des énoncés simples, ils semblent être des vérités qui éclairent. Ils sont faciles à répéter, générant un « effet perroquet » amplifié par les médias. Les préjugés sont véhiculés autant par des

groupes, des partis politiques, des hommes et des femmes politiques que par les citoyennes et citoyens. Plusieurs raisons nous rendent porteuses ou porteurs de préjugés : l'ignorance, les œillères, les lignes de parti ou même la simple répétition sociale (TACAE, 2016, p. 8).

Ces propos sont corroborés par l'étude de Langlois (2019) sur les représentations sociales de la pauvreté. Langlois y expose que 60,3 % des répondants interrogés dans son étude et vivant en situation de pauvreté ont exprimé vivre un sentiment de privation entraînant une insatisfaction des besoins de base. Langlois a constaté également que les représentations sociales de la pauvreté des répondants sont influencées par la position sociale occupée, le sexe et le niveau de revenu des répondants. Toujours selon l'étude de Langlois, le fait de connaître personnellement une personne en situation de pauvreté est le facteur le plus déterminant pour développer une attitude plus critique sur les inégalités de revenu.

Selon Landry (2007), les personnes en situation de pauvreté vivent directement les conséquences des représentations sociales à leur égard influencées par la conjoncture économique, sociale et politique à un moment donné de l'histoire. Dans les années 60, avec la montée de l'État providence, la croissance économique et le développement de l'État providence, la pauvreté était perçue comme un problème social dont l'État devait prendre la charge. Avec le virage néolibéral, la mondialisation, la transformation du travail et la crise économique des années 1980, la représentation sociale, les lois et politiques ainsi que l'organisation des services ont ancré dans notre imaginaire collectif une vision différente de la pauvreté, la ramenant davantage à une prise en charge d'ordre individuel, intimement liée à la sphère du travail (Landry, 2007).

Tous les écrits mentionnés précédemment démontrent très clairement que nos représentations sociales de la pauvreté ont des conséquences sur la dignité et le pouvoir d'agir des personnes en situation de pauvreté, d'où la pertinence de ce projet de recherche intervention. La question des indicateurs de la pauvreté est importante lorsqu'il est question de la perception à l'égard des personnes en situation de pauvreté. Puisque cela n'est pas l'objet de ce mémoire, l'information permettant de mieux saisir l'impact de ceux-ci a été déplacée à l'annexe XXVIII.

CHAPITRE 2

LA PERTINENCE DE CE PROJET DE RECHERCHE

PERTINENCE SCIENTIFIQUE

Selon plusieurs auteurs (Anadón, 2000; Carrel, 2007; Desgagnés et al., 2020; Fisher, 2011; Gélinau et al., 2012; Pelletier, D'Auteuil, et al., 2014), les écrits scientifiques consacrés à l'étude de la pauvreté sont souvent circonscrits à un seul aspect de celui-ci, soit sa dimension économique, et ne donnent pas ou très peu de place à la parole des experts de vécu. Un arbre de ces thématiques est présenté en annexe III afin d'illustrer ce propos.

Plusieurs auteurs s'entendent pour dire que la pauvreté est une construction sociale complexe, multifactorielle, multidimensionnelle et qui varie considérablement selon plusieurs critères, époques et valeurs sociétales (CDPDJ, 2000; Lesemann et al., 1989; Lollivier, 2008; Noël, 2004).

Tour à tour et selon les époques, des représentations négatives succèdent aux représentations positives. La pauvreté, comme réalité persistante, est tributaire des contextes sociohistoriques qui, compte tenu des situations, l'engendrent, la réduisent ou l'entretiennent. Elle s'intègre à l'idéologie ambiante, au système en place, aux valeurs prônées. La pauvreté existe et trouve sa signification dans un rapport d'interaction sociale. [...] Elle se révèle à partir des représentations que les membres d'une société se construisent (Mercier, 1995 cité dans Desgagnés et al., 2016).

Dans sa thèse, Desgagnés propose trois paradigmes pour comprendre la pauvreté (2016). Un tableau synthèse de ces trois paradigmes est placé en annexe II :

- Le paradigme individuel/économique, teinté par l'ère chrétienne et la vision théologique de la pauvreté, met l'accent sur le mérite et la responsabilité individuelle. Dans ce paradigme, il existe deux catégories de pauvres : le méritant ou non méritant ; le principal débat porte alors sur les seuils permettant de déterminer qui est pauvre ou ne l'est pas, et, concernant la sortie de la pauvreté, celle-ci dépend de l'effort de l'individu pour s'en sortir.

- Le paradigme structurel/institutionnel ayant émergé suite à la crise économique d'avant la Première Guerre mondiale tente de comprendre pourquoi la pauvreté existe et met l'accent sur les causes structurelles (les dimensions économiques, sociales et systémiques des inégalités). Largement inspirés par Weber et Marx, la question du pouvoir et des classes sociales (statut social, capitalisme) et le rôle de l'État comme régulateur pour enrayer la pauvreté en sont le cœur. Le discours présente alors les personnes en situation de pauvreté comme des victimes de la situation qui n'ont pas de réel pouvoir sur leur situation.
- Le paradigme subjectiviste et critique, inspiré principalement par des théoriciens des pays du Sud et ceux du Nord s'inscrivant dans une perspective constructiviste et des théories critiques, cherche plutôt à comprendre comment se maintiennent les inégalités. On y présente la pauvreté comme une réalité multidimensionnelle (causes structurelles, symboliques et relationnelles). Les auteurs aborderont alors davantage les questions d'oppression, d'exclusion sociale, de stigmatisation et de violation des droits. Les solutions proposées dans ce courant idéologique sont une redistribution de la richesse et l'inclusion des personnes vivant en situation de pauvreté pour comprendre et agir contre celle-ci.

Un tableau synthèse des paradigmes compréhensifs de la pauvreté est placé à l'annexe II. L'imaginaire collectif de la pauvreté actuel s'inscrit selon moi dans le paradigme individuel/économique, puisque l'accent est placé sur la recherche de seuils et de critères pour tracer la ligne entre les pauvres et les autres. Par le biais des classes sociales, par le maintien de la mesure du revenu médian comme guide pour indexer les prestations d'aide sociale, par la responsabilité individuelle de sa situation qui est perçue et véhiculée socialement. La montée de la philanthropie et le désengagement de l'État en sont un bon exemple.

Ce projet s'inscrit par contre dans un paradigme subjectiviste et critique puisqu'il reconnaît à la fois la pauvreté comme une construction sociale, multidimensionnelle, aux

causes structurelles, entraînant des rapports inégaux entre les personnes en situation de pauvreté et le reste de la société, des inégalités sociales et des situations d'oppression. De plus, la méthodologie s'inscrit dans une démarche visant la reprise du pouvoir d'agir des experts de vécu et une plus grande justice épistémique.

Le point de vue des experts de vécu : un angle mort dans la littérature scientifique

Dans le cadre de notre recension des écrits dont la méthodologie sera présentée au chapitre 4, peu d'articles scientifiques recensés traitent de la réalité vécue par les personnes en situation de pauvreté, de leurs aspirations, de leurs perceptions et de leurs pistes de solution envisagée, à part quelques travaux du Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural (Desgagnés et al., 2018; Desgagnés et al., 2020; Gaudreau et al., 2015, 2016; Gaudreau et al., 2018; Gélinau et al., 2012; Gélinau et al., 2022; Gélinau et al., 2023; Gélinau, Pagès, Desgagnés, Gaudreau, et al., 2018) et d'autres leur donnant la parole.

Quelques-uns traitent de l'engagement citoyen et de la libération de la parole comme levier de sortie de l'état de pauvreté (Cardinal et Caron, 2021; Carrel, 2007, 2017; Couture, 2013; Leclercq et Demoulin, 2018; Pelletier, Fortin, et al., 2014; Pelletier et al., 2017). Cela confirme la pertinence de l'angle d'approche privilégié dans ce projet de miser sur la prise de parole et la participation citoyenne des personnes en situation de pauvreté.

PERTINENCE SOCIALE, ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Ce projet de recherche arrive à point puisqu'une récente modélisation de Statistique Canada prévoit une augmentation de 21,8 % pour 2022 et de 13,3 % pour 2023 du nombre de personne en situation de pauvreté selon la MPC (Gustajtis et Heisz, 2024). La pauvreté est une problématique présente à l'échelle planétaire. Les Nations Unies ont d'ailleurs établi 17 objectifs de développement durable, dont plus de la moitié concernent l'élimination de la pauvreté d'ici 2030 ; « réduire de moitié au moins la proportion... mettre en place des systèmes et des mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national... garantir les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de

base, à la propriété foncière...réduire leur exposition aux phénomènes climatiques [etc.] » (ONU, 2021).

Depuis les années soixante et la mise en place de l'État-providence, le Québec (comme le reste du monde) est en tension entre deux visions de la pauvreté, comme l'exprime bien Landry (2007) dans son mémoire sur les représentations sociales de la pauvreté au Québec. D'un côté, la logique du *welfare* qui conçoit la pauvreté comme un problème social et préconise le rôle de l'État dans le soutien aux personnes démunies et leur prise en charge. Des mesures comme les allocations familiales, l'assurance maladie et les autres programmes de l'État-providence ont été mis en place dans cette logique. À l'opposé, les tenants de la logique du *workfare* conçoivent la pauvreté comme une responsabilité personnelle de l'individu et misent sur le travail et la prise en charge par la personne et par son réseau primaire en situation de pauvreté. Ces tensions, en sus du contexte économique changeant des années quatre-vingt à aujourd'hui, ont donné lieu depuis à des réformes du système d'aide sociale et de l'assurance-chômage (devenu assurance-emploi) inspirées de la logique du *workfare*, entraînant une diminution du revenu ou des prestations assurées, ainsi que l'instauration de mesures plus contrôlantes et punitives.

Face aux reculs engendrés par ces différentes réformes, des luttes sociales et politiques ont été menées par différentes organisations, notamment le Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté (qui deviendra en 2003 le Collectif pour un Québec sans pauvreté) et d'autres acteurs (mouvements syndicaux, groupes communautaires, corporation des travailleurs sociaux), ayant permis, en 2002, l'adoption de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale au Québec (Québec, 2002a) et prévoyant l'adoption de plans d'action gouvernementaux dont il sera question ci-après. Au niveau fédéral, il faudra attendre 2019 pour voir adopter la Loi sur la réduction de la pauvreté (Canada, 2019ch. 29, art. 315). Soulignons ici que la participation des experts de vécu a été suscitée à différents niveaux dans ce type de démarche. Cependant, cette reconnaissance est limitée par des biais institutionnels et culturels ; la ligne demeure mince entre l'inclusion des personnes vulnérables et leur instrumentalisation (Carrel, 2007).

Le premier plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a été adopté en 2004 (MTESS,). Il visait à créer 200 000 places en CPE, l'insertion sociale en emploi des jeunes, l'indexation de l'aide sociale pour les familles (incluant le soutien aux enfants), l'instauration d'une prime au travail pour les travailleurs à faible revenu ainsi que la création de logements sociaux. La mise en place du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE) et du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) découlent également de ce plan d'action.

Le second plan d'action gouvernemental pour l'inclusion et la solidarité sociale en 2010, le PAGSIS (MTESS2010), prévoyait une certaine décentralisation des décisions vers les régions sur les actions à privilégier dans la lutte contre la pauvreté, l'amélioration des conditions de vie des familles et des travailleurs à faible revenu.

Nonobstant des gains importants, les critiques envers la vision fragmentaire du gouvernement sont nombreuses dans l'évaluation de ces deux premiers plans d'action. Des sommes sont allouées à des territoires pour des projets régionaux et locaux ponctuels plutôt qu'investis pour des actions globales. De plus, l'absence de mesures pour les personnes seules est décriée (CQSP, 2013; St-Germain, 2018). Par contre, les actions à l'échelle locale et régionale se sont structurées et certains territoires travaillent désormais en intersectorialité dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, ce qui est tout de même positif. Notons également que le sort des familles, notamment des familles monoparentales, s'est amélioré avec ces mesures, mais pas celui des personnes seules (Fontaine, 2022).

Le troisième plan d'action en 2017, le PAGIEPS, s'est terminé en 2023 et visait 13 mesures, portées par 7 ministères et organismes gouvernementaux. Ses objectifs étaient ambitieux : sortir 100 000 personnes de la pauvreté, investir pour améliorer le logement social, favoriser la participation sociale des personnes à faible revenu et mobiliser les milieux et améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté (MTESS, 2023).

Il est trop tôt pour en mesurer les effets (et surtout les critiques), mais un bilan 2013-2021 combinant le 2^e et le 3^e plan de lutte vient d'être publié par le MESS. Celui-ci fait notamment état de la mise en place d'une semaine de la solidarité, de vidéos promotionnelles et de sensibilisation, d'un avis sur des indicateurs de mesure des préjugés, du soutien à des projets de recherche en lien avec la lutte contre les préjugés et l'inclusion sociale. La mise en place de programmes de soutien en employabilité, de crédits d'impôt (maintien à domicile, prime au travail, solidarité), le financement d'organismes de soutien (en proche aide, sécurité alimentaire) ainsi que la hausse du salaire minimum. L'indexation des prestations de derniers recours, la création d'un revenu de base pour les personnes ayant des contraintes à l'emploi sévères et persistantes depuis plus de 66 mois et la construction de logements sociaux. Pour la réduction des inégalités sociales, le bilan mentionne la réalisation des mesures suivantes : la stratégie d'engagement jeunesse, les mesures pour faciliter la reconnaissance des acquis, la diminution du seuil d'admissibilité à l'aide juridique, les services intégrés périnatalité et petite enfance (SIPPE), la stratégie Agir ensemble pour le milieu scolaire et la mise en place de classes préscolaires pour les enfants de 4 ans. Pour favoriser la participation sociale, le bilan mentionne les réalisations suivantes : les alliances pour la solidarité, la stratégie d'action jeunesse, la gratuité pour les accompagnateurs de personnes handicapées dans certains lieux culturels et des initiatives de formation pour contrer la fracture numérique (MTESS2023).

Le 4^e plan d'action gouvernemental a été déposé au mois de juin 2024 et prévoit 71 mesures, portées par 21 ministères et organismes gouvernementaux. Les trois priorités du plan concernent : 1 — l'assistance sociale et l'emploi, 2 — la sécurité alimentaire, 3 — la mobilisation de tous les acteurs, incluant la lutte contre les préjugés afin d'améliorer les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté, de favoriser la concertation, la couverture des besoins de base (logement, alimentation) et de rendre aux personnes leur dignité (Québec, 2024). Cependant, celui-ci est jugé insuffisant par les groupes communautaires qui œuvrent auprès des personnes en situation de pauvreté : « Des miettes et une froide indifférence pour les personnes en situation de pauvreté » (Baird, 2024; CQSP, 2024a). Parmi les recommandations qui n'ont pas été retenues dans le plan, notons l'absence

d'augmentation du revenu pour les personnes assistées sociales et les travailleurs à faible revenu.

La priorité de lutte contre les préjugés crée une résonance forte avec le projet dans lequel s'inscrit ce mémoire de maîtrise et en justifie, selon moi, la pertinence politique. En ce qui concerne la pertinence sociale de mon projet, une multitude de publications démontrent que les préjugés vécus par les personnes en situation de pauvreté au Québec est un sujet de recherche sociale pertinent. Parmi les groupes sociaux de lutte à la pauvreté⁴, les publications suivantes vont dans ce sens :

- celles du Collectif pour un Québec sans pauvreté (2003, 2007, 2011, 2013, 2016a, 2017, 2020, 2021a, 2021b, 2023, 2024a; 2016; Labrie, 2008), d'ATD Quart Monde (2003, 2014, s.d.-a, s.d.-b) ;
- des Groupes de réflexion et d'action contre la pauvreté (GRAP) (100 préjugés, 2016; Comité de développement social et les situations de pauvreté en Robert-Cliche, 2009; Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie, 2016) ;
- d'autres mouvements sociaux d'éducation populaire et de défense des droits (FRAPRU, 2014; Front commun des personnes assistées sociales du Québec, 2004; Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ), 2013; Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (OTSTCFQ), 2018) ;
- celles de Centraide (2022; 1998, 2000, 2003, 2011, 2020) ;

Il y a aussi les publications de groupe de recherche :

- l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) (Couturier et Labrie, 2020; Couturier et Tremblay-Boily, 2024; Hurteau, 2019; Hurteau et al., 2020, 2021, 2022; Institut de recherche et d'information socioéconomique (IRIS), 2023; Labrie et al., 2023; Philippe Hurteau, 2016) ;

⁴ J'en ai recensé un très grand nombre dans le cadre de ma revue de littérature scientifique.

- le Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural (2024; 2021; 2022; Desgagnés et al., 2020; Gaudreau et al., 2018; Gélinau et al., 2022; Gélinau et al., 2023; Gélinau, Pagès, Desgagnés et Gaudreau, 2018; Gélinau, Pagès, Desgagnés, Gaudreau, et al., 2018)

On retrouve également des publications d'organismes gouvernementaux :

- du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion sociale (CEPE) (2019, 2020; 2021, 2024) ;
- du comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (s.d.-a, s.d.-b);
- de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse (CDPDJ) (2000, 2015) ;

D'autres acteurs sociaux (Arbour-Masse, 2019; Gagnon Poulin et al., 2019; Gaudreau et Baril, 2021; Gorge et Delacroix, 2017; Gustajtis et Heisz, 2024; Jackman, 2020; Noreau, 2017; Opération veille et soutien stratégiques et Communagir, s.d.; Plamondon, 2017; Smith, 2020a, 2020b, 2020c) abordent aussi la question de la pauvreté et des perceptions à l'égard de ceux et celles qui la vivent démontrent que c'est un sujet de recherche sociale pertinent.

PERTINENCE POUR LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE

L'Ordre des travailleurs sociaux et des travailleurs et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (OTSTCFQ) est au cœur des débats entourant la lutte à la pauvreté depuis sa création en 1960. Les valeurs de justice sociale, de défense des droits, d'équité et de respect expliquent ce positionnement (OTSTCFQ, 2021). Un dossier fort complet⁵ sur la question de la pauvreté est d'ailleurs disponible sur son site internet et présente particulièrement l'histoire des luttes sociales, les représentations et préjugés envers les personnes en situation de pauvreté et l'histoire de la profession. Le dossier permet à ses membres de faire une réflexion de fond sur les enjeux structurels de la pauvreté et notre rôle

⁵ OTSTCFQ. *Pauvreté, inégalités, exclusion et travail social*. <https://www.otstcfq.org/l-ordre/evenements-et-campagnes/le-travail-social-dans-tous-ses-etats/pauvrete-inegalites-exclusion-sociale-et-travail-social/>

comme travailleur social. C'est une invitation pour les travailleurs sociaux d'agir comme agent de changement auprès des personnes en situation de pauvreté (OTSTCFQ, 2018).

Même si leur rôle est de favoriser l'inclusion de ces personnes, leurs tâches sont déjà lourdes et l'accompagnement requis pour permettre à une personne en situation de pauvreté une meilleure participation sociale (vulgarisation, temps de préparation, organisation du déplacement, répondre aux questions, etc.) demande un temps dont les travailleurs sociaux ne disposent malheureusement habituellement pas dans le cadre de leur pratique institutionnelle.

Les travailleurs sociaux côtoient des personnes en situation de pauvreté dans leur pratique. L'attitude de ceux-ci à l'égard de ces populations joue un rôle déterminant sur le développement de leur pouvoir d'agir, de l'estime et de la confiance en soi, sur le lien de confiance de celles-ci envers le système de santé. Malheureusement, certains TS manifestent des attitudes de jugement ou véhiculent des préjugés à l'égard des personnes vivant en situation de pauvreté (René, 2009). Selon deux études réalisées en Chaudière-Appalaches (Gaudreau et al., 2015, 2016) visant à mieux comprendre les enjeux de l'intervention sociale en contexte de ruralité et ce, à partir des perspectives croisées de personnes en situation de pauvreté et d'intervenantes et intervenants d'organismes communautaires et d'établissements du réseau de la santé et des services sociaux du territoire, on retrouve des exemples concrets de situation où certains TS ont été malheureusement des agents oppresseurs au lieu d'être des agents de changement.

Pour les organisateurs communautaires en CISSS et CIUSSS, le travail de lutte contre la pauvreté et ses effets insidieux est quotidien par le biais de concertations, de partenariats et de projets ayant pour cible la diminution des inégalités sociales de santé et l'amélioration des déterminants sociaux (CISSS-CA2017; RQIIAC, 2020).

La reconnaissance des déterminants sociaux de santé (et la privation de ces conditions chez les personnes en situation de pauvreté) par l'OMS (Conférence internationale pour la promotion de la santé, 1986) et les gouvernements du Québec (2010) (Gouvernement du

Québec, 2010) et du Canada (Agence de la santé publique du Canada, 2015; Canada, 2020) ainsi que dans la pratique du travail social (Dorvil, 2013; OTSTCFQ, 2020) font de la lutte à la pauvreté et aux préjugés un enjeu du travail social fort pertinent. Le travail social est donc une profession qui doit contribuer concrètement à l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté.

Mon choix de carrière en travail social et ses valeurs de justice sociale, d'intégrité, de respect des droits humains (ACTS, s.d.) ont été influencés par ces convictions. Dans ma pratique actuelle d'organisatrice communautaire, à travers les dossiers dont j'ai la responsabilité sur le territoire où j'interviens (la lutte contre la pauvreté, le soutien communautaire en logement social, la sécurité alimentaire et le développement local, social et communautaire), je suis en cohérence avec mes valeurs, celles du travail social et celles portées dans mon projet de maîtrise, soit la justice sociale, le respect et la dignité humaine par la libération de la parole et le renforcement du pouvoir d'agir des personnes en situation de pauvreté.

PERTINENCE PERSONNELLE

Dans le cadre des choix à faire pour ce projet de mémoire, mon vécu personnel est omniprésent. J'ai vécu dans ma vie quelques épisodes de grande précarité financière où le recours aux banques alimentaires a été nécessaire. Ce fut le cas à la séparation de mes parents, lors de la naissance de mon premier enfant et lors d'un épisode de maladie longue durée en 2015. Je comprends donc, un tant soit peu, le vécu, les préjugés, la honte que rencontrent ces personnes au quotidien, même si mon passage dans cet univers fut bref.

Mon enfance a été marquée par la violence conjugale puis par une séparation aliénante où je me suis retrouvée dans une posture paternelle auprès de ma fratrie et dans une grande précarité financière. La devise à la maison : il faut garder du lait jusqu'à jeudi ! La contribution des plus âgés au budget familial permettait de s'habiller pour l'école, de payer nos livres. Les seules activités que nous pouvions faire étaient offertes par des fondations et l'association des familles monoparentales (aujourd'hui maison de la famille Chutes-

Chaudière). Le service d'entraide nous permettait d'avoir de quoi manger, pas toujours équilibré, mais tout de même soutenant. Ce n'était pas une enfance normale et équilibrée. Oui, cela a fait de nous des adultes plus conscients de la valeur de l'argent, mais ça en dit long sur les blessures d'enfance laissées par ces trop nombreuses privations. Ma compassion à l'égard de ceux qui vivent aujourd'hui cette situation crée une résonance que je ne peux mettre de côté.

Un deuxième épisode de grande précarité financière pour moi a été au moment de la naissance de mon premier enfant, Gabriel. J'avais 24 ans, mon conjoint était toujours étudiant et je travaillais à temps partiel, suite à un retrait préventif. Le revenu de ce travail équivalait à moins que le coût mensuel de loyer comme prestation. Nous avons fait une demande d'aide sociale qui a été refusée, l'agente invitant mon conjoint à abandonner ses études ou à nous séparer. Quel non-sens ! Nous avons donc fait appel au crédit et nous avons traîné ces dettes pendant 20 ans. Ces deux situations expliquent sans doute ma sensibilité à la cause des personnes en situation de pauvreté et la prise de conscience de la maltraitance institutionnelle envers les personnes en situation de pauvreté, pour l'avoir vécue moi-même à travers cette demande d'aide sociale.

Trois de mes quatre expériences de maternité ont aussi été teintées par un combat contre les institutions. Pour mon fils aîné, l'employeur m'a obligé à un retour au travail après trois mois (pratique illégale, mais dont je n'étais pas consciente à l'époque). À ma plus jeune, l'employeur a aboli mon poste pour me réaffecter, à temps partiel, à des tâches qui ne me convenaient pas. Cette fois, je connaissais bien mes droits et je me suis battue. La Commission des normes du travail a forcé l'employeur à me verser une compensation financière. Quand la grossesse de mon fils cadet s'est interrompue à six mois et que je me suis réveillée durant l'intervention chirurgicale sous anesthésie générale, en pleine hémorragie, un stress post-traumatique s'est installé. Une longue période d'invalidité s'en est suivie, et le système médical a tenté de me coller une étiquette d'invalidité permanente. Il a fallu me battre, pour mon rétablissement, pour ma dignité, pour reprendre une vie normale, pour retrouver mes capacités. J'ai réussi, en grande partie grâce à mon retour à l'université

qui m'a permis de démontrer que les séquelles des fonctions exécutives n'étaient pas permanentes, contrairement à ce qui était affirmé par le corps médical.

La somme de ces petits bouts de vie vient agir comme ciment, comme fil rouge, dans mon projet de maîtrise. Ces expériences me permettent de comprendre comment le système dans lequel nous vivons est aliénant et maltraitant. À quel point il n'est pas adapté pour des personnes qui vivent des difficultés, quelles qu'elles soient (santé mentale, maladie, pauvreté ou autres difficultés) ! Certes, il y a moyen de se battre, de se défendre et de faire valoir nos droits, mais ce sont des démarches énergivores, coûteuses, méconnues et souvent complexes. Et lorsque la précarité financière est au rendez-vous, lorsque les énergies disponibles vont à lutter pour sa survie et faire face au stress financier, il n'en reste plus d'énergie disponible pour la bataille, si importante soit-elle.

C'est ce qui fait que je crois tant à la défense des droits sociaux et à la justice sociale. Ces expériences de vie me rendent intolérante à toute forme d'injustice. Cela me pousse à vouloir me battre, pour faire changer les choses, pour rendre notre monde plus équitable, plus juste et plus inclusif. Pour moi, toute la question de la lutte contre la pauvreté et les préjugés fait partie de mon ADN comme une question de droit fondamental.

CHAPITRE 3

MON UNIVERS INTERPRÉTATIF

MA POSTURE

Tout ce que je sais, c'est que je ne sais rien. Tandis que d'autres croient savoir ce qu'ils ne savent pas. – Socrate, 470 av. J.-C

Selon Paillé et Mucchielli (2012), le rôle d'un chercheur en recherche qualitative est de résoudre « une équation intellectuelle », c'est-à-dire une démarche permettant au chercheur de présenter son univers théorique interprétatif du matériau qualitatif plutôt que d'utiliser un « cadre théorique » devant impérativement guider la recherche. Le chercheur est donc invité à présenter sa posture, c'est-à-dire « l'ensemble des éléments d'ordre théorique (dans son sens large) entourant la situation d'enquête et mis à contribution à des degrés divers en vue de la délimitation, de l'examen et de la conceptualisation de l'objet d'analyse » (Paillé et Mucchielli, 2012, p. 83). Bien que je sois consciente que c'est un travail en évolution et que je suis teintée d'une multitude de visions, d'approches, de méthodes et de modèles, voici bien humblement mon univers théorique interprétatif pour ce mémoire.

D'un point de vue ontologique, à l'instar de Payne (Payne, 2016, p. 18-19), ma conception du monde est que la réalité est une construction à la fois individuelle et sociale en fonction de nos connaissances, croyances, expériences et perceptions. Pour moi, l'humain peut aspirer au changement, puisque tout n'est que perception. Ma vision du changement et de la morale en est également teintée. Le statu quo, les normes sociales, le bien et le mal sont source de réconfort pour plusieurs, mais font également obstacle à l'émancipation des personnes si celles-ci ne « cadrent » pas dans « le moule », l'ordre établi. Il faut à l'être humain sortir de sa zone de confort pour rétablir le fragile équilibre entre les attentes envers soi et le libre arbitre, c'est ça, le pouvoir d'agir. Je suis aussi consciente que je ne serai jamais neutre, car je suis une praticienne engagée. Ceci m'amène donc à me positionner du côté du constructivisme (processus de construction sociale des problèmes sociaux), mais surtout des

épistémologies participatives (Denzin et Lincoln, 2018, p. 220-223) que j'ai découvertes tout récemment.

Intuitive de nature, je comprends, réfléchis et agis instinctivement et je comprends plus tard, je mets des mots sur les actions par la suite. Les référents expérientiels et culturels forgent notre compréhension du monde et teintent notre lecture, autant dans le choix des questions, des méthodes, de la cueillette de données, de l'analyse que de la présentation (Paillé et Mucchielli, 2012).

Un savoir désincarné est un savoir inutilisable, car il ne peut être rapporté à aucun contexte signifiant : le savoir doit être situé (un texte inconnu d'un auteur inconnu sur un sujet inconnu possède une valeur heuristique proche du zéro) (Paillé et Mucchielli, 2012, p. 146)

MON RAPPORT À LA CONNAISSANCE : LE CONSTRUCTIVISME

Pour moi, dans mes valeurs et mes croyances, la réalité objective n'existe pas, elle a plusieurs facettes. C'est une construction individuelle que chacun se crée en fonction de ce qu'il sait, ce qu'il croit savoir, de sa perception et de ses expériences, ce que Paillé nommera le « réservoir de significations contextualisées (Paillé et Mucchielli, 2012). Lorsque ces réservoirs se rencontrent, par la recherche participative, on peut alors voir apparaître un réservoir de sens commun, par exemple, l'imaginaire collectif de la pauvreté. C'est ce qui enrichit la production des connaissances, à mon sens. D'où mon intérêt naturel pour les recherches participatives, la lutte contre les injustices épistémiques et mon inscription évidente dans le courant épistémologique participatif (Denzin et Lincoln, 2018).

3.2 MA VISION DE L'INTERVENTION

L'approche structurelle

L'approche structurelle (ou approche intégrée conflictuelle) (Moreau, 1987) caractérise bien ma pratique professionnelle depuis mes débuts, même si je viens récemment d'en apprendre l'existence formelle. Elle se traduit par cinq pratiques qui s'influencent

mutuellement. Les deux premières sont la matérialisation et la collectivisation des problèmes en mettant en relation le vécu personnel et les causes sociales et structurelles des problèmes vécus (idéologie, politique, économie, histoire, caractéristiques sociodémographiques, etc.) et en dénonçant les oppressions vécues par des techniques se rapportant à la conscientisation et à l'universalisation (questionnement critique, individualisation contextuelle, métaphores, etc.) et en favorisant la mise en lien de personnes vivant des difficultés similaires par la mobilisation. La deuxième pratique est la défense du client (advocacy) même à l'intérieur de notre propre réseau d'emploi, où l'on se retrouve régulièrement « entre l'arbre et l'écorce », c'est-à-dire à aller à l'encontre des directives organisationnelles pour le mieux-être de la clientèle par des mécanismes comme le référencement inversé, l'accompagnement d'une démarche de plainte, l'aveuglement volontaire et le contournement de règles. La quatrième pratique est le questionnement de l'idéologie dominante, d'abord en introspectant nos pratiques pour éviter l'oppression, en nous ouvrant au cadre de référence de l'autre dans nos échanges et en refusant toute forme d'exclusion et en faisant valoir les parcours des personnes opprimées. La cinquième pratique est l'augmentation du pouvoir du client en créant des conditions propices à la prise de parole, de décisions, de choix et d'action dans un rapport aussi horizontal et réciproque que possible avec l'intervenant, se traduisant dans le langage et l'attitude à développer les forces de la personne aidée.

Ma vision du travail social

Selon Payne (Payne, 2016, p. 21; 2020, p. 22), il existe trois visions du travail social. Personnellement, je considère me situer bien au centre de ces trois types de vision de l'intervention :

- Réflexive-thérapeutique : par ma volonté d'augmenter le niveau de bien-être, la réalisation de soi, la reprise de pouvoir et la diminution de la souffrance auprès des personnes en situation de pauvreté.
- Socialiste-collectiviste : par mon bagage d'organisation communautaire, par ma pratique au quotidien et les multiples projets communautaires réalisés, par mon

implication bénévole, par mon intérêt pour la justice sociale et mes valeurs, je souscris aisément à cette vision de l'intervention.

- Individualiste-réformiste : parce que je crois au fonctionnement social de l'individu, je crois qu'il faut des règles pour éviter le chaos. Mais je crois aussi au changement : peu importe d'où la personne part, elle peut faire un pas de plus pour s'éloigner de la marge.

Dans ma conception de l'intervention, ces trois dimensions ne sont pas en contradiction, mais en complémentarité, permettant davantage de versatilité dans le choix des interventions possible

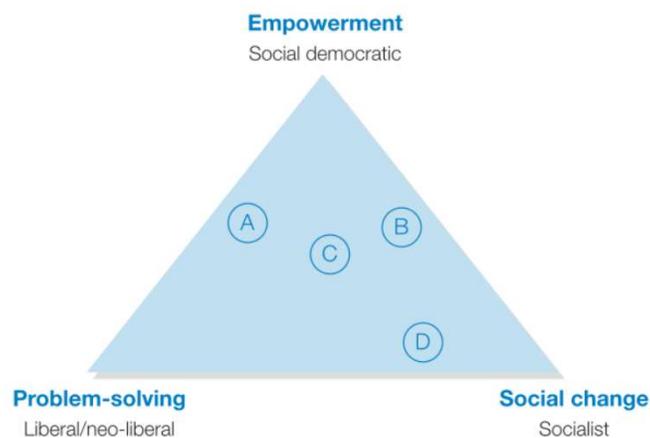


Figure 1.6 Three views of social work and their underlying political philosophies
Source: Adapted from Payne (2006).

Figure 1. Vision du travail social de Payne (2016, p. 21)

3.3 MES REPÈRES THÉORIQUES POUR COMPRENDRE LA PAUVRETÉ

Les modèles théoriques qui m'interpellent davantage pour comprendre la pauvreté sont ceux qui mettent en relation l'individu, son contexte, son analyse, sa perception. Ce projet de recherche s'inscrit au carrefour des trois cadres conceptuels suivants : le cadre des

dimensions cachées de la pauvreté (Bray et al., 2019), celui des pratiques AVEC (Collectif VAATAVEC, 2014) et mon cadre conceptuel bricolé de l'imaginaire collectif de la pauvreté

3.3.1 L'imaginaire collectif de la pauvreté ?

Le terme imaginaire collectif est fréquemment utilisé. Mais à quoi réfère-t-il exactement ? Il me semblait intuitivement que c'était le terme à utiliser pour aborder mon sujet, car ce concept était mentionné régulièrement dans les textes recensés, mais sans vraiment être défini concrètement par ceux et celles qui l'utilisaient.

Ma recension des écrits sur le sujet, m'a permis de découvrir que l'imaginaire collectif est un concept englobant, trouvant ses racines dans plusieurs champs disciplinaires : psychosociologie, histoire, culture et sociale. Voyons maintenant chacune de ces racines de l'imaginaire collectif :

Des racines de la psychosociologie

Florence Giust-Desprairies est une psychosociologue clinicienne spécialisée dans le soutien aux organisations en crise. À travers son livre, elle expose sa théorie de l'imaginaire collectif qu'elle définit ainsi :

L'ensemble des éléments qui, dans un groupe donné, s'organisent en une unité significative pour le groupe, à son insu. Celui-ci n'épuise pas les significations imaginaires du groupe, encore moins celles des individus, mais il se présente comme un principe d'ordonnement, une force liante, déterminante pour le fonctionnement groupal, car il assure une cohérence suffisante (Giust-Desprairies, 2003, p. 22).

L'auteure explique d'abord le fonctionnement de la psyché individuelle et de la construction du sens, puis comment s'opère le passage d'une signification individuelle à une signification collective, par l'imaginaire, les significations, les représentations, l'idéologie, la place du sociohistorique. Au travers de ces concepts et des récits de ses expériences se construit sa théorie de l'imaginaire collectif, empruntant çà et là ses concepts à des auteurs phares (Durkheim, Marx, Gaulejac, Castoriadis, Freud). J'en ai fait une synthèse dans le schéma suivant, qui n'a pas la prétention d'être complet. Bien que l'exposé de la théorie de

cette auteure soit centré sur la psychologie et la sociologie clinique et que son terrain d'observation soit des groupes plutôt restreints (entreprise, école), je crois que l'explication de l'imbrication des différents éléments, de l'individuel vers le collectif et leur interinfluence, peut venir soutenir et rejoindre les autres auteurs abordant le concept de l'imaginaire collectif. Par exemple, avec les notions de représentations sociales, de psyché, d'image mentale, de mythes, de normes et d'institutions que l'on peut transposer aux éléments entourant la pauvreté. L'extrait suivant présente la vision de Castoriadis (dont s'inspire Giust-Desprairies) et son concept d'imaginaire social :

Moteur des transformations historiques et culturelles, est une « création incessante et essentiellement indéterminée » de représentations du monde et de formes de vie, l'« indétermination » renvoyant à la possibilité, à la capacité humaine de toujours faire advenir et de « faire être des formes autres »... conditions historiques, sociales et culturelles. (Gagnon et Santini, 2016, p. 1).

L'Imaginaire Collectif (Giust-Desprairies, 2003)

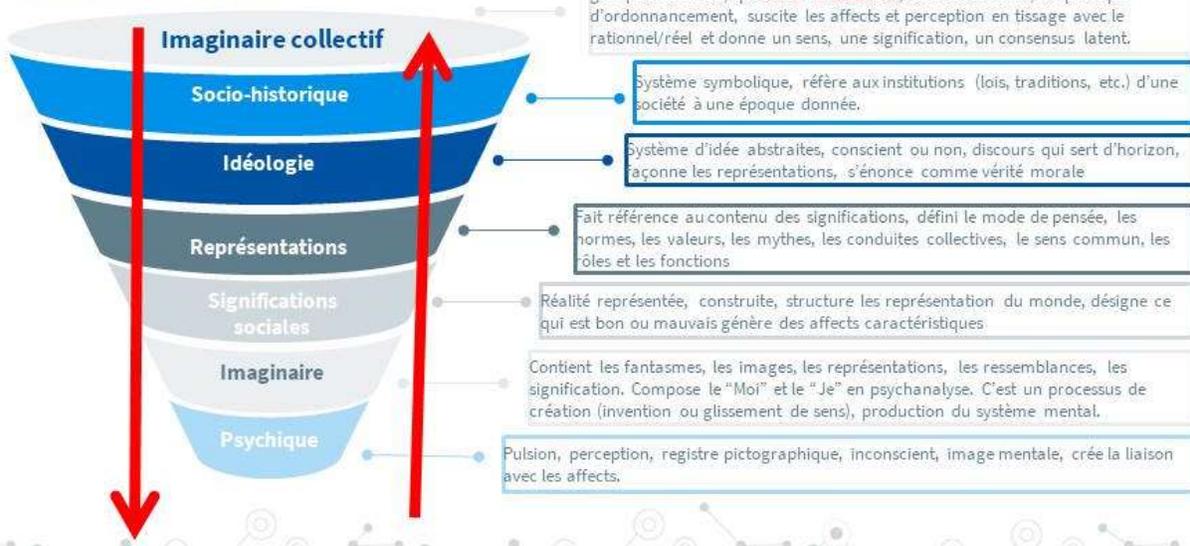


Figure 2. Schéma de l'imaginaire collectif pour Giust-Desprairies (2003) ©Annie Fréchette, 2021

Des racines de l'histoire

Gérard Bouchard est un historien, sociologue, professeur de l'Université du Québec à Chicoutimi et titulaire de la chaire de recherche du Canada sur les imaginaires collectifs. Dans son portfolio sur le site internet de l'Université du Québec à Chicoutimi, il y présente sa définition de l'imaginaire collectif comme suit :

Par cette notion d'imaginaire collectif, je désigne l'ensemble des repères symboliques à l'aide desquels une collectivité s'inscrit dans l'espace et dans le temps. Ce processus d'inscription comporte la mise en œuvre de six types de rapport :

- Un rapport à l'espace, d'où résulte une territorialité, un habitat
- Un rapport à soi et aux autres, d'où résulte une identité
- Un rapport au passé, qui s'exprime dans une mémoire
- Un rapport à l'avenir qui s'exprime dans des utopies ou dystopies de prestige premières.
- Un rapport au social, d'où découle un statut dans une hiérarchie.
- Un rapport à la vie et à l'univers qui instaure un réseau de significations.

(Bouchard, s.d.)

À la lecture d'un article du journal Le Quotidien où il prend la parole en lien avec la pauvreté, il expose quatre mythes nationaux qui ont une valeur très importante, une forme de sacralité qui fait consensus et auxquels nul ne peut s'opposer (Côté, 2019) :

- Le rêve américain : il réfère aux croyances qu'il faut travailler fort et que nous sommes récompensés à la hauteur de notre mérite.
- L'exceptionnalisme réfère au multiculturalisme et à la vision comme terre d'accueil.
- La survivance : réfère à l'histoire du Québec, société fragile qui doit protéger sa langue, ses valeurs à la suite de la conquête britannique.
- La reconquête : réfère au puissant désir d'émancipation, motivé par le discours d'indépendance du Québec

Bouchard y expose ensuite que ces mythes sont fortement ébranlés par la mondialisation, le néolibéralisme et l'immigration. Par exemple, les riches s'enrichissent en faisant fructifier leurs avoirs, mais la classe moyenne peine à s'acheter une maison. La mondialisation rend obsolète le mythe de l'exceptionnalisme, mais renforce celui de la survivance. Pour ce qui est de la reconquête, l'idée d'indépendance perd peu à peu des adeptes au Québec. Il termine en exposant que « de nos jours, de nombreuses personnes ne croient plus au système. Le problème, c'est qu'un mythe doit être profondément ancré dans l'émotion et qu'il n'y a pas d'ingénierie pour le remplacer, dans la mesure où il est devenu dysfonctionnel. » (Côté, 2019, p. 3). La conception de l'imaginaire collectif tel que présenté par Bouchard rejoint plusieurs éléments de la définition présentée par Giust-Desprairies : l'identité, les significations, l'histoire et l'idéologie. Même si les termes ne sont pas toujours les mêmes, on y dégage un sens similaire dans les explications apportées.

Des racines culturelles

Isabelle L'Italien-Savard est enseignante au programme Arts et lettres au cégep de Limoilou. Elle était également la directrice de la défunte revue Québec Français. Dans le cadre d'un article, elle expose sa définition de l'imaginaire collectif comme suit :

L'imaginaire collectif, celui qu'on associe à une culture ou à une nation et qu'on pourrait comparer un peu à la « psyché » d'un peuple, se constitue bien sûr dans le temps, par la transmission d'idées, de valeurs, d'attitudes qui passent d'une génération à l'autre. Ce savoir paraît insaisissable, intuitif, tant sa source est lointaine et tant la façon dont il se transmet relève de l'aléatoire ou de l'impalpable. Les représentations du monde qui façonnent l'imaginaire collectif sont ainsi souvent perçues comme des mythes : elles en ont l'aspect populaire, tant dans la façon dont elles se transmettent que dans le côté « accessible à tous » qui les caractérise. Ainsi, s'il s'ancre dans une réalité historique et sociale, l'imaginaire d'un peuple se construit, comme le mythe, à partir des représentations déformées, idéalisées, simplifiées dans lesquelles on parvient à synthétiser cette réalité. C'est dire que notre imaginaire s'appuie sur des données historiques réelles qui ont structuré notre rapport au monde et à nous-mêmes, et c'est également dire que les variations de ces données et la valeur qu'on leur accorde influent directement sur notre psyché collective et expliquent son caractère bien distinct pour peu qu'on la compare aux autres. (L'Italien-Savard, 2012, p. 32)

Il est important de noter ici qu'elle réfère à Bouchard dans son article. L'article propose donc une vision de l'imaginaire collectif à travers les œuvres littéraires, théâtrales et cinématographiques, donc la culture, l'un des aspects qui rejoignent ma perception initiale. De plus, les éléments centraux d'histoire, de valeurs, de territoire et d'idéologie et de mythe y sont également présents, comme pour Giust-Desprairies et Bouchard.

Des racines sociales

Virginie Larivière est porte-parole et responsable de l'organisation politique au Collectif pour un Québec sans pauvreté. Dans un article, elle utilise le terme « imaginaire collectif », sans toutefois le définir clairement : « Le gros frein à la lutte contre la pauvreté est la question des préjugés et surtout la solidité de ces préjugés dans l'imaginaire collectif. » (Bergeron, 2019). Lorsqu'elle aborde la question du préjugé, les éléments auxquels elle réfère sont les représentations, l'idéologie, l'identité et la culture.

Dans « Un préjugé, c'est coller une étiquette » de Centraide, les auteurs utilisent aussi le terme d'imaginaire collectif sans en définir le sens. Nous pouvons cependant comprendre qu'il est ici question des préjugés, donc des représentations, de la culture, de l'histoire, de l'idéologie et de l'identité.

S'il arrive que des jugements hâtifs se révèlent inoffensifs et leurs conséquences, négligeables, ce n'est malheureusement pas ce qu'on peut prétendre des préjugés à l'égard des personnes pauvres. Aussi variés que nombreux, enracinés dans l'imaginaire collectif depuis des siècles, ils représentent un poids que peu de gens seraient capables de supporter sans y perdre une bonne part de leur estime personnelle et de leur confiance en soi. (Centraide, 2011, p. 17)

Plusieurs auteurs utilisent aussi le concept d'imaginaire collectif, sans toutefois le définir. Malgré cela, lorsqu'on regarde le contexte du message, il est aisé d'en saisir le sens et d'en valider la perception à partir des éléments de contenu présentés par les trois auteurs plus haut.

Premier exemple : Émilie Dionne est responsable d'un projet de recherche, toujours en cours, croisant les arts et la science au service des aînés. Le Vita-Lab prendra sous son aile différents projets liés au vieillissement actif en santé, à l'inclusion sociale, aux déterminants

sociaux, aux politiques de santé, etc. Dans ce projet novateur, l'imaginaire collectif s'expose ainsi :

L'imaginaire collectif associe trop souvent le vieillissement à la passivité, à l'inaction, à la solitude et à la maladie, un tableau peu reluisant qui fait appréhender la vieillesse et les changements qu'elle entraîne... Le VITA-Lab, laboratoire vivant à Québec, a pour principale mission d'œuvrer à l'institution d'un nouvel imaginaire social du vieillissement en alliant les arts et la recherche en santé durable du vieillissement, tout particulièrement en vue de mieux soutenir les personnes âgées vivant divers enjeux du vieillissement (FRQ, 2021).

Bien que le concept d'imaginaire collectif ne soit pas défini dans le projet Vita-Lab, il est facile d'en déduire qu'il fait référence aux représentations, à la culture, à l'histoire et à l'identité.

Un autre exemple dans un tout autre domaine. Dans une entrevue menée par la revue L'Observatoire en 2020, Nasser Djemaï raconte comment l'appartenance à une classe populaire combinée à son origine maghrébine apporte une « double peine » et se cristallise dans le discours et la mémoire collective d'où « émergent des discours qui revendiquent une prise de conscience postcoloniale à l'égard de ceux qui ont longtemps été invisibilisés ». Il y mentionne également que l'art contribue à la construction d'un récit collectif et que « le stéréotype est le premier ennemi de notre imaginaire collectif » (Djemaï et al., 2020).

Dernier exemple : Sylvain Bélanger est directeur du Théâtre d'aujourd'hui. Dans un blogue d'actualité, il énonce sa conception de l'imaginaire collectif :

L'imaginaire collectif est véhiculé, entretenu et influencé par tant de gens, par des historiens, des profs, des architectes, des administrateurs, des décideurs, des commerçants, des médias, par des familles et par des milliers de jeunes qui le réinventent à chaque jeu dans une cour d'école (ou bien sur YouTube) ... un monde de dominations et d'intérêts altère actuellement ce qu'on appelle l'imaginaire collectif... L'imaginaire collectif, on n'est pas obligés de le traîner. Il va changer avec nous. Mais avant un NOUS, avant toutes sortes de NOUS, il y a un JE. Pour moi le NOUS restera toujours un peu vide s'il n'y a pas un JE qui le précède (Bélanger, 2021).

Pour lui aussi, les thèmes d'idéologie, de représentations, d'identité de culture et d'histoire empreignent sa conceptualisation. L'élément intéressant apporté par Bélanger se rapporte au pouvoir de changer, de passer du JE au NOUS, ce qui se rapproche encore plus de ma vision transformatrice dans le cadre de mon projet.

De manière inductive modérée (Karsenti et Savoie-Zajc, 2000), c'est en synthétisant et recoupant les travaux des auteurs consultés dans la recension des écrits en un bricolage (Odin et Thuderoz, 2010) conceptuel que s'est révélé le cadre de l'imaginaire collectif de la pauvreté. Ce cadre est une hybridation de plusieurs éléments extraits de recherches portées par des auteurs de différentes disciplines, abordant comme thème l'imaginaire collectif. J'ai produit une synthèse conceptuelle sur ma compréhension de cet imaginaire collectif en contexte de pauvreté. Cette synthèse a été utilisée tout au long du projet, partagé avec le GTra, le Copil, les partenaires, afin de se l'approprié collectivement.

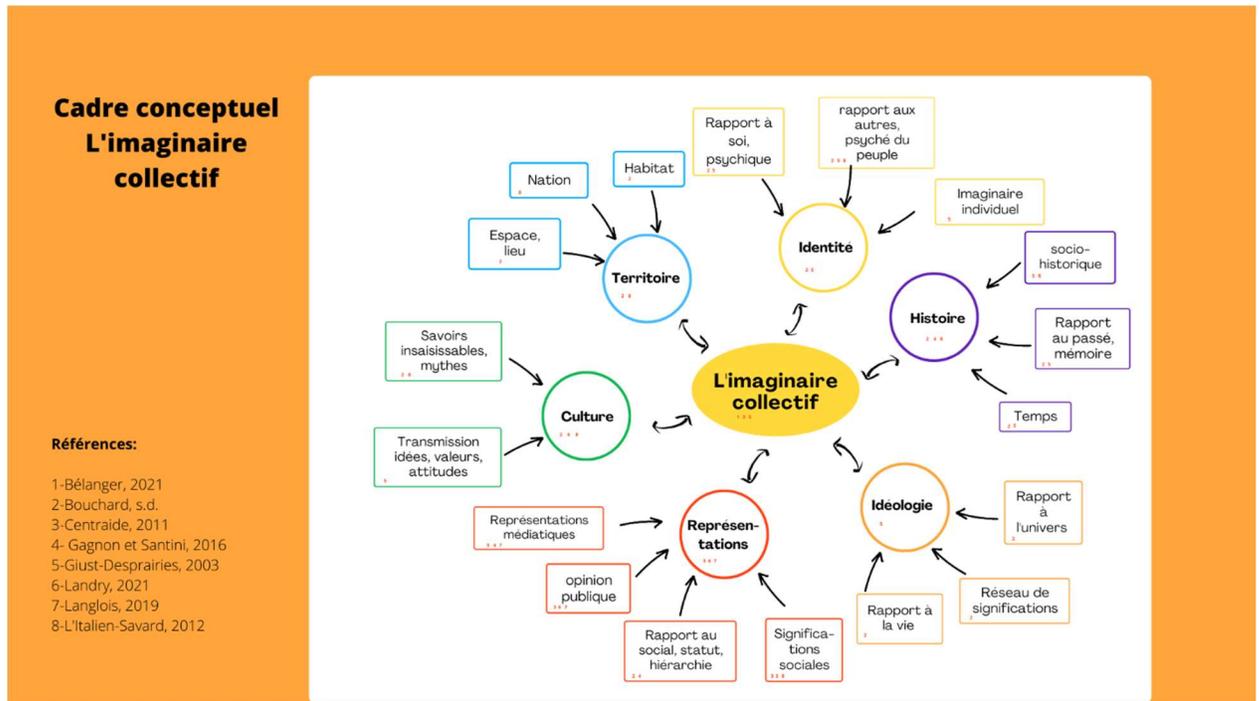


Figure 3. Synthèse conceptuelle de l'imaginaire collectif ©Annie Fréchette, 2021

Voici l'explication de chacun des éléments du cadre.

Le territoire

Dans son explication du concept d'imaginaire collectif, Bouchard énonce l'élément du territoire, de l'espace, du lieu et de l'habitat (Bouchard, s.d.). Pour l'Italien-Savard, la question du mythe prend sa source sur un territoire donné, elle désigne aussi par le terme nation (en référence à la nation québécoise) la question du territoire (L'Italien-Savard, 2012, p. 35) et fait plusieurs références à des mythes à portée territoriale : Eldorado, vie rurale, conquête. Pour Giust-Desprairies, la notion de territoire est moins présente, mais elle aborde cependant la question des institutions avec lesquelles elle travaille (milieux scolaires), un peu comme une frontière donnée (Giust-Desprairies, 2003, p. 75-81). La notion de territoire est donc centrale pour les trois auteurs à travers leurs explications du concept d'imaginaire collectif. Dans notre projet, le territoire réfère alors à la sphère sociale, à l'espace, au logement, à l'accès aux services.

L'identité

Pour Bouchard, la question de l'identité est abordée comme le rapport à soi et aux autres. Pour Giust-Desprairies, la majeure partie de l'ouvrage est consacrée à identifier les mécanismes de création de l'identité individuelle (psyché, imaginaire, pensée, etc.) et sa collectivisation au sein d'un groupe, puis d'une institution et finalement d'une société donnée. L'Italien-Savard parle plutôt de la psyché pour désigner l'identité propre de l'individu et celle du peuple-nation, à travers les représentations culturelles que sont les livres, le théâtre et la télévision. L'identité est alors vue comme individuelle, groupale et collective. Cet élément est central dans le discours des trois auteurs. Dans notre projet, l'identité fait référence à la perception de soi, à celle des autres à notre égard, à l'identité de personne en situation de pauvreté et à ses impacts sur la personne.

L'histoire

Pour L'Italien-Savard et Bouchard, l'histoire est au cœur de la construction de l'imaginaire collectif lorsque l'on regarde leur bibliographie propre. L'Italien-Savard s'étant penchée surtout sur l'histoire du Québec et des Amériques à travers les représentations culturelles, on retrouve dans ses écrits de nombreux parallèles avec l'histoire. Pour Bouchard,

lorsqu'on porte attention à sa médiagraphie de 14 livres, 83 articles scientifiques, 117 chroniques journalistiques, 48 entrevues accordées aux médias et 267 conférences ayant comme élément central l'histoire du Québec et d'ailleurs, les mythes et l'imaginaire collectif et la question de la diversité ethnoculturelle, on comprend rapidement la place que tient l'histoire dans sa conceptualisation de l'imaginaire collectif. Quant à Giust-Desprairies, c'est davantage sous l'angle du temps (époque) et du sociohistorique que s'articule le concept d'imaginaire collectif, ce qui, dans leur globalité, ramène à l'histoire. Dans notre projet, l'histoire apporte une dimension liant l'histoire de chacun (perspective de responsabilité individuelle) à celle des autres (perspective de responsabilité structurelle).

L'idéologie

Pour Giust-Desprairies, l'idéologie est vue comme un système d'idées abstraites, conscientes ou non et énoncée comme des vérités morales. Il s'agit d'un discours qui sert d'horizon, façonne les représentations du monde. Pour Bouchard, c'est un rapport à l'avenir, au sens d'une utopie ou d'une dystopie, et un rapport à la vie et à l'univers qui se matérialisent par un réseau de significations communes. L'Italien-Savard ne décrit pas sa conception de l'idéologie, mais aborde dans son texte plusieurs exemples d'idéologies : celle de la survivance (au Québec, difficile, travailler fort, rôle de l'Église, etc.) et celle de la conservation (se protéger des influences autochtones lors de la conquête). On peut donc en conclure que pour L'Italien-Savard, la question idéologique est centrale dans la conception de l'imaginaire collectif, même si cet élément n'est pas clairement défini dans le texte. L'idéologie est donc au cœur des éléments contributifs à l'imaginaire collectif pour les trois auteurs. Dans notre projet, l'idéologie réfère donc aux normes sociales, aux courants de pensée politiques et sociales en vigueur. Ce discours dominant a une influence sur les choix sociaux et politiques qui sont faits.

Les représentations

Pour Giust-Desprairies, la question des représentations est centrale, tout au long de son livre (Giust-Desprairies, 2003). Elle débute par l'explication du fonctionnement psychologique de l'humain, des représentations pictographiques, sensorielles, des pulsions, des fantasmes, des images mentales, puis elle expose la liaison avec les affects, la création

de significations, la structuration des représentations individuelles, groupales puis collectives en significations sociales. Pour Bouchard, c'est sous l'angle des rapports sociaux, des statuts et de la hiérarchie que s'identifie l'élément des représentations. Pour l'Italien-Savard, c'est à travers des mythes que sont construites les représentations. Dans notre projet, les représentations réfèrent surtout aux préjugés, mais incluent également les représentations médiatiques, sociales et autres, interreliées avec les autres éléments du cadre.

La culture

La notion de culture est surtout présente dans l'explication de L'Italien-Savard. Il y est question de la transmission des idées, des valeurs et des attitudes. L'auteur parle aussi d'un savoir insaisissable et de mythes transmis par les romans, les pièces de théâtre, les films et séries cultes (Crazy, La petite vie, Les belles sœurs, Aurore, Le survenant, etc.). Ces éléments culturels façonnent donc l'imaginaire collectif. Pour Giust-Desprairies, la culture s'énonce à travers la langue, le temps, les valeurs portées par les institutions, il y est donc question de culture d'institution. Finalement, pour Bouchard, l'ensemble des questions sur lesquelles portent ses recherches ont « un rapport avec la culture, et plus spécifiquement avec les fondements symboliques d'une société, lesquels sont constitués principalement de mythes » (Bouchard, s.d.). Dans notre projet, la dimension de la culture rejoint l'ensemble de cette proposition, référant tantôt à une culture québécoise, tantôt à une culture de pauvreté.

3.3.2 Les dimensions cachées de la pauvreté

L'un des cadres conceptuels choisis est celui tiré de la recherche participative de l'Université d'Oxford et d'ATD Quart Monde (Bray et al., 2019) sur les dimensions cachées de la pauvreté. Les textes recensés initialement ont été passés au tamis de ce cadre dans leur analyse de même que les propos des participants lors des analyses collectives. Cette recherche internationale a été réalisée dans six pays, auprès de plus de 1000 personnes dont plus de la moitié étaient des personnes en situation de pauvreté, autant des pays du Sud que du Nord. La méthodologie de croisement des savoirs entre des personnes en situation de pauvreté (militants), des professionnels et des chercheurs a permis d'identifier neuf dimensions cachées de la pauvreté ainsi que les liens entre celles-ci :

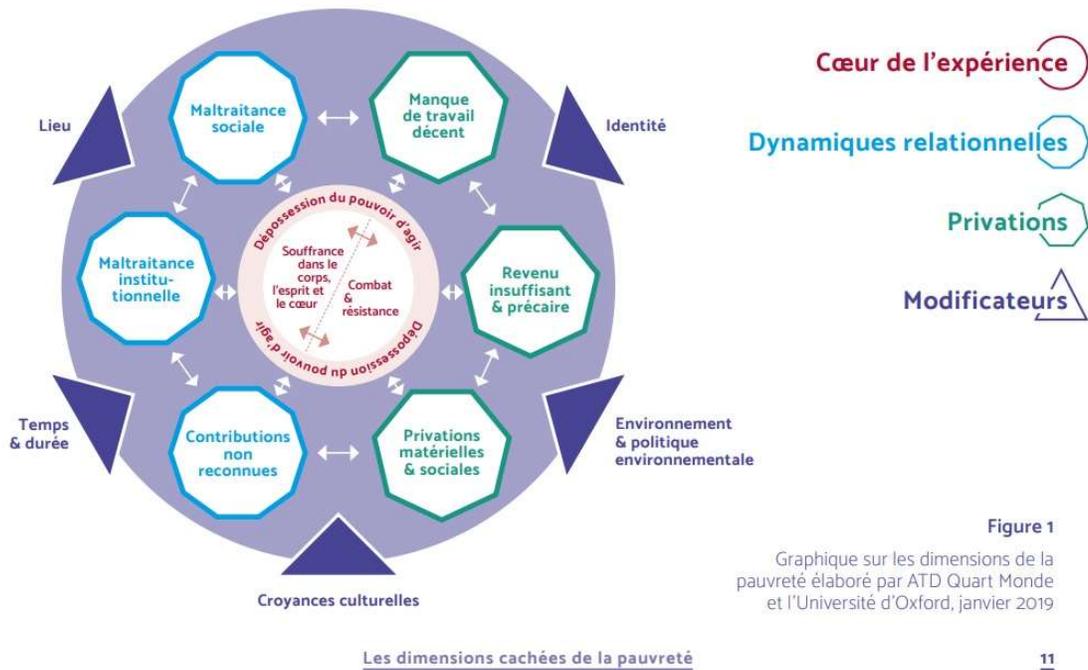


Figure 1
Graphique sur les dimensions de la pauvreté élaboré par ATD Quart Monde et l'Université d'Oxford, janvier 2019.

Figure 4. Les dimensions cachées de la pauvreté (Bray et al., 2019)

Les trois premières dimensions concernent la privation et sont celles qui sont le plus connues et les plus documentées selon ma recension des écrits (CQSP, 2016; Crespo, 2015; Lebel et al., 2015)

La privation matérielle et sociale

Dimension qui correspond à l'incapacité ou aux difficultés d'accès aux biens et services (aliments, logement, eau, éducation, transport, etc.) de base pour mener une vie décente et prendre pleinement sa place dans la société ;

Le manque de travail décent

Dimension qui est caractérisée par les emplois moins bien payés, aux horaires atypiques, la stabilité d'emploi, l'équité du revenu et les protections sociales ;

L'insuffisance de revenu et la précarité

Dimension qui est définie comme « avoir trop peu de revenus pour pouvoir subvenir aux besoins de base et aux obligations sociales, pour maintenir l'harmonie au sein de la famille et vivre dans de bonnes conditions » (Bray et al., 2019, p. 26).

Les trois composantes suivantes reflètent les dynamiques relationnelles soit :

Les contributions non reconnues

Dimensions qui réfèrent à l'ingéniosité de survie, à la créativité, aux rôles de soutien et de soins qui ne sont pas du travail rémunéré et donc ne sont pas reconnus dans la société, mais qui occupent les personnes, souvent à temps plein.

La maltraitance institutionnelle

Dimension qui est définie comme « l'incapacité des institutions nationales et internationales, de par leurs actions ou leur inaction, à répondre de manière appropriée et respectueuse aux besoins et à la situation des personnes en situation de pauvreté, ce qui les conduit à les ignorer, les humilier et à leur nuire » (Bray et al., 2019, p. 19).

La maltraitance sociale

Dimension qui explique comment la réaction du public, le jugement, la stigmatisation et le blâme viennent renforcer l'exclusion, la souffrance et la dépossession du pouvoir. La maltraitance sociale est caractérisée par les préjugés, les croyances et les attitudes envers les personnes en situation de pauvreté qui contribuent à l'augmentation de la souffrance, du combat et de la dépossession du pouvoir d'agir.

Finalement, les trois dernières composantes présentent le cœur de l'expérience et abordent le vécu commun aux personnes en situation de pauvreté :

La dépossession du pouvoir d'agir

Dimension définie comme « le manque de contrôle sur sa vie et la dépendance vis-à-vis des autres, qui résultent d'un éventail de choix très restreints » (Bray et al., 2019, p. 13).

La souffrance dans le corps, le cœur et l'esprit

Dimension qui se rapporte à la diminution de l'espérance de vie, aux déterminants sociaux de santé (Agence de la santé publique du Canada, 2015) et aux problématiques de

santé mentale engendrées par l'anxiété et le stress financier et social, la culpabilité, la diminution de l'estime de soi et une déshumanisation à long terme ;

Le combat ainsi que la résistance

Dimension qui réfère aux stratégies de survie utilisées pour garder l'équilibre sur tous les plans, au courage, à la solidarité et à la compassion qui appauvrit, à la lutte constante pour la survie. Dans son texte d'introduction sur le numéro spécial de la revue *Nouvelles pratiques sociales* (Gélineau, Pagès, Desgagnés, Gaudreau, et al., 2018) portant sur la pauvreté et l'intervention sociale en ruralité, les auteurs introduisent bien la dimension cachée du combat et de la résistance :

À ces composantes s'ajoutent également cinq variables modératrices (ou qui viennent influencer) l'expérience vécue de pauvreté :

Le lieu

Modificateur qui correspond au milieu de vie et qui a un impact sur le vécu de pauvreté (absence de services, logement médiocre, etc.) ;

La durée et le temps

Modificateur qui réfère à la fois à la période de la vie (jeune, adulte, aîné), à la durée, au nombre d'épisodes ou à la chronicité et influence la perception sur le pouvoir de sortir de la pauvreté ;

Les croyances culturelles

Modificateur qui, selon que les personnes identifient les causes de la pauvreté comme étant structurelles ou individuelles, aura un impact sur le regard porté sur les personnes en situation de pauvreté (blâmé, pris en pitié, respecté). La culture impose également des exigences économiques (fêtes, cadeaux, etc.) qui peuvent contribuer à s'autoexclure ;

L'environnement et les politiques environnementales

Modificateur qui renvoie à l'idée que les personnes en situation de pauvreté sont les premières touchées par les événements météorologiques extrêmes, mais qu'elles ont souvent peu de moyens de se protéger et peu de pouvoir décisionnel dans la mise en place des politiques environnementales ;

L'identité

Modificateur qui réfère à la façon dont les autres perçoivent la personne et dont elle se perçoit elle-même. La stigmatisation est cumulative et s'accroît si la personne présente d'autres caractéristiques (sexe, ethnie, handicap, etc.).

La conclusion de la recherche mentionne qu'il faudrait développer des indicateurs de mesure pour chacune des dimensions et que ces indicateurs pourraient ensuite devenir des leviers de changement concret pour éliminer la pauvreté (Bray et al., 2019). L'ensemble de ces dimensions peuvent également être retrouvées dans le cadre conceptuel de l'imaginaire collectif présenté plus haut. Les auteurs démontrent bien que l'expérience vécue de pauvreté s'articule autour de différentes combinaisons de ces dimensions et de l'influence mutuelle des composantes.

3.3.3 L'approche AVEC

Étant issue de la pratique du travail de rue et de l'intervention alternative en milieu de vie, les rapports égalitaires, la réciprocité et l'authenticité font partie de mes pratiques. L'approche AVEC vient mettre des mots sur ces façons de faire déjà ancrées et bien présentes dans le déroulement de ce projet de recherche tel que présenté au chapitre 4 avec la méthodologie. Le Collectif pour un Québec sans pauvreté est un organisme québécois regroupant différents acteurs (organismes nationaux et régionaux, organisations syndicales, tables et instances de concertation, etc.). Les formations à l'approche AVEC du Collectif pour un Québec sans pauvreté visent à outiller les organismes et les intervenants pour réfléchir sur la contribution des personnes en situation de pauvreté, les espaces de participation au sein de leur organisation et les conditions à mettre en place pour favoriser cette participation (CQSP, 2016b). Leur définition des pratiques AVEC s'énonce ainsi :

S'inspire des principes de justice sociale et de défense collective des droits afin de résister aux décisions politiques qui appauvrissent les gens. Cela implique de renforcer le pouvoir d'agir des personnes en situation de pauvreté.

Pour cela, les personnes en situation de pauvreté, de même que les personnes qui leur sont solidaires, dont les intervenantEs et les chercheurEs, doivent être associées

à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des processus qui les concernent. Autrement dit, il s'agit de penser, décider et agir AVEC les personnes en situation de pauvreté, dans une perspective de travailler ENSEMBLE. Parce que les personnes en situation de pauvreté sont exclues socialement, il est nécessaire de développer des pratiques inclusives pour assurer leur réelle participation et leur pleine reconnaissance dans les différentes actions pouvant mener à un Québec sans pauvreté, sans préjugés, égalitaire et riche de tout son monde. Pour cela, il faut se donner des conditions nécessaires à la mise en œuvre de ces pratiques : notamment sortir de la hiérarchie des statuts sociaux en s'inscrivant dans une démarche égalitaire et de partage des connaissances.

Puisque les personnes en situation de pauvreté sont les premières à connaître leur réalité et à agir sur elle, leur expertise permet de construire ENSEMBLE et d'enrichir AUTREMENT des savoirs nécessaires à la lutte. Les pratiques AVEC renforcent ainsi la légitimité des prises de position du Collectif (CQSP, 2016b).

Synthèse des éléments du concept AVEC

À travers la recension des différentes pratiques AVEC réalisée par le Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural (une dizaine) et leur analyse thématique, nous découvrons des concepts qui se recoupent, se rejoignent et s'inspirent mutuellement. Nous tentons ici de schématiser ces ingrédients clés du AVEC. Sans avoir la prétention qu'il est complet, le schéma suivant permet de concevoir rapidement de quoi il est question lorsque l'on aborde la question de l'approche AVEC et de ses multiples déclinaisons :

Je retiens d'abord l'acronyme du collectif VAATAVEC (2014): « Agir et vivre ensemble le changement », car il résume en peu de mots l'action, la posture et la visée transformatrice souhaitée dans un projet AVEC. La trilogie des expertises (de vécu, de pratique et académique) est aussi au cœur de la démarche AVEC, permettant la coconstruction du savoir. L'interinfluence des expertises, mais aussi des valeurs, du climat, du rythme, du processus et des enjeux vécus à travers la démarche va contribuer à la construction de la connaissance produite.

Synthèse des éléments clés de l'approche AVEC

Agir et vivre ensemble le changement

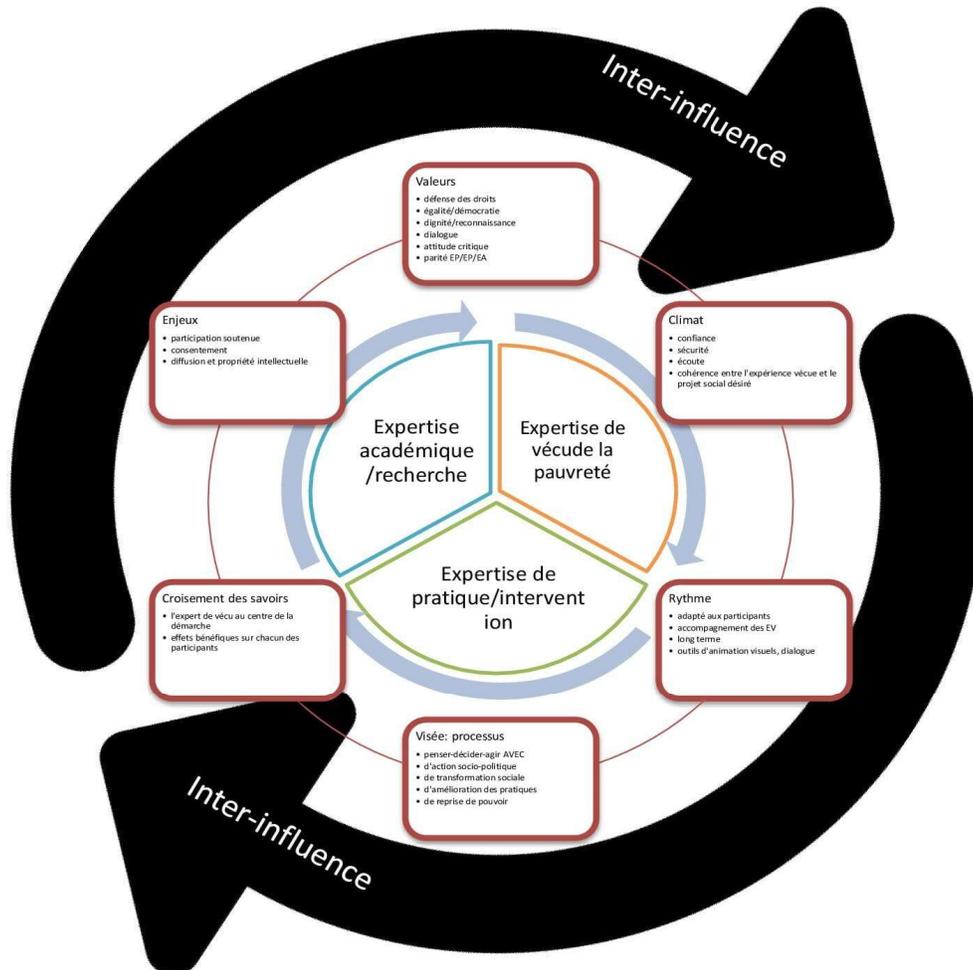


Figure 5. Synthèse conceptuelle de l'approche AVEC ©Annie Fréchette, 2022

« Quand les décideurs sociaux accepteront de déployer simplement autour des mal-partis quelques lieux de création, de parole et d'apprentissages sociaux, on sera surpris de voir qu'un grand nombre de blessés parviendront à métamorphoser leurs souffrances pour en faire une œuvre humaine, malgré tout » (Cyrułnik, 2001, p. 21)

CHAPITRE 4 OBJET ET MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

4.1 MÉTHODOLOGIE DE LA RECENSION DES ÉCRITS

La littérature sur le thème de la pauvreté est abondante. Le premier exercice d'exploration a permis de recenser près de 20 000 articles. Le premier constat a été que cette littérature est morcelée, traitant principalement d'un seul aspect ou angle de la pauvreté : la question des seuils de pauvreté (+30 documents), le revenu, le genre, l'itinérance, la santé mentale, la sécurité alimentaire, etc. Un arbre thématique (Mayer et al., 2000) a été bâti pendant l'exercice de recension et est présenté en annexe III.

La démarche utilisée pour réaliser le tri et la recension des écrits visait donc à documenter l'état des connaissances sur les personnes en situation de pauvreté en lien avec les perceptions sociales (plus tard l'imaginaire collectif) à leur égard et les possibilités de changer les choses. La première tentative de recension des écrits a donc porté sur la pauvreté globalement, par l'élaboration de multiples plans de concept (Bonneville et al., 2007). Au début de la recherche documentaire, peu de résultats étaient pertinents (après élimination des textes hors discipline) et étaient générés à partir de la combinaison des concepts « pauvreté », « vécu ou expérience », et « participation citoyenne » (n=27).

Deux autres plans de concept ont été réalisés en ajoutant « représentation » de la pauvreté et « sortie » de pauvreté. Pour chacune d'elles, bon nombre de résultats (20 153, 1019 et 984) ont été trouvés, la recherche était effectuée dans l'ensemble des bibliothèques à travers le monde. En mettant l'accent sur l'aspect de la participation sociale des personnes en situation de pauvreté et leur parcours de vécu de pauvreté, l'exercice a permis de trouver 901 textes après les différents tris. Après exploration des 110 premiers titres et résumés (certains traduits avec l'outil DeepL)⁶, seulement 23 ont été conservés.

⁶ DeepL est un outil informatique qui permet de traduire du texte et proposé par les professeurs à l'UQAR pour les personnes dont les compétences linguistiques sont plus limitées.

En mettant l'accent sur la sortie de l'état de pauvreté et la lutte à celle-ci, l'exercice a permis de trouver 311 textes après les différents tris. Après l'exploration initiale des 60 premiers textes, seulement 6 ont été conservés.

La troisième tentative a repris les mêmes énoncés, mais en spécifiant soit la pauvreté OU les inégalités OU les conditions de vie ET la participation citoyenne ⁷. Cette combinaison de concepts a été plus riche, donnant accès à un total de 351 articles. Après exploration des 170 premiers, 27 ont été retenus.

Les critères qui ont guidé le choix ou le rejet des textes sont les suivants :

- Réalité assimilable au Québec;
- Discipline des sciences sociales, car les textes hors discipline portaient davantage sur la mesure de la pauvreté;
- Texte accessible (bibliothèque ou en ligne);
- Parution de moins de 10 ans (sauf exception);
- Préférence pour les articles scientifiques, mais certains documents de littérature grise ont été sélectionnés par leur proximité directe avec le sujet à l'étude;
- Intersection des concepts.

Lors du cours « lectures dirigées » dans le cadre de la formation de maîtrise, une exploration par méthode boule de neige (Fortin et Gagnon, 2016) des bibliographies de certains articles qui traitent d'au moins deux des concepts ainsi que des documents du Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural dont je fais partie ont affiné la recension des écrits. Une recherche plus globale des thèses et mémoires en lien avec le concept de « pauvreté » en général a permis de compléter la recension, et une recherche dans la base de données ProQuest et sur Google Scholar pour les thèses et mémoires publiés a

⁷ Voir le plan de concept en [annexe IV](#) au besoin.

permis de recenser une trentaine de textes qui semblaient pertinents. Finalement, une recherche dans la base de données du logiciel Endnote que j'ai constituée au fil des ans dans le cadre des études et du travail est venue compléter la recherche documentaire.

Les autres documents concernent des méthodologies d'intérêt pour ce projet et autres outils d'ordre méthodologique (60) et des documents de différents paliers de gouvernement au Québec et au Canada (30), ainsi que des ouvrages plus génériques en lien avec la pauvreté.

Après élimination des doublons, 170 entrées composent la bibliographie préparée pour ce mémoire. Les textes abordent parfois plusieurs thèmes. On y retrouve :

- 61 documents traitant des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté ;
- 25 documents traitant de la participation citoyenne ou de la participation sociale ;
- 55 documents qui abordent les représentations de la pauvreté ;
- 13 documents qui abordent des éléments de sortie de pauvreté ;
- 38 documents traitant de la lutte contre la pauvreté ;
- 18 documents abordant les inégalités sociales, les inégalités sociales de santé et les déterminants sociaux de la santé ;

De ce corpus, une centaine de fiches de lecture (comprenant la référence complète, les mots clés utilisés, la banque de données, le résumé, les objectifs, le cadre théorique, les éléments de rigueur scientifique, de méthodologie et considérations éthiques ainsi que les principaux résultats et des citations intéressantes) ont été réalisées en fonction de leur pertinence en lien avec le sujet de recherche : les fiches sur le thème de la pauvreté vécue ont été utilisées pour présenter le vécu des personnes à 1.2, ce qu'en dit la littérature à 1.3 et 1.4 et pour étayer les pertinences sociales, politiques, scientifiques, économiques et pratique au chapitre 3; celles sur le thème de l'impact des représentations sociales (imaginaire collectif) ont été utilisées pour présenter les cadre conceptuels à 3.3, la méthodologie au

chapitre 4 et les résultats au chapitre 6; celles sur thème de l'engagement citoyen ont été utilisées dans la construction méthodologique et la présentation de l'approche AVEC) et les outils de sensibilisation existants (voir la liste complète [annexe XIII](#) et ceux utilisés à 4.3).

Plusieurs des textes retenus sont des textes d'opinions, de position ou de revendication des différentes organisations en lutte contre la pauvreté (28). Comme déjà mentionné, ils ont tout de même été retenus, car ils racontent l'histoire des luttes au Québec, présentent une analyse politique de qualité et nous parlent du vécu des personnes concernées par la pauvreté. Aussi, les documents de l'IRIS viennent appuyer plusieurs des positions de ces organismes, ce qui m'amène à en tenir compte malgré le faible poids scientifique. Ceux-ci traitent de l'augmentation du salaire minimum, d'un revenu de citoyenneté, des transferts gouvernementaux (allocations, prestations, pensions, subventions, barème d'imposition, etc.), du logement social, de sécurité alimentaire, d'itinérance et de plusieurs autres aspects reliés à l'atténuation des conséquences de la pauvreté. Quelques-uns traitent des causes structurelles : l'inégalité des classes, la législation actuelle qui renvoie les fonds vers les instances locales, le néolibéralisme, la mondialisation et d'autres thèmes. Il a donc été nécessaire de raffiner et de resserrer pour en arriver à concevoir un projet de recherche qui tiendrait compte de l'ensemble des informations disponibles mais sans entrer dans le détail, afin de demeurer accessible pour les participants au projet.

4.2 OBJET ET OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

But du projet de recherche

Coconstruire AVEC un groupe d'experts de vécu en situation de pauvreté un outil visant à transformer l'imaginaire collectif dans le cadre d'une recherche-intervention.

Objectifs spécifiques

- Coconstruire AVEC eux un outil de sensibilisation-intervention qui soit durable, efficace et accessible pour les milieux municipaux, sociaux, institutionnels et communautaires.

- Expérimenter l’outil auprès d’experts de pratique (gestionnaires, intervenants, etc.).
- Analyser les retombées de la démarche sur les experts de vécu et les experts de la pratique AVEC le groupe d’experts de vécu.
- Diffuser l’outil réalisé et évalué par l’ensemble des experts de pratique de la MRC de Lotbinière.

4.3 QUESTION DE RECHERCHE

Comment les experts de vécu peuvent-ils contribuer à agir sur l’imaginaire collectif de la pauvreté et être un levier d’intervention pour mieux lutter contre la pauvreté et les préjugés ?

4.4 MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

Ce projet de recherche s’inscrit dans une méthodologie de recherche qualitative et propose un devis exploratoire et descriptif (Fortin et Gagnon, 2016). Par le biais des entrevues initiales, j’ai exploré la compréhension et la résonance pour les experts de vécu du cadre des dimensions cachées de la pauvreté d’ATD Quart Monde et du cadre conceptuel de l’imaginaire collectif de la pauvreté que j’ai développé. Par la suite, l’objectif était d’articuler le projet avec eux, leur permettre d’explicitier aux différents acteurs (sociaux, économiques, politiques, scientifiques) leur vécu, leur perception et de proposer des réflexions ou des pistes de changement. Finalement, la coconstruction d’un outil de sensibilisation et sa diffusion viennent clore la démarche.

Bien que l’orientation de la recherche soit qualitative, des outils d’évaluation et des questionnaires quantitatifs ont aussi été utilisés afin de mesurer la perception de compétence des participants.

Cette recherche-intervention (R-I) s'inscrit au croisement de la recherche (fonction heuristique-le sur), de la pratique (fonction critique-le pour) et de l'implication des experts de vécu (fonction praxéologique-le par) en regroupant des personnes vivant la situation comme partie prenante du projet, du début à la fin (AVEC), comme le démontre l'annexe V (Marcel, 2020). La R-I est utile particulièrement dans les sciences de l'éducation (ici l'éducation populaire), les sciences de la santé et le travail social, mais est également utilisée dans les disciplines de la gestion. Elle a une visée d'émancipation collective, de transformation par l'action et de mouvement des acteurs. Chaque R-I se module en fonction des visées, des logiques, du type de connaissance à produire et des résultats souhaités par l'ensemble des participants à la démarche.

La R-I repose sur l'horizontalité et la reconnaissance d'expertises, implique une absence de hiérarchie (ou du moins, vise l'égalité entre les types de savoirs) et se négocie constamment, tant au niveau du projet commun, des objectifs, des valeurs, des modes de diffusion. C'est une recherche sur l'action, menée dans l'action, par les experts de vécu et les intervenants-chercheurs. Ultiment, cela apporte une formation mutuelle des acteurs qui prennent part à la recherche dans une visée d'amélioration des pratiques, d'influence des décideurs et de coopération dans le dialogue. C'est un croisement des savoirs, une coconstruction de l'objet de recherche et d'action. Il faut du temps et de l'engagement pour réaliser une R-I et celle-ci a une visée politique et engagée.

La méthodologie de recherche-intervention appliquée dans le cadre de ce projet de recherche s'inscrit dans le courant de la recherche-action participative et est teintée par l'approche de conscientisation et les pratiques AVEC développées au Québec et ailleurs dans le monde.

Qu'est-ce que la recherche-action participative (RAP) ?

Cette approche vise à contrer les injustices épistémiques, c'est-à-dire à prendre en compte la réalité vécue comme un savoir expérientiel et à démocratiser la recherche (Mayer et al., 2000). Il ne s'agit pas d'additionner les savoirs, mais bien de coconstruire le savoir, en confrontant les idées, les connaissances et le vécu pour s'influencer les uns les autres (ATD

Quart Monde, 2003). C'est la confrontation entre la pensée ronde (savoir d'expérience, de vécu) et la pensée carrée (le savoir académique, scientifique). Le processus RAP implique les personnes vivant la situation dès les balbutiements du projet de recherche. Ils sont impliqués dans l'ensemble de la démarche (définition, méthodologie, recension, collecte, analyse, diffusion). C'est une forme de recherche engagée qui vise à déconstruire les inégalités sociales, permettre des rapports égalitaires et respecter la dignité de chacun (Collectif VAATAVEC, 2014). La RAP mobilise les pratiques AVEC dans son déploiement et la R-I fait partie de la grande famille de la RAP.

Qu'est-ce que l'approche de conscientisation ?

L'approche de conscientisation influence mon parcours depuis plusieurs années et transparaît dans le déroulement de ce projet de recherche. Il s'agit d'une approche inspirée des travaux du pédagogue brésilien Paolo Freire et développée au Québec par le Collectif québécois de conscientisation (Ampleman et al., 2012; Ventelou et al., 1983) et ayant comme prémisses la mobilisation des personnes opprimées par la mise en commun de leur vécu individuel en libérant leur parole (le JE). Le climat, la création d'un lien de confiance et de respect sont primordiaux. Ces vécus individuels deviennent une réalité commune, qui est analysée à partir de différentes théories critiques sur les rapports d'oppression : le classisme, le féminisme, le genrisme, le colonialisme, etc. La connaissance est coconstruite avec les participants, à partir d'analyses collectives des enjeux, des problématiques et des solutions. Un projet commun, porteur de sens et libérateur, est alors défini (le NOUS). La conscientisation est un processus qui n'est jamais terminé, résolument engagé politiquement vers une justice sociale (Ampleman et al., 2012).

Le collectif québécois de conscientisation (CQC) définit ainsi la conscientisation dans sa visée de 2010 :

Un engagement, une option qui se fondent sur la révolte face aux situations d'oppression économique, politique et idéologique, l'espoir de transformer ces situations et la confiance dans les capacités créatrices des personnes opprimées » (Ampleman et al., 2012, p. 14).

Les principes fondamentaux de l'approche sont les suivants :

- La personne est un sujet créateur de l'histoire : cela signifie qu'il est possible d'agir pour transformer la société, en commençant par transformer nos propres perceptions de l'histoire et notre quotidien.
- Les personnes opprimées doivent prendre la parole : c'est la reconnaissance de l'expertise de vécu et de l'importance de se mobiliser, comme sujet de l'histoire, dans le dialogue.
- On ne se libère pas seulement avec des idées : il faut que les séances débouchent sur des actions concrètes pour prendre un sens et évoluer (axe action-réflexion).
- Échanger plutôt que dicter des idées : l'analyse, les enjeux et les pistes d'action doivent être réfléchis et déterminés par le groupe et non décidés par les intervenants.
- Un projet de société, mais aussi des voies alternatives pour vivre autrement : en débutant dans nos propres organisations au quotidien, la libération personnelle et collective.
- La conscientisation n'est jamais terminée : puisqu'elle repose sur les axes action-réflexion, elle est un processus, pas une finalité.

(Ampleman et al., 2012; Ventelou et al., 1983, chap. 10)

4.5 LA STRUCTURE DE CETTE RECHERCHE-INTERVENTION ET SA GOUVERNANCE

La validité scientifique des résultats produits par une R-I est à la fois interne et externe et les méthodes de collecte et d'analyse peuvent être quantitatives, qualitatives ou mixtes (Marcel, 2016). La dynamique développée est toute aussi importante que les connaissances produites. La définition de ce qui fait problème (problématisation) est la première étape. La cueillette et l'analyse d'information sont les deuxièmes. Cette étape est déstabilisante pour le chercheur et les participants, car elle pousse à moduler sa posture habituelle. Par la suite, la reproblématisation consiste à coconstruire le projet commun, l'outil de sensibilisation (intervention) dans notre cas. Cette étape de modélisation et d'interprétation peut être ardue

et longue, construite d’aller-retour entre l’analyse et la construction. Finalement, la phase de diffusion (socialisation des connaissances produites) s’articule autour de l’ensemble des différents acteurs de la démarche : groupe de travail, comité de pilotage et tiers espace socioscientifique (Merini et Ponté, 2008, p. 92). Les rôles, responsabilités et composition de chacun des acteurs sont présentés à l’annexe XII.

Dans le cadre de notre projet de recherche, nous avons déterminé trois instances de gouvernance :

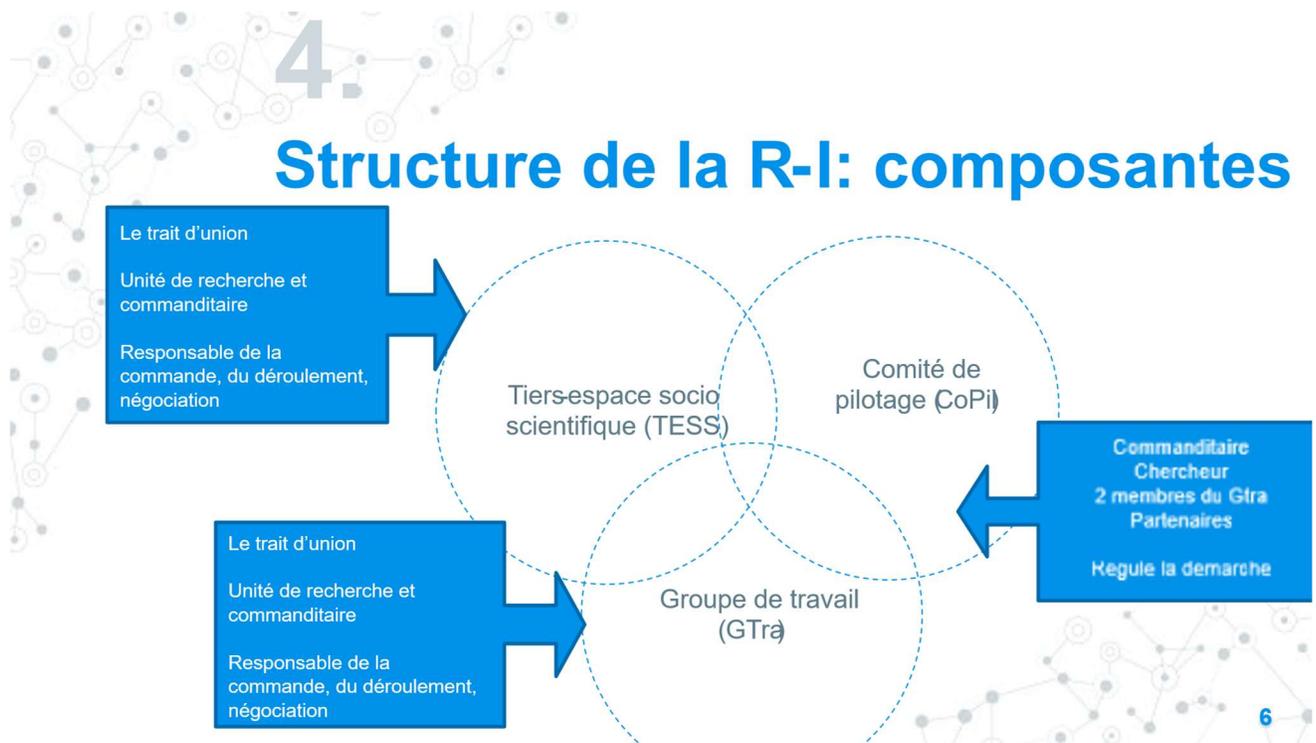


Figure 6. Structure de la R-I © Annie Fréchette, 2022

Le GTrà : dans ce projet, le groupe de travail est constitué uniquement de personnes expertes de vécu de la pauvreté, au nombre de 11, accompagné par la chercheuse et par une intervenante. C’est le GTrà qui est maître d’œuvre de l’ensemble de la démarche.

Le Copil : le comité de pilotage est formé des partenaires de la démarche et agit comme conseiller auprès du GTRA. Dans mon projet, il était formé d'un représentant du CISSS de Chaudière-Appalaches, d'un représentant du Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural, d'un représentant du GRAP Lotbinière et d'un représentant de la CDDS (organisme porteur initial) puis de la CDC (organisme porteur par la suite) ainsi que de 2 représentants du GTRA.

Le TESS : le tiers espace socioscientifique (les commanditaires) est représenté dans le projet par le GRAP Lotbinière qui a accepté de prioriser le projet et d'y accorder du financement. Le GRAP assure un suivi du projet, de la rigueur de la démarche, de ses retombées et de sa diffusion. Voir la liste des membres du GRAP en annexe VI.

4.6 LE TERRAIN DE RECHERCHE

La MRC de Lotbinière (voir figure 7) est un milieu rural dans lequel je suis impliquée comme organisatrice communautaire. Ce milieu principalement agricole (95 %) comporte 18 municipalités sur une superficie de 1663 km² et une population totale de 33 773 habitants (MRC Lotbinière, 2020). Dans la MRC, des zones de défavorisation sociales et matérielles importantes où habite 21 % de la population (Veilleux et CISSS-CA, 2021) sont présentes. Les principaux enjeux de lutte contre la pauvreté sont le transport, le logement et la sécurité alimentaire. Dans la MRC, 19 % des familles sont monoparentales, 16 % des adultes n'ont pas de diplôme, 19 % des adultes n'ont pas d'emploi, 18 % de la population est vieillissante et, de ces aînés, 23 % vivent seuls (Veilleux et CISSS-CA, 2021).

Le GRAP, ses organismes affiliés et leurs membres respectifs ont participé à une recherche participative portant sur l'accessibilité aux services (Gaudreau et al., 2015) de laquelle est ressortie que les personnes vivant en situation de pauvreté sont réticentes à la demande d'aide (honte, peur du jugement, expérience négative antérieure, manque d'anonymat) Cela a aussi amené à la réalisation de deux portraits de l'offre alimentaire dans la MRC (Centre Femmes Lotbinière et GRAP Lotbinière, 2016, 2021). La MRC est reconnue comme un milieu qui se mobilise dans la lutte à la pauvreté. La conjoncture est favorable à

la réalisation de ce projet puisque les partenaires du milieu souhaitent travailler sur la lutte aux préjugés et à la reconnaissance de l'expertise de vécu et que le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS) permet un levier financier afin de travailler ces objectifs. La section genèse du projet présente les détails du grand projet dans lequel s'inscrit ce mémoire.

4.1 LE RECRUTEMENT DES PARTICIPANTS

Le recrutement pour la composition de GTra était non probabiliste et constitué par choix raisonné et complété par la méthode boule de neige (Fortin et Gagnon, 2016). Le groupe recherché devait être composé d'une dizaine d'experts de vécu en situation de pauvreté, idéalement autant des d'hommes que de femmes, recrutés par appel d'intérêt par diverses méthodes. Les personnes sélectionnées devaient présenter un intérêt pour s'impliquer dans la mise en place d'un outil de sensibilisation et pour partager leur vécu, de même qu'un intérêt à s'investir dans la démarche sur une période d'au moins un an (durée des ateliers et diffusion de l'outil coconstruit).

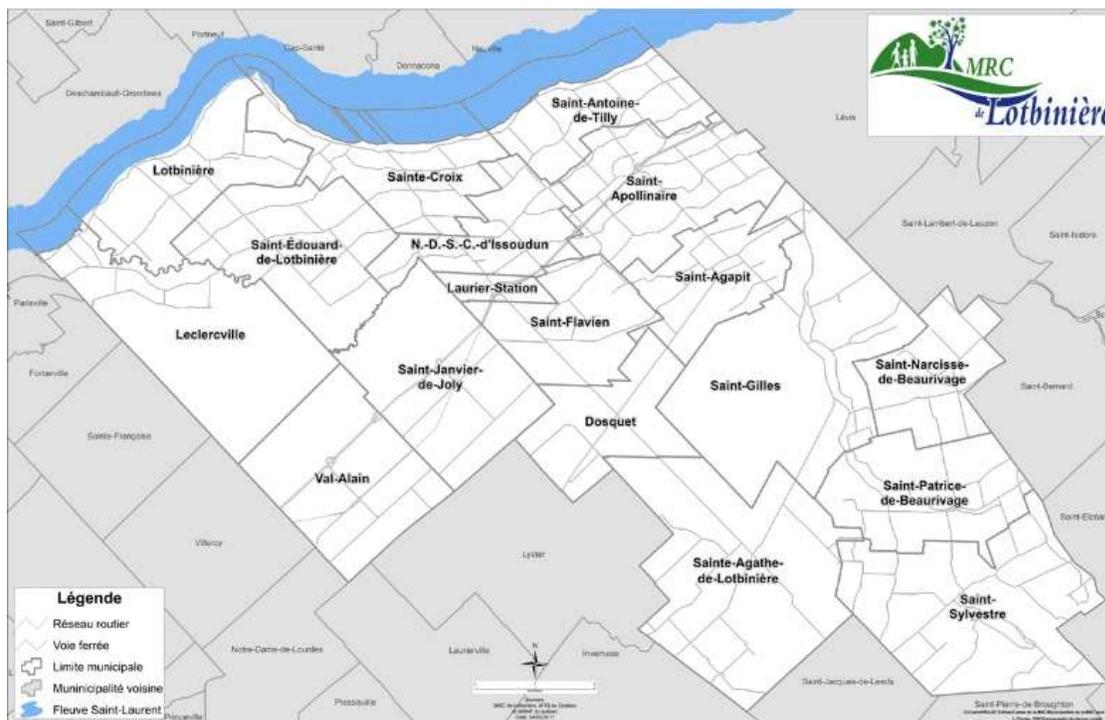


Figure 7. Territoire de la MRC de Lotbinière (2020)

La publicité a été diffusée sous forme d'affichettes (annexe VII) par le biais des organismes membres du GRAP, auprès de leurs membres (journaux, infolettre, bouche-à-oreille, dépôt dans les boîtes alimentaires, etc.), par les travailleurs de proximité du territoire, sur ma page Facebook professionnelle (repartagée par plusieurs collaborateurs) et par le biais d'affichage et de messages téléphoniques automatisés dans les logements sociaux du territoire. Le référencement inversé était aussi utilisé, c'est-à-dire que les intervenants demandaient à la personne si elle souhaitait que je la contacte et, si elle acceptait, ils me fournissaient ses coordonnées avec son consentement. Les 3 derniers participants qui se sont joints ont été recrutés par les participants eux-mêmes (boule de neige).

Les participants au projet de recherche devaient répondre aux critères élaborés avec les partenaires du projet :

- Hommes et femmes (parité souhaitée) ;

- Vivant actuellement dans la MRC de Lotbinière ;
- Âgé de 18 ans et plus ;
- Vivant ou ayant vécu un épisode de pauvreté, c'est-à-dire avoir eu un revenu inférieur au seuil du revenu viable selon l'IRIS en 2021 (27 871 \$ pour une personne seule ou 31 046 \$ pour deux personnes ou plus dans le ménage) et ce, peu importe la source de revenus (travail, aide sociale ou autres indemnités) ;
- Être disponible et volontaire pour s'investir environ 3 h par semaine sur une durée de 12 semaines dans le projet et pour sa diffusion par la suite ;
- Être apte à consentir ;
- Accepter de répondre à un questionnaire avant, pendant et après le projet afin de mesurer l'impact de leur implication sur leur sentiment de compétence personnelle à l'aide d'un outil validé (Losier et al., 1993).

Étaient exclues les personnes mineures ou inaptes, vivant hors du territoire ou ne répondant pas à l'un des critères.

J'ai reçu 16 demandes de participation. J'ai eu un contact téléphonique avec chacune de ces personnes. Par la suite, celles qui souhaitaient aller plus loin ont été rencontrées en entrevue individuelle (11 entrevues) dont le canevas est en annexe VIII. Finalement, les personnes intéressées et qui répondaient aux critères ont été accueillies au sein de la démarche de groupe qui a débuté le 26 septembre 2022 pour une durée de 14 rencontres échelonnées sur neuf mois.

Une compensation était offerte à chacun des participants pour chacune des rencontres, conformément aux conditions établies dans la certification éthique et la politique de la CDDS. Ils recevaient donc une carte-cadeau de 50 \$ d'un commerce de leur choix, à proximité.

Dans le projet initial, un deuxième échantillon était prévu. Les participants au projet devaient définir les acteurs cibles de leur outil de sensibilisation (l'intervention) et aller l'expérimenter auprès d'eux. Un questionnaire devait être bâti et passé aux acteurs exposés à l'outil et devait être analysé collectivement. Cela s'est avéré impossible compte tenu de la décision du groupe de transformer l'outil en une version exportable, virtualisée et donc intemporelle. Cela aurait occasionné un délai de plus de deux ans dans la réalisation de mon mémoire de recherche. Le questionnaire a cependant pu être bâti ensemble et placé à la fin du jeu d'évasion en ligne.

4.2 LE DÉROULEMENT DU PROJET

Les rencontres du GTra ont eu lieu dans les bureaux de la CDDS, qui étaient centraux géographiquement pour la plupart des participants, et ont été animées par moi et par Wafa Zribi, une intervenante de la CDDS. Le groupe recruté était composé de 11 personnes et était hétérogène. Les données sociodémographiques sont présentées au chapitre 6.

La phase terrain du projet de recherche s'est déroulée de septembre 2022 jusqu'à la rencontre bilan du 9 juin 2023. La phase conceptuelle, c'est-à-dire la réflexion sur le projet, le choix du sujet, la recension des outils de sensibilisation déjà existants, la négociation avec les différents partenaires, les outils de collecte et de recrutement, le devis de recherche et son dépôt au comité d'éthique de l'UQAR (CERUQAR), se sont échelonnés de septembre 2020 jusqu'en février 2022, en concomitance avec ma scolarité à temps partiel. Une pause a été nécessaire avant l'approbation du CERUQAR reçu le 9 juin 2022 (en annexe IX).

La phase empirique a débuté avec le recrutement en juin 2022 jusqu'en septembre 2022. Les ateliers de groupe, au nombre de 14, à raison d'une fois par semaine (sauf jours fériés) et d'une durée de 3 h chacun, se sont déroulés jusqu'en mars 2023 afin de coconstruire l'outil. Un plan d'un des ateliers est présenté en annexe X. Chacun des ateliers comportait 4 parties à l'animation :

- Une phase d'accueil (check-in) d'au moins 30 minutes pour prendre le pouls du groupe mobilisait des activités d'éducation populaire (les liens qui nous unissent, photolangage, tour de table avec « quoi j'arrive », évaluation du processus, imagerie collective, etc.) afin de permettre la création d'un Nous et d'un projet commun.
- Une phase d'expérimentation d'au moins 30 minutes où les participants étaient invités à s'approprier différents outils de sensibilisation existants (voir la liste de ces outils à 4.9).
- Une pause de 15 minutes où une collation, café et jus, était offerte aux participants.
- Une phase d'analyse d'au moins 30 minutes où les outils expérimentés étaient analysés, ainsi que les cadres de référence et notre processus de groupe.
- Une phase d'action d'au moins 30 minutes où le prototype de l'outil a été coconstruit au fil des rencontres, avec la méthode d'entonnoir (rêverie collective, test de la réalité, choix, travail en sous-groupe, prototype, expérimentation, évaluation, choix d'en faire un outil virtuel).
- Une phase d'évaluation (check out) où les participants étaient invités à compléter l'outil tête-cœur-corps (Communagir, s.d.) en annexe XI.

Les thèmes de chacun des ateliers étaient les suivants :

- Bienvenue à bord ;
- Faire équipe : du Je au Nous ;
- Se connaître et se reconnaître ;
- Choisir notre destination ;

- Choisir notre véhicule (2 rencontres) ;
- C'est parti ! On crée !
- Le prototype (4 rencontres) ;
- L'heure de vérité ;
- Diffusion : plan et suite ;
- L'heure du bilan.

Parallèlement à ces ateliers, 4 rencontres du comité de pilotage ont eu lieu au cours desquelles l'évolution du projet était discutée, de même que des pistes de réflexion et d'action. La composition et les rôles du comité de pilotage sont en annexe XII.

La phase analytique a été réalisée tout au long du projet sous forme collective avec le groupe de travail à travers les analyses collectives, le comité de pilotage à travers l'exercice de synthèse, le GRAP (TESS) à travers la reddition de compte verbale à chacune des rencontres et par les retours avec ma coanimatrice. Mais la phase d'analyse plus poussée a débuté avec le lancement en octobre 2023 et s'est échelonnée jusqu'en avril 2024 par des allers-retours entre les données et l'écriture du mémoire. La phase de diffusion est aussi en continu, tel qu'exposé au chapitre 8.

4.3 LES OUTILS DE SENSIBILISATION MOBILISÉS

Il existe un certain nombre d'espaces de prévention, de promotion et de sensibilisation existantes dans la lutte à la pauvreté. Les Groupes de réflexion et d'action sur la pauvreté (GRAP) en sont une première. Chacun de ces groupes locaux et régionaux pose des actions ciblées pour l'élimination de la pauvreté sur leur territoire respectif. La Soupe au caillou⁸ en

⁸ Dans le cadre de ce mémoire, la Soupe au caillou désigne une activité de sensibilisation à la pauvreté qui se déroule dans le territoire de la MRC chaque année, autour du 17 octobre, journée internationale du refus de la misère.

est un bon exemple. Chaque année, autour du 17 octobre, aux quatre coins de la province, des activités de sensibilisation rassemblant des élus, des personnes en situation de pauvreté et des organismes sont organisées en lien avec une thématique liée à la pauvreté : logement, alimentation, préjugés, etc. Le GRAP Chaudière-Appalaches est notamment porteur de l'initiative 100 préjugés (100 préjugés, 2014-2015).

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté est une instance de concertation où siègent des représentants de chacun des GRAP (ou leur équivalent) régionaux, des experts de vécu, des syndicats et associations ainsi que des groupes communautaires d'éducation populaire afin de revendiquer ensemble l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté. Au moment d'écrire ce mémoire, celui-ci revendique un salaire minimum à 18 \$ l'heure, le rehaussement des programmes de soutien du revenu (aide sociale, sécurité du revenu) au minimum ou supérieur à la MPC, l'amélioration des conditions d'accès aux services universels, ainsi qu'une campagne majeure de sensibilisation et de lutte à la discrimination et aux préjugés. Des campagnes annuelles (par exemple, celle des cartes de Noël engagées), des activités de formation en éducation populaire comme *Le droit de nos droits* (CQSP, 2003) et des actions de lutte contre les préjugés (par exemple l'exposition *Le plaisir, un besoin essentiel pour touTEs*) (CQSP, 2016). Ces revendications ont été endossées par les participants du projet.

ATD Quart Monde est un regroupement d'organisations luttant contre la pauvreté à l'échelle mondiale par différentes initiatives : la recherche-action participative, les croisements de savoir et la lutte aux préjugés (2003, 2014, 2019).

Afin d'alimenter la réflexion sur l'outil de sensibilisation à privilégier dans le cadre de notre projet, nous avons recensé bon nombre d'outils de sensibilisation produits par les acteurs mentionnés précédemment et d'autres. Puis, pour nous aider à choisir, nous avons construit une grille d'analyse présentée en annexe XIII. Voici une liste et une brève description de chacun de ceux qui ont été retenus et mobilisés dans le cadre du projet de recherche.

En finir avec les idées fausses sur la pauvreté

Cet outil de sensibilisation court, illustré et convivial invite le lecteur à prendre conscience des préjugés véhiculés face aux personnes en situation de pauvreté (ATD Quart Monde, 2014). Le livret de six pages déconstruit les quatre principaux mythes entourant les personnes en situation de pauvreté par des images, des données statistiques et des témoignages. Ces mythes sont que les pauvres ne veulent pas travailler, qu'on vit bien sur le BS, que les BS sont des fraudeurs et qu'il faut couper dans le chèque pour remettre les assistés sociaux au travail.

Prochaines sorties : barrées

Ce film, scindé en quatre capsules thématiques spécifiques qui y sont associées (GRFPQ, 2014) présente le vécu des personnes en situation de pauvreté en lien avec leur parcours d'insertion sociale et professionnelle et en lien avec les obstacles systémiques placés sur leur chemin. Ce sont les barrières liées au revenu, à la famille, au marché du travail, au logement, aux services de santé et à l'aide sociale, au transport, aux préjugés et aux contributions non reconnues. L'outil s'adresse directement aux personnes en situation de pauvreté dans une optique de conscientisation, afin de soutenir la mise en mots du vécu de chacun des participants, de prendre conscience de ces barrières collectives afin de se défaire de la croyance que « c'est de ma faute », de cibler un enjeu et d'y réfléchir ensemble afin de se mobiliser dans une action collective.

Déséquilibre : le film

Ce court métrage d'une trentaine de minutes a été conçu en 2014-2015 dans le cadre de la campagne « Êtes-vous coupables de préjugés ? », mais mérite d'être analysé de façon isolée. Ce film (Fortin et Gagnon-Poulin, 2015) est un documentaire mettant en vedette 4 experts de vécu vivant en situation de pauvreté, des journalistes sensibilisés, un élu et 2 chercheurs. Les enfants sont aussi au cœur du documentaire afin de les amener à définir la pauvreté, les préjugés, l'insécurité alimentaire et des pistes de solution. Cet outil met en lumière le vécu particulier des personnes en situation de pauvreté afin d'aider la population à prendre conscience de l'ampleur du problème lié à la privation et aux préjugés.

Guide de pratiques AVEC

Ce guide de pratique (Bellemare et al., 2022) constitue un outil de sensibilisation destiné aux intervenants et aux personnes premières concernées réalisé par le comité AVEC du Collectif pour un Québec sans pauvreté. Le guide a été présenté et mis à profit tout au long des ateliers.

Regards croisés sur la pauvreté au masculin : Parcours d’hommes en Chaudière-Appalaches

Un participant de ce projet de recherche (Desgagnés et al., 2020) est venu lors du 5^e atelier pour présenter son cheminement à travers ce projet de recherche et d’autres. Cela a contribué à la compréhension des similitudes dans les parcours de vie des personnes en situation de pauvreté et du passage du « Je » au « Nous », en plus d’avoir un impact significatif sur la mobilisation du groupe.

D’autres outils ont été synthétisés dans des fiches qui ont été remises aux participants. Notamment, une fiche sur les pistes de solution recensées et une fiche sur la condition sociale que l’on retrouve en annexe XIV. Pour produire ces fiches, les outils suivants ont été utilisés comme référence :

La pauvreté, l’exclusion sociale et ses préjugés (manuel)

Le manuel de la Table d’action contre l’appauvrissement de l’Estrie (2016) présente un survol assez complet de la pauvreté, ses principaux indicateurs, l’exclusion sociale et les préjugés. Il fait un tour d’horizon des personnes les plus susceptibles de vivre de la pauvreté et des causes structurelles de la pauvreté. Les effets de la pauvreté sur les personnes qui la vivent et l’ensemble de la société y sont présentés, tout comme des pistes de solution à plusieurs niveaux (pauvreté, exclusion et préjugés). Les principaux préjugés à l’endroit des personnes y sont décrits aux pages 45-46.

L’impact des préjugés sur nos pratiques

Ce texte inédit (Desgagnés, 2004) ayant servi de base pour une conférence du comité sur la grande pauvreté de Sherbrooke, présente quelques informations de base sur les préjugés : définition, personnes touchées, impact sur le vécu, conséquences psychologiques.

Par la suite y sont abordés les impacts sur l'enfance et des pistes d'action pour lutter contre les préjugés et contribuer à la lutte contre la pauvreté : comprendre la soif de dignité, contribuer à leur redonner, éliminer les interventions humiliantes, changer notre regard, dénoncer les acteurs qui véhiculent des préjugés, revendiquer des politiques sociales de lutte contre la pauvreté respectueuse des personnes et refuser d'être complice de celles qui renfoncent l'humiliation. Ce texte est accompagné d'un schéma explicatif présentant les fondements, les fonctions et l'impact des préjugés sur les personnes sous forme de cycle d'exclusion progressive et d'un texte qui l'accompagne.

Du plomb dans les ailes

Ce livre (Centraide, 2020), d'une centaine de pages, présente un survol des différentes inégalités sociales qui affectent la population en reprenant l'image des escaliers roulants développée par le Collectif pour un Québec sans pauvreté. Les auteurs mentionnent d'emblée que ce n'est pas une présentation exhaustive. On y expose les inégalités sociales touchant le revenu et la richesse, les inégalités liées à l'emploi, à l'éducation, à la santé, à la justice et au niveau de l'environnement et du climat. Chaque section regorge de statistiques à l'appui, d'images et de témoignages afin de faciliter la lecture et la compréhension. Le rapport traite des conséquences et des pistes d'action pour diminuer l'impact des inégalités sociales, comme l'engagement des entreprises et des citoyens dans la lutte aux inégalités, des modifications au système d'impôt et de taxation, l'abolition des paradis fiscaux, l'amélioration des conditions de travail, l'implication citoyenne et la promotion de la mixité sociale.

On n'est pas seuls au monde : propos sur la responsabilité sociale et la pauvreté

Ce document de réflexion est le troisième produit par Centraide Québec et Chaudière-Appalaches (2003). Il propose une réflexion sur la responsabilité de tout un chacun dans la lutte contre la pauvreté, sans porter de jugement et en apportant des pistes concrètes. On y trouve d'abord des considérations par rapport aux valeurs de solidarité, de justice, d'équité et de dignité, puis la thèse de la responsabilité sociale partagée. Le tour des moyens d'action se fait par des mises en situation en milieu familial, scolaire, en entreprise, dans les médias écrits, radiophoniques ou télévisuels, par la publicité et le rôle de l'État. Ce texte riche

d'exemples, de photos, d'images et de témoignages permet de collectiviser la réflexion autour de la lutte contre la pauvreté, tout en douceur.

Sondage sur la condition sociale

Les données du plus récent sondage sur la perception à l'égard de la Charte des droits et libertés, des accommodements raisonnables ainsi que de la discrimination permettent d'extraire les données en lien avec la condition sociale. Ce sondage révèle que :

La condition sociale est le motif le plus susceptible d'entraîner une forme ou une autre de discrimination... c'est du moins le motif le plus associé à une forme d'intolérance ou de méfiance sociale... La méfiance sociale s'exprime notamment envers les prestataires de l'aide sociale, à l'égard desquels la moitié des répondants affirment entretenir une opinion négative (49.1 %) (CDPDJ, 2015, p. 28).

4.4 LES OUTILS DE COLLECTE DE DONNÉES MOBILISÉS

Plusieurs outils de collecte de données avaient été prévus dans le grand projet, comme le démontre le cadre logique (annexe I) initial du projet. Certains outils ont été délaissés en cours de collecte et d'analyse pour resserrer autour de la question de recherche de ce mémoire. Mais ils sont tous présentés ici, par souci de rigueur.

- Les verbatims d'entretien initial (8/11) ont été délaissés, considérant l'angle d'analyse finalement choisi et présenté à 5.1 ;
- Ligne de vie ;

Lors de l'entretien initial, l'outil de la ligne de vie (Phaneuf, 2006) a été utilisé (voir modèle en annexe XV) pour accueillir et consigner des éléments du récit de vie (Bertaux, 2016) de la personne. Cet outil visait à faire connaissance dans un premier temps, mais également à collectiviser le vécu des participants ultérieurement. L'exercice abordait différentes sphères de leur vécu : les études et l'éducation en général, le travail et le bénévolat, la famille et le réseau social, les périodes de vécu de pauvreté et les événements marquants dans leur vie. Par la suite, j'ai réalisé une analyse comparative du contenu à l'aide du logiciel Excel (présenté en annexe XV) et les résultats ont été présentés lors du troisième

atelier pour analyse collective. Ces résultats ont également contribué à coconstruire les personnages.

- Questionnaire de perception des compétences dans les domaines de vie et sa préanalyse ;

Cet outil validé (Losier et al., 1993) a été légèrement modifié et utilisé afin de mesurer la perception des participants d’eux-mêmes et celle de leurs compétences (annexe XVI). Je suis d’avis que cela n’en affecte pas la validité, même si cette condition n’est pas nécessaire dans le contexte du projet. Ces changements concernent les questions en lien avec le statut d’étudiant qui est remplacé par un statut d’occupation (avec note et mention verbale qui réfère au fait que l’occupation est ce qui occupe ton quotidien : travail, implication bénévole, proche aidant, parent, etc.). Les participants ont répondu au même questionnaire lors de l’entrevue initiale (août-septembre 2022), à la sixième rencontre (7 novembre 2022) et au quatorzième atelier (13 février 2023). Les résultats ont été analysés en fonction de l’échelle de score proposée et les résultats ont été comparés avec un chiffrier Excel (temps 0-1-2).

- Journal de bord des participants ;

Les participants ont pris des notes personnelles et ont accepté que celles-ci soient intégrées dans les données du projet. Elles sont composées de notes prises lors des rencontres, d’idées griffonnées sur des bouts de papier entre les rencontres par les participants, de phylactères (bulles où les participants indiquent les phrases importantes qui sont nommées par les autres participants tout au long des rencontres). Le photolangage produit lors de la première rencontre fait également partie des données du projet. Le tout a été numérisé et intégré à N’Vivo.

- Évaluation de rencontre : tête-cœur-corps ;

À la fin de chacune des rencontres, les participants étaient invités à compléter cet outil d’évaluation (Communagir, s.d.). Ceux-ci ont été intégrés à N’Vivo. Un tableau des émotions

a été rendu disponible pour les aider à le compléter au besoin. Un modèle de cette évaluation est présenté à l'annexe XI.

- Phylactères.

Lors des rencontres, des phylactères étaient à la disposition des participants, afin de leur permettre d'y inscrire des phrases importantes prononcées par les autres participants, pour ne pas les oublier. Plusieurs de ces phrases ont été réutilisées dans la présentation des résultats au chapitre 6.

- Comptes rendus et réécoutes flottantes des 14 rencontres du GTra ;

14 comptes rendus ont été produits et les 14 rencontres de groupe ont été enregistrées. Une réécoute flottante (Dumez, 2016, chap. 5) de l'ensemble du matériel et une relecture ont permis de dégager des notes personnelles qui ont été intégrées à N'Vivo, avec les 14 comptes rendus.

- Synthèses d'analyse collective des 2 cadres conceptuels ;

Lors des deux premiers ateliers, nous avons travaillé à partir du cadre des dimensions cachées de la pauvreté (Bray et al., 2019) et de celui de l'imaginaire collectif de la pauvreté afin de catégoriser les échanges, le vécu et les idées nommées. Les photos des 2 cadres analysés, la réécoute des extraits en lien avec cette analyse et les notes prises à ce propos ont été intégrées à N'Vivo pour contribuer à l'analyse.

- Compte rendu de la rencontre bilan de fin de projet ;

Une quinzième rencontre a eu lieu, à la toute fin du projet, afin de faire le bilan de la démarche. Cette rencontre a également été enregistrée puis réécoutée afin de dégager les éléments forts. Le tout a été intégré dans N'Vivo.

- Mon journal de bord de recherche ;

Tout au long du projet, un journal de bord a été tenu. Il regroupe mes observations participantes (Fortin et Gagnon, 2016), mes notes personnelles sur l'avancement de la réflexion, l'évolution du groupe, le détail de la préparation des ateliers, le compte rendu des rencontres, les notes de retours avec Wafa, etc. Dans un état plutôt brouillon, celui-ci tient dans une caisse de papier. Un survol des différents documents a été réalisé et des notes ont été intégrées à N'Vivo.

- Compte rendu des rencontres du Copil ;

À la suite des rencontres du Copil, un compte rendu était produit. Chacun d'eux a été intégré à N'Vivo pour l'analyse. Ces comptes rendus étaient validés par le copil à la rencontre suivante et présentés au GTra.

- Questionnaire de perception à la fin du jeu en ligne.

L'un des angles de la recherche entourant le projet était de réfléchir ensemble à un outil pour mesurer l'impact du jeu sur l'imaginaire collectif des acteurs qui y seront exposés. C'est ainsi que nous avons créé un questionnaire qui est accessible à la fin du jeu (annexe XVII) sur la plateforme. Celui-ci aurait permis de mesurer les impacts de l'outil sur la perception de l'imaginaire collectif de la pauvreté des utilisateurs de l'outil. Malheureusement, à ce jour, le questionnaire n'a été rempli que par quelques personnes (5), ce qui ne permet pas encore de mesurer les retombées concrètes du jeu.

CHAPITRE 5: L'ANALYSE DES DONNÉES

Comme mentionné plus haut, la quantité et la densité de matériaux collectés étaient trop importantes pour un projet de mémoire. Cependant, comme il s'agit d'un projet collectif, il était préférable d'en avoir un maximum, afin d'avoir la possibilité de faire des choix en cours de projet. Les participants du GTra, les membres du Copil et leurs organisations respectives ainsi que les membres du GRAP ont donc été consultés afin de dégager l'angle d'analyse qui serait le plus pertinente pour leur organisation dans le cadre de ce mémoire de la recherche parmi les sept angles proposés. Cette stratégie de consultation était en cohérence avec la vision globale du projet et a permis de faire un choix pertinent, utile et collectif.

Au total, 26 personnes se sont prononcées dans le sondage. Les personnes pouvaient choisir plus d'un angle. C'est donc l'impact de la démarche sur les experts de vécu participants et l'impact de l'outil produit sur les personnes qui y seront exposées qui étaient les plus porteurs pour les partenaires. C'est donc dans cette optique que les résultats seront présentés plus loin. L'ensemble des angles proposés et les résultats sont présentés à l'annexe XVIII.

5.1 LA MÉTHODE D'ANALYSE DES DONNÉES

Les données ont été classées et anonymisées sur un disque dur crypté que je conserve à la maison. Une copie de sauvegarde est également faite sur mon serveur personnel. Un journal de bord composé de mes notes personnelles lors d'observations participantes (Fortin et Gagnon, 2016) tout au long du processus de recherche est également utilisé pour l'analyse, ainsi que des écoutes flottantes de l'ensemble du matériel. L'ensemble du matériel n'est accessible que par moi, tel qu'exigé par le CERUQAR (annexe IX).

L'analyse a aussi été réalisée tout au long du projet par aller-retour entre les participants et moi, l'animatrice et moi, les analyses collectives et à travers les questionnaires individuels, les lignes de vie, l'analyse des cadres conceptuels, l'analyse des outils de sensibilisation existants et les comptes rendus des rencontres de chacune des structures (GTra, Copil et

TESS). L'analyse s'est aussi raffinée lors des rencontres ponctuelles plus informelles avec les différents organismes partenaires impliqués, le Copil et la préparation de résultats préliminaires pour une affiche dans le cadre de l'ACFAS en 2023 (annexe XIX). Une activité bilan a été réalisée lors de la 15^e rencontre du groupe de travail. Cette analyse des retombées a aussi été prise en compte dans l'analyse du projet. Finalement, les résultats des questionnaires de perception des compétences complètent l'analyse. Toutes ces données ont été importées dans le logiciel N'Vivo pour réaliser l'étape de l'analyse afin d'assurer une démarche rigoureuse. La méthode d'analyse par questionnement analytique a été retenue pour ce projet.

5.2 LE QUESTIONNEMENT ANALYTIQUE COMME MÉTHODE D'ANALYSE

La méthodologie de l'analyse par questionnement analytique (Paillé et Mucchielli, 2012, p. 244-252) a été retenue dans le cadre de ce projet de recherche-intervention. Celui-ci permet de « prolonger le dialogue avec les acteurs dans un dialogue avec les données » (Paillé et Mucchielli, 2012, p. 244) en plus de soutenir la construction de la présentation des résultats, ce qui représente une économie de temps considérable tout en assurant la rigueur du processus. Elle est préconisée pour les commandes institutionnelles, la recherche-action, la recherche-formation, l'analyse d'impact, l'analyse systémique et la méthodologie que j'ai choisie dans mon projet de recherche, soit la recherche-intervention.

Paillé (2012) qualifie cette méthode comme étant versatile, souple, évolutive et économique. La première étape consiste à élaborer des questions opérationnalisantes à partir de la question de recherche, des objectifs et du cadre conceptuel. Ces questions sont alors soumises au corpus de données. Pour ma part, j'ai utilisé l'outil N'Vivo pour codifier les questions et rassembler les matériaux. Au fil des allers-retours entre les données et les questions, de nouvelles questions ont émergé, suscitant d'autres allers-retours, et la construction de ce que l'on nomme le canevas investigatif. Ce sont ces allers-retours qui font la rigueur de la méthodologie d'analyse. Après cinq allers-retours dans le corpus, j'ai procédé à un examen de validation final. Pour ma part, la démarche s'est terminée par une synthèse papier des

résultats pour chacune des questions afin de m'aider à organiser les résultats. Cette méthode a été choisie considérant le caractère participatif et évolutif de cette R-I.

Dans cette méthode d'analyse, l'induction prend une place importante. Même si les premières questions peuvent être générées par le cadre théorique ou conceptuel choisi par le chercheur, les questions du canevas investigatif seront purement inductives, laissant place au chercheur pour dialoguer avec ses données au gré de sa compréhension et de sa curiosité. Je qualifierais donc cette approche d'inductive modérée selon la classification de Savoie-Zjac (2000).

Canevas investigatif

Les questions opérationnelles initiales se sont donc construites à partir du but et des objectifs de la recherche, ainsi que des angles d'analyse possibles soumis au sondage auprès des parties prenantes du projet :

- Comment la contribution des EV se traduit-elle dans le projet ?
- Comment se traduit le processus de coconstruction dans le projet ?
- Quel est l'impact de la participation au projet sur le vécu et la perception d'eux-mêmes des EV ?
- Quel est l'impact de l'outil développé sur les acteurs qui y sont exposés ?
- Quelles sont les retombées de cet outil développé dans le milieu (changements perçus et réels) ?
- Comment se vit le partenariat dans ce projet ?

À ces questions de base s'ajoutent des éléments des deux cadres de références, soit les dimensions cachées de la pauvreté (maltraitance sociale, maltraitance institutionnelle, contributions non reconnues, privations matérielles et sociales, revenu insuffisant et précaire, manque de travail décent, dépossession du pouvoir d'agir, souffrance dans le cœur, le corps et l'esprit et combat et résistance) et l'imaginaire collectif de la pauvreté (les représentations

de la pauvreté, la culture, le territoire, l'identité, l'histoire et l'idéologie). Une longue réflexion, des discussions avec mes collègues de maîtrise, avec des partenaires, des participants et une relecture de mon journal de bord m'ont amené à resserrer les questions opérationnalisantes.

Le canevas investigatif final bonifié après les nombreux allers-retours dans les données brutes (5) est présenté en annexe XX. Pour la présentation des résultats, dans un souci de resserrement et après validation avec mon directeur, celui-ci a été retravaillé. Il est présenté à la figure 8 et servira de guide pour la présentation des résultats dans le chapitre suivant. Nous n'avons conservé que les éléments que nous avons choisi de présenter, d'où son aspect synthétique.

Comme il s'agit d'un projet de R-I participative, la parole des participants est priorisée textuellement lorsque cela est pertinent pour présenter les résultats afin de leur donner le crédit de l'analyse collective réalisée tout au long du projet.

- Comment ont été mobilisés les experts de vécu impliqués dans le projet ?
- Comment s'est vécue la mobilisation dès le départ?
- Comment s'est opéré le passage du « Je » au « Nous »?
- Comment a été réalisée l'appropriation des deux cadres conceptuels?
- Comment se matérialise la mobilisation dans la coconstruction de l'outil de sensibilisation (l'intervention) à privilégier?
- Comment a été évaluée et maintenue la mobilisation des experts de vécu pendant le projet ?
- Comment a été vécue l'expérimentation de l'outil de sensibilisation produit ?
- Quel a été l'impact du projet sur l'imaginaire collectif de la pauvreté ?
- Quels sont les impacts sur les experts de vécu, au niveau de la mobilisation du groupe?
- Quels sont les impacts sur les experts de vécu, au niveau individuel?
- Comment se révèle la perception de compétence des experts de vécu dans le projet?
- Quels sont les impacts sur les partenaires du projet?
- Quels sont les impacts sur les acteurs de la MRC de Lotbinière et ailleurs?
- Y a-t-il eu d'autres impacts inattendus ?
- Y a-t-il eu des obstacles rencontrés ? Lesquels et comment ont-ils été surmontés?
- Quels apprentissages ou leçons peut-on tirer pour d'autres projets de recherche-intervention ?
- Quelles ont été les conditions gagnantes du projet ?

Figure 8. Canevas investigatif retenu pour la présentation des résultats

CHAPITRE 6 LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Présentation des participants et données sociodémographiques

Cette première section permet de brosser un portrait qualitatif et quantitatif des participants de la démarche, à travers les informations recueillies tout au long du processus. Tel que souhaité lors du recrutement, une variété de profils de personnes ont rejoint le GTr : des hommes, des femmes, des aînés, des jeunes familles, de plusieurs municipalités du territoire, tel que le démontre le graphique ci-bas.

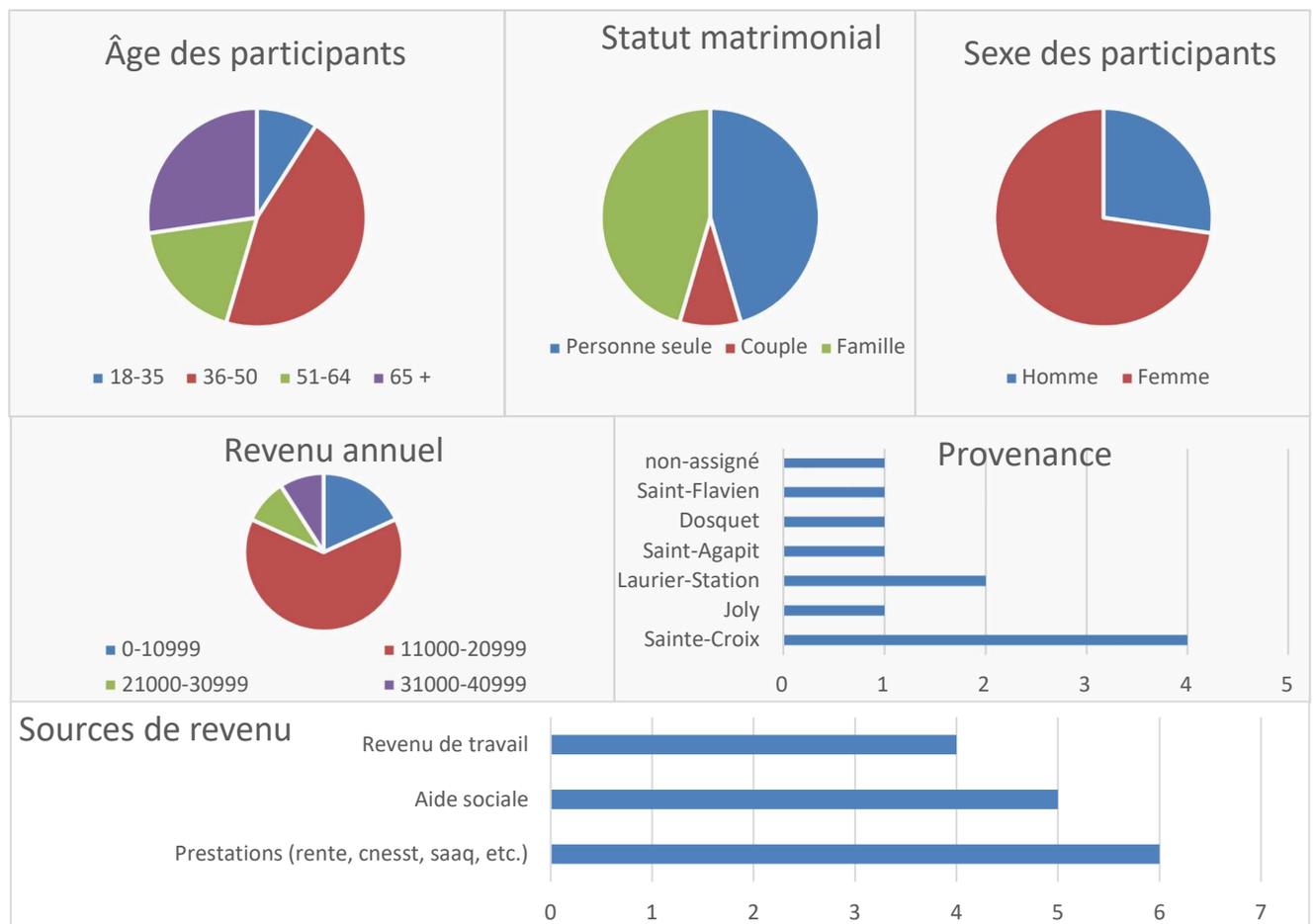


Figure 9. Données sociodémographiques des participants

Les participants, bien que de profil différents, présentaient des éléments de vécu très similaires quand on regarde l'exercice de la ligne de vie (Phaneuf, 2006) utilisé lors de l'entretien initial et dont une analyse collective a été réalisée lors du troisième atelier. Malgré leur hétérogénéité (âge, sexe, statut et type de revenus), les participants présentent plusieurs points en commun dans leur vécu. Ils ont tous un historique de pauvreté qui s'inscrit dans la durée (10 ans et plus), vivent le manque et la privation et abordent la question de la charge mentale⁹ liée à la pauvreté ainsi qu'une tendance à prendre soin des autres, « le care », et à l'implication sociale pour tirer une valorisation personnelle. Les liens de solidarité sont importants dans leurs parcours de vie. Plusieurs ont également déjà connu la vie avec un revenu décent dans le passé et considèrent la pauvreté comme la conséquence d'une série de coups durs dans leur vie (maladie, perte d'emploi, séparation, etc.). Pour la plupart, leur réseau social est faible et parsemé de conflits et de ruptures (familiales, amoureuses et amicales). Ils sont plusieurs à avoir vécu de la négligence, de la violence, des difficultés scolaires, des difficultés à se loger ainsi que des événements traumatiques. Plusieurs ont dû se démener contre le système (aide sociale, CNESST, SAAQ, etc.) afin de faire reconnaître leurs droits (invalidité non reconnue par exemple). Les émotions ressenties sont de l'ordre de la tristesse, de la honte, la peur et l'injustice.

Le recours à l'aide alimentaire, le suivi psychosocial ou psychologique, la vie en logement subventionné, un retour à l'école et le recours à des stratégies de survie plus ou moins légales (travail au noir, vol, échange de services sexuels, etc.) font également partie des moyens déployés pour essayer de se sortir de leur situation de pauvreté. Deux participants ont d'ailleurs déclaré avoir un dossier criminel en lien avec ces stratégies de survie. Plusieurs ont abordé la question des microagressions quotidiennes subies à travers les propos, le regard et le jugement des gens ainsi que l'absence de liberté (de choisir, le sentiment de vivre aux crochets, d'être redevable). La plupart ont mis l'emphase sur l'importance de l'enfance et de l'adolescence dans le développement de leur personnalité et insisté que la pauvreté est plus

⁹ La charge mentale désigne une « sollicitation constante des capacités cognitives et émotionnelles d'une personne, liée à la planification, à la gestion et à l'exécution d'une tâche ou d'un ensemble de tâches » Vitrine linguistique de l'Office québécois de la langue française.

difficile à vivre pour les enfants. Le schéma de l'analyse des lignes de vie est placé à l'annexe XXI.

6.1 COMMENT ONT ÉTÉ MOBILISÉS LES EXPERTS DE VÉCU IMPLIQUÉS DANS LE PROJET ?

Comment s'est vécue la mobilisation dès le départ ?

Dans le processus de recrutement, les personnes sélectionnées présentaient un haut niveau de motivation à s'impliquer dans un projet avec d'autres experts de vécu. Ils devaient d'abord participer à une entrevue individuelle d'environ 2 h qui avait pour objectif d'apprendre à se connaître, d'évaluer leur admissibilité, leur motivation et qu'ils étaient pleinement conscients de la durée d'implication, des risques et de l'engagement requis ainsi que de leur capacité à consentir de façon libre et éclairée (annexe XXII, formulaire de consentement). Nous avons également procédé à la passation du questionnaire de perception des compétences dans les domaines de vie (Losier et al., 1993). Tous les participants ont mentionné, sans exception, ne pas croire être en mesure de contribuer au projet concrètement. Cela dénotait une faible perception de leurs compétences, connaissance, estime et confiance. Il m'a fallu leur demander de tenter l'expérience, avec droit de retrait, normaliser l'impression de ne rien pouvoir apporter et leur montrer que j'avais foi en leur participation. Après cette rencontre, chacun s'est engagé à s'impliquer réellement dans le projet au meilleur de sa capacité. Ils devaient aussi s'engager sur du long terme, étant au fait que le processus s'échelonnerait sur un minimum de six mois (qui a été près de deux années finalement). La motivation était palpable.

Lors du premier atelier de groupe, ils ont été invités à réfléchir sur les conditions à mettre en place pour que les ateliers se déroulent bien et que nous atteignons notre objectif de coconstruire un outil de sensibilisation (l'intervention). Nous avons choisi ensemble des règles de fonctionnement pour nos rencontres. Voici les règles que nous nous sommes fixées et avons convenu de respecter :

- Respect des autres (droits de parole, idées, etc.)

- Ponctualité et aviser de son absence
- Non-jugement, ouverture d'esprit et compréhension
- Fermer la sonnerie de cellulaire

Les participants demandaient des précisions sur ce qu'on allait créer comme outil lors de la rencontre initiale et les deux premières rencontres, ce à quoi la réponse était toujours que je ne le savais pas, qu'on allait le découvrir et le construire ensemble. C'est votre projet ! Ils étaient visiblement stimulés par cette réponse.

Comment s'est opéré le passage du « Je au « Nous » ?

Lors du premier atelier, nous avons réalisé un exercice de photolangage (Communagir, s.d.) afin de nous présenter mutuellement, de parler de ce que nous fait vivre la pauvreté aborder nos motivations à participer à ce projet. Cet exercice nous a permis de mettre en commun les liens entre notre vécu personnel, celui des autres et de voir que les mêmes thèmes revenaient dans le bricolage de plusieurs personnes, nous permettant de collectiviser le vécu. Lors de cet exercice, plusieurs thèmes ont été abordés par les participants : l'exclusion, le rejet et la solitude (6 occurrences), l'importance de la famille (3) et de l'amitié (5), le manque d'argent (4), les coups durs dans la vie (6), le fait de se battre constamment (3), d'être réduit au silence (3), de souffrir (3), de se priver (7), de ne pas pouvoir choisir (4), la maladie physique et mentale (3) et l'importance des animaux (5). 3 personnes ont abordé l'importance de briser le silence et de prendre la parole. Voici un exemple d'une participante.



Figure 10. Exemple de photolangage réalisé

Nous avons réalisé l'exercice des liens qui nous unissent afin d'identifier nos intérêts communs et pour faciliter la cohésion du groupe. L'exercice consiste à nommer un champ d'intérêt, puis à lancer la balle de laine dont on garde une extrémité aux autres personnes qui ont le même intérêt. Au fil des échanges, une toile se tisse, représentant les interconnexions entre les participants. Les membres du groupe ont en commun la musique, la danse, le chant, les animaux, la moto et la cuisine.

Lors du troisième atelier, nous avons mis en commun les lignes de vie dont les résultats ont été présentés précédemment. Les réactions des participants à cet exercice ont servi de base à notre réflexion collective afin de faire monter l'espoir du groupe et la reprise de pouvoir ainsi qu'à déconstruire le discours de responsabilité personnelle face à la pauvreté socialement construit.

Tout au long des ateliers, la perception de responsabilité individuelle s'estompe au profit d'une explication collective des causes structurelles de la pauvreté : la perception des

gens, les messages politiques et idéologiques véhiculés, les valeurs catholiques (le bon pauvre et le mauvais pauvre), les choix politiques en matière de programmes sociaux, le choix des seuils de pauvreté, etc.

La faute est mise sur les personnes, pas sur le système, alors que c'est le système qui est cassé. – Betty

En réaction au discours du gouvernement et à la perception sociale que le travail représente le levier de sortie de la pauvreté par excellence, les participants ne sont pas en accord avec cette affirmation. Nous avons exploré un outil présenté par Vivian Labrie lors de la Soupe au caillou pour réfléchir sur les causes de la pauvreté (Gaudreau et al., 2018). Cet outil propose 10 tests, dont celui du lampadaire qui met en lien les causes de la pauvreté et les actions mises en place : est-ce que c'est la bonne zone qui est éclairée ? Dans le cas du travail, même s'il permet d'augmenter le revenu, il faut prendre en compte la capacité de la personne à travailler à temps plein (physique et mentale), l'organisation familiale et budgétaire requise (vêtements, transport, garderie, etc.), les proches malades dont il faut prendre soin et les rendez-vous pour les spécialistes des enfants, etc. Les participants sont unanimes, le travail ne permet plus de sortir de la pauvreté (voir la démonstration que, même au salaire minimum, le revenu est insuffisant à l'annexe XXVIII).

Ce n'est pas la bonne zone qui est éclairée par le gouvernement. Il faut plutôt se pencher sur les conditions de vie des personnes, leurs capacités, leur réalité, leurs besoins, si l'on souhaite réellement diminuer la pauvreté. Vivre en situation de pauvreté, ou plutôt survivre comme le nomment les participants, ça use prématurément, ça occupe tout l'espace mental et ça rend indisponible pour autre chose. Ça fait vivre la honte et la précarité.

C'est plus payant de nous laisser en pauvreté que de faire ce qu'il faut pour que le monde s'en sorte, on dirait. Je comprends pas. – Hobo

Le renforcement du pouvoir d’agir est un des éléments au cœur de la démarche réalisée par le groupe. Au fil des rencontres, ce sentiment de « Nous » s’est construit à travers les différentes activités proposées et des réflexions qui les ont accompagnées. Au fil des rencontres, la confiance mutuelle, la reconnaissance des qualités et des forces des autres, la mise en commun de la vision du projet a pris forme peu à peu. L’idée de travailler ensemble dans un projet qui pouvait apporter des retombées concrètes sur le quotidien de l’ensemble des personnes en situation de pauvreté était un élément moteur de la démarche de groupe tout au long de celle-ci. C’était devenu NOTRE projet.

Comment a été réalisée l’appropriation des deux cadres conceptuels ?

Lors de l’entretien individuel initial, le cadre de l’imaginaire collectif était présenté sommairement afin d’évaluer la capacité de compréhension des participants avant de les intégrer à la démarche de groupe. Chacun en a compris certains éléments. Lors des ateliers de groupe, nous avons réalisé un exercice sur les préjugés dont ils sont victimes. Chacun devait placer le préjugé sur l’un des cadres ou les deux, en expliquant les liens qu’il faisait. Cet exercice nous a permis de mieux nous approprier chacun des cadres. Aussi, le visionnement de la vidéo explicative (ATD Quart Monde, 2019) sur les dimensions cachées a contribué à mieux se l’approprier. La prise de conscience d’une responsabilité davantage collective (voire politique) qu’individuelle s’est révélée. La question de l’idéologie politique et du pouvoir des élus était souvent au cœur des discussions.

L’aide sociale était considérée comme un droit dans les années 60. Dans les années 80-90, il y a eu un changement, les boubous macoutes, le mérite pour les travailleurs, l’aide de dernier recours. Il y a plein de critères, c’est compliqué et difficile. –Amanda

Au fil des rencontres, nous avons expérimenté différents outils existants et analysé en quoi ils pouvaient soutenir notre réflexion pour la création de notre propre outil, leurs forces et leurs limites. La question de l’impact des préjugés, des mythes et des étiquettes est

rapidement devenue un incontournable dans les discussions. Les participants ont nommé de nombreux exemples en lien avec cet aspect, tout au long du processus.

Les participants ont pris conscience peu à peu des barrières structurelles et des choix de société basés sur des perceptions erronées des personnes en situation de pauvreté, ce qui a également contribué à renforcer le « Nous ». C'est surtout le déséquilibre entre les classes sociales et les représentations médiatiques, culturelles et sociales qui les ont rejoints au départ. La compréhension de l'imaginaire collectif a surtout été abordée par les personnes du groupe qui sont plus âgées, celles-ci ayant connu différentes époques et perceptions des personnes en situation de pauvreté et ayant été eux-mêmes prestataires de l'assistance sociale; leur expérience en lien avec les conséquences de celui-ci est plus étoffée.

Les animateurs de radio, la saga des boubous macoutes, l'élection des libéraux en 1986 : ça laisse des cicatrices dans nos habitudes de vie, l'impression de ne pas être un humain à part entière. – Jack

La pauvreté porte un visage et les personnes qui la vivent sont victimes d'exclusion, voire d'intimidation. Ils parlent d'agressions constantes, d'usure, de violence psychologique. À force d'entendre des commentaires désobligeants et d'être regardés avec mépris, les participants finissent par endosser les étiquettes qui leur sont accolées. Ce qui vient nuire à l'estime de soi, à la confiance en soi, à l'état de santé physique et mentale. De Gaulejac parle de la honte (2014) et Paugam de disqualification sociale (1993, 2012). Les participants disent en être venus à croire qu'ils étaient responsables de la situation et qu'il n'y avait pas d'échappatoire, qu'ils n'avaient pas de pouvoir sur la situation. Cette perception fait qu'il devient encore plus difficile pour eux de demander de l'aide. Pour un participant, la situation l'a même mené en situation d'itinérance.

Les participants mentionnent que si l'on demande à n'importe quelle personne dans la rue si elle est en accord pour éliminer la pauvreté, la réponse risque d'être oui. Cependant, lorsque vient le temps de choisir des actions pour y arriver, c'est là que l'imaginaire collectif

de la pauvreté vient brouiller les cartes, particulièrement au niveau des représentations sociales, médiatiques et culturelles.

Ce que les participants avaient à dire sur la culture (Bouchard, s.d.; Gagnon et Santini, 2016; Giust-Desprairies, 2003; L'Italien-Savard, 2012) fais référence à la transmission des idées, des valeurs, des attitudes, des savoirs insaisissables et des mythes.

Les participants décrivent, à travers leurs témoignages, des situations où ils ont été confrontés à l'aspect culturel à travers les jugements des gens.

Se faire juger pour le fait de fumer. Les achats de biens, se faire juger les choix qu'on fait. Tout le monde a comme son mot à dire quand t'es plus défavorisé sur ce que tu achètes. L'idée que la personne ne fait pas un bon choix, on est qui nous autres pour dire que l'autre ne fait pas un bon choix ? On se juge même entre nous. – Gertrude

Même s'ils ont de la difficulté à se sortir de la pauvreté, une certaine culture d'entraide existe entre les personnes en situation de pauvreté. Ils se disent plus généreux, et si l'on prend en compte qu'ils n'ont que les dollars vitaux, je crois qu'il est possible d'affirmer qu'ils le sont.

Plusieurs exemples en lien avec le marché du travail sont donnés. Il faut aller sur le marché du travail pour sortir de la pauvreté, semble-t-il, mais celui-ci est difficilement accessible dans certaines conditions : casier judiciaire, pas de diplôme, être une mère monoparentale, trou dans son CV, et ce, malgré le contexte de pénurie de main-d'œuvre.

Même au sein des organismes qui sont là pour les aider, les personnes en situation de pauvreté se sentent souvent jugées : leurs revenus à démontrer, leur apparence, leurs choix de vie (criminalité et stratégie de survie) et leurs achats. Les organismes manquent de financement et sont contraints de mettre en place des critères d'accès à l'aide, ce qui contribue à alimenter les préjugés, selon les participants. Aujourd'hui, les biens reconnus essentiels pour une bonne proportion de la population comprennent un cellulaire, un accès

internet et, en milieu rural, une voiture. Or ces biens sont plus difficilement accessibles en contexte de précarité financière. Et les personnes qui réussissent à se les procurer seront jugées sur cet aspect aussi.

La notion de pauvreté n'est pas un thème populaire. Plusieurs instances de concertation vont plutôt l'aborder sous l'angle du développement social, du développement local ou de la revitalisation. Cela contribue-t-il à alimenter la perception culturellement négative de la pauvreté ou est-ce en fait une façon de parler de pauvreté dans des termes plus élégants et populaires ? Culturellement, la montée des « nouveaux pauvres », soit les personnes qui travaillent à temps complet au salaire minimum ou un peu au-dessus, commence à poindre à l'horizon. Les banques alimentaires en parlent, les institutions financières aussi. Est-ce que la présence de cette nouvelle pauvreté viendra soutenir la lutte contre la pauvreté, ou viendra-t-elle encore créer un fossé plus grand dans la conception culturelle de la pauvreté ? Ce sont toutes des questions demeurées sans réponses lors de nos échanges de groupe, mais qui préoccupaient les participants.

Ce que les participants avaient à dire sur l'histoire (Bouchard, s.d.; Gagnon et Santini, 2016; Giust-Desprairies, 2003; L'Italien-Savard, 2012) fait référence au sociohistorique, au rapport au passé, à la mémoire, au temps.

La lutte contre la pauvreté est inscrite dans une histoire. Selon le gouvernement et l'époque, la perception des personnes en situation de pauvreté et du rôle de l'État se transforme. Dans les années glorieuses de l'Église qui gérait le soutien aux personnes pauvres sont apparus la notion de pauvres méritants (malades, handicapés, etc.) et les pauvres indigents (ceux qui font de mauvais choix). Lors de la mise en place du programme d'aide sociale, celle-ci était considérée comme un droit afin de pallier les lacunes du système (modèle Beveridge de l'assistance sociale 1956). Avec la montée du capitalisme et du néolibéralisme, la responsabilité de la pauvreté a progressivement été déplacée sur les personnes et non la société et le discours axé sur le mérite et le travail (Landry, 2007).

Quand les Libéraux sont arrivés au pouvoir avec Bourassa, y'ont tout coupé, ils ont mis en place des mesures boubou macoute. » « On était vu comme des profiteurs du système. –Jack

C'est aussi l'histoire des luttes au Québec, dont celle du Collectif pour l'élimination de la pauvreté qui a mené à l'adoption de la loi 112 au Québec et aux plans de lutte contre la pauvreté. Le gouvernement semble prendre une plus grande part de responsabilité sociale. Cependant, malgré ces plans, il y a encore des personnes vivant sous le seuil de la pauvreté (1 personne sur 10) et les programmes de soutien social sont peu bonifiés, à l'exception des familles qui ont amélioré leurs conditions de façon importante depuis une dizaine d'années.

L'histoire, c'est aussi celle des personnes, des quartiers et des groupes sociaux. Les personnes en situation de pauvreté doivent lutter pour survivre au quotidien, elles doivent affronter le regard que les gens portent sur elles et faire face à des préjugés, fondés sur des perceptions erronées et des croyances ancrées dans un discours alimenté par l'imaginaire collectif de la pauvreté.

Est-ce que ça existe encore, des remises massives au bureau ? » Parce que moi, j'ai vécu ça. Ils nous faisaient tous arriver pour la même heure. L'humiliation totale, on était entassés. Moi, j'ai fait une méga crise de panique. Le monsieur crie mon nom, aucune confidentialité, c'était la honte. On rentrait toute la tête entre les deux jambes. On se sentait comme des pas bons, des déchets. –Amanda.

Ce que les participants avaient à dire sur l'identité (Bouchard, s.d.; Giust-Desprairies, 2003; L'Italien-Savard, 2012) fait référence au rapport à soi, au psychique, à l'imaginaire individuel, au rapport aux autres, à la psyché du peuple.

L'identité des personnes en situation de pauvreté se forge et se teinte de l'ensemble des perceptions à leur égard. Notre identité se construit socialement en lien avec nos avoirs et notre statut social.

L'impact de la pauvreté sur le développement identitaire des enfants a été abordé à plusieurs reprises comme une préoccupation. Le thème a été abordé sous plusieurs angles : la honte comme parent de ne pas être en mesure de répondre aux besoins de l'enfant, la honte de l'enfant envers son parent, les craintes envers la DPJ, voir son enfant adulte être aussi en situation de pauvreté et le sentiment d'échec. Il y avait aussi les comportements violents dont sont victimes les enfants vivant en situation de pauvreté : stigmatisation, intimidation, rejet, violence physique et psychologique, etc.

Être verbalement descendu, ça fait des bleus au cœur. – Gertrude

Cela brime l'estime, la confiance et l'espoir d'une vie meilleure. Cela leur fait porter la responsabilité d'une situation qu'ils ne sont pas en mesure de régler seuls. Cela les amène à s'isoler, puisqu'ils n'ont pas les moyens d'avoir des loisirs. Ils disent vivre des agressions constantes. Ils sont aux prises avec un stress quotidien afin de parvenir à boucler la fin du mois. Ils vivent des difficultés personnelles, des problèmes de santé mentale et physique et n'osent que trop peu demander l'aide nécessaire.

Ils attendent d'être rendus au bout pour demander de l'aide. – Hobo

Ils adoptent des stratégies de survie, parfois dans l'illégalité (travail au noir, du sexe, vol, etc.). Et cette boucle se répète : l'apparence se néglige, l'isolement se creuse, le mode de vie se cristallise, les préjugés augmentent.

Certains sont en mesure de préserver leur identité, de voir leurs forces et de se mobiliser. Mais ce n'est pas le cas pour tous.

Et pourtant, lorsqu'il est possible de permettre la mobilisation, de regrouper et de collectiviser les difficultés vécues en lien avec la pauvreté, la perception d'identité des personnes se transforme de façon positive, tel que démontré à la section 6.4.

Ce que les participants avaient à dire sur l'idéologie (Bouchard, s.d.; Giust-Desprairies, 2003) fais référence au rapport à l'univers, au réseau de significations, au rapport à la vie, au rapport au politique.

Les valeurs socialement prônées dans notre société actuelle sont plutôt individualistes, voire capitalistes. Le statut social détermine la valeur que les gens accordent à une personne ou un groupe de personnes. Comme la valeur sociale des personnes en situation de pauvreté est faible, le soutien financier qui leur est accordé est insuffisant.

Les décisions par rapport aux politiques sociales mises en place sont déterminées par les politiciens. Ceux-ci sont élus par la population. Comme la population prône des valeurs individualistes et capitalistes, il n'y a pas de grande révolution des politiques sociales pour répondre aux besoins de base des plus vulnérables et, lorsqu'elles sont bonifiées, elles s'adressent à des groupes « valorisés » socialement, comme les familles. La pandémie et les mesures de soutien mises en place ont ainsi permis à bon nombre de travailleurs à bas salaire, de personnes qui ont perdu leur emploi et de petites entreprises de s'en sortir plutôt bien, tout en étant reconnues méritoires par la population (Landry, 2024).

*Oui, les politicos sont responsables, eux autres, ils vivent dans l'opulence
pis ils décident pour nous autres. C'est à eux qu'il faut s'adresser, je
crois.— Jack.*

Dans l'imaginaire collectif entourant la pauvreté, la responsabilité de s'en sortir ne revient pas aux pouvoirs en place, mais plutôt aux individus. Et que dire des luttes que ces derniers doivent mener contre le système ; pour faire reconnaître une invalidité, pour être en mesure de faire un retour aux études dans un domaine qui les intéresse et non pas un domaine en demande, pour parvenir à faire un retour en emploi avec un trou dans son CV, se trouver un logement, etc.

Pour parvenir à renverser la situation, il faut, selon les participants, sensibiliser la population à ce qu'ils vivent vraiment, montrer la pauvreté telle qu'elle est, parler des vraies

causes, mettre le centre d'intérêt sur les pistes de solution : un revenu de base permettant de couvrir les besoins essentiels. Il faut aussi leur montrer les vrais chiffres, afin de briser les perceptions liées à l'imaginaire collectif de la pauvreté qui justifie les décisions prises par les organes politiques en place.

Ce que les participants avaient à dire sur les représentations (Bouchard, s.d.; Centraide, 2011; Gagnon et Santini, 2016; Giust-Desprairies, 2003; L'Italien-Savard, 2012; Landry et al., 2021; Langlois et Gaudreault, 2019) fait référence aux représentations médiatiques, à l'opinion publique, au rapport au social, au statut, à la hiérarchie, aux significations sociales.

Nous avons abordé la question de la pyramide sociale et des classes sociales lors d'un atelier. Leur compréhension de celles-ci a apporté un éclairage intéressant sur leur sentiment d'infériorité. Ceci a constitué une toile de fond pour l'ensemble des discussions qui ont suivi.

*Les pauvres, ça fait un bon fond pour s'empiler dessus pour se remonter,
les juger, les écraser. –Betty*

Avec l'inflation actuellement vécue et l'effritement de la classe moyenne, les participants croient que les circonstances sont favorables pour discuter des causes de la pauvreté, que celles-ci trouvent davantage d'écho dans la société qu'auparavant. Cela est une source d'inquiétude importante pour les participants.

La question des préjugés à l'égard de la pauvreté est un élément important des représentations sociales : être un mauvais parent et avoir la DPJ dans sa vie, être vu comme un fraudeur, faire juger nos choix et nos achats, être pointé constamment du doigt. Tout cela est usant et frustrant. La pauvreté est présentée sous un angle, un cadre individualisant et méprisant, décontextualisé et stéréotypé dans les médias et le discours, surtout par les acteurs politiques. La perception des personnes assistées socialement est négative chez la moitié de la population (Landry et al., 2021).

Les difficultés rencontrées au quotidien pour se loger, se trouver du travail, faire un retour à l'école, augmenter nos revenus, éduquer nos enfants ou boucler le budget sont énergivores et demandent beaucoup de créativité et de persévérance.

J'ai eu souvent des problèmes avec les propriétaires, pourtant je payais tout le temps mon loyer. Ils ne voulaient pas arranger le loyer, une dent contre les assistés sociaux, j'ai eu de la misère à me trouver un logement parce qu'ils ne veulent pas me louer. Se loger, c'est une source de stress : peur d'être expulsée, peur du propriétaire, lié au fait que je suis assistée sociale. Encore pire depuis la pénurie de logements. On demande pour réparer des choses, ils ne veulent pas, pis s'ils le font, ils montent le loyer l'année d'après. – Mado.

Bien que plusieurs ressources et programmes existent, l'accès se complexifie : manque de disponibilité émotionnelle, difficulté de transport, perception négative de certains intervenants à l'égard des personnes, peur du jugement, de se faire enlever ses enfants, etc.

Ce que les participants avaient à dire sur le territoire (Bouchard, s.d.; Giust-Desprairies, 2003; L'Italien-Savard, 2012) : fait référence à un espace, un lieu, une nation, un habitat.

La question de l'accès aux services dans le territoire revient souvent : accès physique par le transport et la distance, économique, disponibilité du service parfois manquant en milieu rural, l'offre de service et les listes d'attente.

Le CLSC pis les organismes nous pitchent d'une place à l'autre, c'est jamais la responsabilité de personne de nous aider sur des aspects précis comme le budget, pis de trouver des meubles, pis un logement. Ou bien il faut que ce soit une affaire de groupe. Ce n'est pas ça dont j'ai besoin ! Pis pas dans 6 mois non plus ! Je suis dans la rue. –Hobo

La question du logement social a aussi pris une place importante dans les échanges. Réussir à obtenir une place en logement social, vouloir en sortir, être identifié comme pauvre

parce qu'on y vit, le jugement entre les locataires et l'effet ghetto. L'impact du logement social sur la vision des professionnels de l'école, du CLSC, des organismes et de la population en général est une question récurrente sur le territoire. Mais le logement social est aussi vu par les participants comme un filet protecteur, un espace de solidarité et d'implication.

Les actions locales de lutte contre la pauvreté, comme l'aide alimentaire, le travail de proximité, le logement social, les services de dons, sont des initiatives louables, mais nettement insuffisantes pour enrayer la pauvreté. Il faut, selon les participants, une action, un mouvement plus large de lutte à la pauvreté qui briserait les silos actuels, qui rallieraient les thématiques en lien avec la pauvreté, soit le revenu, le logement, la sécurité alimentaire et la lutte aux préjugés, à l'échelle du Québec. C'est ce que s'efforce de faire le Collectif pour un Québec sans pauvreté, mais ils n'y arrivent pas, selon les participants du projet.

Comment se matérialise la mobilisation dans la coconstruction de l'outil de sensibilisation (l'intervention) à privilégier ?

Toute la réflexion et le travail de coconstruction de l'outil, de la mise en commun des idées à l'analyse de celles-ci et des choix à faire ensemble, ont permis à chacun des participants de s'investir en fonction de ses forces. Que ce soit en prêtant leur expérience au vécu des personnages, leurs idées pour le logo et la stratégie de diffusion, leur temps pour les activités de diffusion ou leurs voix à la narration du jeu, chacun a contribué. Cette contribution leur a permis de prendre la parole, reprenant ainsi leur pouvoir, et d'arriver à réaliser leur objectif de coconstruire un outil de sensibilisation à l'imaginaire collectif de la pauvreté.

Le témoignage d'une participante et d'un invité ont contribué grandement à la mobilisation des membres du GTra. Elle avait participé aux déjeuners parlementaires entre 1997 et 2003 (CQSP, 2003). Celle-ci leur a raconté comment ces déjeuners avaient eu un impact sur elle-même, mais aussi avec le parlement de la rue, sur la mise en place de la loi 112 sur l'élimination de la pauvreté. Lui est un militant impliqué depuis plus de vingt ans

dans la lutte contre la pauvreté dans la région, ayant donné des conférences et des entrevues médiatiques en plus de participer à des projets de recherche comme cochercheur.

La métaphore de l'escalier roulant a été mobilisée par une participante et expliquée avec ses mots aux autres participants. Le principe de l'escalier roulant est que si la personne part du bas et tente de monter l'escalier qui descend, elle va mettre toute son énergie pour y parvenir et ne sera sans doute pas capable de réussir (CQSP, 2003). C'est ce même processus qui s'opère lorsqu'une personne essaie de se sortir de la pauvreté : elle lutte, dépense de l'énergie et n'y arrive souvent pas.

C'est ça les escaliers cassés du Collectif, les bons pauvres pis les mauvais pauvres : on va pas te donner plus d'argent pour couvrir tes besoins, parce que tu voudras pas retourner travailler. Mais t'es pas disponible, t'as le ventre vide, t'as pas de transport, t'as pas de garderie, pis si tu gagnes de quoi, on te le coupe, t'es en survie tout le temps ! –Amanda

Les premières rencontres ont mis à profit l'exercice de la baguette magique à partir de la question : supposons que nous avons des ressources illimitées, tout le temps et le soutien nécessaire, aucun obstacle et l'argent suffisant pour abolir les préjugés, que ferions-nous ?

Globalement, l'exercice a permis de faire émerger les éléments suivants :

- la couverture des besoins de base pour tous (dentiste, soins, vêtements, logement, nourriture, transport, etc.) comme droit fondamentaux ;
- travailler sur les signes visibles de la pauvreté pour rétablir un équilibre entre les classes sociales ;
- Revoir les prestations sociales à la hausse (aide sociale, pensions, allocations, etc.) pour permettre l'atteinte d'un revenu décent pour tous ;
- Refaire un déjeuner parlementaire, un colloque ou une autre action de grande envergure ;

- Plus de logements abordables disponibles ;
- Pendant un an, demander aux députés et maires de vivre avec 1400 \$ par mois ;
- Faire une grande campagne publicitaire pour donner l'information aux contribuables sur la situation réelle des personnes en situation de pauvreté, les gens ne voient pas ou ne veulent pas la voir ;
- Donner de la formation aux citoyens par des experts de vécu pour qu'ils connaissent la vraie réalité vécue par les personnes en situation de pauvreté.

Les pistes de solutions proposées lors de l'exercice de la baguette magique ont par la suite été discutées, analysées et priorisées en fonction de leur faisabilité à l'échelle de la MRC. Bien que celles-ci soient parfois utopiques ou hors de portée à notre échelle, elles permettent de comprendre le cheminement du groupe pour amener la réflexion vers le choix du jeu d'évasion. On y dénote aussi le besoin de recadrage fréquent (réalisme, accessibilité, réponse aux objectifs qu'on s'est fixés ensemble) en lien avec la lutte contre les préjugés et l'imaginaire collectif, qui était ce sur quoi tous s'étaient engagés à travailler.

En parallèle, nous avons expérimenté divers outils qui sont présentés à 4.9. Nous avons analysé chacun d'eux (en quoi pouvaient-ils nourrir notre réflexion, être réutilisés dans notre projet, forces et limites ; voir [annexe XIII](#) pour les détails) et nous amorçons une réflexion sur les critères qui devraient nous guider dans la conception de notre outil de sensibilisation (atelier 7) et qui seront présentés dans les conditions gagnantes du projet à la section 6.7.

C'est ainsi que nous avons progressivement progressé de l'exercice de la baguette magique vers la conception de notre outil, qui consiste en un jeu d'évasion en ligne qui a été lancé le 17 octobre 2023 (article en [annexe XXV](#)). Chacune des idées a été proposée, bonifiée et validée par le groupe de participants en mobilisant des stratégies favorables à l'analyse et aux discussions. Le travail de réflexion a été séparé en trois catégories à partir du 4^e atelier : la cible, le message et l'outil afin de faire un effet d'entonnoir pour en arriver à un choix d'outil. Le tableau présentant l'état des réflexions est présenté en annexe XXIII.

Deux sous-groupes se sont formés à compter du 7^e atelier. Le premier travaillait sur l'outil en soi (qui deviendra le jeu « Ça pourrait être toi ! ») en créant l'histoire, les personnages, les lieux, le matériel requis, les consignes données par le maître du jeu, la grille budgétaire, etc. à partir de leur propre expérience et des deux cadres de référence pour toucher l'ensemble des sphères de l'imaginaire collectif. Pour ce faire, il y a eu conception d'un organigramme qui permettait de visualiser le parcours des participants (annexe XXIV). Par la suite, c'est à partir d'un PowerPoint que nous avons poursuivi les travaux.

L'autre comité, accompagné par Wafa, a travaillé sur la stratégie de communication (logo, mascotte, nom du jeu, idées pour le lancement, textes, diffusion, etc.). L'idée du logo était de reprendre la main (pour la main tendue à l'autre, pour la main qui fait stop à la pauvreté, pour la main qui donne un coup de main, etc.) et il a été convenu de trouver un graphiste pour nous aider dans la conception. Nous abordons l'image de la main, ce qu'elle a comme signification pour le groupe et ce qu'on pourrait indiquer dans la main pour y donner un sens. Les mots intégrés au logo qui forment le contour de la main et de l'octogone sont d'ailleurs ceux issus de la réflexion des participants. Le choix des couleurs a aussi été longuement réfléchi par les participants.

Même si les deux comités ont fait des propositions, toutes les décisions ont été prises en grand groupe, par consentement, soit une méthodologie issue des pratiques de sociocratie, ce qui consiste à rallier l'ensemble des participants à une proposition satisfaisante pour tous. Il a été convenu d'élaborer un jeu interactif et mobile de type défi évasion qui respecte les critères que l'on s'est donnés. L'idée d'aller vers une virtualisation du jeu est venue des participants. Le contexte de disponibilité financière dans l'enveloppe PAGIEPS nous a permis d'aller de l'avant avec cette idée. Ce sont aussi eux qui ont participé à l'expérimentation de l'outil une fois qu'il a été virtualisé. Finalement, le groupe a identifié les grandes lignes de la stratégie de diffusion de l'outil après son lancement : GRAP locaux et régionaux, Collectif pour un Québec sans pauvreté, Centraide, Inter CDC, etc.

Bien que chacun des participants nommés au départ qu'il ne percevait pas comment il pourrait contribuer concrètement au projet de coconstruction de l'outil, la suite de

l'expérience a permis de mettre en lumière leurs forces et leurs compétences, leur créativité et leur combativité. Chaque participant a donc été invité à réfléchir, prendre la parole, expérimenter et coconstruire tout au long de la démarche. Le sentiment d'appartenance face à l'outil a mené plusieurs à proposer de réaliser une vidéo promotionnelle de leur jeu.

6.2 COMMENT A ÉTÉ ÉVALUÉE ET MAINTENUE LA MOBILISATION DES EXPERTS DE VÉCU PENDANT LE PROJET ?

Les motifs de participation des personnes étaient diversifiés au départ, allant de l'apprentissage à l'indignation, en passant par la présomption de l'intérêt de la compensation financière. Voici comment les participants la décrivaient en début de projet :

- Changer le visage de la pauvreté ;
- Lutter contre les préjugés
- Mieux comprendre et voir ce que l'on peut faire concrètement pour changer les perceptions à l'égard de la pauvreté ;
- Transformer le point de vue des gens ;
- Se soutenir entre nous pour mieux s'en sortir ;
- Faire améliorer la satisfaction des besoins de base, pour tous.

On n'est pas tous là pour les mêmes raisons, ça va être riche en discussions. –Gertrude

Lors du 4^e atelier, nous avons réalisé une évaluation du processus du groupe afin de permettre aux animatrices de s'ajuster pour la suite au rythme et aux aspirations du groupe. Cet exercice a été réalisé avec l'exercice des « pouces en l'air, pouce en bas », qui consiste à fermer les yeux, écouter l'affirmation et répondre pour soi aux questions en silence. Voici les questions et les réponses mobilisées :

• J'ai l'impression d'apprendre des choses :	👍 11	👎 0	? 0
• J'ai l'impression d'apporter quelque chose dans le groupe :	👍 9	👎 1	? 1
• Je suis à l'aise dans le groupe :	👍 10	👎 1	? 0
• J'ai l'impression d'avancer, d'être créatif :	👍 9	👎 0	? 2
• J'ai envie de continuer les ateliers :	👍 11	👎 0	? 0
• J'ai des idées pour la suite :	👍 8	👎 3	? 0

Figure 11. Résultats de l'évaluation du processus

Par la suite, j'ai discuté avec les participants qui se sentaient moins à l'aise ou ont montré des difficultés afin de voir avec eux comment améliorer leur confort et mieux les impliquer dans la suite. Cela a contribué à maintenir leur mobilisation dans le projet.

La compensation financière apporte une aide tangible, concrète et significative pour permettre aux personnes d'être disponibles pour réfléchir et s'impliquer. Cependant, les participants en parlent peu lors des ateliers et dans le bilan. Au fil de la démarche, les sources de motivations ont changé. Lorsque les participants se sont impliqués concrètement dans l'analyse, dans la recherche de solution, dans la coconstruction, le discours a changé aussi, se transformant en une volonté de changement social. L'indignation, la colère, les prises de conscience ont été des moteurs de motivation au changement, tout comme l'espoir, la motivation, la foi, la fierté, l'envie de se dépasser et la créativité permettent de garder la motivation, de s'investir pour les générations à venir dans un projet concret de lutte contre les préjugés. L'activité « #Toi » (Patrimoine RH, 2023) a permis de réfléchir à nos motivations, à nos émotions par rapport à notre vécu et au projet et à sa portée à partir d'émojis. Globalement, les emojis choisis présentaient du positif (joie, espoir, détermination et confiance), mais certains présentaient aussi des émotions plus négatives qui font office de moteur de l'action (colère, dégoût et indignation).

Étonnamment, le taux de participation aux ateliers est excellent. Les données disponibles sur les démarches de groupe le sont davantage pour des processus thérapeutiques, ce qui n'était pas le cas dans le cadre de ce projet, mais démontrent qu'entre 15 % et 60 % des participants abandonnent (Gagné et Fortin, 1997; Robichaud et al., 2007). Le taux de participation et la motivation des participants sont contributifs à la réussite de ce projet. Dans les faits, celui-ci a dépassé de beaucoup nos propres attentes et celles des partenaires. Le lien de solidarité qui s'est tissé, la volonté de rester en lien après le projet, de renoncer à son anonymat pour en assurer personnellement la diffusion démontre qu'il y a eu des retombées significatives sur les personnes et le groupe comme entité. La place de l'accueil des émotions dans le processus, l'utilisation d'une approche intégrée (Moreau, 1987) et d'outils de conscientisation (Ampleman et al., 2012) ont permis de constituer rapidement un « Nous » fort au sein du groupe de travail et de maintenir l'intérêt, la motivation et le cheminement personnel et collectif au cœur de la démarche. Le projet a permis la création d'un espace sécuritaire de réflexion et d'action pour lutter contre les préjugés.

Dans le cadre de notre démarche, le graphique montre un taux supérieur à 100 % pour plusieurs ateliers, car les participants ont accepté d'intégrer une nouvelle personne à partir de la 3^e rencontre, ce qui a contribué à souder le groupe davantage. La solidarité, l'assiduité et l'engagement des participants sont ce qui ressort de l'analyse de la rencontre bilan. L'appropriation du pouvoir d'agir et l'accompagnement sont d'autres facteurs qui ont contribué à ce taux de participation inespéré. Surtout qu'aux 6 à 8 ateliers prévus initialement se sont ajoutées six autres rencontres pour un total de 14 ateliers plus une rencontre bilan.

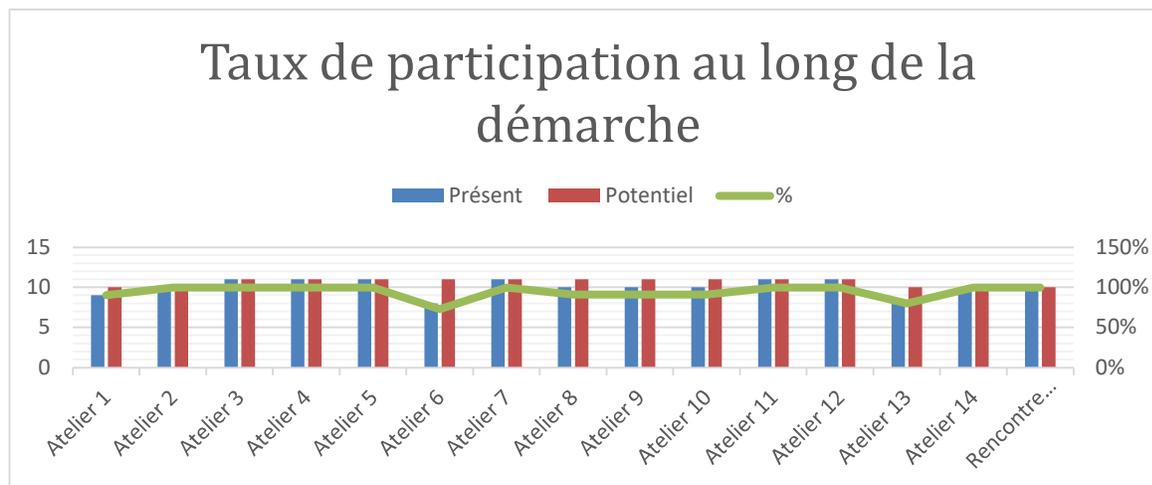


Figure 12. Taux de participation à la démarche

Lors de la 6^e rencontre, plusieurs personnes étaient malades de l’influenza. Ils sont demeurés à la maison par respect pour le groupe. Il y a eu abandon d’une personne pour retour aux études à temps complet après la 12^e rencontre. Pour la 13^e rencontre, il y a eu une confusion sur la date, ce qui fait que deux personnes ne se sont pas présentées.

Tout au long du processus, des liens forts se sont tissés entre les participants et la motivation et la mobilisation se sont construites autour de cet aspect. En juin 2023, une consultation des personnes en situation de pauvreté en vue du 4^e plan de lutte contre la pauvreté avait été organisée par le GRAP Chaudière-Appalaches et le Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural. Quatre participants du projet ont contribué à cette journée de consultation. Quelques semaines plus tard, le Collectif pour un Québec sans pauvreté organisait une manifestation en vue du 4^e plan de lutte à la pauvreté où cinq participantes du projet se sont mobilisées. Ces deux événements ont contribué, aux dires des participants, à renforcer la mobilisation, en plus d’avoir un impact sur leur sentiment de compétence personnelle.

*Le lien de confiance, le partage de moments touchants, la solidarité.
Personne n’a lâché. Je suis fière de vous, de nous, de moi ! –Jocelyne*

À propos du titre du projet : Quand tu ne peux pas m'aider, essaie de ne pas me nuire, mentionnons que celui-ci a eu une fonction importante tout au long du processus pour mobiliser les participants. Que ce soit par le visuel fort retenu pour le recrutement, qui présentait une main dans laquelle ce titre était écrit avec la mention « stop » (présentée en annexe VII) il a également été utilisé à plusieurs reprises pour recadrer les objectifs du projet, pour se rappeler que les causes de la pauvreté ne sont pas qu'individuelles, mais plutôt structurelles (acceptation sociale de la pauvreté, représentations erronées des assistés sociaux, prestations insuffisantes, rôle des acteurs politiques dans la lutte, etc.), pour identifier notre cible, notre message et notre outil.

Les participants ont nommé différents éléments de retombées sur eux-mêmes et le groupe lors du bilan :

La solidarité, le partage, les échanges, la confiance et l'appartenance au groupe sont importants pour eux, ont permis de faire des apprentissages et de se développer personnellement de façon significative pour eux.

Ce que le projet m'a permis de faire, c'est de m'impliquer localement, socialement, dans des comités. Maintenant, j'ai des buts, j'ai des amis, je suis sorti de mon trou. C'est une lutte politique et une implication sociale. J'ai pris de l'assurance et de la confiance... J'aurais jamais fait ça avant... Depuis presque deux ans, j'étais dans le fond du lac, mais aujourd'hui je flotte au-dessus [applaudissements du groupe]. Y'a aussi [nom d'un projet local] qui m'a sorti la tête de l'eau, c'est là que j'ai commencé à m'en sortir, ça m'a donné l'opportunité, pis Annie le coup de main. S'il n'y avait pas eu [le projet], il n'y aurait pas eu le comité, il n'y a pas juste moi qui ai cheminé là-dedans. –Jack

Le groupe a permis à plusieurs de grandir, de cheminer, de se dépasser, d'ouvrir des portes, de sortir de sa zone de confort. Le climat de respect, l'accueil des différences, des émotions, l'encouragement des pairs sont des éléments qui ont permis au groupe de se souder rapidement.

Moi ça m'a apporté beaucoup de confiance en moi, je suis moins gênée, plus à l'aise, j'ai plus confiance en moi. Je respecte beaucoup les gens, je sens que j'ai ma place. J'ai été choisie pour participer au GRAP, une belle preuve de confiance. Ici vous comprenez ma timidité. J'ai passé à la télé, j'aurais jamais pu faire ça avant. – Bella

6.3 COMMENT A ÉTÉ VÉCUE L'EXPÉRIMENTATION DE L'OUTIL DE SENSIBILISATION PRODUIT ?

Une première version du jeu a été expérimentée lors du 12^e atelier. Celui-ci était une version maison, avec des coffres et des codes. Cette version a été évaluée par les participants du groupe de travail :

Tableau 1. Commentaires recueillis lors de l'expérimentation de l'outil coconstruit

Les plus ?	Les choses à revoir ?
Intéressant et ludique	Pour ceux qui n'ont jamais fait de jeu d'évasion, le principe est difficile à saisir, les consignes devraient être plus claires, avec des étapes et des procédures plus définies. Prévoir un niveau plus facile pour débiter.
Durée semble réaliste (60 minutes)	S'assurer que la connexion wifi est stable, valider la durée réelle du jeu. Il serait judicieux qu'au moins une personne de chaque équipe soit habile à utiliser un ordinateur.
Travail en équipe	Prévoir plusieurs clés et codes afin d'éviter l'attente dans le déroulement
	S'assurer que l'orthographe des mots de passe soit bien indiquée.
	Chez soi n'est pas clair dans le casse-tête
Les cartes chance et bâton dans les roues sont bien pensées variées	Prévoir une carte chance et une carte bâton dans les roues pour chaque item pour simplifier leur utilisation.
	Ajouter des éléments manquants : des allocations, paiements d'auto, crédits d'impôt, TPS et TVQ, les paiements. Ces aspects sont cruciaux pour refléter notre réalité.

	Proposer du papier, un crayon et une calculatrice pour faciliter le suivi, même si tout est accessible en ligne. Cela permettrait de se rapprocher de nos habitudes.
	S'assurer que tous les personnages fonctionnent (n'en avons testé que 4)
	Vérifier s'il est possible de grossir les caractères sur les sites internet et mettre une procédure pour le faire afin de rendre l'expérience plus accessible
Le premier 5 minutes doit être plaisant	Inclure une méthode pour démontrer la progression dans le jeu: des clés, morceau de casse-tête ou autre, ce qui pourrait améliorer l'engagement des participants.

Suite à l'expérimentation initiale auprès des participants et du copil, il a été proposé au GRAP qu'un budget soit accordé pour la virtualisation du jeu, dans l'objectif de pouvoir l'exporter, compte tenu que les chiffres menaient vers des liens internet. Cela pourrait permettre aux groupes sociaux, aux parents, aux intervenants, aux enseignants et à toute personne qui mettrait la main dessus d'être sensibilisé à la réalité des personnes en situation de pauvreté en vivant une heure dans la peau de celles-ci. Transformer les perceptions des individus, un à un, est la voie choisie par le GRAP Lotbinière pour contribuer à la transformation de l'imaginaire à l'échelle collective.

Le jeu consiste à entrer dans un appartement, d'où nous sommes expulsés à compter de ce soir. Le joueur doit surmonter 5 défis pour récupérer les 5 clés pour sortir de la pauvreté : il devra réussir à équilibrer son budget mensuel, trouver un logement décent qui convient à son budget, faire son épicerie, faire face aux imprévus qui se présenteront, et se déplacer pour respecter ses engagements. Tout au long du jeu, la voix des participants au projet accompagne le joueur dans sa découverte du quotidien des personnes en situation de pauvreté.

La semaine avant le lancement officiel, qui a eu lieu le 17 octobre 2023 dans le cadre de la Soupe au caillou dans la MRC de Lotbinière, une rencontre a été organisée afin de se préparer ensemble pour ce lancement, d'organiser les tours de parole, mais surtout, d'expérimenter une première fois, ensemble, l'outil virtualisé. La réaction des participants

était alors mitigée : une grande fierté, mais aussi une déception, car il y avait des bogues qui ont alors été décelés. Cela m'a conduit à produire, in extremis, une démonstration vidéo de l'outil la veille, puisque celui-ci ne pouvait pas être expérimenté en temps réel lors de l'événement à cause de ces bogues informatiques. Malgré leur déception, les participants ont été rassurés de savoir qu'il y aurait des travaux supplémentaires pour régler les bogues et qu'une vidéo démonstrative serait faite afin de permettre le lancement comme prévu.

Lors du lancement, les participants présents étaient très fiers de leur jeu, de leur groupe et de leur implication personnelle. Des photos du lancement sont placées en annexe XXV. Seulement 3 participants n'ont pas voulu participer à l'activité de lancement et garder leur anonymat. Pour les autres, ce fut une expérience qu'ils ont décrite comme magique. Les personnes présentes lors du lancement n'ont eu que de bons mots à leur égard. Les dépliants de l'outil (annexe XXIX) ne nous ont pas été livrés à temps et ceux que nous avons faits en attendant se sont envolés rapidement. Nous avons fait d'autres impressions et aussi créé un aimant pour le réfrigérateur. Les participants ont participé à la tournée de diffusion et ont décidé de faire une vidéo promotionnelle¹⁰ qui a été acheminée aux organismes du territoire, par le biais des GRAP locaux.

6.4 QUEL A ÉTÉ L'IMPACT DU PROJET SUR L'IMAGINAIRE COLLECTIF DE LA PAUVRETÉ ?

Quels sont les impacts sur les experts de vécu ?

Au niveau de la mobilisation du groupe :

L'imaginaire collectif de la pauvreté contribue à freiner la mobilisation des personnes en situation de pauvreté en maintenant l'accent sur les causes individuelles, les perceptions négatives, les stéréotypes et préjugés. Cela contribue à maintenir l'isolement et la détresse

¹⁰ Cette vidéo peut être consultée ici : <https://youtu.be/kRexwle0DmE?si=bvnzCnvaZaktfTej>

individuelle plutôt que de faire appel à leurs connaissances, à leurs compétences et à leur vécu par la mobilisation qui mettrait en danger les inégalités sociales établies.

Moi, j'ai trouvé ça drôle : la société construit la pauvreté, mais la société essaie aussi de lutter contre la pauvreté, c'est contradictoire. [3 personnes acquiescent] –Bella

C'est le cas notamment de la perception des assistés sociaux comme étant des fraudeurs. Dans la vidéo Déséquilibre (Fortin et Gagnon-Poulin, 2015) une statistique sur les fraudes à l'aide sociale est présentée : 0,8 % et expliquée souvent par des erreurs et non pas une volonté de fraude. La vidéo présente aussi la statistique sur les « fraudeurs à cravate », ceux qui redirigent volontairement leurs avoirs dans des paradis fiscaux représentant 5 % des fraudes. Cette donnée a beaucoup fait réagir le groupe. Cela démontre qu'il y a une perception erronée des personnes en situation de pauvreté dans notre imaginaire collectif au Québec.

Ça a apporté quelque chose de très intéressant dans les discussions avec les vidéos. – Amanda

C'est ainsi qu'en début de processus, les participants ne voyaient pas comment ils pouvaient contribuer à changer les choses. Le bilan a permis de prendre conscience du pouvoir qu'ils ont pris en cours de processus. Le fait de partager les idées et les expériences ensemble donne confiance (4), rend fier (4), augmente la foi qu'on peut changer les choses (3), et que l'outil va avoir un impact réel (2). La présence des autres membres du groupe a un impact positif sur soi (3), permet de développer un sentiment d'appartenance, de solidarité et d'entraide (3).

Les éléments rapportés par les participants en lien avec l'espace sécuritaire de prise de parole et de réflexion sont aussi une retombée importante. Pour plusieurs, c'était un premier contact avec ce type d'expérience. Certains ont aussi abordé la question du soutien concret apporté par la compensation financière qui n'est pas à négliger. Une réponse adéquate aux

besoins de base permet de rendre la personne disponible pour autre chose. La question des dollars vitaux (Tremblay-Pépin et Labrie, 2021), soit les premiers dollars qui composent le revenu et permettent de répondre aux besoins de base, est souvent soulevée par les participants. La sortie de pauvreté doit passer par une augmentation du revenu. L'adoption d'un revenu de base par le gouvernement du Québec émerge au milieu de notre processus de groupe. La compréhension et les perceptions de cette mesure sont mitigées. Pour certains, c'est un début de solution, alors que pour d'autres, c'est une insulte, puisque le montant maximal possible avec le revenu de base atteint à peine 75 % de la MPC. Cela ne permettra pas de vivre dignement, même si la mesure est destinée à des personnes à qui la société reconnaît des incapacités de travailler. Cette mesure vient mettre en évidence les relents du catholicisme puisqu'elle s'adresse aux pauvres méritants, ceux qui sont malades et handicapés.

C'est un début [le revenu de base], la stratégie des petits pas, c'est à cause de l'imaginaire collectif. Les gens trouvent ça normal qu'il y ait de la pauvreté. C'est ça qu'il faut changer, pour qu'il y ait de la grogne dans la population pour faire pression sur les élus pour qu'eux transforment les lois et le système. – Gertrude

Leur mobilisation et leur implication sont allées au-delà du projet, passant de la participation à des manifestations à la rédaction d'un mémoire en vue du 4^e plan de lutte et à renoncer à leur anonymat pour se faire porte-parole de l'outil. Nous avons élaboré ensemble les grandes lignes d'un questionnaire de renoncement à la confidentialité (annexe XXVI) qui permettait de choisir ce qu'on souhaitait dévoiler ou non.

C'est important de nommer nos forces, de miser là-dessus. Croiser nos savoirs, c'est riche et motivant. Le petit pamphlet avec la main du début pour le recrutement, ça m'a parlé. C'était écrit Stop. Je me suis dit que ça faisait longtemps que je n'avais pas mis de temps dans la lutte contre la pauvreté, alors j'ai foncé, je me suis impliquée. Ça m'a réveillé la flamme

de qui j'étais, d'une personne qui veut du bien, à moi et aux autres. Je suis une militante, j'ai toujours été une militante dans la vie. J'avais des parents militants aussi, ils étaient impliqués dans les élections. Et de me retrouver dans le groupe, ça m'a réveillé, ça m'a reconnecté. Voir un projet qui est né de nous, et pour aider Annie aussi, et pour changer les choses. C'est un motivateur très fort. Et le groupe est formidable, j'ai rencontré des gens extraordinaires. L'appartenance, le groupe, sa puissance, se voir à l'extérieur, on est contents. L'évolution, de tout ce qu'on a appris, le GRAP, les outils, les organismes, rencontrer Wafa a été importante pour moi aussi. Un petit bijou dans notre groupe. J'en sors grandi de tout ça. J'ai hâte de voir l'issue du projet, le jeu, les retombées, l'aboutissement. Et la consultation d'hier, pis la participation à la manifestation, ça réveille la militante en moi, ça ouvre d'autres opportunités. On a encore de la job à faire, gang, faut pas lâcher. Je suis contente d'être ici. –Amanda

Lors des rencontres bilans, les participants ont nommé ces éléments comme retombées de la démarche sur le groupe : la solidarité, le partage, les échanges, la confiance et l'appartenance au groupe sont importants pour eux, ont permis de faire des apprentissages et de se développer personnellement de façon

Le groupe a permis à plusieurs de grandir, de cheminer, de se dépasser, d'ouvrir des portes, de sortir de sa zone de confort. Le climat de respect, l'accueil des différences, des émotions, l'encouragement des pairs sont des éléments qui ont permis au groupe de se souder rapidement. Cela dénote que l'impact de l'imaginaire collectif sur leur perception du groupe a évolué en cours de processus.

Ça m'a aidé à cheminer dans ma vie. L'outil va avoir un impact, va apporter du changement, je vois le concret. –Hobo

Cet outil permettra, selon les participants, de faire vivre au joueur une expérience « dans la peau » d'une personne en situation de pauvreté. L'hypothèse est que cette expérimentation leur permettra de déconstruire les mythes et préjugés à leur égard, de

transformer l’imaginaire collectif de la pauvreté des personnes qui y seront exposées. Si les gens sont plus sensibles, cela créera de l’indignation et mettra un poids sur les élus pour faire changer les choses. Seul le temps pourra nous dire si les résultats escomptés seront atteints, grâce, entre autres, au questionnaire disponible à la fin du jeu.

Impacts au niveau individuel pour les participants :

Les participants disent avoir pris conscience que la responsabilité de leur situation ne repose pas uniquement sur leurs épaules. Même si le projet est terminé depuis plus d’un an, quatre d’entre eux sont toujours mobilisés à lutter pour transformer notre imaginaire collectif de la pauvreté en faisant la promotion de l’outil et aussi, en s’impliquant dans d’autres projets, organismes ou instances de concertation sur leur territoire (GRAP, communauté de pratique des experts de vécu, comité consultatif des résidents, conseil d’administration, etc.).

En plus de donner l’information sur les ressources existantes (n=2), la démarche a aidé à cheminer dans la vie (n=2), à diminuer la gêne et à sortir de sa zone de confort (n=3), et à améliorer la situation financière grâce à la compensation (n=2) et à augmenter son sentiment de compétence personnelle.

Comment se révèle la perception de compétence des experts de vécu dans le projet ?

Les participants ont été invités à remplir à trois reprises un questionnaire de perception de leurs compétences dans les différentes sphères de leur vie ([annexe XVI](#)) et qui a été élaboré à partir d’un outil validé (Losier et al., 1993) comportant une clé de codification.

Les participants ont répondu au même questionnaire lors de l’entrevue initiale (août 2022), à la sixième rencontre (7 novembre 2022) et au quatorzième atelier (13 février 2023). Les résultats ont été analysés en fonction de l’échelle de score proposée et les résultats ont été comparés avec un chiffrier Excel (temps 0-1-2). Le graphique suivant démontre les améliorations des sentiments de compétence des participants.

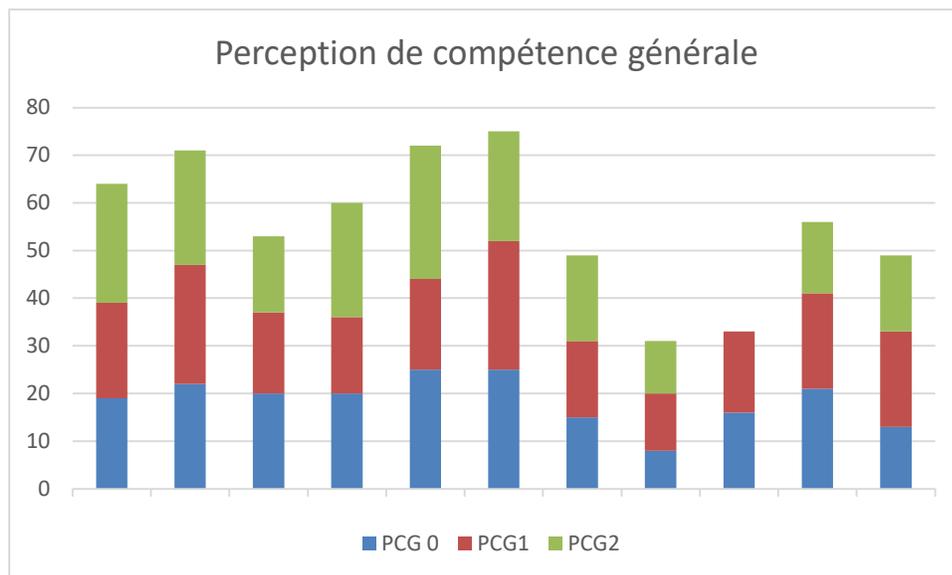


Figure 13. Perception de compétence dans des domaines de vie (adapté de Losier et al., 1993)

Le score en bleu présente les réponses avant le début des activités (entrevue initiale), le rouge pendant la démarche (atelier 6) et le score en vert à la fin de la démarche (atelier 14). Une amélioration est notée pour 10 des 11 participants, puisque le participant 9 n'a pas rempli le dernier questionnaire. Ce sont surtout les sphères de l'occupation et des relations interpersonnelles qui se sont améliorées.

La perception des experts de vécu qui ont participé à la démarche a également été transformée. Au départ, chacun des participants a nommé explicitement ne pas comprendre ce qu'il pouvait apporter au projet. Il a fallu les convaincre un à un de participer et de voir ce qui allait en ressortir. Chacun d'eux se dit transformé, individuellement. Que ce soit par l'amélioration de la perception de ses propres compétences, de son estime de soi, de sa confiance, de la solitude brisée par les liens tissés, de l'appartenance au groupe, de l'amélioration de ses conditions de vie financières, de l'accès à des informations ou des ressources, du développement d'un projet de vie (2 retours à l'école), les retombées identifiées par les participants sont très positives.

Le déroulement des ateliers leur a permis de réaliser les compétences et les connaissances qu'ils détenaient sur le fonctionnement de la société, de percevoir la pauvreté sous un nouvel angle et de prendre conscience de leur capacité d'analyse, de prise de parole et du pouvoir qu'ils ont sur la situation en la collectivisant.

Quels sont les impacts sur les partenaires du projet ?

Le comité de pilotage (Copil) de la démarche de recherche-intervention était formé d'un représentant de chacun des partenaires du projet et de deux experts de vécu impliqués dans celui-ci en plus de moi et de Wafa Zribi, intervenante de la CDDS associée au projet. Le rôle du Copil (annexe XII) était d'être le gardien du déroulement du projet (au niveau méthodologique), du suivi du budget ainsi que des outils développés, d'assurer le suivi, de faciliter la diffusion de l'outil qui sera produit et d'agir dans un rôle-conseil auprès du groupe de travail en fonction de leur expertise. Par exemple, le Copil a émis des recommandations sur le contenu des ateliers, a expérimenté le prototype de l'outil et a contribué aux analyses collectives. Au total, quatre rencontres ont eu lieu tout au long du projet de recherche afin d'en faire le suivi et d'en assurer la rigueur.

Lors de la première rencontre, la méthodologie de recherche-intervention et les rôles ont été présentés et discutés. Un engagement de confidentialité a été signé. Un atelier d'appropriation du cadre conceptuel de l'imaginaire collectif de la pauvreté a été réalisé. Par la suite, le Copil a pris connaissance du contenu des ateliers proposés et a suggéré des ajustements. Nous avons eu un échange sur les conditions favorables à mettre en place pour la réussite du projet : la collaboration avec les partenaires, la compensation financière des experts de vécu, le recrutement personnalisé et la référence inversée¹¹, la coanimation avec Wafa, l'utilisation des données issues de la Soupe au caillou, le financement disponible via le GRAP et l'encadrement méthodologique par l'Université. Une mise en garde est faite

¹¹ La référence inversée consiste à demander à la personne si elle souhaite être appelée par l'intervenant. Cette façon de faire permet d'éliminer la gêne engendrée par la prise de contact par la personne. Cette pratique se fait en tout respect du consentement de la personne.

également sur le glissement possible entre accompagnement des participants et l'intervention individuelle, la vigilance sera de mise pour bien clarifier les frontières et référer au besoin.

Lors de la deuxième rencontre, nous avons fait une présentation des avancées (3 rencontres du GTra réalisées) et avons discuté du sens de la démarche qui convenait toujours aux participants du Copil. Nous avons exploré le rapport financier et eu une discussion sur la forme de la compensation financière octroyée aux experts de vécu (carte cadeau). L'un des membres du Copil considérait que cette méthode était inéquitable pour les participants (même montant pour tous, sans égard à la provenance, au type de transport). Une discussion a eu lieu sur cet aspect. J'ai dû faire un rappel des engagements que j'avais pris avec le bureau de l'éthique, les participants et le fiduciaire, de ses contraintes de gestion du budget. Comme 5 personnes étaient d'accord avec les cartes-cadeaux, nous avons convenu de maintenir le statu quo sur les modalités de compensations par consensus, le membre s'étant rallié aux autres.

Nous avons ensuite analysé ensemble les lignes de vie des participants. Les experts de vécu présents ont été invités à donner leurs impressions sur la démarche jusqu'à maintenant : pas de préjugés entre nous, partage d'opinions différentes, c'est riche, l'harmonie du groupe, le défi de se faire une vision commune, ça fait du bien de se retrouver entre nous, envie de revendiquer, de changer le monde.

Lors de la troisième rencontre (après 6 rencontres du GTra), les réflexions sur la cible, le message et la stratégie ont été collectivisées avec le Copil. Les membres du Copil sont en accord et encouragent les participants du GTra à poursuivre dans cette direction. Ils ont été surpris de constater qu'aucun participant n'avait abandonné. Nous avons réfléchi ensemble à l'angle d'analyse de la recherche-intervention à privilégier tel que décrit au chapitre 5.

La quatrième rencontre (après 14 rencontres du GTra) était la dernière prévue au calendrier puisque la démarche de recherche-intervention se terminait. L'objectif était de faire l'expérimentation de l'outil de sensibilisation et de l'analyser. Les commentaires sur l'expérience ont été recueillis. Ils touchaient globalement les difficultés à comprendre les

consignes du jeu, la durée, le niveau de difficulté, une suggestion d'intégrer des commentaires audios des participants et des questions pour sensibiliser. Le fiduciaire nous informe également qu'il a obtenu un financement supplémentaire pour virtualiser le jeu et en faire la promotion. Le lancement aura donc lieu plus tard, quand l'outil sera finalisé. Le Copil propose d'en faire le lancement lors de l'activité Soupe au caillou de 2023.

Ce projet de recherche-intervention a eu plusieurs retombées qualitatives sur les acteurs qui ont gravité dans son orbite et contribué à transformer leur imaginaire collectif de la pauvreté. À mon arrivée dans ce territoire en 2019, les partenaires ne voyaient pas l'intérêt d'ajouter des experts de vécu au GRAP local. Avec ce projet de recherche-intervention, les membres du GRAP ont non seulement choisi le projet comme moyen dans leur plan d'action, accepté de le diffuser dans le cadre de la Soupe au caillou en plus de nommer une ressource au sein du comité de pilotage, des changements de perception se sont opérés. Que ce soit par l'ouverture du GRAP local à accueillir deux personnes expertes de vécu issues du projet ou par la nomination d'une de celles-ci au GRAP régional, la perception des intervenants impliqués au sein du GRAP envers les experts de vécu a été transformée.

Dans le cadre d'un autre projet du GRAP régional, « Vaincre la pauvreté, ensemble, et AVEC », une tournée de formation sur l'approche AVEC a eu lieu. Plusieurs partenaires du territoire y ont participé en 2023 afin de mieux s'outiller dans l'accueil des experts de vécu au sein des concertations.

La CDDS avait accepté d'être le porteur du projet de recherche dont il est question dans ce mémoire ainsi que l'outil qui serait coconstruit (le jeu). Faute de ressources, il y a eu désistement en cours de projet et reprise par la CDC Lotbinière. Cela démontre l'importance du projet dans le territoire, pour les partenaires concernés par la lutte contre la pauvreté. D'autant plus qu'ils ont décidé d'injecter un financement supplémentaire de l'enveloppe PAGIEPS au projet pour sa virtualisation.

La volonté du CISSS de Chaudière-Appalaches d'intégrer l'outil dans son offre de formation sur l'environnement numérique d'apprentissage (ENA) démontre l'importance de

prendre en compte les besoins et les réalités des experts de vécu dans la lutte contre les inégalités sociales. La direction de santé publique est derrière cette demande de formation qui suit son cours actuellement.

Quels sont les impacts sur l'ensemble des acteurs de la MRC de Lotbinière et ailleurs ?

Les participants sont convaincus que l'outil qui a été coconstruit (le jeu) pourra contribuer à transformer l'imaginaire collectif des joueurs qui vont l'expérimenter. Pour eux, l'aspect de la diffusion est très important et se poursuit bien au-delà de la fin de notre projet de recherche.

Il faut avoir vécu au moins un épisode de pauvreté pour comprendre vraiment ce que ça fait vivre. On a ça en commun. Mais avec le jeu, les gens vont le vivre aussi, peut-être que ça va être suffisant pour faire comprendre notre réalité et changer la donne politique. Notre nom de jeu, Ça pourrait être toi !” C’est criant comme nom de jeu. On a bien travaillé. – Betty

Suite au lancement de l'outil (le jeu), plusieurs partenaires du milieu ont démontré un intérêt à l'expérimenter : organismes communautaires, milieu scolaire, centre jeunesse, etc. Dans le cadre d'une tournée des GRAP locaux organisée par le GRAP régional et le Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural auquel j'ai participé, plusieurs projets ont été présentés, dont celui-ci. Les organismes présents souhaitaient l'utiliser pour soutenir la réflexion de leurs clientèles respectives (Carrefour emploi, éducation des adultes, enseignants du secondaire, organismes communautaires, etc.).

Il n'est pas possible à ce stade-ci d'identifier les impacts du projet sur les joueurs qui y seront exposés. Cependant, un questionnaire de perception réfléchi par le GTra a été ajouté à l'outil (voir [annexe XVII](#)) afin d'en mesurer éventuellement les retombées par le GRAP Lotbinière.

6.5 Y A-T-IL EU D'AUTRES IMPACTS INATTENDUS ?

La mobilisation des participants était un objectif à atteindre à travers le projet. Cependant, elle a été au-delà de mes attentes. Les participants ont pris l'initiative de manière proactive, faisant évoluer mon rôle vers celui d'accompagnatrice dès la troisième ou quatrième rencontre.

Il aura fallu 14 ateliers de groupe pour arriver à notre objectif commun, soit le prototype du jeu « Ça pourrait être toi ! » L'outil était initialement destiné à être un jeu de table, tenant dans une boîte et diffusé aux organismes du territoire. Avec le temps, la mobilisation des participants, les critères que nous nous sommes donnés et la prise de conscience du pouvoir transformateur de l'outil cocréé, ils ont souhaité aller plus loin. Le groupe est toujours mobilisé plus d'un an après la fin du projet de recherche et celui-ci a pris une telle ampleur que nous en avons fait un outil virtuel informatisé, accompagné d'une tournée à l'échelle de Chaudière-Appalaches. Des démarches de partenariats avec l'environnement numérique d'apprentissage du ministère de la Santé et des Services sociaux, ainsi que le Collectif pour un Québec sans pauvreté et Centraide Québec-Chaudière-Appalaches sont d'ailleurs en cours.

Des résultats qui n'étaient pas prévus à la démarche ont également été constatés. Par exemple, quatre des participantes du projet se sont jointes à la communauté de pratique d'experts de vécu développée dans le cadre du projet « Vaincre la pauvreté, ensemble, et AVEC ». Il s'agit d'une retombée qui, quoi qu'empreinte de logique vu la similitude des démarches, n'était pas prévisible au départ, puisque chacune de ces participantes nommait lors de l'entrevue initiale ne pas être en mesure de voir ce qu'elles pouvaient apporter au projet de recherche-intervention qui fait l'objet de ce mémoire. Cependant, elles ont pris confiance en leurs capacités tout au long du projet, ce qui leur a donné envie de relever ce nouveau défi.

À la 12e rencontre, une participante nous a annoncé qu'elle quittait la démarche pour un retour à l'école. Ce fut le premier abandon au cours du projet. À la 14e rencontre, une

autre participante a nommé ne plus pouvoir s'impliquer au niveau de la diffusion, également pour un retour à l'école. Ce qui est en soi un résultat surprenant. Un lien de causalité direct entre leur décision et la démarche ne peut pas être explicité, mais il est probable qu'elle ait eu une influence positive sur leur réflexion.

Un participant a joint la démarche alors qu'il se trouvait en situation d'itinérance. Il a explicitement nommé que le fait de recevoir une compensation financière au cours du projet avait contribué à lui permettre de trouver un logement plus rapidement. Aussi, la confiance du groupe à son égard et l'invitation à se joindre au groupe ont eu des retombées sur sa confiance, son estime et son sentiment de compétence.

Bien que le fait de briser l'isolement n'était pas un objectif dans le projet, il n'en demeure pas moins que les participants ont mentionné cette retombée à plusieurs reprises au cours du projet et de son bilan.

Après la fin du projet de recherche, d'autres rencontres ont eu lieu, car plusieurs participants souhaitaient aller plus loin, renoncer à leur anonymat et s'impliquer dans la diffusion de l'outil créé. C'est ainsi que nous avons choisi de créer une vidéo promotionnelle du jeu d'évasion. Les participants ont été maîtres d'œuvre du contenu, de leur témoignage, mon rôle en étant un de soutien logistique. Ils ont d'ailleurs rédigé une partie de ma propre présentation dans la vidéo.

De plus, le CISSS de Chaudière-Appalaches a accepté d'intégrer le jeu à leur plateforme de formation ENA (environnement numérique d'apprentissage) comme composante de la formation sur les inégalités sociales de santé.

6.6 Y A-T-IL EU DES OBSTACLES RENCONTRÉS ? LESQUELS ET COMMENT ONT-ILS ÉTÉ SURMONTÉS ?

Le premier obstacle rencontré a été le délai occasionné par l'obtention du certificat éthique par l'UQAR, tel qu'exposé au chapitre 8. Ceci a amené un décalage de l'ensemble du projet de recherche de six mois avant son début.

La confidentialité a été un défi tout au long du projet, puisque les personnes participantes étaient tellement emballées par le projet qu'elles en parlaient beaucoup à leur entourage. À ma connaissance, il n'y a pas eu de bris de confidentialité sur l'identité des autres participants. Plus le projet avançait, le nombre de participants qui souhaitaient renoncer à leur anonymat est passé d'une personne à 9 personnes. Afin de respecter les balises éthiques convenues avec les participants et l'UQAR, un nouveau formulaire de consentement (en annexe XXVI) a été créé afin de recueillir les autorisations pour lever la confidentialité des participants qui le souhaitaient et leur permettre de participer à la diffusion de l'outil cocréer.

La conciliation famille-projet des participantes mères de famille a apporté des défis supplémentaires. En effet, l'un des enfants d'un participant a été retiré de l'école, elle devait donc l'amener lors de nos rencontres, avec l'accord de l'ensemble des participants. Loin de nuire au processus, cela a même contribué à faire une place dans la réflexion aux impacts de l'imaginaire collectif de la pauvreté sur le vécu des enfants, ce dernier nous ayant partagé quelques situations vécues. Cela est venu enrichir les discussions.

Deux des participants ont décidé de faire un retour en classe et se sont donc retirés à partir des ateliers 12 et 14 respectivement et n'ont pas pu participer aux activités de diffusion. Malgré cela, leur départ a eu un effet mobilisateur sur le groupe, car les participants sont conscients que la participation à cette démarche a contribué à cette prise de décision. C'était donc une fierté partagée de les voir quitter le groupe.

Lors d'un des ateliers, un participant nous a partagé des pensées suicidaires. Cela a ouvert la discussion sur la détresse psychologique ressentie en situation de pauvreté et sur la difficulté d'aller demander de l'aide. Cela a également été un moment touchant de voir les participants se solidariser autour de lui et lui offrir leur écoute, de l'aide, de la nourriture et même de l'argent. Une belle preuve de la culture d'entraide à laquelle je faisais référence un peu plus haut. Une intervention spécifique a été réalisée auprès de celui-ci ainsi qu'un accompagnement vers son intervenant afin d'assurer une prise en charge adéquate de son état. La semaine suivante, il allait déjà beaucoup mieux.

6.7 QUELS APPRENTISSAGES OU LEÇONS PEUT-ON TIRER POUR D'AUTRES PROJETS DE RECHERCHE-INTERVENTION ?

La recherche-intervention est une méthodologie de recherche participative qui est couramment utilisée dans les domaines de l'éducation, de la gestion, des sciences de la santé, mais encore peu utilisée en travail social (du moins, cela n'est pas ressorti dans ma recension des écrits). Il est important de ne pas la confondre avec la recherche interventionnelle utilisée en santé publique¹², soit les pratiques basées sur les données probantes ou l'évaluation des retombées d'une intervention. La R-I permet à la fois un accompagnement dans la transformation sociale propre au travail social, d'en documenter la démarche et d'obtenir des résultats intéressants comme dans ce projet de recherche. « C'est une recherche sur l'action, menée dans l'action et qui a de manière indirecte, l'action pour perspective » (Merini et Ponté, 2008). La recherche-intervention présente un levier d'intervention et de production de connaissances fort inspirant pour le travail social au Québec.

Les rôles de la R-I

L'un des rôles de la recherche-intervention est d'accompagner un changement. Dans le projet présenté ici, le changement visé est d'agir sur l'imaginaire collectif de la pauvreté au Québec. L'idée était de cocréer un outil de sensibilisation pour transformer cet imaginaire. Même s'il est évident qu'il est trop tôt pour en mesurer l'impact concret sur les joueurs (données du questionnaire insuffisantes), les retombées sur les participants, sur le groupe, sur les partenaires sont ici bien documentées.

Un autre rôle de cette méthodologie de recherche est l'émancipation collective et le mouvement des acteurs. Par leur implication soutenue, les membres du GTra se sont mis en mouvement et se sont émancipés en revisitant collectivement leurs propres perceptions

¹² « Hawe et Potvin (2009) définissent la recherche interventionnelle en santé des populations comme étant l'utilisation de méthodes scientifiques pour produire des connaissances sur les interventions (politiques et programmes) qui ont cours dans le secteur de la santé ou à l'extérieur de celui-ci et qui peuvent avoir une incidence sur la santé au niveau des populations » Bilodeau, A., Gendron, S., Bédard, J., Couturier, Y., Jocelyne, B. et Lefebvre, C. (2012). Les opérations de la recherche participative et leurs finalités : trois cas de recherche interventionnelle. Dans Presses de l'université de Montréal (dir.), *Construire l'espace sociosanitaire* (p. 45-74). Presses de l'Université de Montréal. <https://doi.org/10.4000/books.pum.6060>

d'eux-mêmes, de leur situation et des causes structurelles de la pauvreté au Québec. Ils ont eu accès à des espaces de co-réflexion, de coconstruction et de mobilisation pour aller vers le changement souhaité. Parallèlement, les partenaires entourant le projet ont eux aussi modifié leurs conduites à l'égard des experts de vécu, en se formant sur l'approche AVEC, en les intégrant au sein du GRAP Lotbinière et en faisant de ce projet de recherche-intervention une des pierres angulaires de leur plan d'action 2021-2025 de lutte contre la pauvreté et les préjugés.

Un troisième rôle de la recherche-intervention consiste en la production de connaissances. Par le biais de ce mémoire de maîtrise, les résultats de cette démarche seront indélébiles. L'outil que nous avons coconstruit présente des faits, des situations, des choix, des défis et des expériences vécues par les experts de vécu. Même si l'outil est présenté sous forme ludique, il n'en demeure pas moins une banque de connaissances produites par le groupe et mises au service de la lutte pour transformer l'imaginaire collectif de la pauvreté au Québec. C'est d'ailleurs pour cette raison que le CISSS de Chaudière-Appalaches souhaite faire de ce jeu une formation destinée aux professionnels afin de les outiller pour faire face aux inégalités sociales.

Le dernier rôle de la recherche-intervention consiste à créer des espaces de négociation. En effet, tout au long du processus de recherche, les participants du GTra ont eu à négocier, prendre des décisions, faire des compromis et des consensus pour s'entendre sur un message, une cible et un outil de sensibilisation. Le Copil était également un espace de négociation où les questions de vision du projet, de budget, de diffusion de l'outil, de méthodologie de collecte et d'animation étaient discutées et négociées. Finalement, le GRAP, qui était le TESS, le commanditaire et le bailleur de fonds, était aussi un espace où les échanges entourant le projet ont été riches et ont permis d'en assurer la réussite.

Les principes de la R-I

Le premier principe de la recherche-intervention est l'horizontalité et la reconnaissance de l'expertise. Dans notre projet de recherche, le GTra était maître de ses choix, de ses propos et de ses décisions. Le rôle du Copil était d'assurer de leur donner les outils pour aller plus

loin et de guider leur réflexion. Le pouvoir au sein du groupe était partagé. Bien que les animatrices préparaient les ateliers et les outils d'animation, les participants étaient libres d'en changer l'ordre, la teneur et étaient invités à réfléchir à la prochaine rencontre à la fin de chacune des rencontres. Un compte rendu de chacune des rencontres était réalisé et partagé au début de la rencontre suivante pour s'assurer que cela reflétait bien la teneur des propos et des choix qui avaient été faits. Les compétences de chacune des personnes étaient mises à profit, leur expertise nommée et reconnue, autant par les animatrices que par les pairs. C'est sans doute cet espace de pouvoir partagé et de reconnaissance d'expertise qui a contribué à tant de retombées favorables sur les participants et sur le groupe.

Le deuxième principe est la participation et la constitution d'un projet partagé. Dans cette recherche-intervention, l'engagement des personnes dans le projet s'est avéré au-delà de nos attentes. Tant au niveau du taux de présence aux rencontres que de la qualité de la participation, la richesse des idées apportées, la rigueur de l'implication entre les rencontres, la volonté d'aller plus loin et le renoncement à l'anonymat. Comme je me plaisais souvent à le dire, j'ai rapidement perdu le contrôle du projet. Ils se le sont approprié entièrement et sont allés beaucoup plus loin que je n'aurais pu l'imaginer !

Le troisième principe est la coopération dialogique et l'autorégulation. Dès le départ, les règles du groupe ont été réfléchies ensemble et ce sont les membres entre eux qui se faisaient des rappels à l'ordre, dans le respect. Cette autorégulation a permis des discussions riches : la place accordée au vécu et aux émotions, le respect des tours de parole, la bonification des idées proposées par les autres ont permis cette coopération dialogique.

Le quatrième principe est l'efficacité. Bien que le processus de coconstruction ait été plus long que prévu, les principes et les valeurs de la R-I ont été respectés. Nous ne savons pas encore si l'outil coconstruit sera efficace et répondra aux objectifs que les participants se sont fixés, mais nous savons que le processus, lui, a été efficace. Il a permis de réfléchir, d'analyser, de coconstruire tout en soutenant l'émancipation des personnes qui y ont participé, en plus d'avoir des retombées sur la perception des partenaires, notamment en lien avec la participation des experts de vécu.

Le dernier principe touche aux savoirs contextualisés. Les résultats de cette expérimentation ne peuvent pas être généralisés. Cependant, ils donnent une clé d'analyse intéressante pour identifier les conditions gagnantes à mettre en place dans un projet porté par des experts de vécu dans un contexte de lutte contre la pauvreté. Aussi, les connaissances rapportées dans l'outil de sensibilisation par rapport au vécu des personnes participantes et ce mémoire constituent des savoirs contextualisés riches pour toute personne s'intéressant à la question de l'inclusion et de l'implication dans un projet des experts de vécu de la pauvreté. Aussi, les critères réfléchis pour la conception d'un outil de sensibilisation peuvent être réutilisés dans d'autres projets.

La structure de la R-I

La structure de la recherche-intervention prévoit trois processus imbriqués. Elle propose une démarche agile, collaborative, inclusive et contextualisée qui propose à la fois de produire des connaissances sur une situation (fonction heuristique, le sur), par une intervention axée sur une analyse et la mise en place d'une intervention (fonction critique, le par), par la participation des experts de vécu (fonction praxéologique, le pour et le avec). Dans notre projet, l'intervention est la coconstruction de l'outil de sensibilisation.

Le premier processus est la conception de la R-I. Ce processus comprend les négociations initiales entre le commanditaire, le milieu, les acteurs et mène au choix de la R-I comme méthodologie de recherche, à la création d'un TESS (dans ce cas-ci, le GRAP), d'un Copil (ici, les 4 partenaires du projet) et d'un GTra (les experts de vécu) chargé de réaliser l'intervention. Par exemple, négocier les finalités du projet de lutte contre les préjugés, le financement, l'implication d'une intervenante, la libération dans mes heures de travail, etc.

Le deuxième processus en est un de transformation. Celui-ci s'opère dans l'action, par les retombées de la démarche sur les acteurs, sur les partenaires, sur les experts de vécu et sur le milieu. Il se poursuit également à travers la diffusion de l'outil et des résultats de recherche en souhaitant influencer la perception des personnes qui seront exposées à l'outil

de sensibilisation. Les résultats à la section 6.4 démontrent une transformation tant chez les participants, le groupe que les partenaires.

Le troisième processus est l'émancipation. Il comporte une autonomisation du projet par les personnes concernées. L'idée du jeu d'évasion autoportant en ligne, du dépliant, de la vidéo promotionnelle permet cette émancipation. La mobilisation des participants perdure au-delà du projet de recherche, car ils ont participé à la diffusion de l'outil. Plusieurs sont maintenant impliqués dans des démarches locales (GRAP, comité de locataires, etc.) ou régionales.

Quelles ont été les conditions gagnantes du projet ?

Lors du bilan, les participants ont nommé ce qu'étaient, selon eux, les conditions gagnantes de notre projet. Le Copil a aussi réalisé cet exercice lors de sa dernière rencontre.

Globalement, le climat ressort comme un ingrédient de choix dans la réussite du projet. Que ce soit par l'accueil chaleureux et personnalisé des participants, les suivis entre les rencontres, le fait d'offrir des breuvages et des collations, d'accepter de dévier de ce qui était prévu pour laisser de l'espace aux émotions qui ont besoin de s'exprimer chez les participants, la permission d'apporter son enfant ou la durée de la rencontre avec une pause. Cette flexibilité, bien que nécessaire au climat, a contribué à l'allongement du processus (de 8 à 14 rencontres).

La qualité de l'animation a également été nommée. Le fait de travailler en duo d'animation, dans une perspective de laisser toute la place au vécu, à l'expérience, à l'expertise et aux idées des participants. Les rencontres étaient bien préparées, avec des animations diversifiées et créatives. Le cahier du participant permet de conserver des traces de la démarche, des souvenirs aux dires des participants. Le travail en sous-comité a permis d'aller plus loin, en fonction des forces et intérêts de chacun. Le fait de croire, encore plus fort que les participants, au potentiel de développement de l'outil par les animatrices a également été souligné.

Le pouvoir et la crédibilité accordés aux participants, que ce soit par le choix des règles, les décisions entourant la conception de l’outil, l’écoute et la valorisation des prises de parole, la désignation par les pairs de leurs représentants sur le Copil et le GRAP.

Les liens qui se sont tissés entre les participants, le vécu et les intérêts communs, le respect et l’écoute, l’entraide, la place des émotions et leur partage, l’inquiétude face à une absence, la valorisation de participer au projet et de voir les résultats potentiels sont aussi des éléments importants qui ont contribué au succès du projet.

Finalement, bien que peu de participants l’aient clairement nommé, nous sommes à même de constater que la compensation financière a permis à plusieurs de mieux respirer financièrement, le temps du projet, du moins. Cela leur a permis de se libérer d’une charge mentale et de se rendre disponibles pour réfléchir, analyser, comprendre et mettre en place des pistes de solution dans le projet. Cette compensation financière a été possible vu qu’il y avait un financement et des ressources humaines rattachées au projet.

Des critères pour créer des outils de sensibilisation pérennes

Parmi les retombées intéressantes de notre projet de recherche-intervention, je tiens à mettre en lumière la réflexion et la création de critères pour réaliser un outil de sensibilisation efficace et ayant une pérennité dans le temps, que nous avons utilisé dans notre processus de coconstruction de notre outil de sensibilisation.

- ☆ Dois se mettre à jour par lui-même (liens internet vers les informations) ;
- ☆ Dois être mobile, transportable, itinérant ;
- ☆ Dois être exportable, accessible par internet ;
- ☆ Dois rejoindre une clientèle 0-100 ans (adaptable selon l’âge ou public large) ;
- ☆ Dois être ludique et porter un message positif ;
- ☆ Dois pouvoir se faire en groupe ou seul ;
- ☆ Dois être d’une durée minimale de 30 minutes, maximum 60 minutes ;
- ☆ Dois être facile, clé en main et accessible gratuitement.

Figure 14. Critères d’un bon outil de sensibilisation selon le GTra

En plus de ces critères, l'utilisation des caractéristiques des campagnes de prévention efficaces (Dorais et al., 2017) a également été mobilisée. C'est à partir de celles-ci que nous avons délimité notre population cible, l'idée de rejoindre les plus jeunes (précocité), l'intégration de données scientifiques, de messages variés (4 personnages), d'informations factuelles et nécessitant de prendre des décisions dans le jeu, pouvant être joué plusieurs fois, porteurs des messages positifs et proposant une gratification (gagner les clés), mais surtout, le tout a été conceptualisé par les experts de vécu du projet.

CHAPITRE 7 DISCUSSION

Dans la section précédente de ce mémoire, nous avons présenté les résultats du projet de recherche-intervention. Voyons maintenant si le but et les objectifs du projet sont atteints, quels sont les liens avec la littérature existante, ce que ce projet amène de nouveau, le réinvestissement possible et les perspectives de recherche futures.

Est-ce que le but du projet de recherche est atteint ?

Tout projet de recherche souhaite atteindre un but, produire des connaissances sur un sujet choisi. Dans le cas de la recherche-intervention, en plus de produire des connaissances, il y a la volonté de transformer les choses par le biais d'une intervention.

Le but du projet était de coconstruire avec un groupe d'experts de vécu (GTra) en situation de pauvreté vivant sur le territoire de la MRC de Lotbinière un outil (intervention) visant à agir sur l'imaginaire collectif de la pauvreté et d'expérimenter celui-ci auprès d'acteurs sociaux du territoire impliqués dans la lutte à la pauvreté pour en documenter le processus et les retombées.

Est-ce que le but est atteint ? Je dirais que oui, en grande partie. Cela met en évidence un défi de compatibilité entre les objectifs ambitieux de ce projet de recherche-intervention avec quatre organisations partenaires et les contraintes de temps d'un projet universitaire. Il est évident que celui-ci ne pouvait être atteint dans son ensemble, particulièrement la partie d'expérimentation et de documentation des retombées de l'outil. Cette conclusion est en cohérence avec l'outil choisi, soit la virtualisation d'un jeu d'évasion en ligne, qui a nécessité un temps trop important pour permettre d'en assurer la diffusion à l'intérieur du temps imparti pour mon projet de maîtrise. Cependant, tous les outils sont en place pour être en mesure de le faire dans l'avenir.

Pour les buts qui ont été atteints, notons la coconstruction de l'outil. Même si la virtualisation de l'outil a été confiée à une firme de professionnels, les composantes de l'outil (musique, images, logo, histoires, personnages, défis, etc.) ont été réfléchies et cocrées par

les participants. Cet outil de sensibilisation semble répondre à son objectif d’agir sur l’imaginaire collectif de la pauvreté et de ses impacts dans les commentaires recueillis suite aux expérimentations réalisées, bien qu’elles soient peu nombreuses. Il a été lancé le 17 octobre 2023 et des corrections y ont été apportées en janvier et février 2024 afin d’en assurer le fonctionnement optimal. Le processus de coconstruction de l’outil a été documenté et présenté dans la section de présentation des résultats.

L’outil de sensibilisation produit a été expérimenté auprès du GTra, du Copil et des membres du GRAP local. Une présentation de l’outil a également été réalisée lors de la Soupe au caillou, le 17 octobre 2023, de la formation des intervenants sur l’approche AVEC offerte par le GRAP Chaudière-Appalaches, le 25 octobre 2023, lors de la tournée des GRAP locaux de mars à juin 2024, lors d’une présentation à l’Inter-CDC de Chaudière-Appalaches à l’hiver 2024. Une vidéo promotionnelle a également été réalisée en mars 2024 par les participants et sera diffusée sur les réseaux sociaux par le biais du Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural.

Ce mémoire de recherche présente, dans la section des résultats, les retombées du projet sur les différents acteurs qui y ont contribué. Les retombées anticipées du projet étaient l’amélioration du sentiment de compétence et du pouvoir des personnes impliquées et la transformation des comportements et des discours des personnes exposées à l’outil en lien avec l’imaginaire collectif de la pauvreté. Bien que la diffusion de l’outil soit actuellement trop restreinte pour en mesurer les retombées à long terme, des retombées concrètes se sont opérées au niveau local, sur les partenaires, le GTra et les participants, comme démontré dans la présentation des résultats à la section partenariat.

Est-ce que ça répond à la question de recherche ?

Pour rappel, la question de recherche était : comment les experts de vécu peuvent-ils contribuer à agir sur l’imaginaire collectif de la pauvreté et être un levier d’intervention pour mieux lutter contre la pauvreté et les préjugés ?

Nous avons répondu en bonne partie à la question de recherche. En effet, la contribution des experts de vécu dans l'analyse des cadres conceptuels, des outils de sensibilisation existants et dans la coconstruction de l'outil de sensibilisation « Ça pourrait être toi ! » a été menée à terme et avec succès. Leur implication active et leur perspective unique ont été déterminantes pour assurer la pertinence et l'impact de l'outil codéveloppé.

La démarche de coconstruction a eu des effets importants sur le vécu des personnes, comme le démontre le chapitre de présentation des résultats. Le projet a contribué à la reprise de pouvoir dans leur vécu personnel et comme groupe. Cette démarche a permis de soutenir financièrement ces personnes et leur a libéré l'espace mental nécessaire pour y contribuer. La démarche a également permis d'augmenter leur sentiment de compétence personnelle dans les différentes sphères de leur vie. Il serait intéressant de pouvoir mesurer la durabilité de ce sentiment de compétence dans l'avenir. Ceci vient corroborer les quelques résultats de recherche portant sur l'implication des experts de vécu recensés (Dupéré et al., 2011; Dupéré et al., 2012; Gélinau et al., 2023; Groupe de recherche-action participative AVEC: Nos communautés AVEC, 2023).

La collectivisation des vécus individuels, des réflexions, les travaux d'analyse des cadres conceptuels et des pistes de solution au sein du groupe ont permis de réfléchir différemment aux causes de la pauvreté et à l'impact de l'imaginaire collectif sur leur propre vie. Cet aspect démontre que la mobilisation collective a permis de dépasser les barrières individuelles pour construire une force souvent citée dans les démarches participatives (CRPPMR, 2021; Collectif VAATAVEC, 2014). Cela leur a redonné plus de pouvoir et d'espoir de changer les choses par la mobilisation, l'engagement et la force du groupe. Ils sont passés d'un « Je » à un « Nous » fort et durable, même après la fin du projet (Ampleman et al., 2012).

L'outil coconstruit est utilisé comme levier d'intervention pour lutter contre la pauvreté, mais surtout les préjugés, par les partenaires dans la MRC de Lotbinière, mais également un peu plus largement en Chaudière-Appalaches grâce à la tournée des GRAP

locaux et aux présentations réalisées. Bientôt, il sera en ligne sur l'ENA, ce qui est une étape cruciale afin de sensibiliser l'ensemble des employés du réseau de la santé.

L'impact de la démarche sur les partenaires est également détaillée dans la présentation des résultats. Nous sommes passés d'un refus d'intégration des experts de vécu au sein du GRAP local en 2019 à une place de choix, réfléchie, accompagnée et soutenue. Le projet de recherche s'est positionné comme projet phare, financé et intégré dans le plan d'action de celui-ci. Lors de la récolte des effets réalisée le 6 juin 2023 (Outcome Harvesting, 2022), notre projet a été celui dont les 12 membres du GRAP de Lotbinière notaient le plus de changements dans les catégories du fonctionnement organisationnel, des relations partenariales et des pratiques d'intervention. Les effets récoltés, nommés en lien avec notre projet, sont : des impacts concrets sur les personnes, un projet qui va perdurer dans le temps, qui aura des retombées en dehors du territoire et des impacts réels sur le sentiment de compétence des gens impliqués dans le projet de lutte contre les préjugés. Il est à noter également qu'aucun effet défavorable n'a été noté en lien avec le projet et que les membres ont fait de l'implication des experts de vécu de la pauvreté une priorité pour la suite. On peut donc affirmer qu'à l'échelle locale, le projet a contribué à transformer l'imaginaire collectif de la pauvreté, du moins pour les partenaires impliqués au GRAP.

Une pierre que l'on jette à l'eau produit des ondes en déplaçant l'énergie et en déplaçant les particules invisibles à l'œil nu et toutes interreliées pour produire l'effet des cercles visibles. Le projet (la pierre) transforme les perceptions des différents acteurs (les particules) et nous permet de découvrir les retombées (ondule). Ce mémoire présente les résultats de la démarche au niveau des personnes expertes de vécu, du groupe et des partenaires.

Pour les experts de vécu, le fait de participer à ce projet de R-I contribue à briser l'isolement, à améliorer la confiance en soi, le sentiment de fierté, la dignité, la reprise de pouvoir et la construction d'une visée collective (un NOUS). Ces effets sont documentés (Dufour 2013 cité dans Collectif VAATAVEC, 2014). C'est une pierre jetée à l'eau qui

produira, souhaitons-le, des encyclics sur la transformation de l'imaginaire collectif des joueurs exposés à l'outil.

Il s'agit donc d'effets circulaires qui se potentialisent, comme démontré dans le schéma suivant :

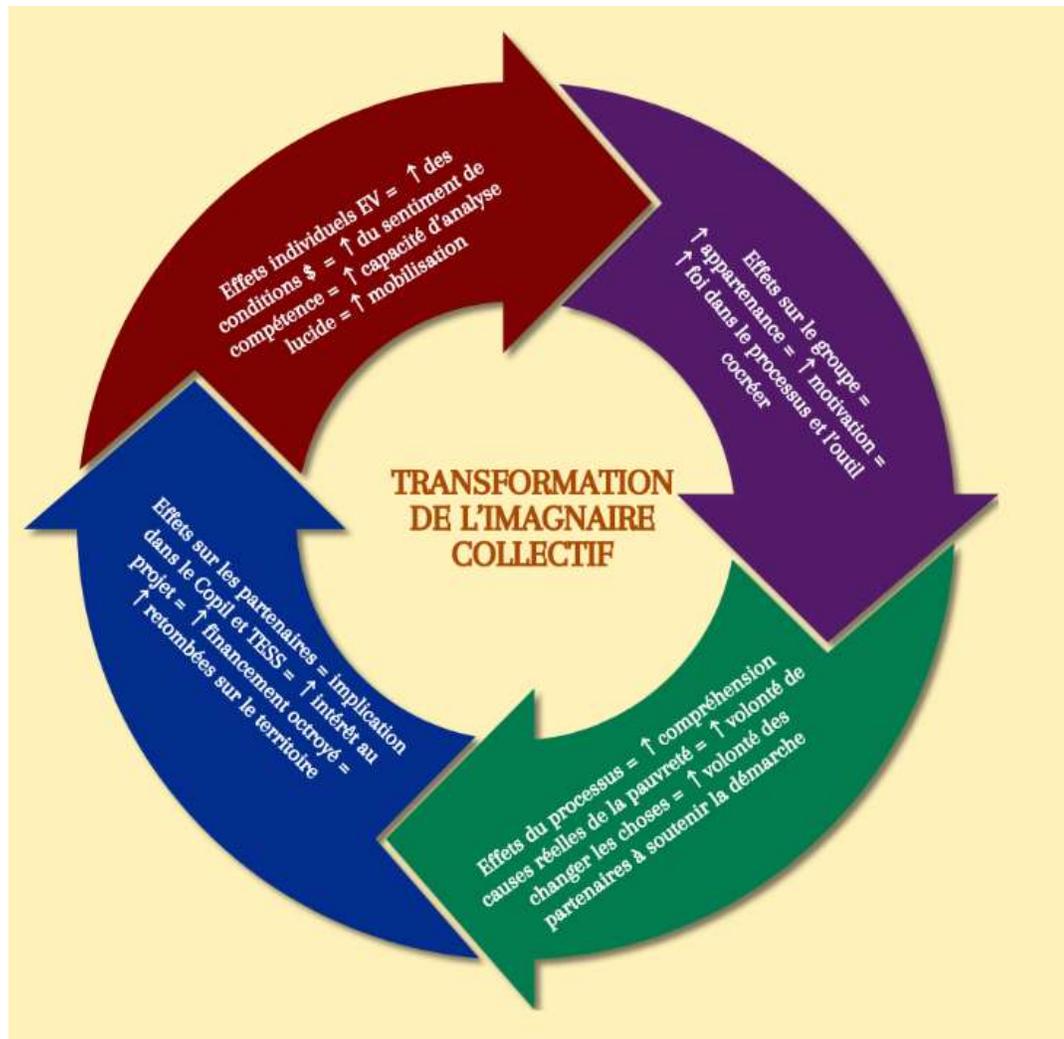


Figure 15. Schéma de transformation de l'imaginaire collectif © Annie Fréchette, 2024

Là où la question demeure moins bien répondue, c'est au niveau des retombées de l'intervention. Avec le choix du GTra de déployer l'outil virtuellement, cela a occasionné

des délais, des coûts et fait en sorte que, malgré le questionnaire disponible à la fin du jeu, il nous manque à ce jour des données pour évaluer l'impact réel de l'outil et sa portée.

Cependant, les effets récoltés du projet à l'échelle locale laissent présager des retombées intéressantes à plus grande échelle. Les quelques présentations de l'outil réalisées à l'échelle de Chaudière-Appalaches démontrent un vif intérêt des partenaires à l'intégrer dans leur pratique d'intervention collective, par des ateliers en maison de jeunes, en classe au niveau scolaire et par des activités dans des ressources de type milieu de vie.

Avec l'implication de quatre participantes au sein de la communauté de pratique Ensemble et AVEC, la participation au mémoire pour le 4^e plan de lutte contre la pauvreté et la manifestation associée, la compréhension, la confiance et l'estime que ces personnes ont récupérées ne sont pas près de s'éteindre. Cela souligne l'importance de ce type d'approche inclusive et participative dans les démarches de transformation sociale et pourrait faire l'objet d'autres recherches futures.

Quels sont les liens avec la littérature sur la pauvreté et l'implication des experts de vécu de la pauvreté ?

Le Québec s'est doté en 2002 d'une loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

CONSIDÉRANT que les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale sont les premières à agir pour transformer leur situation et celle des leurs et que cette transformation est liée au développement social, culturel et économique de toute la collectivité (Québec, 2002a)

Depuis lors, quatre plans d'action ont été déposés afin d'atteindre ces objectifs. Chacun d'eux place la participation des experts de vécu de la pauvreté au centre des actions, puisque l'un des cinq buts de la loi est de « favoriser la participation des personnes et des familles en situation de pauvreté à la vie collective et au développement de la société » (Québec, 2002a).

Cependant, malgré l'importance accordée à cette participation, il subsiste un manque notable de littérature évaluant les retombées concrètes de ces initiatives. C'était l'un des objectifs poursuivis en documentant le processus de la démarche : comment la participation

des experts de vécu impacte-t-elle concrètement sur l'amélioration de leur situation et de celle de leur communauté ?

L'approche AVEC amène une dynamique qui contribue à la création de savoirs, mais aussi de savoir-faire (planification, organisation, animation, etc.) et de savoir-être (postures et attitudes : ouverture, prendre le temps, accueillir, vigilance, transparence, transformation). Cette approche génère des effets sur les personnes en situation de pauvreté (briser l'isolement, augmentation de la confiance en soi, sentiment de fierté, dignité, reprise de pouvoir, sentiment d'être entendu et écouté, facilite le passage de l'individuel au collectif et crée des conditions propices au changement), mais aussi sur les praticiens (mieux comprendre les facettes de la pauvreté, abandon des préjugés défavorables, renforce la conviction dans l'approche, questionnement des pratiques, actions et interventions) (Collectif VAATAVEC, 2014).

Les personnes touchées par la pauvreté et l'exclusion sociale doivent être parties prenantes de la recherche de solutions. Cette participation a des effets positifs sur la pertinence des mesures et des projets mis en place, sur les perceptions de la pauvreté et sur les personnes vulnérables elles-mêmes. Ces effets bénéfiques peuvent prendre plusieurs formes : développement de la confiance en leurs capacités, construction de liens sociaux ou apprentissages de processus liés à la citoyenneté (OVSS, s.d.).

Bien que certains auteurs mettent l'accent sur l'importance de la participation citoyenne des personnes en situation de pauvreté dans la lutte contre la pauvreté, il y a un risque réel que la parole des experts de vécu soit instrumentalisée limite leur rôle à une simple validation symbolique (Carrel, 2007, 2017). La lutte contre la pauvreté passe par la lutte contre les préjugés. Les experts de la situation sont les personnes qui la vivent, il faut donc travailler AVEC eux pour trouver des solutions pour une société plus juste. Pour que cette participation soit transformatrice, il est important de s'assurer d'une égalité réelle dans les processus et de valoriser les contributions, comme c'est le cas dans ce projet de R-I.

Quels sont les liens avec le cadre conceptuel bricolé de l'imaginaire collectif ?

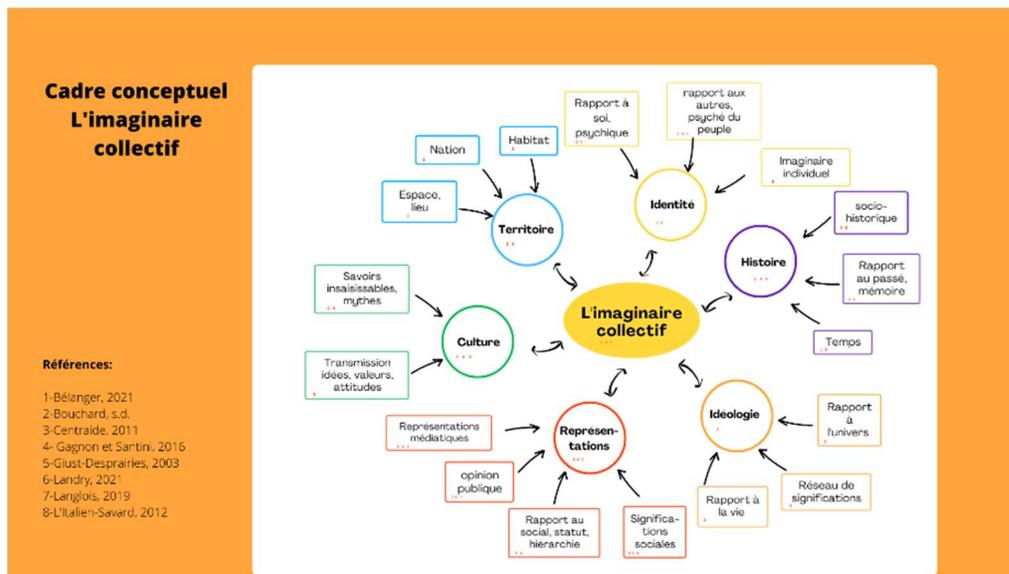


Figure 16. Rappel de la synthèse conceptuelle de l'imaginaire collectif © Annie Fréchette, 2021

Comment briser l'image imprégnée par le catholicisme du bon et du mauvais pauvre ? Ou celle inspirée par le gouvernement Bourassa et ses « boubous macoutes » qui traquaient les fraudeurs de l'aide sociale ? Même la télévision dépeint avec dérision « Les Bougons ¹³ ». Ces spectres du passé créent encore aujourd'hui des stigmates sur la perception des personnes en situation de pauvreté dans l'imaginaire collectif québécois. Comment transformer réellement les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté ? Comment détruire les perceptions erronées à leur égard ? Comment leur permettre de retrouver un réel pouvoir

¹³ Émission télévisée populaire diffusée à Radio Canada dans les années 2000 où les personnages présentent une famille de personnes assistées sociales caricaturée à partir des préjugés de l'époque : malhonnêtes, magouilleurs, vivant en marge de la société, refusant de travailler, etc.

de citoyen ? Comment rebâtir leur crédibilité aux yeux du monde ? Tant de questions que la littérature scientifique actuelle effleure à peine.

À travers les différents ateliers et la coconstruction de l'outil, le cadre conceptuel de l'imaginaire collectif de la pauvreté a été mobilisé à plusieurs reprises ; pour le comprendre, pour l'analyser, pour lui donner du sens, pour donner des exemples concrets. Il s'est avéré que les participants se sont reconnus dans ce cadre conceptuel et ont permis d'en clarifier certains aspects par des exemples concrets tirés de leur vécu. Cette reconnaissance démontre que le cadre est pertinent, mais aussi utile pour articuler les expériences vécues et se donner un langage commun et mobilisateur. Dans l'imaginaire collectif de la pauvreté, les contributions des personnes en situation de pauvreté à la société ne sont pas prises en compte, notamment par le travail invisible : bénévolat, implication, entraide, prendre soin de ses proches malades ou de ses enfants, etc. Cette vision ne tient pas compte des réalités vécues qui sous-tendent cette situation de pauvreté (maladie, souffrance, difficultés personnelles diverses) et des difficultés engendrées pour s'insérer dans le travail. Ceux-ci sont perçus comme paresseux, faisant de mauvais choix, vivant aux crochets de la société (TACAE, 2016). Cette influence nuit au soutien social des personnes en situation de pauvreté qui, par honte, sentiment d'impuissance ou réticence, ne vont pas vers les ressources d'aide (Desgagnés et al., 2020; Gaudreau et al., 2015, 2016; Gaudreau et al., 2018; Gélinau, Pagès, Desgagnés, Gaudreau, et al., 2018). Ce décalage entre l'expérience vécue et les perceptions dominantes souligne l'urgence de déconstruire les stéréotypes ancrés dans cet imaginaire collectif.

Les résultats sont présentés en détail dans le chapitre 6, mais globalement, cette expérimentation vient donc faire le pont entre la littérature disponible et le vécu des participants. Ils se reconnaissent particulièrement dans les sphères des représentations (préjugés, classes sociales, propriétaires, employeurs, médias et télévision), de la culture (l'entraide, la générosité, le marché du travail, le sous-financement des organismes), de l'histoire et de l'idéologie (l'aide sociale comme droit, les valeurs qui changent, le catholicisme, le néolibéralisme et ses impacts sur les politiques publiques, les luttes au

Québec) et de l'identité (impacts sur soi, intégration de l'étiquette, difficulté à demander de l'aide, impacts sur le développement des enfants). Les participants avaient moins de prise de parole en lien avec l'aspect du territoire, mais en ont tout de même nommé quelques éléments. L'imaginaire collectif de la pauvreté résonne aussi avec les paradigmes compréhensifs de la pauvreté, comme dans les métaphores de Vivian Labrie (Gaudreau et al., 2018), l'analogie du lampadaire (chercher ses clés sous le lampadaire alors qu'elles sont dans l'obscurité), la lumière n'éclaire pas le bon endroit. Les causes présentées, expliquées et défendues de la pauvreté dans la thèse individuelle/économique ne tiennent pas compte des escaliers roulants qui sont cassés (Gaudreau et al., 2018), du contexte socio-économique, du poids des valeurs capitalistes et de la productivité, des prestations insuffisantes.

Les institutions produisent l'exclusion parce que ceux qui décident, les milieux politiques et institutionnels, projettent leur propre vision du monde sur ceux qui ne vivent pas comme eux et décident de la façon dont ces derniers doivent procéder pour s'insérer, pour devenir des acteurs à part entière, des citoyens reconnus, de véritables « sujets », et présupposent ainsi qu'ils ne le sont pas (Desgagnés et al., 2016).

Cela encourage le maintien de préjugés et de perceptions erronées du vécu des personnes en situation de pauvreté et qui maintiennent les inégalités. Avoir accès à des informations véridiques, présentées par les experts de vécu de la pauvreté, à qui l'on reconnaît les compétences et les connaissances pour travailler d'égal à égal avec les décideurs, est une avenue d'inclusion pour les décisions politiques et institutionnelles afin de produire des solutions adaptées, durables et équitables.

Qu'est-ce que ça amène de nouveau ?

Au fil de la démarche de recherche-intervention, différents éléments se sont révélés. C'est le cas, entre autres, pour les préoccupations concernant l'impact de l'imaginaire collectif de la pauvreté sur les enfants. Aussi, considérant qu'il existe peu de recherches au croisement des thèmes proposés, soit l'imaginaire collectif, la recherche-intervention et les pratiques de mobilisation AVEC, ces résultats nous semblent d'autant plus intéressants et porteurs pour les acteurs dans les différents territoires.

Des données préoccupantes à propos des enfants

L'importance de l'enfance et de l'adolescence dans le développement de leur personnalité est reconnue scientifiquement par les auteurs de psychologie infantile. Les impacts de grandir en situation de pauvreté pour les enfants impacte directement, à la fois sur leur développement physique (sous-alimentation, maladie, etc.), mais aussi et surtout sur leur identité, leur confiance, leur perception d'eux-mêmes puisque les parents vont faire tout en leur pouvoir pour répondre à leurs besoins physiologiques. Ils vivent aussi avec la crainte constante de se voir retirer la garde des enfants, dû à leur condition de pauvreté et les difficultés à répondre à l'ensemble des besoins, couplé au jugement porté par le milieu (école, garderie, famille, etc.) sur leurs capacités à le faire. Selon Vincent De Gaulejac¹⁴,

La honte a également des conséquences sur les enfants, et celle-ci est double. L'enfant partage la honte de son milieu, de sa famille à travers les multiples détails de la vie quotidienne qui suscitent le mépris des autres, le rejet, la stigmatisation. L'enfant a honte de ses parents et honte d'avoir honte d'eux. Mais cette haine ne peut s'exprimer. Haïr ses parents, il n'y a rien de plus monstrueux. Et l'enfant a honte de ce sentiment qui l'habite. Et cette honte est d'autant plus intense qu'elle se nourrit sur trois plans : honte produite par les humiliations liées à la pauvreté, honte de voir ses parents invalidés, humiliés par les autres et honte de ses sentiments de haine et de mépris vis-à-vis de ses propres parents. Et c'est ce phénomène de redondance qui expliquerait l'intensité et la permanence de l'affect au plan psychologique au-delà de la condition objective de pauvreté (Desgagnés et al., 2016).

Il faut aussi prendre en compte l'intimidation, le rejet et parfois même la violence dont les enfants peuvent être victimes lorsqu'ils sont en situation de pauvreté. C'est pour ces raisons que les participants ont choisi un outil de sensibilisation de type jeu d'évasion, dans l'espoir de rejoindre aussi les jeunes et leurs parents (pour susciter un discours de tolérance et de respect au sein des familles à l'égard des personnes en situation de pauvreté), pour faire changer les perceptions à l'égard de la pauvreté et aspirer à un monde meilleur et plus juste pour les générations à venir. Cet alignement entre les choix méthodologiques du GTra et les

¹⁴ Professeur émérite à l'Université Paris-Cité, président du Réseau international de sociologie clinique

besoins identifiés montre la pertinence d'une démarche participative pour cibler efficacement les enjeux.

Finalement, il y a aussi la souffrance du parent qui constate que son enfant devenu adulte ne réussit pas mieux que lui, qu'il est aussi en situation de pauvreté, et l'impuissance de ne pas pouvoir l'aider à répondre à ses besoins d'adulte. Pire encore, de voir ses petits-enfants évoluer dans le même milieu et la crainte que ce cycle ne se brise jamais.

L'importance de mettre à l'avant-plan les pratiques AVEC

Ce projet de recherche permet de mieux comprendre pourquoi le gouvernement exige de plus en plus la participation des experts de vécu dans les projets qui les concernent et dans les réflexions sur la lutte à la pauvreté. Je crois avoir été en mesure de démontrer la plus-value de cette participation dans le cadre de ce projet de recherche-intervention. D'autres projets de recherche tendent à démontrer la même chose, notons entre autres ceux du Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural¹⁵ et ceux de la Chaire sur la réduction des inégalités sociales¹⁶.

Il est cependant important de demeurer vigilant quand il est question de participation des personnes en situation de pauvreté. Le continuum instrumentalisation-participation réelle-surinvestissement constitue une fragilité dans l'art des pratiques AVEC. Intégrer une personne à une démarche, sans préparation, sans la consulter réellement, sans l'outiller et sans soutien adéquat constitue de l'instrumentalisation. La personne fera acte de présence, mais risque de ne retirer aucun bénéfice de sa participation, en plus de ne pas apporter grand-chose à la démarche. C'est une voie d'échec. À l'opposé, intégrer une personne dans une démarche ou un projet, s'attendre à ce qu'elle contribue au même niveau que les ressources

¹⁵ Voir le site internet du Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural : <https://www.uqar.ca/recherche/unites-de-recherche/collectif-de-recherche-participative-sur-la-pauvrete-en-milieu-rural-crppmr/>

¹⁶ Voir le site internet de la Chaire de recherche sur la réduction des inégalités sociales : <https://chaireriss.uqam.ca/>

salariées, lui confier de lourdes responsabilités, mettre de la pression pour des prises de parole et ne pas lui offrir de soutien constitue alors un surinvestissement.

Pour qu'une implication soit satisfaisante pour l'ensemble des acteurs, elle doit s'inscrire dans la participation réelle, c'est-à-dire une participation soutenue par des processus facilitants et structurés, qui prend en compte la réalité des personnes et qui se traduit en action concrète à court terme. La présentation des conditions gagnantes de notre projet au chapitre précédent constitue de bonnes pistes pour éviter l'instrumentalisation et le surinvestissement dans le continuum AVEC.

Réinvestissement possible des connaissances produites et de l'outil cocréer

Le réinvestissement des connaissances produites contribuera au Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural dans la poursuite de ses travaux. Lui qui est appelé à soutenir la réflexion entourant la recherche participative, la ruralité, la pauvreté, la justice épistémique et les pratiques AVEC. C'est donc une opportunité pour le Collectif d'avoir été partie prenante de ce projet de recherche-intervention.

En ce qui a trait aux participants, plusieurs d'entre eux poursuivent une campagne de diffusion et sont impliqués dans la nouvelle communauté de pratique d'experts de vécu. Ils ont obtenu des gains significatifs au niveau de leur perception d'eux-mêmes, de leur sentiment de compétence, de leurs capacités d'analyse et de mobilisation. Ces acquis sont précieux pour eux selon leurs dires et tout porte à croire qu'ils pourront poursuivre leur réinvestissement dans la collectivité.

L'outil en soi peut être réinvesti, en le diffusant plus largement. Il pourrait également être bonifié (nombre de personnages, amélioration des visuels, etc.) si des sommes supplémentaires y étaient investies. Sa pérennité est assurée pour les cinq prochaines années par sa publication sur le site du partenaire qu'est la CDC de Lotbinière. Si vous ne l'avez pas encore essayé, je vous invite à le faire¹⁷. Vous pouvez également visionner la vidéo

¹⁷ <https://www.cdclotbiniere.org/a-propos-1-1>

promotionnelle qui a été préparée avec quelques coconcepteurs qui ont choisi de renoncer à leur anonymat en suivant le même lien.

Perspectives de recherches

Ce projet de recherche-intervention a permis de mettre en lumière des résultats intéressants sur le vécu des participants à travers la démarche, sur l'impact des pratiques AVEC et sur la plus-value de leur implication dans des démarches de transformation sociale. Il vient combler, en partie, le vide littéraire au niveau de la parole des experts de vécu de la pauvreté dans la production scientifique. D'autres projets de recherche pourraient mettre davantage en lumière leur parole, leur vécu, les processus et la nature de leur expertise. Il demeure beaucoup à faire pour intégrer de manière systématique cette parole dans des corpus scientifiques, notamment en termes de validation, de diffusion et de reconnaissance institutionnelle. Mais cela ouvre la voie à d'autres études plus approfondies sur les conditions de participation, les mécanismes favorables et les impacts à long terme autant pour les démarches que pour les participants.

CHAPITRE 8 VALIDITÉ SCIENTIFIQUE, CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES ET LIMITES DE LA RECHERCHE

La démarche de certification éthique

La démarche la plus complexe tout au long de ce projet a sans doute été la démarche de certification éthique. Dans un premier temps, il a fallu obtenir une exemption auprès du CISSS de Chaudière-Appalaches puisque le projet se réalisait en partie dans le cadre de mes fonctions. Ensuite, auprès du comité d'éthique sur la recherche avec des êtres humains (CERUQAR). La complexité de l'ensemble du projet, la méthodologie de recherche-intervention et son caractère participatif, l'ampleur du projet global et les multiples partenaires impliqués ont amené le CERUQAR à soulever un bon nombre de questions éthiques. Le formulaire de dépôt initial comportait 13 pages et a été déposé en janvier 2022. Le document retourné par le CERUQAR le 5 mai présentait des questionnements à clarifier. Le document construit pour répondre à ces questionnements comportait également 13 pages, en plus du document initial modifié en conséquence. Le certificat éthique a été octroyé le 9 juin 2022 (annexe IX).

En vertu des standards éthiques de l'UQAR, basés sur ceux des trois conseils (EPTC2) conformément au certificat obtenu, deux enjeux éthiques étaient au cœur de notre projet. Le premier, celui du respect de la dignité humaine, était lié au but de notre projet, soit : la libération de la parole et une réappropriation du pouvoir sur leur vie et leur environnement et qu'il puisse contribuer à diminuer la pauvreté et ses impacts. Le consentement libre et éclairé et l'autonomie ainsi que le droit de retrait, soit le respect des personnes, étaient le deuxième enjeu éthique. Le respect de la vie privée et la confidentialité, même si quelques-uns des participants ont fait le choix d'y renoncer pour le volet diffusion (autre formulaire de consentement complété en annexe XXVI, se sont vécus tout au long du projet par une attitude bienveillante et transparente et des discussions sur leurs attentes et leurs droits dans ce projet. Le fait de se dévoiler, de parler de son vécu a parfois occasionné des larmes lors des rencontres. Cependant, détenant une formation de travailleuse sociale, j'ai pu reprendre les situations aisément. Des ressources ont également été partagées avec les participants afin

d'assurer un filet de sécurité (811, organismes du territoire). Aussi, le soutien, le respect et la solidarité des membres du groupe entre eux se sont avérés plus importants que je ne l'avais prévu, ce qui a également contribué à la mobilisation et à l'épanouissement des participants et du groupe.

Nous n'avons pas dénoté d'autres inconvénients vécus par les participants, sauf, par exemple, dans les décisions prises : il est difficile de faire consensus à 11 personnes. Cependant, tous devaient se rallier à la décision de l'ensemble sinon la discussion se poursuivait. Ceci est d'ailleurs l'une des raisons expliquant que nous avons eu 14 ateliers au lieu de 8 à 10 prévus initialement.

Le principe même de la recherche-intervention fait que des aspects de la démarche demeuraient imprécis pour permettre au groupe de travail de s'approprier la démarche et de coconstruire l'intervention. Les principaux enjeux éthiques soulevés étaient la question du consentement libre et éclairé : comment consentir à quelque chose dont on ne sait pas encore ce que sera ? La solution demeurait alors dans le droit de retrait : comme les décisions étaient prises en groupe, si la personne n'y consentait pas, elle était libre de se retirer.

Certains freins auraient pu se présenter en cours de projet, notamment la désirabilité sociale et la confidentialité. Pour parer à cette difficulté, nous avons élaboré ensemble un code de vie dès la première rencontre avec les participants afin d'instaurer un climat stimulant le dialogue, la confiance et le respect. La notion de confidentialité a aussi été réexpliquée à plusieurs reprises. La distinction entre le vécu personnel et le travail du groupe a bien été comprise et vécue par l'ensemble des participants.

La propriété intellectuelle était aussi un enjeu qui a nécessité d'être clarifié dès le départ. Le mémoire produit sera ma propriété intellectuelle. Les outils collectifs (comptes rendus anonymisés, analyses collectives, outil produit) seront la propriété du groupe de travail et seront déposés à la CDC. Les données individuelles des participants seront conservées uniquement pour les fins de l'analyse par moi et anonymisées. Les participants sont maîtres d'œuvre de l'analyse, du choix et de la conception de l'outil de sensibilisation.

La question de la compensation financière octroyée aux participants était aussi un enjeu éthique important. En effet, malgré la volonté de se coller à la politique adoptée par le GRAP de Chaudière-Appalaches, il fallait également tenir compte des politiques de gestion comptable de l'organisme porteur. Ce qui a apporté une modification à la façon de faire convenue au départ. Ce sont finalement des cartes-cadeaux qui ont été offertes, d'un marchand de leur choix.

L'accès technologique lié à la fracture numérique aurait pu être un enjeu important. Les difficultés liées à la disponibilité d'internet dans certains territoires, à la capacité financière de payer la connexion internet par le participant, à la compréhension de l'outil et de son utilisation, à l'intérêt d'utiliser l'outil technologique ainsi qu'aux capacités de littératie nécessaires à l'utilisation des outils avaient été prises en considération, c'est pourquoi les moyens de recrutement étaient variés et les rencontres prévues entièrement en présentiel, en espérant toujours que la pandémie ne viendrait pas poser de mesures restrictives.

Critères de rigueur

Les critères de rigueur servent de balises pour permettre de planifier le projet de recherche et de témoigner de la scientificité d'une démarche. Dans la méthodologie de la recherche-intervention, la fonction heuristique requiert le respect de critères de rigueur qui lui sont propres. On peut présenter la validité scientifique à l'aide de trois niveaux (Marcel, 2020) : validité interne, validité externe, validité sociale.

Validité interne

La validité interne représente la cohérence du processus de recherche réalisé avec la méthodologie de la R-I et le respect de ses principes. Les différents éléments doivent être scrupuleusement respectés : problématisation, respect des méthodes, mobilisation de cadre théorique, reproblématisation, analyse, restitution. Dans ce projet, la problématisation initiale proposait la place de l'imaginaire collectif de la pauvreté dans la lutte contre les préjugés envers les personnes en situation de pauvreté et l'impact des experts de vécu de la pauvreté dans la transformation de cet imaginaire collectif. Les méthodes proposées pour les 4 premiers ateliers étaient clairement définies, allant de l'expérimentation d'outils à l'analyse

de cadres conceptuels et à la réflexion sur les possibilités d'action. La reproblématisation s'est opérée autour du 5^e atelier, alors que les participants ont choisi de s'attarder spécifiquement à l'une des composantes de l'imaginaire collectif de la pauvreté et des dimensions cachées de la pauvreté, soit la question des préjugés. L'analyse collective de la démarche, du vécu des participants et des retombées du projet s'est faite en continu dans le projet, de même qu'avec le comité de pilotage. L'étape de la restitution est en cours, d'abord par le lancement de l'outil coproduit le 17 octobre 2023 lors de l'activité Soupe au caillou. Ensuite, à travers la conception de ce mémoire de recherche. Il y a également eu quelques présentations du projet lors d'un colloque (maîtrise en travail social 2022) et de présentations par affiche (ACFAS 2023, conférences populaires en santé 2022). On peut donc affirmer que la recherche-intervention produite dans le cadre du projet présente une solide validité interne.

Validité externe

La validité externe porte sur les savoirs contextualisés développés dans le cadre de la R-I et le respect des critères de scientificité reconnus dans la littérature, par exemple, ceux de Guba et Lincoln qui sont la crédibilité (vérité et validité interne), la transférabilité (validité externe et applicabilité), la fiabilité (consistance ou fidélité) et la confirmabilité (neutralité et objectivité) (Guba, 1981).

Dans mon projet de recherche, la validité externe a été assurée par la triangulation des données par des méthodes de collecte de données en combinant l'entretien individuel, les ateliers en groupe, l'observation et l'analyse documentaire.

La triangulation théorique a également été mise à profit dans la recension des écrits réalisée ainsi que dans l'analyse en fonction du cadre conceptuel de l'imaginaire collectif et de celui des dimensions cachées de la pauvreté. La réflexivité dans mon parcours de recherche a été assurée par plusieurs moyens : mon journal de bord, mes notes personnelles dans les marges de comptes rendus, mes notes prises lors des cours de séminaires de recherche par rapport à mon projet et à ceux de mes collègues sur des aspects qui faisaient écho, ainsi que par des mémos dans N'Vivo (Savoie-Zajc, 2019). Tout le travail de définition du but, des objectifs, des méthodes et des outils ainsi que le départage entre le grand projet global et la portion de

mon travail de mémoire en font aussi partie. Les participants ont également contribué à ma réflexivité à travers leurs notes griffonnées, leurs idées sur des bouts de papier et leurs dessins en acceptant de me partager ces données pour les intégrer dans mon analyse. La saturation des données a été obtenue à travers l'analyse par questionnement analytique après 5 allers-retours entre les questions et le corpus de données, ce qui traduit la fiabilité.

Finalement, la triangulation indéfinie (Savoie-Zajc, 2019) qui se définit par des retours aux participants afin de valider les interprétations et de recueillir de nouvelles données a aussi été mise à profit dans la démarche d'analyse. À la fois dans la rédaction de comptes rendus des rencontres validés à la rencontre suivante, dans l'utilisation de grandes affiches pour la prise de notes et les analyses, dans le choix des outils et tout le processus de coconstruction, ce qui traduit la confirmabilité.

Validité sociale

La validité sociale (ou fonction praxéologique) est la plus-value de la recherche-intervention, car elle apporte une solution concrète à un problème réel, solutionné par un recours à l'intelligence collective dans un projet partagé : les 3 principes méthodologiques que sont la connaissance dans (par) l'action, la coopération dialogique, l'autorégulation (du groupe) détruisent la frontière entre la théorie et la pratique pour en faire un tout consistant qui donne un sens au projet (Marcel, 2020). Le processus est tout aussi primordial que le résultat, voire davantage. Il est ainsi possible de l'assimiler à la transférabilité, puisqu'il s'agit de produire des connaissances situées dans un contexte, une histoire, des valeurs et des pratiques, en réponse à un besoin identifié. Et cette stratégie doit être efficace autant pour les acteurs, les partenaires et les commanditaires de la R-I (ici le GRAP). Le projet développé a conduit à la coconstruction et au lancement du jeu « Ça pourrait être toi ! » une activité de sensibilisation immersive sous forme de jeu d'évasion, qui sera éventuellement diffusée un peu partout au Québec, par le biais des groupes de lutte à la pauvreté, afin de réduire l'impact des préjugés sur les personnes vivant en situation de pauvreté. Aussi, le jeu sera rendu disponible sur l'environnement numérique d'apprentissage (ENA) du Gouvernement du Québec, afin de contribuer à la formation des employés du réseau de la santé. Il s'agit ici de

deux preuves de validité sociale de l'outil construit, et donc, de la démarche ayant conduit à sa mise en place.

Critique des critères de rigueur

Dans les écrits sur la recherche qualitative, il y a une certaine critique des critères de rigueur de Guba et Lincoln. Quelques auteurs avancent que les critères ne peuvent pas réellement être appliqués aux recherches qualitatives (Schwandt, 1996, Feyerabend, 1988, Mason, 2009 cités dans Proulx, 2019) et se tournent vers de nouveaux paradigmes à l'opposé du positivisme. Voici une brève synthèse de l'argumentation avancée par Proulx pour l'expliquer :

Sur la validité, la transférabilité et la crédibilité, dissocier le chercheur de son objet de recherche n'est pas possible, puisque ceux-ci s'influencent mutuellement, et sortir les résultats qualitatifs de leur contexte dynamique (culture, nature, histoire, etc.) pour les généraliser à d'autres contextes serait tout aussi difficile.

Sur la fiabilité et la confirmabilité, les méthodes qualitatives requièrent par définition une souplesse et une adaptabilité au contexte, aux personnes, qui entrent en contradiction avec les traditions de recherche plus classiques (Jacob, 1988 et Jeffrey, 2005 cités dans Proulx, 2019). De plus, la neutralité est tout sauf ce qui est recherché, la recherche se laissant imprégner volontairement par l'histoire, la culture, les valeurs et les enjeux (Schwandt, 1996 cité dans Proulx, 2019).

Proulx aborde plutôt la rigueur sous l'angle de la générativité (2019), c'est-à-dire ce qu'elle peut apporter à l'avancement des connaissances, un éclairage nouveau dans la façon d'aborder un sujet, des éléments qui méritent d'être pris en compte, qui offrent la possibilité d'appliquer ou de réagir pour créer un autre projet de recherche ou une action ou qui donnent un sens nouveau. Certains auteurs, comme Jeffrey, parlent alors de fécondité de la recherche.

Le projet de recherche exposé dans ce mémoire est, à mon humble avis, génératif et fécond puisqu'il se poursuivra au-delà de ce mémoire par la volonté des différents acteurs impliqués dans le projet de diffuser et de faire connaître largement l'outil « Ça pourrait être toi ! »

Limites du projet

Le grand projet dans lequel s'inscrit ce mémoire de recherche a pris une ampleur imprévisible au fil des mois. Le fait de travailler avec plusieurs partenaires, de façon horizontale, de donner le pouvoir au groupe de travail, d'avoir un financement associé à sa réalisation ont occasionné des défis d'organisation, de temps et de complexité dans le projet, particulièrement au moment d'écrire ces lignes, où je me dois de distinguer le volet de la recherche de l'intervention, à l'intérieur du grand projet.

Après la consultation des collaborateurs (participants, comité de pilotage et membres du GRAP), il était souhaité de documenter l'angle B, soit les retombées de l'exposition à l'outil chez les personnes utilisatrices du jeu. Considérant les délais de production du jeu et mes propres limites personnelles et professionnelles, je n'ai pas été en mesure de satisfaire cette demande. Cependant, dans la diffusion du jeu dans l'environnement numérique d'apprentissage du réseau de la santé et des services sociaux, un questionnaire d'évaluation formative a été développé (annexe XXX). Également, à la fin du jeu, un questionnaire facultatif permettant de mesurer l'évolution des perceptions sur la pauvreté avant/après l'utilisation de celui-ci est disponible annexe XVII. Grâce à ces deux outils, les collaborateurs qui se montreront intéressés disposeront de données pour évaluer l'impact de cet outil sur l'imaginaire collectif de la pauvreté de ses utilisateurs et utilisatrices.

La littérature sur la pauvreté, particulièrement sur la question des préjugés ou des représentations sociales, est peu étoffée, particulièrement au niveau scientifique. Dans les travaux des groupes de défense de droits, c'est plus souvent les questions en lien avec les prestations d'aide sociale qui sont présentés. Comme peu de matériel est disponible pour aborder les questions liées aux représentations face autres personnes en situation de pauvreté (c'est-à-dire qui ne reçoivent pas de prestations sociales mais qui sont en situation de précarité), un glissement s'est opéré dans ce travail en généralisant à l'ensemble des personnes en situation de pauvreté. Ceci serait également un bon filon de recherche, à savoir si les représentations, le vécu et le ressenti des personnes en situation de pauvreté, non bénéficiaire de l'aide sociale, sont les mêmes.

Lors de l'analyse de ce mémoire par le jury, des lacunes ont été soulevées sur la théorisation du modèle de l'imaginaire collectif. Bien que reconnu comme particulièrement intéressant par les membres du jury, celui-ci mériterait effectivement, à mon avis, d'être poussé à un niveau de recherche plus élevé, par un doctorant, par exemple. J'avais une ambition conceptuelle très large, qui dépasse nettement le niveau académique de la maîtrise.

L'une des principales limites du projet réside dans sa forme, soit une recherche participative exploratoire de type recherche-intervention. La démarche et ses résultats ne peuvent théoriquement pas être exportés ni généralisés. Par contre, les connaissances produites via ce mémoire, bien que contextualisées, pourront inspirer d'autres démarches, d'autres territoires ou contextes. L'outil coconstruit, soit le jeu en ligne de type jeu d'évasion « Ça pourrait être toi ! », est quant à lui transférable dans un autre territoire, puisqu'il renvoie à des liens internet indépendants et peut ainsi se mettre à jour de lui-même. Reste à prouver comment un outil de ce type, individuel, peut agir sur l'imaginaire d'une collectivité. Le principe derrière l'idée d'en arriver à cet outil virtuel est de transformer un à un, les perceptions des utilisateurs, leurs connaissances de la réalité des personnes, afin qu'ils deviennent des ambassadeurs dans leur entourage (famille, milieu de travail, d'éducation, de vie, etc.). Une collectivité, est formée de la somme des individus qui la composent et de leurs interactions. L'imaginaire d'une collectivité pourrait donc, selon ce principe, être transformée par un outil individuel. C'est du moins le pari des membres du GRAP devant l'idée de financer la virtualisation du prototype cocréer. Cet aspect pourrait mériter à lui seul de futurs travaux de recherches (retombées de l'outil sur les participants, impact sur les attitudes et les discours, etc.).

Échéancier

L'échéancier du projet a été bousculé à plusieurs reprises et pour plusieurs motifs. Le premier échéancier prévoyait le recrutement en janvier 2022, le terrain de recherche de mars à juin 2022, l'analyse et la rédaction de juin à décembre 2022 pour un dépôt en mars 2023.

L'obtention de la certification éthique a amené un décalage d'environ 6 mois de l'ensemble du projet. En effet, comme le certificat a été obtenu en juin, il n'était pas stratégique de

débuter les ateliers avant septembre 2022. Le recrutement s'est donc réalisé à l'été 2022. Le terrain de recherche a eu lieu de septembre 2022 à mars 2023, puis la phase d'analyse et de rédaction s'est échelonnée d'avril 2023 à ce jour.

Il y a eu un changement de fiduciaire en cours de projet considérant le départ du directeur de la CDDS. Celui-ci a rejoint l'équipe de la CDC de Lotbinière qui a accepté de devenir le porteur du projet et de son financement. Cela a tout de même créé une période d'incertitude sur la suite du projet pour une période de 2 mois.

J'ai également demandé un congé partiel sans solde pour études à partir de janvier 2023 afin de me consacrer à l'analyse et à la rédaction à raison de 3 jours par semaine. Il a été difficile pour l'employeur de trouver un remplaçant dans le contexte de pénurie de main-d'œuvre actuelle et ma conscience professionnelle ne pouvait se résigner à laisser mes partenaires en plan. J'ai donc reporté mon congé de 3 mois. Lors de ma demande de congé complet pour finaliser la rédaction, en juin 2024, il y a eu un autre délai de 2 mois pour son obtention.

J'ai eu l'opportunité d'obtenir des charges de cours, ce qui a également contribué au décalage de l'échéancier prévu, mais m'a permis de développer d'autres compétences qui seront fort utiles.

DIFFUSION ET VALORISATION

La portion de diffusion et de valorisation de la recherche a débuté précocement par la préparation d'une affiche scientifique dans le cadre de la conférence populaire en santé du CISSS de Chaudière-Appalaches, du Bas-Saint-Laurent et de l'UQAR qui s'est déroulée du 5 avril au 3 mai 2022. Dans le cadre de cette publication, j'ai remporté le prix du jury scientifique ainsi que le coup de cœur du public avec mon affiche, méritant ainsi deux bourses de 1000 \$ (affiche en annexe XXVII). Ces distinctions témoignent de l'intérêt suscité par le projet ainsi que de sa pertinence dans le domaine. Elles ont également été utiles pour mobiliser les parties prenantes du projet, soit les partenaires locaux.

J'ai également participé au colloque étudiant de la maîtrise en mai 2022 afin de présenter la méthodologie du projet et mon cadre conceptuel en utilisant la même affiche. Cela m'a permis de présenter une deuxième fois mon bricolage conceptuel sur l'imaginaire collectif de la pauvreté et de le raffiner davantage. Dans le cadre de l'ACFAS 2023, j'ai aussi réalisé une communication libre par affiche (annexe XIX), reprenant certains éléments de l'affiche initialement préparée l'année précédente, mais en y ajoutant des résultats préliminaires.

Une présentation des résultats de recherche et de l'outil développé a eu lieu dans la MRC de Lotbinière, dans le cadre de la Soupe au caillou, le 17 octobre 2023 afin d'informer la population, les partenaires et les élus. Cette activité a attiré environ 150 personnes.

Pour le moment, il n'y a pas d'article scientifique en préparation, mais je pourrais choisir d'en préparer un pour la revue *Nouvelles pratiques sociales*, la revue du RQIIAC ou d'autres afin de présenter le pouvoir de mobilisation de la recherche-intervention en intervention collective. Ce mémoire constitue ma principale contribution scientifique. Il synthétise les résultats, la méthodologie et les apprentissages. Il se veut une ressource visant à faire émerger l'intérêt de chercheurs et d'étudiants envers les méthodologies participatives et leur puissance mobilisatrice (utilité scientifique). En effet, comme mentionné, le projet de recherche est terminé, mais le grand projet se poursuit et se développe. Le jeu sera utilisé comme outil de formation pour les intervenants, médecins, infirmiers, stagiaires et autres employés du réseau de la santé et des services sociaux (utilité pratique et sociale). Le partenariat avec le Collectif pour un Québec sans pauvreté et Centraide permettra à l'outil de s'exporter dans plusieurs régions du Québec. Bien que ce ne soit pas un rayonnement scientifique, pour les participants, cela représente tout de même un accomplissement important dans leur vie et une retombée de leur participation à cette recherche (utilité personnelle). La pérennité du projet au-delà de la recherche confirme le potentiel d'impact durable de la recherche-intervention et autres méthodes participatives. Nous n'avons pas été en mesure de prouver que l'imaginaire collectif peut être transformé dans ce projet, tel que mentionné plus haut. Mais, nous avons assurément été en mesure de démontrer le potentiel

transformateur d'une telle démarche de cocréation, ancrée dans un territoire et ralliant plusieurs acteurs, sur la capacité de transformation à plus petite échelle, notamment auprès des partenaires.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Le but visé par ce projet de recherche-intervention était de coconstruire AVEC un groupe d'experts de vécu en situation de pauvreté un outil visant à transformer l'imaginaire collectif, cadre conceptuel qui a été mobilisé tout au long du processus. Il est également à noter que ce projet de recherche s'inscrit dans un projet plus large de lutte contre les préjugés (voir la genèse du projet et le modèle logique en annexe 1 pour une meilleure compréhension). L'implication des partenaires a permis à la démarche d'atteindre son objectif de transformation sociale à l'échelle de la MRC de Lotbinière.

Le projet, ancré dans une démarche de recherche-intervention, a non seulement produit un outil de sensibilisation innovant, pérenne et intemporel, mais aussi permis d'offrir aux participants un espace pour reprendre du pouvoir sur leur situation. La portée de cette recherche va bien au-delà des résultats immédiats, ouvrant la voie à des réflexions plus larges sur la manière dont les experts de vécu peuvent devenir des acteurs du changement social. C'est d'ailleurs l'une des forces du projet, soit de créer un espace collectif de discussion et de travail en lien avec les réalités vécues par les personnes en situation de pauvreté, comme étant un fait social et politique contribuant au maintien des iniquités sociales et économiques ainsi qu'au respect des droits humains des citoyen.ne.s vivant en situation de pauvreté.

La cohérence de cette démarche de recherche-intervention repose sur l'approche AVEC, qui a guidé toutes les étapes de la recherche. En mettant l'accent sur la participation active des experts de vécu, le projet a démontré que l'inclusion et l'écoute de ces voix marginalisées peuvent conduire à des innovations sociales pertinentes et adaptées aux besoins réels. Cette synergie entre savoirs académiques et savoirs expérientiels a renforcé la validité des résultats obtenus et la pertinence de l'outil produit.

Ce mémoire souligne la portée et l'efficacité de l'approche participative dans la lutte contre les préjugés associés à la pauvreté. L'implication directe des personnes en situation de pauvreté dans le processus de coconstruction d'un outil de sensibilisation a permis de

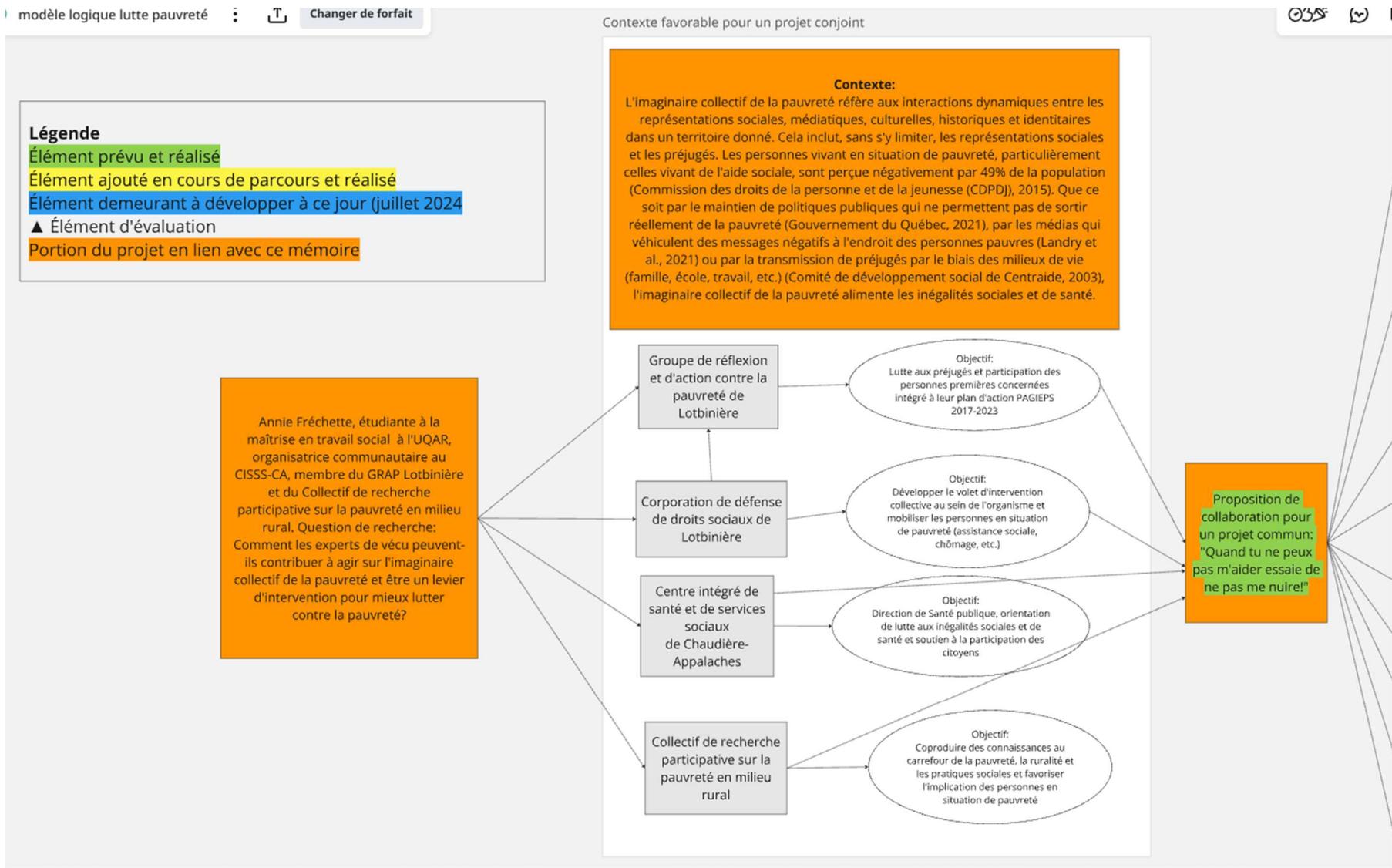
démontrer que leur expertise et leur vécu sont essentiels pour déconstruire l'imaginaire collectif de la pauvreté.

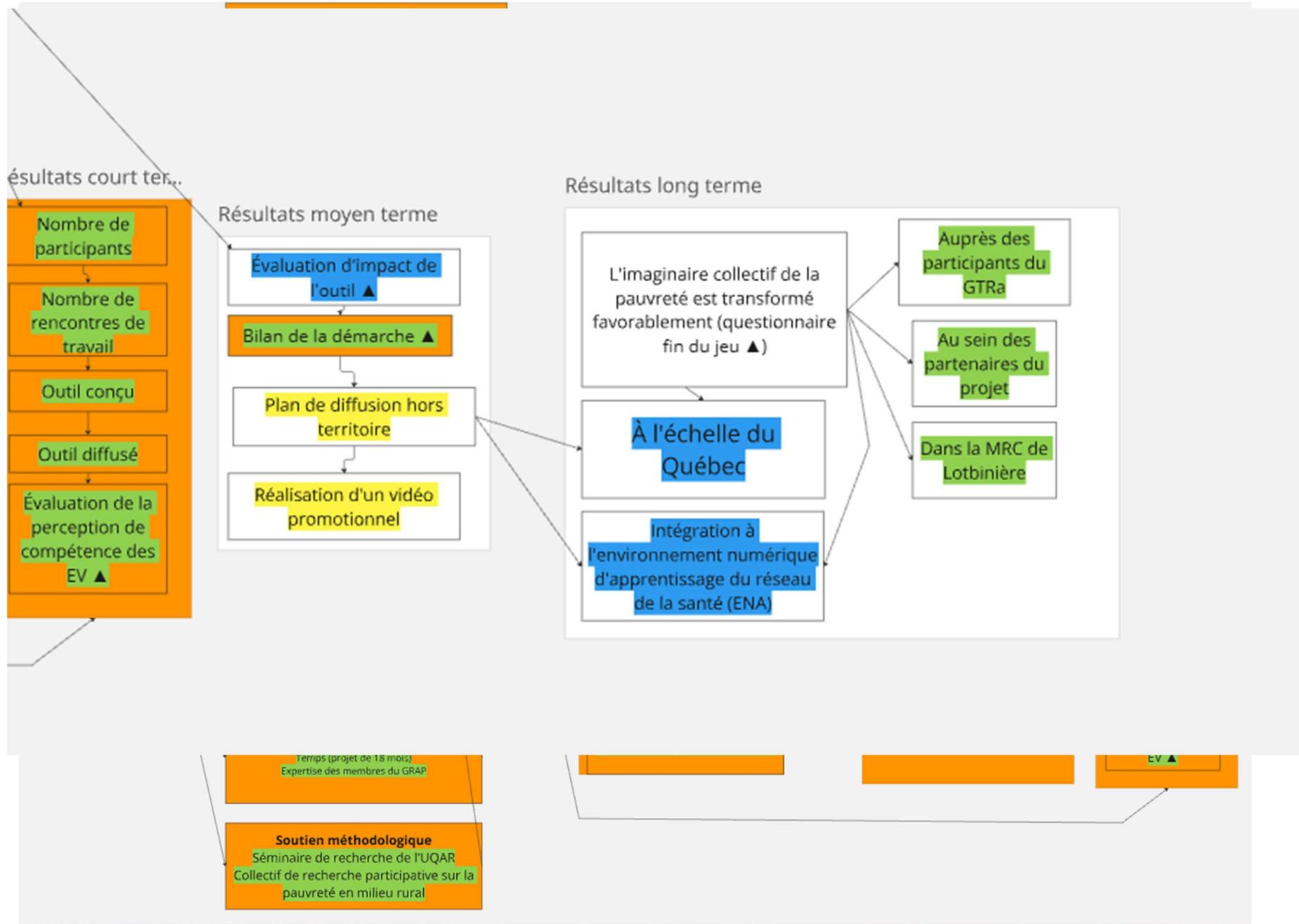
Cependant, des limites importantes doivent être reconnues. Le cadre temporel de la recherche n'a pas permis d'évaluer de manière exhaustive l'impact à long terme de l'outil sur l'imaginaire collectif de la pauvreté des différents groupes exposés. De plus, l'ampleur du projet a dépassé les attentes initiales, créant des défis organisationnels et limitant la capacité à documenter pleinement certaines phases, comme l'expérimentation de l'outil sur le terrain. Par ailleurs, la recherche, bien qu'elle ait intégré une dimension participative forte dans la phase de collecte, pourrait encore élargir l'implication des experts de vécu dans la phase d'analyse des résultats et de diffusion des conclusions (si ce n'était du contexte académique de ce mémoire).

Pour l'avenir, plusieurs pistes de recherche émergent. D'abord, il serait pertinent de mener des études longitudinales pour mesurer les impacts durables de l'outil sur la perception des acteurs institutionnels et communautaires, une fois celui-ci intégré à l'ENA. Une autre avenue prometteuse consisterait à reproduire cette approche dans d'autres contextes géographiques ou thématiques, afin d'en tester la transférabilité et d'adapter les outils à de nouveaux publics. Par ailleurs, l'idée de développer une communauté de pratique réunissant des experts de vécu dans Chaudière-Appalaches favorisera une réflexion continue sur la lutte contre les préjugés, tout en renforçant le pouvoir d'agir de ces acteurs clés.

En conclusion, cette étude a démontré que l'inclusion des experts de vécu dans la réflexion et la conception des solutions est un levier puissant pour lutter contre les représentations négatives de la pauvreté. En s'appuyant sur une approche participative cohérente et structurée, cette recherche ouvre la voie à de nouvelles formes d'engagement collectif, où la voix des personnes concernées est au cœur des transformations sociales. Il reste à approfondir l'expérimentation et à pérenniser cette approche dans d'autres sphères de la lutte contre l'exclusion sociale, afin de favoriser un véritable changement de paradigme dans notre imaginaire de la pauvreté, soit la manière dont notre société crée, perçoit et traite la pauvreté.

ANNEXE I : CADRE LOGIQUE DU PROJET DE LUTTE AUX PRÉJUGÉS DANS LA MRC DE LOTBINIÈRE ©Annie Fréchette, 2022, révisé en 2024





ANNEXE II : PARADIGMES COMPRÉHENSIFS DE LA PAUVRETÉ AU QUÉBEC

Critères de comparaison	Paradigmes		
	Individuel / Économique	Structurel / Institutionnel	Subjectiviste / Critique
Origine	XIV ^e siècle	Milieu du XIX ^e siècle	Fin du XX ^e siècle
Objet principal d'analyse	Qui sont les pauvres ?	Pourquoi y a-t-il des pauvres ?	Comment se maintiennent les inégalités ?
Enjeux théoriques	Définition - Seuil de pauvreté	Les causes des inégalités	Les dimensions sociales, relationnelles et symboliques
Principales thèses explicatives	La pauvreté est une responsabilité individuelle	La pauvreté est structurelle et s'inscrit au cœur même du système économique, politique et idéologique	La pauvreté est une oppression sociale, de genre et symbolique
Représentations des pauvres	Le pauvre est un paresseux, un dangereux et un oisif	Le pauvre est une victime	Le pauvre est un sujet ayant des capacités et des droits
Pratiques / Solutions	Charité, enfermement, répression, réciprocité et philanthropie	Politiques publiques de répartition de la richesse Dépassement du capitalisme par le socialisme	Politique de redistribution des ressources et de reconnaissance / respect

© Jean-Yves Desgagnés, 2015

Figure 18. Paradigmes compréhensifs de la pauvreté au Québec (Desgagnés et al., 2016, p. 67)

ANNEXE III : ARBRE THÉMATIQUE DE LA RECENSION DES ÉCRITS

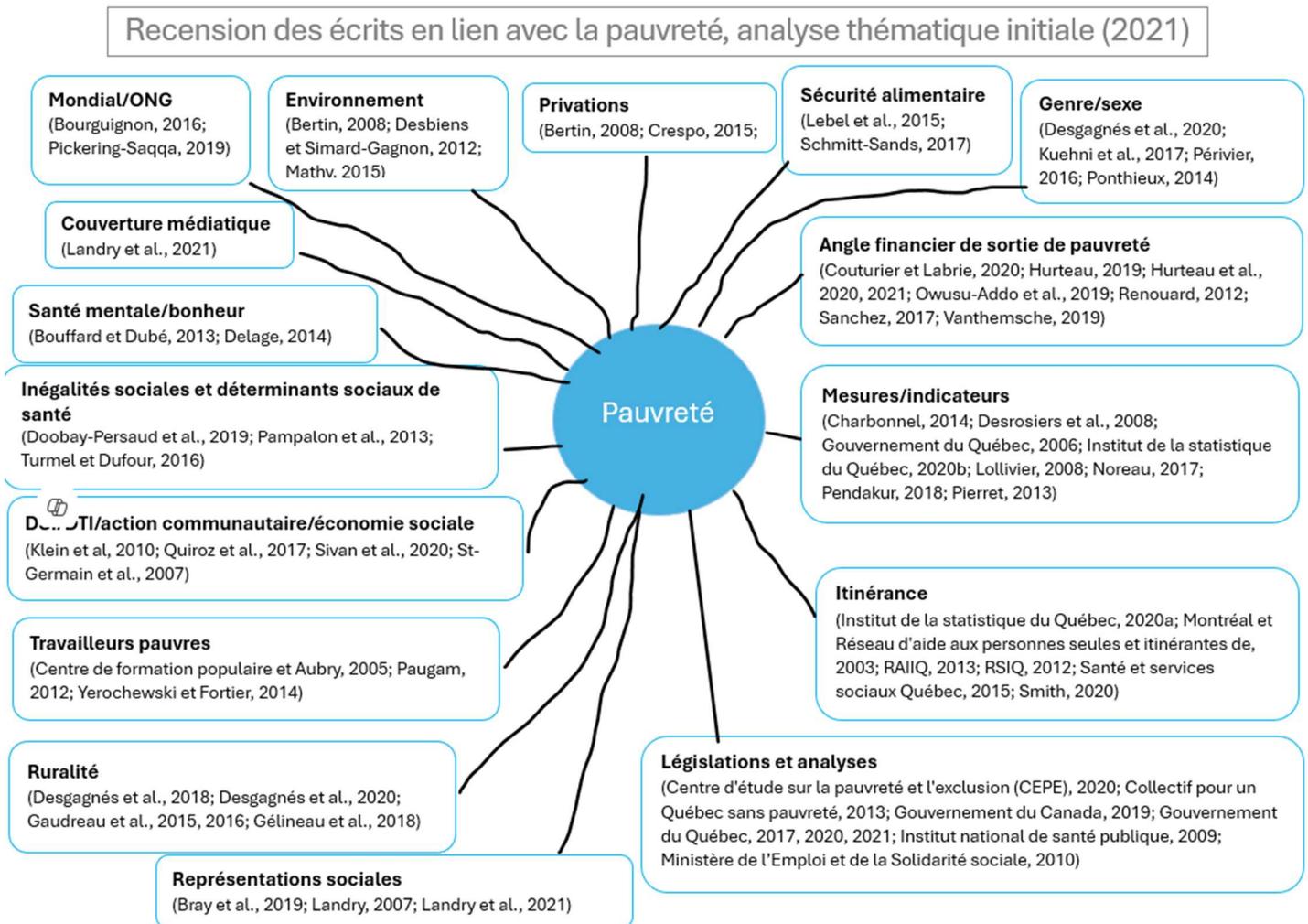


Figure 19. Arbre thématique de la recension des écrits © Annie Fréchette, 2021

ANNEXE IV : PLAN DE CONCEPT FINAL

Préparer sa recherche - Le plan de concepts

1. Définir son sujet de recherche

La lutte à la pauvreté et aux inégalités sociales, dans une optique AVEC les personnes qui la vivent sous l'angle des conditions de vie.

2. Découper le sujet en concepts

Concept 1	Concept 2	Concept 3	Concept 4
pauvreté	inégalités sociales	conditions de vie	participation

3. Pour chaque concept, trouver des termes équivalents et des synonymes.

En français :

Concept 1	Concept 2	Concept 3	Concept 4
pauvre*	inégalit* socia*	condition vie	participa*
privation	exclus*	vécu	empowerm*
démuni	marginal*	reali*	autonom*
difficult*	injust*	experie*nc*	contribu*
indigen*	déséquil* ⁱ	parcour*	cityo*
infortun*	differen*	subsist*	collabor*

En anglais :

Concept 1	Concept 2	Concept 3	Concept 4
povert*	social inequi*	living condition*	involv*
poor	fringe	liv*	citizen*
destitu*	margin	journey	impli*
hapless	unfair	social determin*	
unfortunat*	unjust	social class*	
	unbalanc*		

Énoncés de recherche générés

En français :

(pauvre* OR privation OR démuni OR difficult* OR indigen* OR infortun*) AND (inégalit* socia* OR exclus* OR marginal* OR injust* OR déséquil*ⁱ OR differen*) AND (condition vie OR vécu OR reali* OR experie*nc* OR parcour* OR subsist*) AND (participa* OR empowerm* OR autonom* OR contribu* OR cityo* OR collabor*)

En anglais :

(povert* OR poor OR destitu* OR hapless OR unfortunat*) AND (social inequi* OR fringe OR margin OR unfair OR unjust OR unbalanc*) AND (living condition* OR liv* OR journey OR social determin* OR social class*) AND (involv* OR citizen* OR impli*)

Dans la majorité des outils de recherche (à l'exception de Repère), chaque boîte de recherche est équivalente à l'insertion des mots-clés entre parenthèses. On peut donc inscrire les énoncés de recherche de cette façon :

En français :

pauvre* OR privation OR démuni OR difficult* OR indigen* OR infortun*
ET inégalit* socia* OR exclus* OR marginal* OR injust* OR déséquil* ⁱ OR differen*
ET condition vie OR vécu OR reali* OR experie*nc* OR parcour* OR subsist*
ET participa* OR empowerm* OR autonom* OR contribu* OR cityo* OR collabor*

En anglais :

povert* OR poor OR destitu* OR hapless OR unfortunat*
AND social inequi* OR fringe OR margin OR unfair OR unjust OR unbalanc*
AND living condition* OR liv* OR journey OR social determin* OR social class*
AND involv* OR citizen* OR impli*

ANNEXE V : MATRICE D'UNE RECHERCHE-INTERVENTION

(Marcel, 2016, p. 227)

TABLEAU 8 : UNE MATRICE DE LA RECHERCHE-INTERVENTION

Sur	Pour	Avec	Par
Visée heuristique	Visée transformative	Visée participative	Visée émancipatrice
Logique scientifique	Logique professionnelle	Logique collaborative	Logique autonomisante
Connaissance savante	Connaissance pratique et efficace	Connaissance de sens commun	Ouverture du champ des possibles
Validation : procès recherche (critères)	Validation : résolution problème professionnel	Validation : l'inter-reconnaissance	Validation : dynamiques à l'œuvre en dehors et après le dispositif
Universalité des résultats	Contextualisation des résultats	Engagement des acteurs	Co-initiation des acteurs et chercheurs
Troisième monde : le monde de la pensée scientifique (monde culturel)	Premier monde : le monde des objets (monde matériel)	Deuxième monde : le monde des états de conscience, des états mentaux (monde privé)	Troisième monde : le monde de la pensée utopique (monde culturel)
Faire de la recherche	Se servir du potentiel de la recherche	Partager la recherche et l'intervention	Co-renouveler le champ des possibles

ANNEXE VI : LISTE DES MEMBRES DU GRAP LOTBINIÈRE

- Aide alimentaire Lotbinière
- Carrefour des personnes âgées de Lotbinière
- Carrefour emploi Lotbinière
- Centre-femmes de Lotbinière
- CISSS Chaudière-Appalaches
- Corporation de défense de droits sociaux
- Corporation de développement communautaire de Lotbinière
- Entraide Sainte-Croix
- Express Lotbinière
- L'Oasis de Lotbinière

ANNEXE VII : PUBLICITÉ DE RECRUTEMENT

PARTICIPANT.E.S RECHERCHÉ.E.S

PROJET DE RECHERCHE-INTERVENTION VISANT À AGIR SUR L'IMAGINAIRE COLLECTIF DE LA PAUVRETÉ DANS LA MRC DE LOTBINIÈRE

**VOLONTÉ DE CHANGER LA PERCEPTION À L'ÉGARD
DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ**

18 ANS ET PLUS

VIVRE DANS LA MRC DE LOTBINIÈRE

1 RENCONTRE INDIVIDUELLE

8-12 RENCONTRES DE GROUPE

COMPENSATION POUR L'IMPLICATION

Se considérer en situation de pauvreté



**QUAND TU NE
PEUX PAS
M'AIDER,
ESSAIE DE NE
PAS ME NUIRE!**



STOP

CER-122-981

POUR INFORMATION ET INSCRIPTION: ANNIE FRÉCHETTE 418-728-3435 POSTE 81244

ANNEXE VIII : CANEVAS D'ENTRETIEN INITIAL

Quand tu ne peux pas m'aider, essaie de ne pas me nuire.

1. Présentation mutuelle
2. Présentation du projet (affiche scientifique)
3. Formulaire de consentement
4. Questionnaire EV-0
5. Ligne de vie
6. Cadre de l'imaginaire collectif et échange
7. Questions-commentaires ?
8. Validation de l'intérêt face au projet
9. Auriez-vous un intérêt à vous investir dans le comité de pilotage du projet avec les partenaires du projet ?

Matériel

- Formulaire de prise de contact
- Dictaphone
- Ordinateur (TEAMS)
- Microphone omnidirectionnel
- Affiche scientifique
- Consentement (2)
- Questionnaire EV
- Ligne de vie
- Crayons-feutre bleu, vert, mauve, rouge et brun

ANNEXE IX : CERTIFICATION ÉTHIQUE



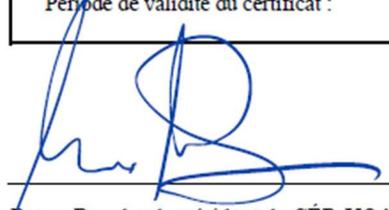
CERTIFICAT D'ÉTHIQUE

Titulaire du projet :	Annie Fréchette
Unité de recherche :	Maîtrise en travail social
Titre du projet :	Quand tu ne peux pas m'aider, essaie de ne pas me nuire!

Le CÉR de l'Université du Québec à Rimouski certifie, conjointement avec la personne titulaire de ce certificat, que le présent projet de recherche prévoit que les êtres humains qui y participent seront traités conformément aux principes de l'Énoncé de politique des trois Conseils : *Éthique de la recherche avec des êtres humains* ainsi qu'aux normes et principes en vigueur dans la *Politique d'éthique avec les êtres humains de l'UQAR (C2-D32)*.

Réservé au CÉR

N° de certificat :	CER-122-981
Période de validité du certificat :	09 juin 2022 au 08 juin 2023


Bruno Bouchard, président du CÉR-UQAR

09.06.22
Date

Certificat émis par le sous-comité d'évaluation déléguée. Ce certificat sera entériné par le CÉR-UQAR lors de sa prochaine réunion.

ANNEXE X : EXEMPLE DE PLAN D'ATELIER

Atelier 4 : Choisir notre destination

<p>🕒 Durée estimée : 2h30 incluant une pause</p> <p>✍️ Matériel nécessaire : affiche cadre de référence imaginaire collectif et dimensions cachées, post-it mural, crayons pour les participants, crayons-feutres, post-it 2 couleurs,</p> <p>👤 Nombre de participant(e)s : De 5 à 12 personnes.</p>	<p>OBJECTIFS</p> <p>▶ Choisir une cible pour notre outil de sensibilisation</p> <p>PRÉPARATION</p> <p>▶ Avoir placé les 2 affiches murales et les post-its muraux</p>
---	---

DÉROULEMENT

- Présenter l'objectif poursuivi et l'activité.
- Bien expliquer le déroulement.

Check-in (10 min) : évaluation du processus



Expérimenter (30 min) :

En finir avec les idées fausses sur la pauvreté (ATD Quart Monde, 2014)

Analyser (30 min) :

Trousse ruralité et pauvreté (Gaudreau et al., 2018)

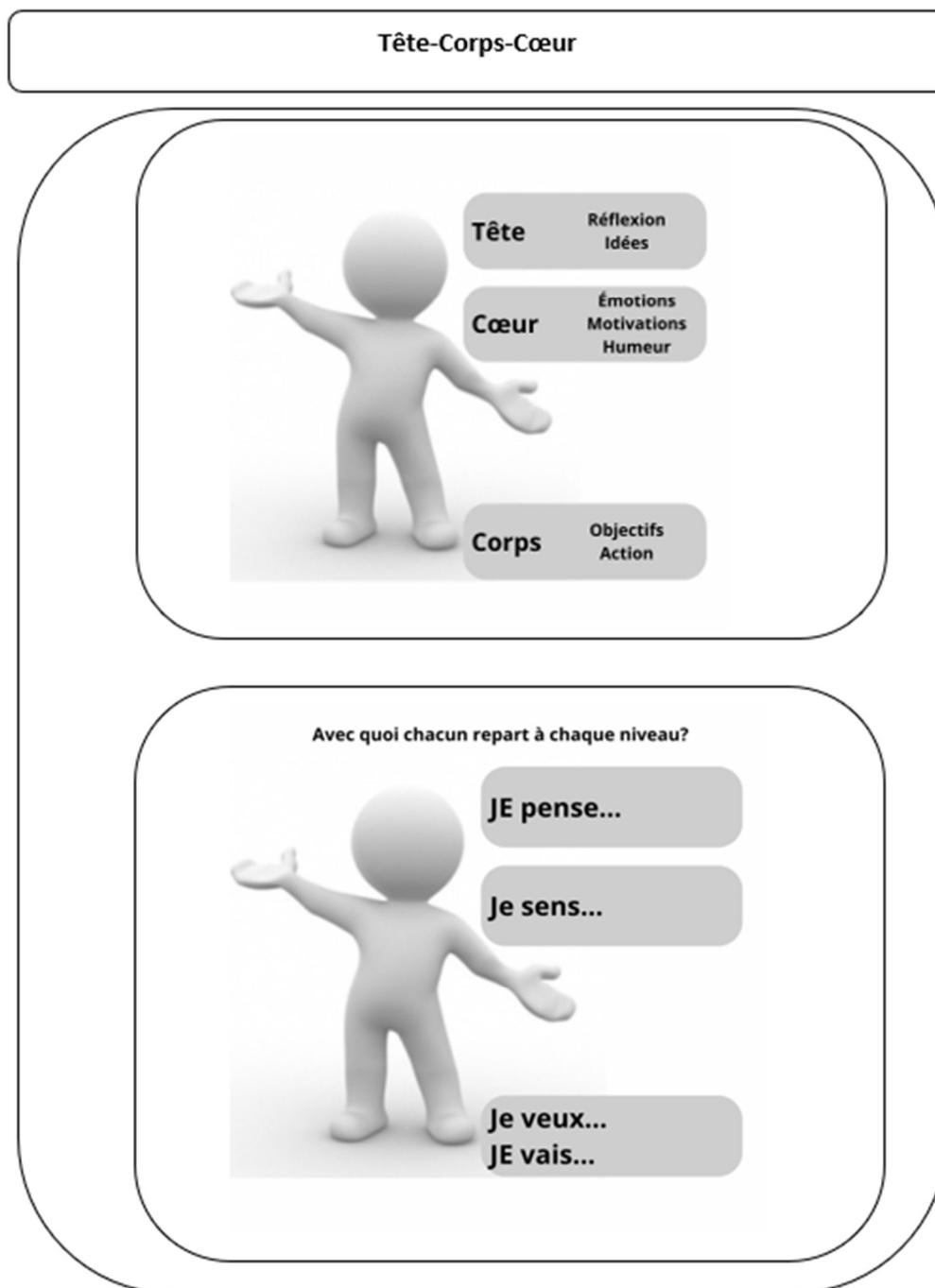
Action (40 min) :

Tempête d'idées sur la cible de notre outil de sensibilisation, raffinement de l'exercice de la baguette magique.

Check out (10 min) :

Tête-Cœur-Corps (voir fiche Communagir pour emporter complète).

ANNEXE XI : MODÈLE D'ÉVALUATION DES ATELIERS



ANNEXE XII : INFORMATION SUR LE COMITÉ DE PILOTAGE DE LA DÉMARCHE, RÔLES ET RESPONSABILITÉS

	GRAP	Copil	GTra	CDDS	CRPPMR	CISSS (OC)	Étudiante-chercheure
Rôle	Tiers-espace socioscientifique (TESS)	Comité de pilotage de la démarche, vivre la R-I.	Met en œuvre le projet	Fiduciaire du projet, dégage une ressource	Soutien méthodologique	Accompagne la CDDS, développement du volet collectif	Responsable de la R-I
Composition	AAL Entraide Sainte-Croix CDC CPAL Oasis Centre Femmes MRC CDDS Carrefour emploi CISSS-CA	1-2 du GRAP 1-2 de CDDS 1-2 du CISSS 1-2 du CRPPMR 2 du GTra	8-12 EV et Étudiante-chercheur Intervenante CDDS	CA Intervenante : Wafa Zribi	4 professeurs travail social de l'UQAR 4 EV 3 experts de la pratique (CISSS, municipal, organisme communautaire)	Annie Fréchette	Annie Fréchette
Tâches/responsabilités dans le cadre du projet	Assume, porte, garanti et finance Trait d'union entre recherche et intervention Commande, définit le cadre, oriente Assure la diffusion sociale de la RI	Opérationnalise Concrétise Régule le déroulement Assure le suivi Bonifie les outils Reçois les restitutions	Appropriation collective de la demande Stabilisation des livrables Horizontalité, participation, engagement, émancipation	Fournir une ressource pour soutenir l'animation et le suivi du GTra Gestion financière et reddition de compte financière	Assure un suivi du projet, sur le plan scientifique, soutien méthodologique à l'étudiante-chercheure	Soutien et coaching à la CDDS pour le développement du volet collectif par le biais du projet de recherche	Responsable de la scientificité du projet (cadre général) Rend compte à GTEV, Copil et TESS Assure la diffusion scientifique de la R-I
Responsabilités envers les participants	Aucune	Aucune	Respect mutuel Confidentialité Choix des acteurs pour la diffusion de l'outil	Confidentialité Soutien, respect Accompagnement	Aucune	Confidentialité Soutien, respect Accompagnement	Confidentialité Soutien Accompagnement Collecte de données Reddition de compte

ANNEXE XIII : ANALYSE DES OUTILS DE SENSIBILISATION RECENSÉS

Outils vidéo	Contexte d'utilisation possible	Les forces de l'outil	Les limites de l'outil	Utilisation possible par le groupe ?
Vidéo les dimensions cachées de la pauvreté (ATD Quart Monde, 2019)	Dans une présentation, conférence, kiosque, rencontre de concertation	Durée : moins de 5 minutes Qualité professionnelle Permet de comprendre rapidement les enjeux	Créer à partir de pauvreté ailleurs dans le monde, s'adapte-t-il à la réalité du Québec ? A-t-on le droit de l'utiliser ?	Nous avons identifié des exemples concrets de chacun des aspects dans notre vécu Prise de conscience du groupe que la société construit la pauvreté et que ce n'est pas la faute des individus. Que la pauvreté financière n'est pas la pauvreté de l'être.
Vidéo Déséquilibre (Fortin et Gagnon-Poulin, 2015)	Dans le cadre d'un événement, conférence, etc.	C'est chez nous Démontre bien l'impact des préjugés, on se reconnaît	Durée : 30 : 59 Date de 2015, ce n'est plus à jour (épicerie à 100\$, statistiques, etc.), le contexte d'inflation post-pandémie n'est pas pris en compte.	Pas d'intérêt à en faire la promotion. Peut-être refaire une version plus actuelle ? Prise de conscience des causes structurelles (prestations, coupure, contexte économique, logement social difficile d'accès, capitalisme, préjugés, etc.) et de l'importance de prendre la parole, de se faire entendre
Vidéo « Prochaines sorties : barrées », capsule famille, école, travail et capsule logement, services de santé et éducation des adultes (GRFPQ, 2014)	N'en voient pas dans la forme actuelle	Les barrières présentées sont encore d'actualité (jugement du CV, immigration, attente HLM, soins des dents, assurances programmes comme Emploi Québec pas adaptés	Date de presque 10 ans, informations ne sont pas à jour [montant prestations, salaire minimum] Réalité urbaine	Pas d'intérêt pour en faire la promotion. Prise de conscience que notre outil devra se mettre à jour de lui-même si on veut qu'il dure dans le temps.

Outils papier	Contexte d'utilisation possible	Les forces de l'outil	Les limites de l'outil	Utilisation possible par le groupe ?
Le droit de nos droits (CQSP, 2003)	N'en voient pas dans sa forme actuelle	Présente la métaphore de l'escalier roulant qu'il faut réparer, pistes de solutions toujours d'actualité [barème plancher de revenu, hausse du salaire minimum, logement, etc.]	Les informations financières ne sont plus à jour	S'en inspirer pour rédiger un communiqué ou un mémoire ? Refaire un déjeuner parlementaire ?
Données de la consultation réalisées lors de la soupe au caillou du 20 octobre 2022	Pour alimenter notre réflexion	Parole des personnes premières concernées, réalité actuelle,	Pas de structure, un paquet de petits bouts de papier	Les données peuvent alimenter la conception de notre outil. Mets des mots sur nos impressions, nos idées : échelle sociale, classes sociales, inégalités, injustice subie, droits bafoués, etc.
En finir avec les idées fausses sur la pauvreté » (ATD Quart Monde, 2014)	Laisser à la disposition dans des endroits stratégiques [salle d'attente, etc.]	Facile à lire, illustré, correspond à des préjugés qu'on entend souvent	Bande dessinée, un peu enfantine. A-t-on les droits de diffusion ? « Qui va prendre le temps de lire ça le soir chez lui » Pauline	Reprendre cette idée, en faire une version locale, plus dynamique, avec nos photos, nos histoires ?
Rapport de recherche Parcours d'homme en Chaudière-Appalaches (Desgagnés et al., 2020)	Sensibiliser aux réalités et besoins des hommes, « ça prend plus de travailleurs de rue, quand on a besoin d'aide, c'est tout de suite ! Pis y'a rien pour les gars, ça prendrait un centre-Homme comme le Centre Femmes » Hobo	Visuellement intéressant, métaphores parlantes [composter la souffrance], faciles à lire, des gens de chez nous	Concerne juste les hommes, « nous les femmes, c'est les obligations liées à la contraception et aux protections féminines » Pauline	Modèle intéressant pour le rapport final de notre recherche, on pourrait raconter nos parcours et mettre des photos de nous. Tous ne sont pas d'accord avec cette idée.

Trousse « Municipalités rurales et pauvreté, le défi d'en parler » (Gaudreau et al., 2018)	Intéressant pour aborder la question avec les élus	Complet, bons exemples, facile à lire, accessible en ligne	« Reconnaître, ça fait stigmatiser, nous on veut éviter ça » Gertrude	À travers notre campagne de diffusion de l'outil, garder sous la main lorsqu'on ira voir les élus, pour aller plus loin
Document synthèse que j'ai préparé sur la condition sociale (CDPDJ, 2015)	Pour alimenter notre réflexion	Vulgarisé, données percutantes, explique et démontre la stigmatisation à l'égard des assistés sociaux	Comment diffuser ça ? Comment utiliser ça ? Date de presque 10 ans	Les données peuvent alimenter la conception de notre outil
Document synthèse que j'ai préparé sur les pistes d'action recensées (Centraide, 2003; 2020; Desgagnés, 2004; TACAE, 2016)	Pour alimenter notre réflexion	« On se reconnaît dans le schéma explicatif des préjugés » Hobo (Desgagnés, 2004) Les pistes du document sont les mêmes que celles qu'on porte [logement, droits, services, prestations, etc.].	Ce sont des actions sur lesquelles nous avons peu de pouvoir à l'échelle locale.	Les données peuvent alimenter la conception de notre outil Particulièrement les pistes de Centraide (2020) - Personnel - En famille - À l'école - Au travail - Dans les médias Prise de conscience par les participants que notre outil devrait être réfléchi plus largement que juste notre territoire, diffusable à la grandeur du Québec
Document synthèse sur le modèle global de santé mentale publique (Pelletier et Auclair, 2017)	Pour alimenter notre réflexion	Montre les liens entre la personne et la société	Complicé à comprendre, demande beaucoup d'explications	Ne voient pas d'utilisation possible, sinon que garder en tête le lien local-global, individu-société
Outil « Entre le local et le global, nos projets passent-ils le test ? » proposé par Vivian Labrie lors de la soupe au caillou 2022 (Gaudreau et al., 2018)	Pour alimenter notre réflexion	Visuel, peu de mots, métaphores	Nécessite de bien comprendre chacune des métaphores pour l'utiliser, pas si accessibles	Pour réfléchir à nos critères de conception de notre outil

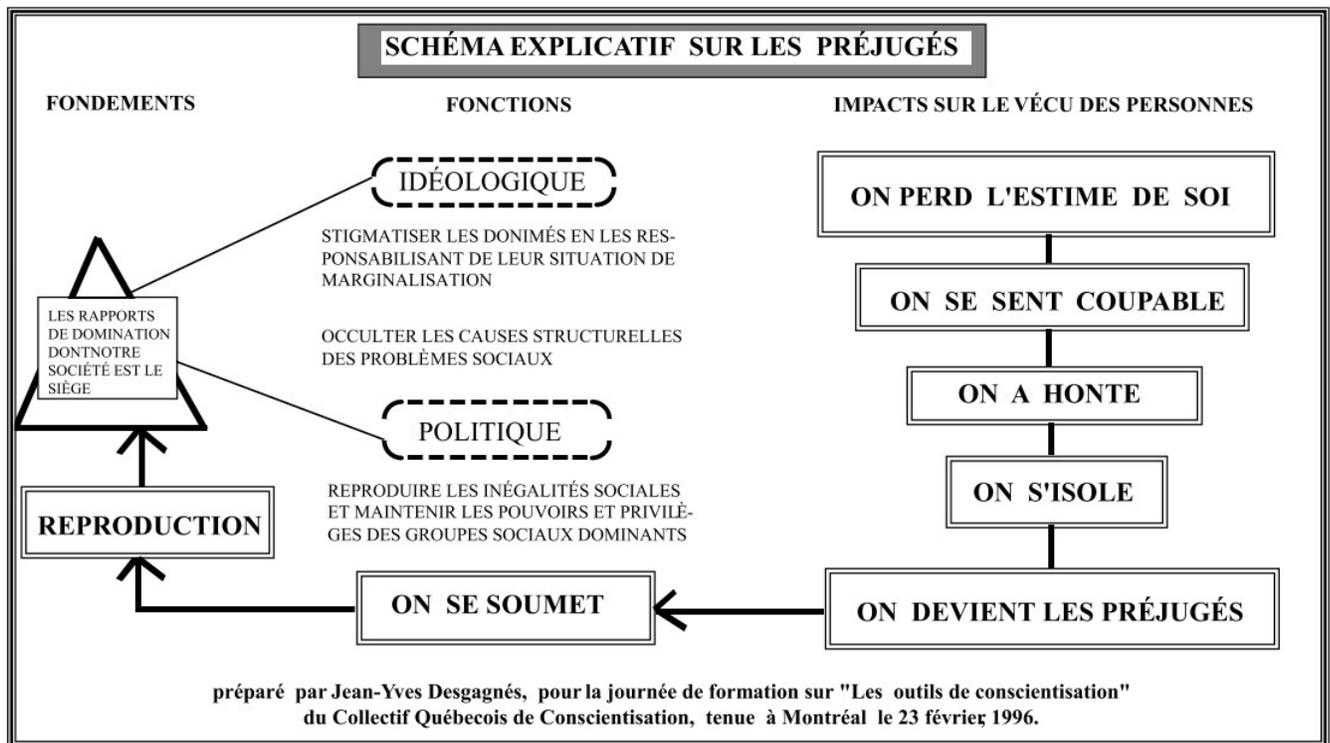
Outils de type jeu	Contexte d'utilisation possible	Les forces de l'outil	Les limites de l'outil	Utilisation possible par le groupe ?
Le prix de l'essentiel (Comité de développement social et les situations de pauvreté en Robert-Cliche, 2009)	Réaliser le jeu en groupe, en famille, dans un organisme, une table de concertation, des élus	Ludique Inspiré de Monopoly, tout le monde connaît ça	Durée 2h et plus N'est plus à jour [montants] Un seul exemplaire et planche de jeu manquante	Cela amène les participants à établir comme critère que l'outil développé n'ait pas à être mis à jour pour être efficace et qu'il devra être exportable, en plusieurs copies.
Jeu de cartes maltraitance [MRC Etchemins]	Jeu sur la maltraitance, on pourrait le faire avec des préjugés et des données pour les contrer	Production facile, Petit, facile à traîner	« C'est pas tout le monde qui aime ça jouer aux cartes » Betty Ne se mettra pas à jour Coûteux à réaliser [graphiste, impressions]	Aucune, idée rejetée
Sur la corde raide (CQSP, 2011)	Pour jouer en groupe, en famille	Fait par les personnes concernées, portrait réel	Le jeu n'est pas à jour [montants, etc.]	S'en inspirer pour créer notre outil Confirme notre critère : doit se mettre à jour seul

ANNEXE XIV : DOCUMENTS DE RÉFLEXION PRÉPARÉS POUR LES PARTICIPANTS

Pistes d'action recensées : Que pouvons-nous faire à l'échelle de notre MRC ?

Le jour où les citoyens manifesteront une volonté claire de soutenir des politiques susceptibles d'enrayer la pauvreté, peut-être que la situation changera (TACAE, 2016, p. 35)

(Centraide, 2003; 2020; Desgagnés, 2004; TACAE, 2016)



Selon la TACAE, les solutions pour mettre un terme à la pauvreté sont :

1. **Le respect des droits humains** : « toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence » (Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels).
2. **L'accessibilité au logement** : stratégie nationale incluant la construction de logements sociaux, maintien des subventions. Diminuer le coût de logement augmente le pouvoir d'achat des personnes en situation de pauvreté.
3. **L'accessibilité aux services** : garderies, services de santé, éducation, transport en commun, assurance-emploi, amélioration du programme d'aide sociale (catégories, coupures, etc.), gratuité des médicaments, revenu de base garanti.
4. **L'augmentation du salaire minimum**
5. **Des emplois décents** : rémunération, congés (payés ou non), régime de retraite, assurances collectives, heures de travail (précarité, temps partiel, horaires atypiques), stabilité et sécurité d'emploi, qualifications, conditions physiques et psychologiques.
6. **La syndicalisation** : améliore les conditions d'emploi
7. **Les protections publiques assurant la couverture de la MPC** (idéalement revenu viable) : crédits d'impôt, allocations, etc.
8. **Redistribution de la richesse par la fiscalité** : imposition équitable des citoyens, entreprises et élimination des transferts dans les paradis fiscaux pour un meilleur investissement des politiques publiques.
9. **L'épargne** : permettre de conserver des actifs modestes aux prestataires d'aide sociale.

10. **La participation citoyenne** : L'emploi rémunéré n'est que la moitié du travail qui se fait au Québec, le reste étant invisible (soins domestiques, bénévolat, implication, etc.).

Quand les décideurs sociaux accepteront de déployer simplement autour des malpartis quelques lieux de création, de parole et d'apprentissages sociaux, on sera surpris de voir qu'un grand nombre de blessés parviendront à métamorphoser leurs souffrances pour en faire une œuvre humaine, malgré tout
Boris Cyrulnik

Centraide ajoute :

La responsabilité sociale constitue un puissant levier de lutte contre la pauvreté. L'existence de la pauvreté et des inégalités sociales comporte des coûts et conséquences qui font que notre société se tire dans le pied en n'investissant pas suffisamment (p. 7).

Le premier pas consiste à s'approprier une part du problème et de la solution (p. 17).

1. Porter une attention particulière aux conséquences de ses choix, de ses interactions avec les autres et de son mode de vie sur l'appauvrissement d'autrui.
2. Prendre conscience de ses propres valeurs et de leurs impacts (individualisme, responsabilisation individuelle, autosuffisance, surconsommation, anonymat et mondialisation). Contribuer à déployer des valeurs plus collectives (justice, équité, engagement, solidarité et responsabilité sociale) dans les milieux d'influences (école, médias, entreprise, État et famille).
3. Contribuer à développer une vision sociétale à long terme (moins myope), agir sur les causes et non les symptômes des problèmes sociaux. Investir les mouvements syndicaux, étudiants, féministes, écologistes ou autre pour une société plus égalitaire. Agir sur les inégalités veut dire se mettre en mouvement, s'organiser, porter notre regard vers l'idéal social que nous voulons atteindre et avancer ensemble, pas à pas.

Déconstruire les préjugés en exposant les causes et conséquences structurelles (inégalités sociales et de revenus) de la pauvreté.

Les normes sociales ne sont pas immuables. Construisons une nouvelle norme : une société qui refuse les inégalités et qui ne cesse de chercher à les réduire.
Du plomb dans les ailes, p.152

Par exemple...

Sur le plan personnel :

- Élargir ses horizons, être en contact avec la mixité sociale
- Oser discuter des problèmes sociaux et dénoncer
- Dénoncer les courants individualistes, promouvoir les valeurs collectives
- S'impliquer
- Consommer local et équitable

En famille :

- Développer l'esprit critique, recherche d'information éclairées, compréhension des enjeux.
- Donner des exemples d'entraide, de bénévolat, initier les enfants et parler de la pauvreté.
- Affirmer ses valeurs collectives et favoriser la mixité sociale

À l'école :

- Ajuster les services en fonction des besoins
- Réduire au minimum la liste d'effets scolaires
- Promouvoir, mettre en action la solidarité et l'entraide
- Développer l'esprit critique (publicité, éducation à la citoyenneté, etc.)

En milieu de travail :

- Améliorer la qualité des emplois, les conditions, protéger les travailleurs de la précarité.
- Adapter ses critères d'embauche
- Véhiculer la notion de responsabilité sociale, promouvoir les valeurs collectives.
- Impliquer les employés et la communauté dans les décisions, évaluer l'incidence de ses actions sur l'environnement et le plan social
- Soutenir des organismes du milieu et encourager l'implication bénévole

Dans les médias :

- Offrir de l'espace aux organismes communautaires
- Éviter le misérabilisme et le sensationnalisme au moment de parler de pauvreté
- Augmenter la qualité et la quantité d'analyses afin de permettre aux gens de comprendre les enjeux sociaux, politiques et autres.

La condition sociale

(CDPDJ, 2015)

La condition sociale est le motif le plus susceptible d'entraîner une forme ou une autre de discrimination selon le sondage. C'est du moins le motif le plus associé à une forme d'intolérance ou de méfiance sociale.

Voici les principaux constats d'un sondage réalisé entre avril et juin 2015 auprès de 1 501 répondants. La conception du sondage et l'analyse des données ont été effectuées par Pierre Noreau et son équipe du Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal en collaboration avec un comité scientifique formé de chercheurs de quatre universités québécoises.

La méfiance sociale s'exprime notamment envers les prestataires de l'aide sociale, à l'égard desquels la moitié des répondants affirment entretenir une opinion négative (49,1 %).

Dans des proportions équivalentes, près de 50 % des participants à l'enquête considèrent normal qu'un propriétaire se méfie de locataires qui seraient soutenus par l'aide sociale. La figure de « l'assisté social » fait clairement ici l'objet d'une forme de stigmatisation.

Près de la moitié des répondants (48,1 %) admettent accepter que tous les citoyens n'ont pas les mêmes chances dans la vie, ce qui dénote une conception à la fois fataliste et stéréotypée de la société : l'acceptation que l'inégalité sociale est une réalité inévitable avec laquelle il faut composer.

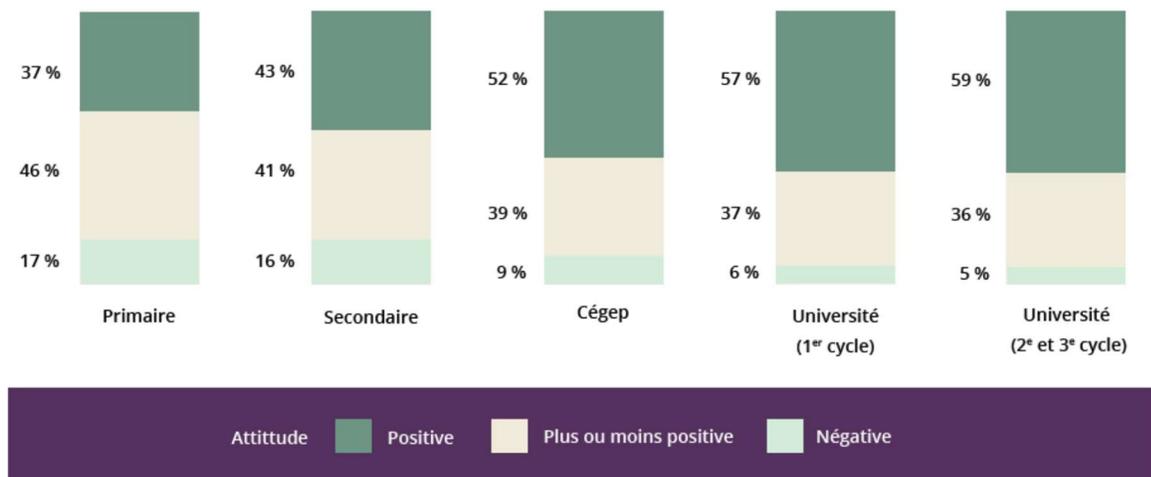
Une corrélation existe entre l'acceptation d'une forme d'inégalité des chances entre les individus et la propension des répondants à se méfier des personnes touchées par cette condition. S'exprime ainsi une forme de double exclusion : la première fondée sur le caractère inévitable ou insurmontable de cette condition (en tant qu'elle constitue une forme d'exclusion objective), la seconde sur la méfiance que cette condition justifierait (et qui constitue dans ce sens une forme d'exclusion intériorisée par les répondants).

L'influence de la scolarité et de la proximité

Dans le même esprit, l'enquête met en évidence que plus les répondants sont scolarisés, plus ils ont tendance à remettre en question l'idée que les inégalités sont des réalités qu'il faut accepter comme une forme de fatalité. 64 % des répondants les plus scolarisés remettent en question l'idée que l'inégalité des chances « ne constitue pas un gros

problème », alors que cette inégalité est au contraire acceptée par 73 % des citoyens les moins scolarisés. Il s'agit d'une asymétrie presque parfaite.

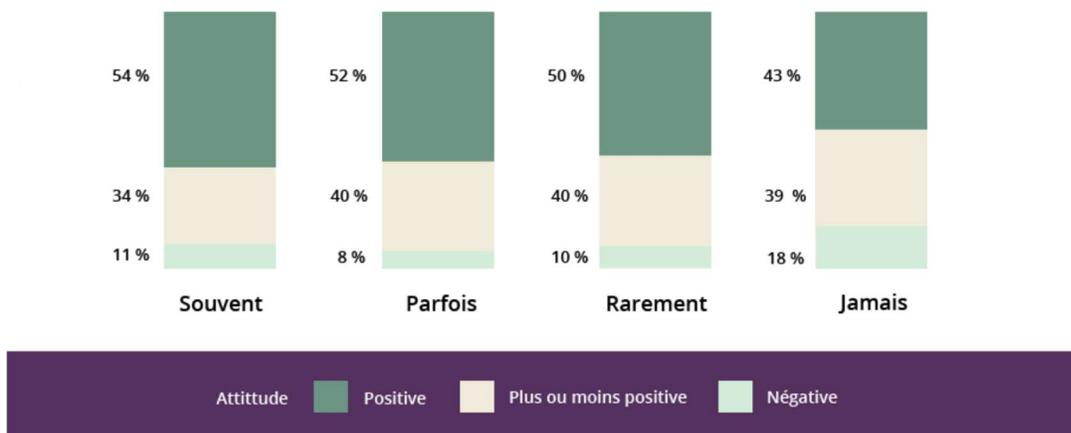
Scolarité et attitude vis-à-vis des prestataires de l'aide sociale



La variable « proximité » est très explicative des perceptions entretenues vis-à-vis des groupes susceptibles d'être l'objet de discrimination. C'est notamment le cas pour la condition sociale.

Comme le révèle le graphique ci-dessous, plus les répondants témoignent de rapports courants avec des prestataires de l'aide sociale, plus leur attitude à leur égard est positive.

Fréquence des rapports et perception à l'égard des prestataires de l'aide sociale

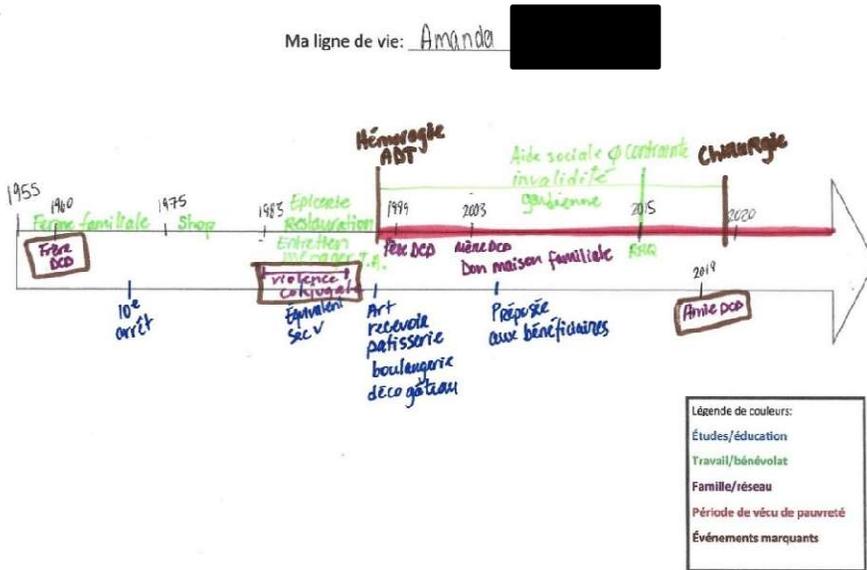


De même, les personnes qui affirment entretenir des rapports réguliers avec des prestataires de l'aide sociale sont moins portées à considérer comme normale la méfiance des propriétaires vis-à-vis de locataires sur l'aide sociale que ceux qui reconnaissent au contraire ne jamais avoir de relation avec eux.

Si 60,5 % des personnes qui disent n'entretenir aucune relation avec des « assistés sociaux » considèrent justifié qu'un propriétaire se méfie des locataires vivant de l'aide sociale, 50,5 % des répondants qui disent au contraire entretenir des rapports fréquents avec des « assistés sociaux » croient qu'il faut au contraire leur faire confiance.

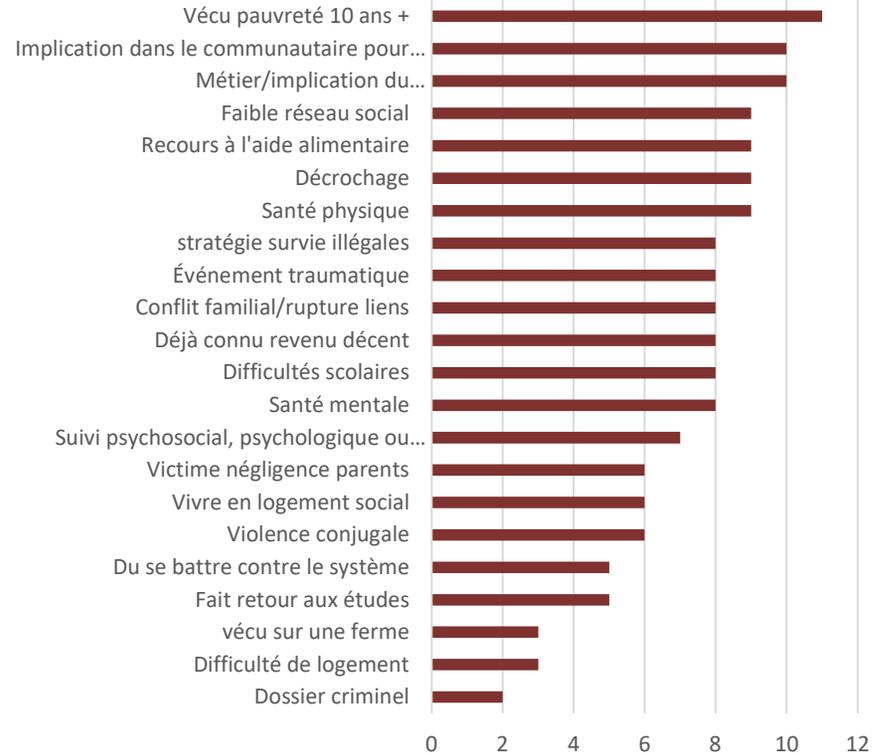
Cela étant, on constatera que, même dans cette catégorie de répondants, la proportion de ceux qui croient eux aussi qu'une telle méfiance se justifie reste très élevée, ce qui tend à confirmer que la condition sociale constitue un des principaux facteurs susceptibles de faire l'objet d'une forme ou d'une autre de discrimination, actuellement au Québec.

ANNEXE XV : EXEMPLE DE LIGNE DE VIE DÉNOMINALISÉE ET ANALYSE COLLECTIVE RÉALISÉE



Inspiré de: Phaneuf, M. (2006). La ligne de vie, moyen d'enrichissement de l'entretien infirmier auprès des malades. Soins infirmiers. <http://www.prendresoin.org/?s=ligne+de+vie>

Analyse des lignes de vie



6. J'ai développé de très bonnes compétences dans mon occupation.

1 2 3 4 5 6 7

Pas du tout en accord Très fortement en accord

7. J'ai toujours plein de gens pour faire des choses avec moi.

1 2 3 4 5 6 7

Pas du tout en accord Très fortement en accord

8. Dans mes activités de loisirs, je me sens aussi habile que n'importe qui d'autre.

1 2 3 4 5 6 7

Pas du tout en accord Très fortement en accord

9. Parfois, il m'arrive de penser que je ne suis pas compétent dans les diverses activités auxquelles je participe.

1 2 3 4 5 6 7

Pas du tout en accord Très fortement en accord

10. Je ne crois pas que je sois très efficace dans mon occupation.

1 2 3 4 5 6 7

Pas du tout en accord Très fortement en accord

11. J'ai beaucoup d'amis.

1 2 3 4 5 6 7

Pas du tout en accord Très fortement en accord

12. Mes activités de loisirs représentent pour moi un domaine dans lequel j'excelle

1 2 3 4 5 6 7

Pas du tout en accord Très fortement en accord

13. Dans bien des domaines, je ne crois pas que je sois efficace.

1 2 3 4 5 6 7

Pas du tout en accord Très fortement en accord

14. Dans l'ensemble, je crois être bon dans mon occupation.

1 2 3 4 5 6 7

Pas du tout en accord Très fortement en accord

15. En général, je réussis facilement à établir un bon contact avec les gens.

1 2 3 4 5 6 7

Pas du tout en accord Très fortement en accord

16. Il me semble que je ne réussis jamais à maîtriser complètement mes activités de loisirs.

1 2 3 4 5 6 7

Pas du tout en accord Très fortement en accord

Si le fait d'avoir répondu à ces questions vous fait vivre des émotions difficiles, n'hésitez pas à en discuter avec l'équipe du projet. Vous pouvez également communiquer avec la 811, 24 h sur 24 h.

ANNEXE XVII : QUESTIONNAIRE DE FIN DU JEU (ÉVALUER LE CHANGEMENT DE PERCEPTION)

Avez-vous appris de nouvelles informations sur la situation des personnes en situation de pauvreté pendant le jeu ?

Oui

Non

Diriez-vous que cette expérience modifie votre perception des personnes en situation de pauvreté?

Tout à fait d'accord

D'accord

Je ne sais pas

En désaccord

Tout à fait en désaccord

Est-ce que cette expérience vous donner envie de poser des actions pour lutter contre les préjugés?

Oui

Non

Peut-être

Est-ce que vous avez des commentaires à nous formuler sur votre expérience de jeu

Veuillez inscrire vos commentaires

Précédent

Terminer

ANNEXE XVIII : RÉSULTATS DE LA CONSULTATION SUR L'ANGLE DE LA RECHERCHE À PRIVILÉGIER

Voici les angles d'analyse proposés : (Encerclez la ou les lettres correspondantes à ce qui vous semble le plus porteur.)

- A) Documenter l'impact de la démarche sur les experts de vécu qui y participent (ce que ça change ou pas dans leur vécu personnel, de groupe)
- B) Documenter l'impact de l'outil créé sur les participants qui y seront exposés (la population, les élus, les étudiants, etc.).
- C) Raffiner le cadre conceptuel de l'imaginaire collectif à travers la démarche (qu'est-ce que ce projet nous enseigne sur l'imaginaire collectif de la pauvreté ?), bonifier l'outil créé au départ.
- D) Documenter l'apport de la méthodologie de recherche-intervention dans le projet, en travail social (peu utilisé comme approche méthodologique)
- E) Évaluation de l'outil final par les différents niveaux de participants (experts de vécu, comité de pilotage, chacun des partenaires, personnes exposées)
- F) Documenter tout le processus et interroger l'aspect du partenariat (pas-à-pas, enjeux et défis, bons coups).
- G) Documenter l'approche intégrée (individuel, groupe, collectif) utilisée dans le cadre du projet par une étude de cas sur celui-ci.

ANGLES POSSIBLES

	A	B	C	D	E	F	G	
TOTAL		13	14	3	5	8	7	3

ANNEXE XIX : AFFICHE ACFAS © ANNIE FRÉCHETTE, 2023



QUAND TU NE PEUX PAS M'AIDER, ESSAIE DE NE PAS ME NUIRE!



CONTEXTE

MRC de Lotbinière, projet collectif de lutte aux préjugés

Problématique :



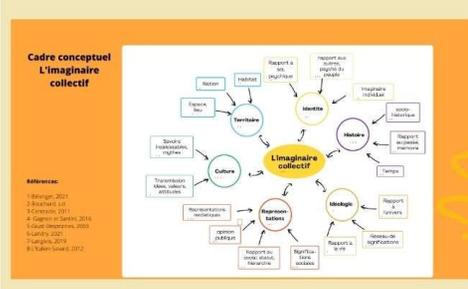
- 4/10 personnes en situation de pauvreté selon l'indice de revenu viable (Hurteau, Labrie, & Nguyen, 2022; Statistique Canada, 2021)
- 5/10 personnes ont une perception négative des personnes en situation de pauvreté (Commission des droits de la personne et de la jeunesse (CDPDJ), 2015)
- Les politiques publiques comme l'aide sociale et objectif emploi (Gouvernement du Québec, 2021) ne permettent pas de sortir de la pauvreté
- Les médias véhiculent des messages négatifs à l'endroit des personnes en situation de pauvreté (Landry, 2019)

Les personnes en situation de pauvreté sont peu consultées et prises en compte dans la recherche de solutions

Objectifs:

- Coconstruire avec un groupe d'experts de vécu en situation de pauvreté un outil visant à agir sur l'imaginaire collectif de la pauvreté.
- Expérimenter celui-ci auprès d'acteurs du territoire impliqués dans la lutte à la pauvreté.
- Documenter le processus collectif et les retombées sur les personnes ayant participé à la démarche.

UNIVERS CONCEPTUEL



MÉTHODOLOGIE

Recherche-intervention (Brossail & Marcel, 2020)

« Recherche sur l'action, menée dans l'action et qui a de manière indirecte, l'action pour perspective » (Merini & Ponté, 2008)

Question de recherche: Comment les experts de vécu peuvent-ils contribuer à agir sur l'imaginaire collectif de la pauvreté et être un levier d'intervention pour mieux lutter contre la pauvreté et les préjugés?

4 rencontre du comité de pilotage
11 entretiens
14 rencontres de groupe

Echantillon : Groupe hétérogène

- 11 participants
- source de revenus divers sous le seuil de revenu viable (Hurteau et al., 2022)
- 3 hommes, 8 femmes
- âgés entre 30 et 74 ans



RETOMBÉES ANTICIPÉES



du sentiment de compétence des personnes impliquées (pouvoir)



de l'impact de l'imaginaire collectif chez les acteurs, transformation des comportements et discours

RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES

Co-création d'un jeu d'évasion de 60 minutes pour réaliser 5 défis et trouver les 5 clés pour sortir de la pauvreté

Perception générale de compétence générale des participants (Losier, Vallerand, & Blais, 1993) avant et après l'expérience



Propos des participants lors du bilan des rencontres

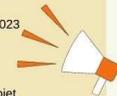
- Le fait qu'en y croit, le partage d'expériences, la coconstruction
- J'ai gagné beaucoup au cours du projet
- Ça m'a aidé à cheminer dans ma vie, l'outil va avoir un impact, va apporter du changement, je vois le concret
- Ça m'a fait sortir de la gêne, faire quelque chose de plus grand que soi, sortir de sa zone de confort
- Je n'ai pas quitté j'ai pensé à l'impact sur les autres
- Quand on croit on peut soulever des montagnes
- Le lien de confiance, le partage de moments touchants, la solidarité, personnes s'entraident, je suis fière de vous, de moi, de nous

PLAN DE DIFFUSION

- Phase de test de l'outil en cours (printemps 2023)
- Sera virtualisé puis accessible en ligne (été 2023)
- Conférence de presse de lancement à l'automne 2023



- Une tournée de diffusion par les participants du projet en Chaudière-Appalaches (et au Québec si le financement est octroyé Automne 2024)



BIBLIOGRAPHIE

- Bélanger, S. (2021). Notre imaginaire est-il patriarcal ? Repéré à <https://uqar.ca/accueil/chroniques/1152>
- Bouchard, G. (s.d.). Chaire de recherche du Canada sur les imaginaires collectifs [portfolio sur le site internet]. Repéré à <http://www.uqar.ca/portfolios/chaire/bouchard/recherche/>
- Comité de développement social de Centraide. (2011). Un préjugé, c'est coller une étiquette : la lutte contre la pauvreté s'arrête là où commencent nos préjugés (Vol. 4 éme document de réflexion). Québec: Centraide Québec et Chaudière-Appalaches.
- Commission des droits de la personne et de la jeunesse (CDPDJ). (2015). Sondage sur la condition sociale [page web]. Repéré à <https://www.cdpdj.qc.ca/fr/mos-positions/ter/jeux/sondage-droits-de-la-personne-et-jeunesse>
- Gagnon, A., & Santini, S. (2016). Le concept d'« imaginaire social ». Nouvelles avenues et nouveaux défis [appel à communications]. Repéré à https://www.fabula.org/actualites/le-concept-d-imaginaire-social-nouvelles-avenues-et-nouveaux-defis_75816.php
- Giust-Desprairies, F. (2003). L'imaginaire collectif (É. Éres Éd.). Ramonville Saint-Agne: Sociologie clinique, Édition Éres.
- Hurteau, P., Labrie, V., & Nguyen, M. (2022). Le revenu viable 2022 en période de crise multiple. Note socioéconomique.
- L'Italien-Savard, I. (2012). L'imaginaire québécois : thèmes et mythes. Québec français(164), 32-37.
- Landry, N., Blanchet, A., Rocheleau, S., Gagné, A.-M., Cakior, P., & Carnevà, C. (2021). Représentations médiatiques et opinion publique de l'assistance sociale au Québec. Nouvelles pratiques sociales, 32(1), 84-112. <http://dx.doi.org/https://doi.org/10.7202/1080871ar>
- Langlois, S., & Gaudreault, D. (2019). Représentations sociales de la pauvreté et des inégalités au Québec. Recherches sociographiques, 60(2), 429-458. <http://dx.doi.org/https://doi.org/10.7202/1070978ar>
- Losier, G. F., Vallerand, R., & Blais, M. R. (1993). Construction et validation de l'Échelle des Perceptions de Compétence dans les Domaines de Vie (EPCDV). Science et Comportement, 23, 1-16.
- Statistique Canada. (2021). Tableaux de données personnalisés: MPC, SFR et MFR, LVS, 2019, personne seule. Repéré à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/rhype/donnees>

PARTENAIRES



CDC LOTBINIÈRE
Corporation de Développement
Communautaire de Lotbinière



Centre intégré
de santé et de services
sociaux de Chaudière-
Appalaches
Québec

Pour plus d'information: annie.frechette2@uqar.ca

ANNEXE XX : CANEVAS INVESTIFAGIF FINAL

Comment les experts de vécu...

1. Qui sont les participants du groupe ?
2. Quelle est la nature de la contribution des experts de vécu dans le projet ?
 - 2.1 Comment se mobilise la libération de la parole dans le processus ?
 - 2.2 Quelle contribution lors de la rencontre individuelle ?
 - 2.2.1 Que ressort-il de l'exercice de la ligne de vie ?
 - 2.2.1.1 Que ressort-il d'autre sur le vécu des participants qui peut être collectivisé ?
 - 2.3 Quelle contribution lors de la phase d'accueil (check-in) ?
 - 2.3.1 Comment se déroule la mise en place des règles ?
 - 2.3.2 Que nous apprennent les méthodes d'éducation populaire ?
 - 2.3.2.1 Le photolangage
 - 2.3.2.2 La baguette magique
 - 2.4 Quelle contribution lors de la phase expérimentation et analyse ?
 - 2.4.1 Comment l'exercice sur les préjugés permet-il d'analyser nos cadres ?
 - 2.4.2 Comment la ligne de vie collective permet-elle la conscientisation ?
 - 2.4.3 Comment l'angle d'analyse de ce mémoire a-t-il été choisi, et par qui ?
 - 2.5 Quelle contribution lors de la phase action ?
 - 2.5.1 Que ressort-il de l'expérimentation des différents outils de sensibilisation présentés ?
 - 2.5.1.1 Comment en sommes-nous arrivés à nos critères et nos choix ?
 - 2.6 Quelle contribution lors de la phase évaluation (check out) ?
 - 2.6.1 Comment se traduit l'évaluation des ateliers par les participants ?
 - 2.7 Quelle contribution lors de la diffusion de l'outil ?
3. Comment se révèle la motivation des participants dans le projet ?
 - 3.1 Quel est le taux de participation aux ateliers ?
 - 3.2 Que nomment-ils comme éléments qui les motivent ?

... peuvent-ils agir sur l'imaginaire collectif de la pauvreté...

4. Comment le cadre de l'imaginaire collectif se révèle-t-il dans le vécu des participants ?
 - 4.1 Comment les causes de l'imaginaire collectif se révèlent-elles ?

- 4.2 Comment les conséquences de l'imaginaire collectif se révèlent-elles ?
 - 4.2.1 Quels en sont les exemples concrets réutilisables comme témoignage ?
 - 4.2.2 Quels en sont les impacts ?
 - 4.2.3 En quoi l'imaginaire collectif est-il un obstacle à la lutte contre la pauvreté ?
- 4.3 Comment le cadre de l'imaginaire collectif se révèle dans le processus ?
 - 4.3.1 Qu'ont-ils à dire sur l'aspect culturel ?
 - 4.3.2 Qu'ont-ils à dire sur l'aspect historique ?
 - 4.3.3 Qu'ont-ils à dire sur l'aspect de l'identité ?
 - 4.3.4 Qu'ont-ils à dire sur l'aspect de l'idéologie ?
 - 4.3.5 Qu'ont-ils à dire sur l'aspect des représentations ?
 - 4.3.6 Qu'ont-ils à dire sur l'aspect du territoire ?
- 4.4 Comment le cadre de l'imaginaire collectif se révèle-t-il dans le vécu du groupe de travail ?
- 4.5 Comment le cadre de l'imaginaire collectif se révèle-t-il dans le vécu individuel des participants au groupe de travail ?
- 4.6 Comment le cadre des dimensions cachées de la pauvreté se révèle dans le processus ?
 - 4.6.1 Comment se révèle l'aspect du combat et de la résistance ?
 - 4.6.2 Comment se révèle l'aspect des contributions non reconnues ?
 - 4.6.3 Comment se révèle l'aspect de la dépossession du pouvoir d'agir ?
 - 4.6.4 Comment se révèle l'aspect de l'environnement et les politiques environnementales ?
 - 4.6.5 Comment se révèle l'aspect de l'identité ?
 - 4.6.6 Comment se révèle l'aspect du lieu ?
 - 4.6.7 Comment se révèle l'aspect de la maltraitance institutionnelle ?
 - 4.6.8 Comment se révèle l'aspect de la maltraitance sociale ?
 - 4.6.9 Comment se révèle l'aspect du manque de travail décent ?
 - 4.6.10 Comment se révèle l'aspect des privations matérielles et sociales ?
 - 4.6.11 Comment se révèle l'aspect du revenu insuffisant et précaire ?
 - 4.6.12 Comment se révèle l'aspect de la souffrance dans le corps, l'esprit et le cœur ?
 - 4.6.13 Comment se révèle l'aspect du temps et de la durée ?
 - 4.6.14 Comment se révèle l'aspect des croyances culturelles ?
- 4.7 Quelles sont les similitudes entre les 2 cadres conceptuels ?

... et être un levier d'intervention pour mieux lutter contre la pauvreté et les préjugés ?

5. Comment se traduit/s'opère le processus de coconstruction dans le projet ?
 - 5.1 Quelles sont les pistes de solution envisagées par le groupe ?
 - 5.2 Comment se sont faits les choix de l'outil de sensibilisation ?
6. En quoi l'outil produit est-il un levier d'intervention?
7. Comment s'est vécue l'expérimentation?
 - 7.1 Retombées sur les personnes impliquées dans le groupe de travail ?
 - 7.1.1 Comment ont-ils vécu l'expérimentation?
 - 7.1.2 Comment ont-ils réagi ?
 - 7.1.3 Qu'ont-ils fait par la suite ?
 - 7.2 Quelles sont les retombées de la démarche globale ?
 - 7.2.1 Sur les experts de vécu impliqués dans le projet ?
 - 7.2.1.1 Qu'en est-il de la perception de compétence des EV impliqués dans le projet ?
 - 7.2.1.2 Est-ce que la perception d'eux-mêmes a changé ?
 - 7.2.1.3 Est-ce que la perception de leur pouvoir d'agir a changé ?
 - 7.3 Retombées sur le groupe de travail ?
 - 7.4 Retombées sur les partenaires ?
8. Quelles sont les retombées/impacts de l'outil produit, de son expérimentation ?
 - 8.1 Sur le groupe de travail ?
 - 8.2 Sur les partenaires du Copil ?
 - 8.3 Retombées sur les acteurs sociaux de la MRC exposés (perçus ou nommés)?
 - 8.3.1 Comment se vit le partenariat dans ce projet ?
 - 8.4 Retombées sur les acteurs sociaux hors MRC exposés (perçus ou nommés) à travers le questionnaire en ligne dans l'outil virtuel ?
9. Quelles sont les conditions gagnantes du projet ?

Quels sont les résultats inattendus du projet ?

ANNEXE XXII : FORMULAIRE DE CONSENTEMENT INITIAL



FORMULAIRE DE CONSENTEMENT — EXPERT DE VÉCU

Renseignements aux participants

Avant d'accepter de participer à ce projet de recherche, veuillez prendre le temps de lire et de comprendre les renseignements qui suivent. Ce document vous explique le but de ce projet de recherche, ses procédures, avantages, risques et inconvénients. Nous vous invitons à poser toutes les questions que vous jugerez utiles à la personne qui vous présente ce document ;

Titre de la recherche :	Quand tu ne peux pas m'aider, essaie de ne pas me nuire
Chercheur :	Annie Fréchette, étudiante à la maîtrise
Co-chercheur :	
Directeur de recherche : (si le chercheur est un étudiant)	Jean-Yves Desgagnés

A) RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS

1. Objectifs de la recherche

Buts du projet de recherche : Coconstruire avec un groupe d'experts de vécu (GTEV) en situation de pauvreté vivant sur le territoire de la MRC de Lotbinière un outil (intervention) visant à agir sur l'imaginaire collectif de la pauvreté et expérimenter celui-ci auprès d'acteurs sociaux du territoire impliqués dans la lutte à la pauvreté pour en documenter le processus et les retombées.

La question de recherche-intervention : Comment les experts de vécu peuvent-ils contribuer à agir sur l'imaginaire collectif de la pauvreté sur le territoire de la MRC de Lotbinière et être un levier d'intervention pour mieux lutter contre la pauvreté ?

Objectifs spécifiques : Expérimenter l'outil (intervention) auprès d'acteurs sociaux de la MRC de Lotbinière ; évaluer les retombées de la démarche de co-construction sur les experts de vécu (GTEV) et celles de l'expérimentation sur les acteurs sociaux ;

2. Participation à la recherche

Le projet se déroulera de septembre 2022 à février 2023.

Votre participation consistera à :

- Participer à un entretien individuel d'une heure trente afin de faire connaissance et amorcer la réflexion sur les dimensions cachées de la pauvreté et l'impact de l'imaginaire collectif dans votre parcours de vie. La rencontre sera enregistrée pour des fins de transcription en assurant la confidentialité. Les données recueillies concerneront votre vécu et votre parcours, votre perception de votre situation actuelle et vos motivations à vous impliquer dans la démarche proposée, en plus des informations sociodémographiques.

- Participer à un groupe de travail (8-12 rencontres de 2 h 30 chacune) afin de s'approprier le cadre d'analyse et les concepts clés de la recherche, choisir et concevoir un outil de sensibilisation et participer à son expérimentation auprès du groupe d'acteurs sociaux que vous aurez choisi ensemble. Chaque rencontre prévoit une portion d'accueil, d'expérimentation d'outils, d'analyse de contenu et de mise en action, suivi d'une phase d'évaluation de la rencontre. Au cours de cette étape, aucune donnée personnelle ne sera recueillie, les données seront issues du travail de groupe (discussion thématique, analyse, réflexion, conception) et aucune information ne permettra de vous identifier. Les rencontres seront enregistrées pour les fins du projet, transcrites en protégeant la confidentialité et l'anonymat puis détruites après cinq ans.
- Compléter à trois reprises le questionnaire pour mesurer l'impact de votre participation au projet sur votre parcours et votre perception de vous-même et de l'imaginaire collectif de la pauvreté.

3. Confidentialité, anonymat ou diffusion des informations

Comme ce projet est mené par la CDDS, les livrables leur seront remis à la fin du projet à l'exception de vos informations personnelles. Les informations recueillies seront traitées de façon confidentielles. C'est-à-dire que les noms seront remplacés par des pseudonymes ou des codes et décontextualisés pour éviter que l'on puisse vous identifier. Les données originales ne seront accessibles qu'au chercheur, conservées sous clé et sur un disque dur crypté et seront conservées pour une durée de 5 ans après la diffusion du projet. Les comptes-rendus anonymisés, l'outil développé, les rapports anonymisés et les analyses collectives seront conservés par la CDDS. Si le groupe de travail ou les partenaires souhaitaient entamer une phase subséquente au projet, les informations d'ordre collectives leur serait accessible, mais pas les informations personnelles. Aucune information à votre sujet ne sera transmise à un tiers sans votre consentement.

Il est important de comprendre qu'il s'agit d'un travail de groupe, c'est-à-dire que vous devez respecter la confidentialité des autres participants du groupe et ne divulguer aucune information qui vous sera partagée qui pourrait permettre d'identifier une personne.

Pour la conception de l'outil et sa diffusion, si vous décidez de renoncer à votre droit à la confidentialité, un nouveau formulaire de consentement sera alors requis. Vous n'avez pas à vous y engager pour faire partie du projet.

DISPOSITION DU MATÉRIEL ET DES DONNÉES À LA FIN DE LA RECHERCHE

Utilisation des données

Les données recueillies seront anonymisées de façon irréversible et seront conservées par la chercheuse pour une durée de cinq ans, sous clé et dans un disque dur crypté. Elles pourraient être réutilisées dans le cadre d'autres projets de recherche ou de prévention ou de publications scientifiques en lien avec la lutte à la pauvreté et aux préjugés. Toutefois, aucune information permettant de vous identifier ne sera disponible, même pour la chercheuse, au-delà de la durée de conservation de cinq (5) ans du projet puis détruite (déchetage ou effacement des fichiers informatiques).

DÉCLARATIONS OBLIGATOIRES

- En vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse, le chercheur est tenu de déclarer au Directeur de la protection de la jeunesse toute information lui permettant de croire que la sécurité ou le développement d'un enfant est compromis, ayant pour cause l'abus sexuel ou de mauvais traitements physiques, par suite d'excès ou de négligence.

- Je comprends que si je révèle pendant l'entrevue des informations indiquant un danger imminent de mort (y compris par suicide) ou de blessures graves pour une personne ou un groupe de personnes, le chercheur se verra dans l'obligation, soit d'en prévenir la ou les personnes menacées, soit d'en avertir les autorités compétentes.

4. Avantages et inconvénients

Aucun avantage direct n'est lié à la participation. En participant à cette recherche, vous pourrez contribuer à l'avancement des connaissances sur la transformation de l'imaginaire collectif de la pauvreté. Vous rencontrerez d'autres personnes qui partagent une situation similaire à la vôtre. Vous pourrez également mieux vous connaître et augmenter vos compétences de prise de parole, organisation et animation ainsi qu'un sentiment de fierté et une meilleure confiance en soi.

Par contre, il est possible que le fait de raconter votre expérience vous amène à ressentir des émotions désagréables (tristesse, colère, anxiété, etc.) : si cela se produit, n'hésitez pas à en parler avec le chercheur. S'il y a lieu, nous pourrions vous diriger à une personne-ressource ou vous faire connaître les organismes qui peuvent vous soutenir. Le temps réel investi est un inconvénient.

5. Droit de retrait

Les participants ont le choix de ne pas répondre à une ou plusieurs questions s'ils se sentent mal à l'aise de répondre. Votre participation est entièrement volontaire. Vous êtes libre de vous retirer en tout temps par avis verbal, sans préjudice et sans devoir justifier votre décision. Si vous décidez de vous retirer de la recherche, vous pouvez communiquer avec le chercheur, au numéro de téléphone indiqué à la dernière page de ce document. Si vous vous retirez de la recherche, les renseignements personnels et les données de recherche vous concernant et qui auront été recueillies au moment de votre retrait seront détruits. Par contre, le travail collectif se poursuivra (analyse, outil, diffusion, etc.).

5. Autres renseignements

Changements au projet

Vous serez informé régulièrement si des changements apportés au projet pourraient avoir un impact sur votre participation puisque vous serez partie prenante des décisions entourant le projet.

Indemnité

Afin de couvrir vos frais de déplacement et de participation, une compensation financière vous sera versée après chacune des entrevues auxquelles vous participerez conformément à la politique du GRAP Chaudière-Appalaches.

Mesures sanitaires

Dans le contexte pandémique actuel, il est possible que des mesures sanitaires soient en vigueur au moment de la recherche. Notre groupe de travail y sera soumis. Les mesures reconnues seront celles en vigueur à l'UQAR.

Suites du projet

Vous serez invité à prendre part à une présentation des résultats à la fin du projet si vous le souhaitez, vous pourrez également recevoir une copie des documents de diffusion du projet de recherche. Si vous le souhaitez, cochez ici.

Vous pouvez également communiquer avec la chercheuse ou son directeur si vous avez des questions suite au projet.

Remerciements

Merci d'accepter de prendre le temps de vous investir dans ce projet de recherche-intervention. Votre implication est précieuse et permettra à la fois de développer des outils concrets pour lutter contre la pauvreté et de faire avancer les connaissances en lien avec la perception à l'égard des personnes qui la vivent.

B) CONSENTEMENT

Je déclare avoir pris connaissance des informations ci-dessus, avoir obtenu les réponses à mes questions sur ma participation à la recherche et comprendre le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de cette recherche.

Après réflexion et un délai raisonnable, je consens librement à prendre part à cette recherche. Je sais que je peux me retirer en tout temps sans préjudice et sans devoir justifier ma décision.

Signature		Date :	
Nom :		Prénom :	

Je déclare avoir expliqué le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de l'étude et avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées.

Signature du chercheur : (ou de son représentant)		Date :	
Nom : Fréchette		Prénom : Annie	

Pour toute question relative à la recherche, ou pour vous retirer de la recherche, vous pouvez communiquer avec moi au 418-728-3435 poste 81244 ou par courriel : annie_frechette.ciissca@ssss.gouv.qc.ca

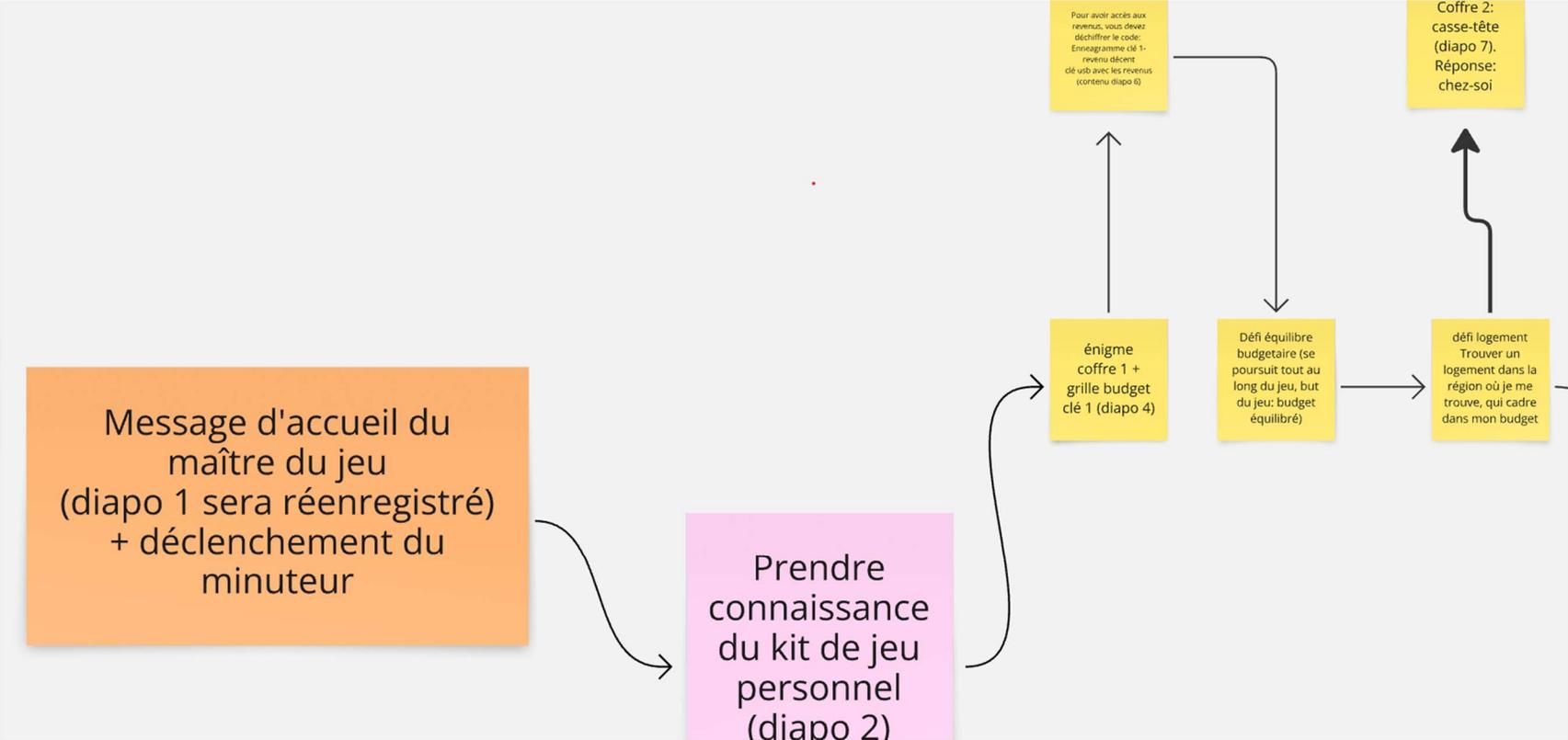
Vous pouvez également communiquer avec le directeur de maîtrise de l'étudiante, soit M. Jean-Yves Desgagnés au 418 833-8800, poste 3327 ou par courriel Jean-yves_Desgagnés@uqar.ca

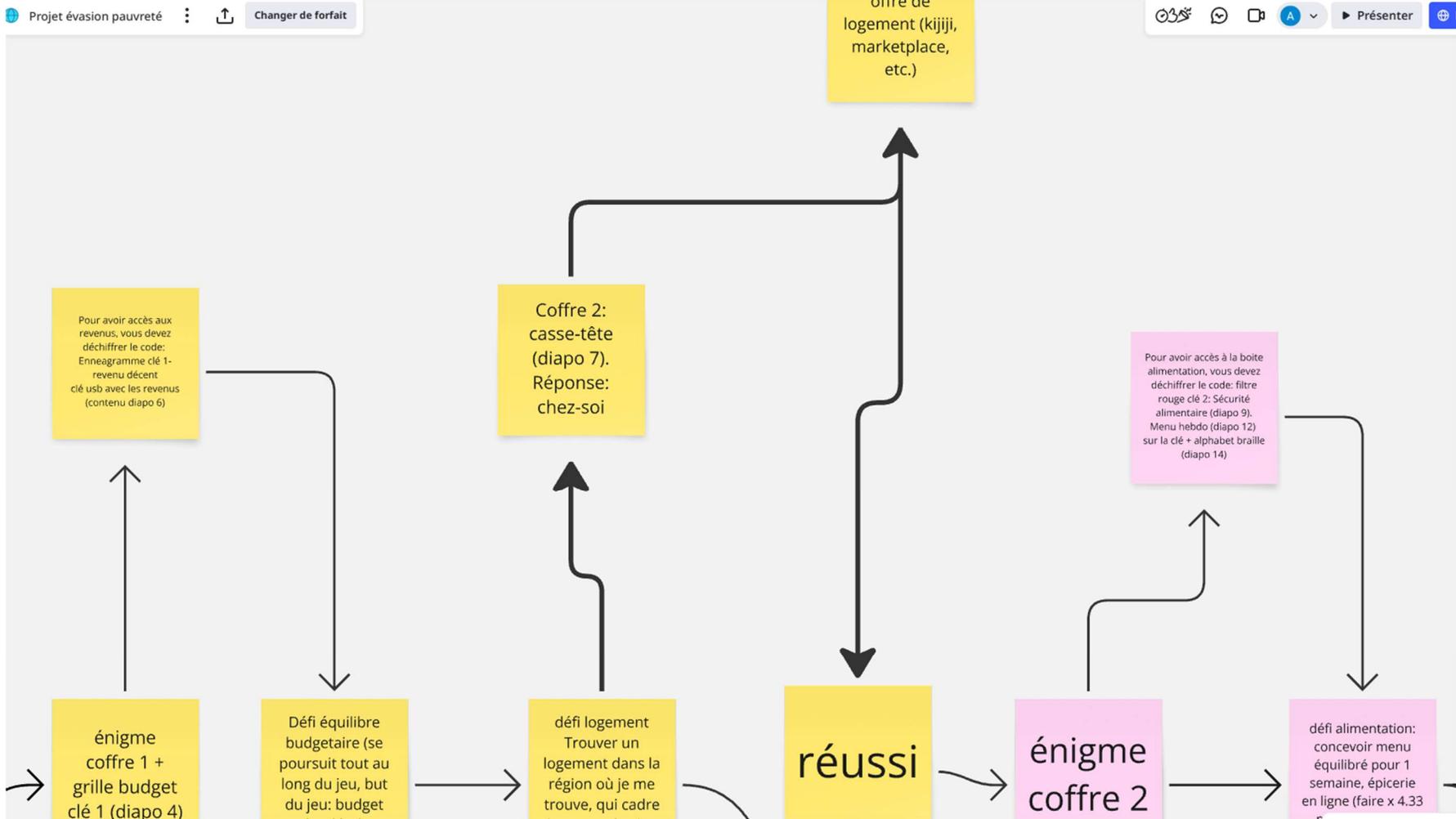
Un exemplaire du formulaire d'entente de confidentialité signé doit être remis au collaborateur.

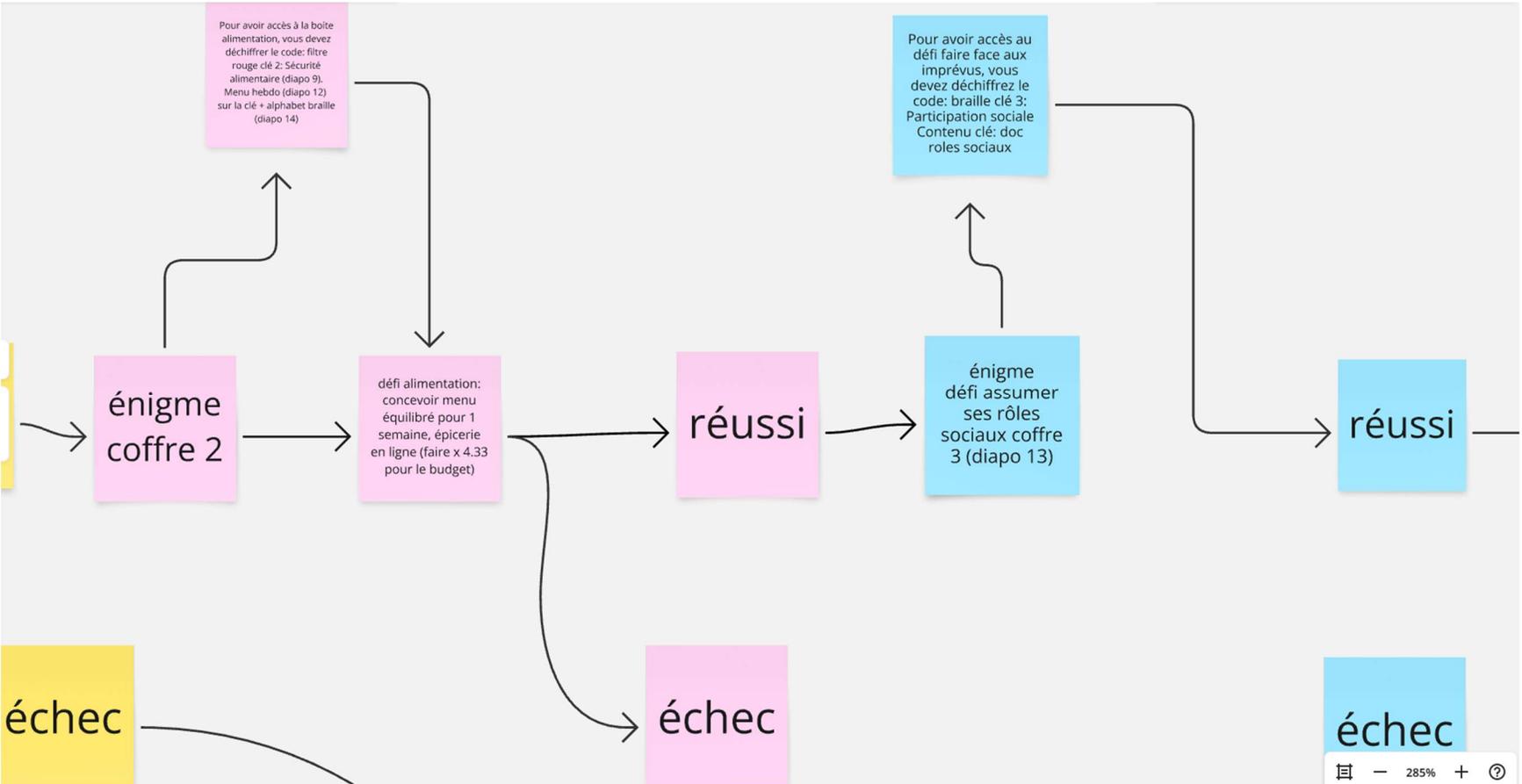
ANNEXE XXIII : TABLEAU DE LA TEMPÊTE D'IDÉES POUR L'OUTIL DE SENSIBILISATION À COCONSTRUIRE

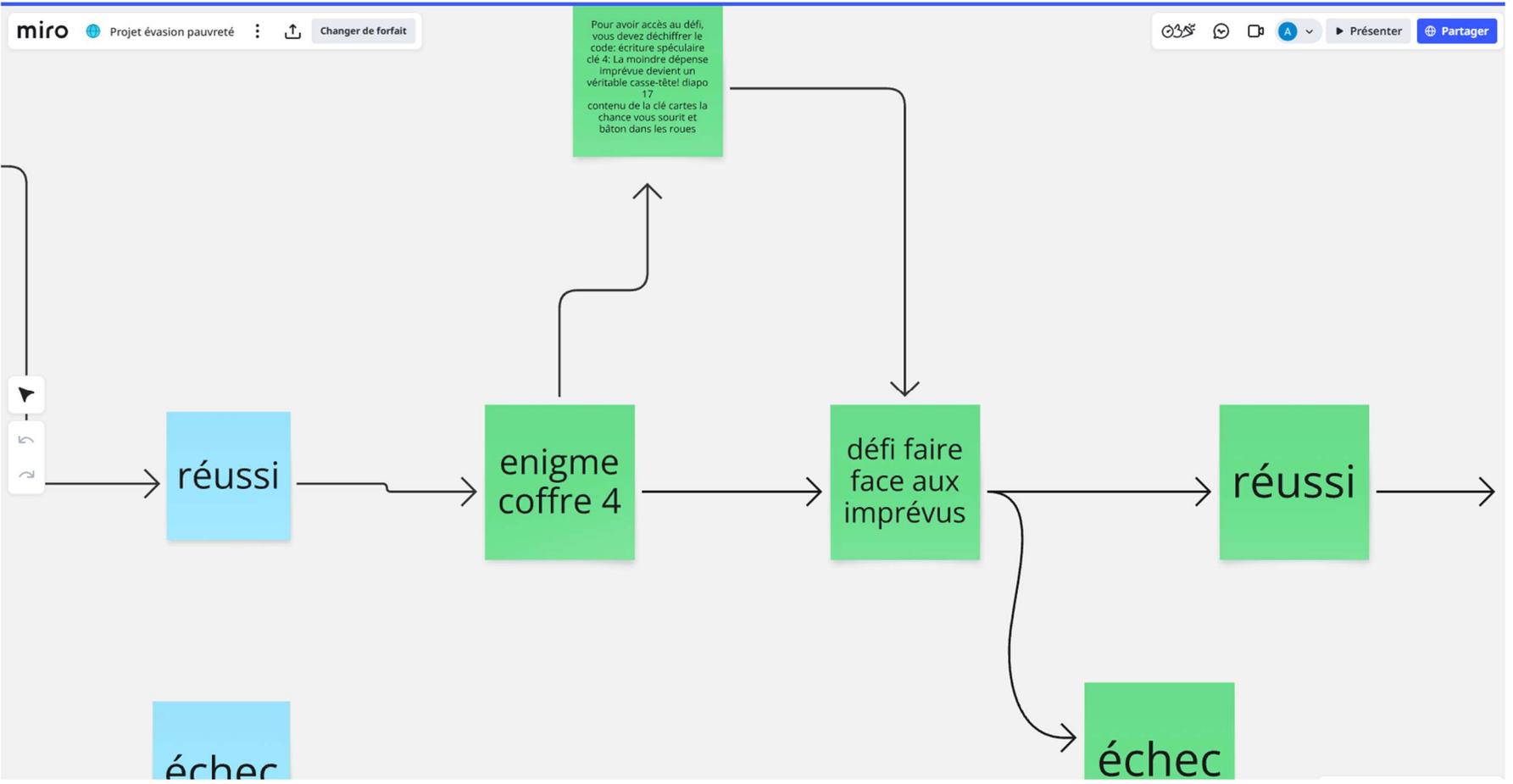
La cible	Le message	L'outil
<p>Les différents paliers de gouvernement (5) Les plus riches de la communauté (2) Agir sur les adultes de demain, les jeunes (5) Les propriétaires de logement Agir sur les familles : parent, enfant, intergénérationnel (3)</p>	<p>Lutter contre les préjugés (5) Accès au logement (3) Sécurité alimentaire Santé, médicaments et protections féminines (2) Tolérance et reconnaissance de l'autre (4) Garder l'aspect politique en tête (3) Rendre la pauvreté inacceptable socialement (5) Faire augmenter la prestation de PassAction Indexation de l'aide sociale à l'inflation (3)</p>	<p>Kiosque dans les événements communautaires Programme de gratuité des produits d'hygiène féminine (2) Jeu de société (qui est-ce, le prix de l'essentiel, serpent et échelle, jeu de cartes, cherche et trouve, Atmosfear, quiz, Monopoly) (4) Manifeste au gouvernement incluant les aspects logement, santé, propagande positive (2) Créer une culture de donner au suivant comme pour le café (pharmacie, etc.) Cuisines collectives avec épicerie solidaire, lieu de rencontre (ex : Café la Mosaïque à Lévis) Un jeu de budget à garder en équilibre (3) Livres vivants (4) Livre dont vous êtes le héros (2) Partenariat avec les clubs sociaux pour la fabrication et la diffusion Créer des incitatifs pour augmenter les dons aux organismes Créer une allocation alimentaire comme l'allocation logement (4) Un slogan Une mascotte (4) Faire de la promotion de l'outil sur le web, les médias (5) Défi évasion, jeu interactif mobile (6) Conférence ou pièce de théâtre intergénérationnel (3) S'insérer dans un programme scolaire (éducation à la citoyenneté, nouveau cours au secondaire) (5) Vidéo-clip avec une chanson engagée Jeu inspiré d'un jeu télévisé (2)</p>

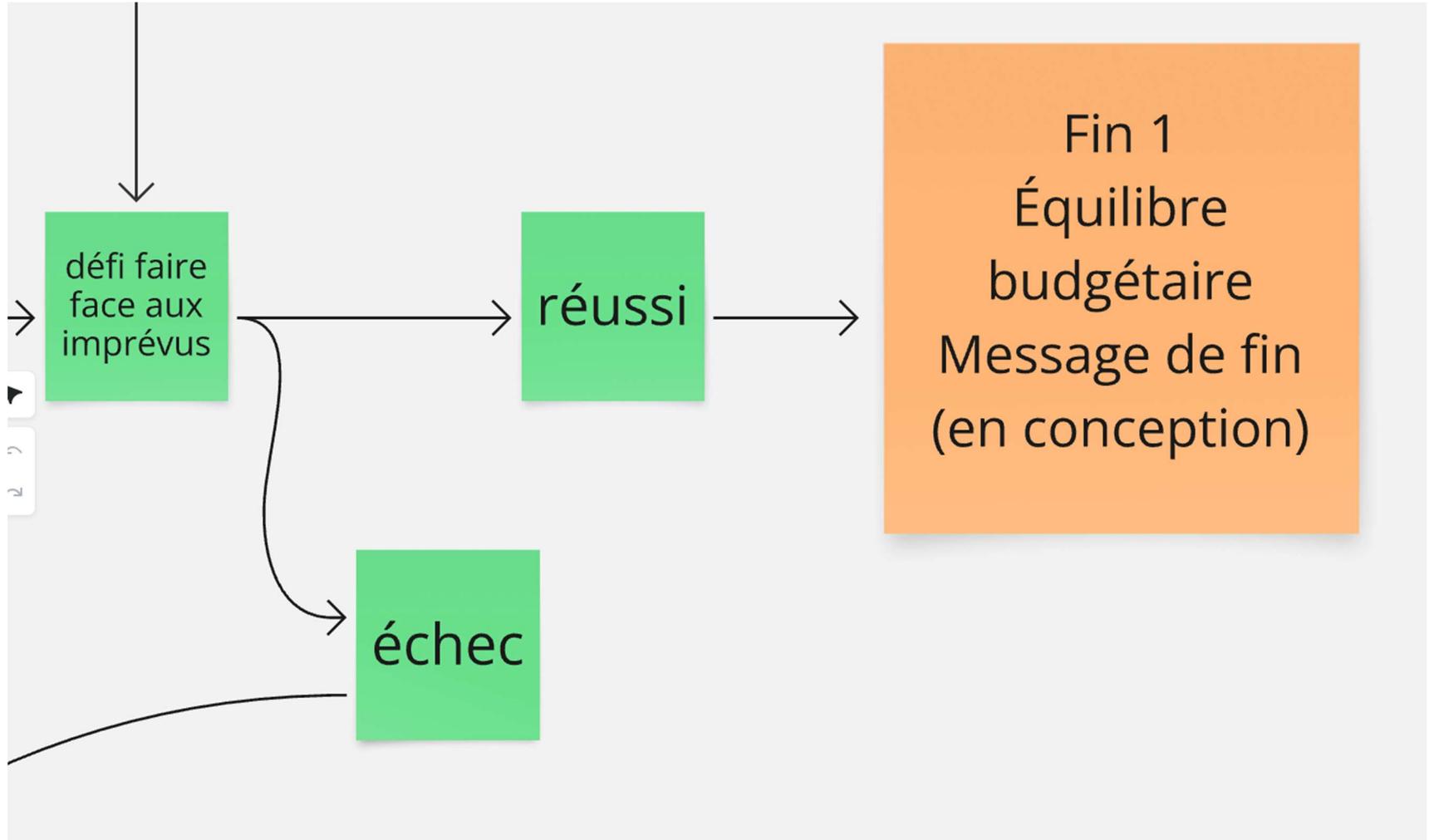
ANNEXE XXIV : MIRO DU DÉVELOPPEMENT DU JEU

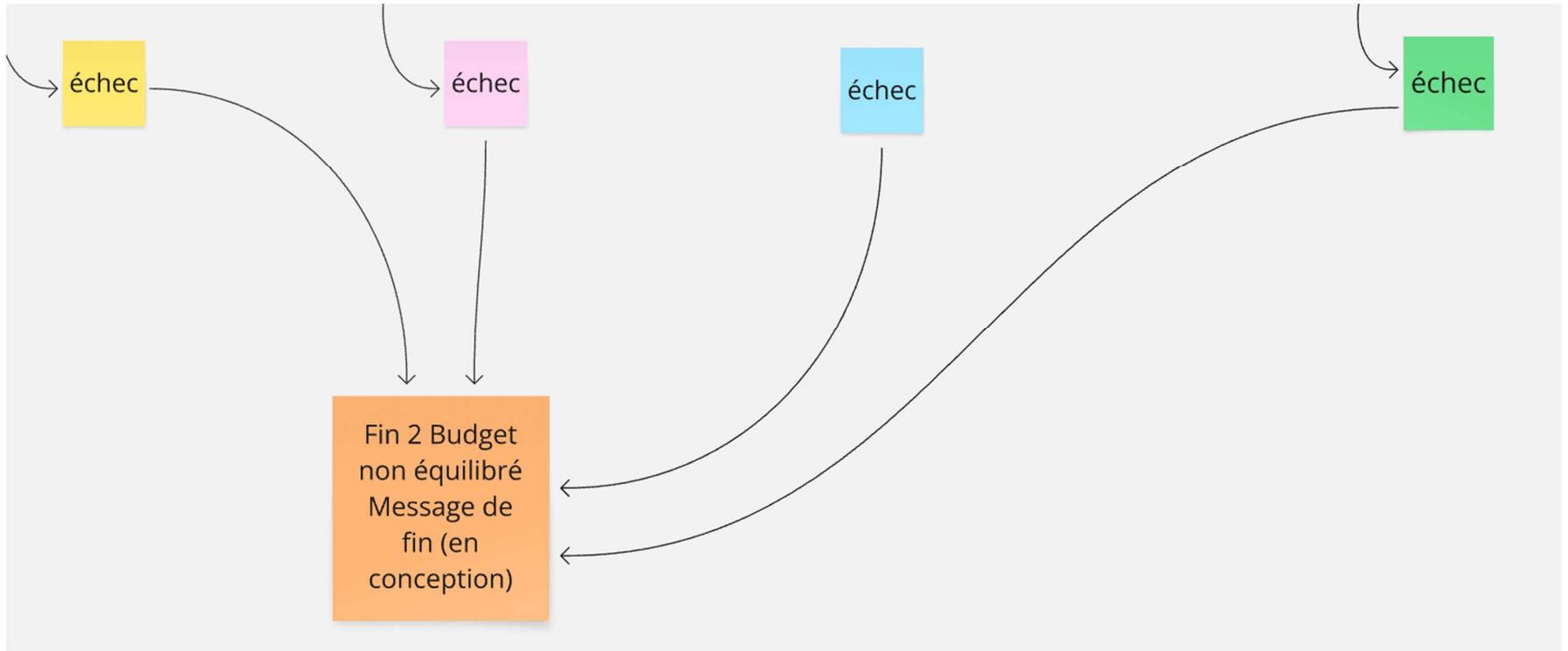












ANNEXE XXV : PHOTOS ET ARTICLE DU LANCEMENT DU 17 OCTOBRE 2023



L'outil Ça pourrait être toi a été présenté le 17 octobre dernier. Photo : Mélanie Labrecque

25 oct. 2023 08:18

COMMUNAUTÉ. Plusieurs préjugés touchent les personnes en situation de pauvreté. C'est pour les éliminer que l'organisatrice communautaire au CLSC de Laurier-Station, Annie Fréchette, a décidé d'élaborer un outil de sensibilisation en collaboration avec des personnes directement touchées par la pauvreté. Il a été présenté le 17 octobre dernier.

«L'idée, c'était de créer quelque chose qui ferait réfléchir. Nous avons envisagé toute sorte de scénarios. Finalement, notre choix s'est porté sur un jeu de type défi d'évasion. Nous avons créé les personnages, les histoires et les situations à problème», a expliqué Annie Fréchette.

Ça pourrait être toi, c'est un jeu immersif dans lequel le participant est plongé dans le quotidien d'une personne en situation de pauvreté. Ainsi, le joueur devra choisir un personnage et résoudre cinq défis en soixante minutes pour gagner le jeu. Le logement, l'alimentation, le revenu ne sont que quelques-uns des thèmes qui sont touchés.

«La pauvreté, ce n'est pas seulement dans notre assiette, c'est l'absence de pouvoir faire des choix. C'est une perception dans le regard des autres qui nous fait sentir encore plus pauvre. La pauvreté n'a pas de visage. Nous sommes tous différents», a résumé Johanne, l'une des expertes de vécu (NDLR : personnes en situation de pauvreté) qui a collaboré à la conception de l'outil.

Les situations proposées sont inspirées de faits réels qui sont arrivés aux 11 experts de vécu qui ont participé à la création de l'outil. Par ailleurs, le jeu est durable dans le temps puisque les éléments nécessaires à la résolution des défis dirigent le participant vers les sites Internet d'un supermarché, de la CNESST, ou de location d'appartement. Il s'adapte donc au coût de la vie et tient compte de l'inflation.

Projet de recherche

Le développement de Ça pourrait être toi s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche-intervention mené par Annie Fréchette, pour la rédaction de son mémoire de maîtrise en travail social.

Ainsi, elle a dû recruter des experts de vécu qui ont participé à des ateliers pendant plusieurs semaines. Ils ont identifié et analysé les causes des préjugés, expérimenté et se sont penchés sur différents outils de sensibilisation qui existent déjà avant de choisir l'outil le plus approprié.

«Les initiateurs du projet ont donné la parole aux personnes directement concernées par la pauvreté et les préjugés. [...] Notre but à long terme, avec ce jeu, c'est d'éliminer les préjugés sur la pauvreté. Pas à 70 % ou 80 %, mais complètement», a relaté un autre expert de vécu présent lors du lancement.

Le jeu sera accessible sur le site de la Corporation de développement communautaire de Lotbinière dans les prochains jours.

ANNEXE XXVI : CONSENTEMENT À LA RENONCIATION DE LA CONFIDENTIALITÉ



FORMULAIRE DE CONSENTEMENT — EXPERT DE VÉCU

RENONCEMENT À L'ANONYMAT ET À LA CONFIDENTIALITÉ DANS LE CADRE DE LA DIFFUSION DE L'OUTIL COCONSTRUIT

Renseignements aux participants

Depuis septembre 2022, vous participez au projet de recherche « Quand tu ne peux pas m'aider, essaie de ne pas me nuire ». Ce formulaire vise à informer l'équipe de projet de votre intention ou non de renoncer à la confidentialité dans le cadre de la diffusion de l'outil que nous avons coconstruit.

Avant d'accepter de renoncer à la confidentialité veuillez prendre le temps de lire et de comprendre les renseignements qui suivent. Ce document vous réexplique les objectifs de ce projet de recherche, les activités concernées par la levée de la confidentialité, les avantages, risques et inconvénients de cette phase de la recherche. Nous vous invitons à poser toutes les questions que vous jugerez utiles à la personne qui vous présente ce document ;

Titre de la recherche :	Quand tu ne peux pas m'aider, essaie de ne pas me nuire
Chercheur :	Annie Fréchette, étudiante à la maîtrise
Co-chercheur :	
Directeur de recherche : (si le chercheur est un étudiant)	Jean-Yves Desgagnés

A) RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS

1. Objectifs de la recherche

Buts du projet de recherche : Coconstruire avec un groupe d'experts de vécu (GTEV) en situation de pauvreté vivant sur le territoire de la MRC de Lotbinière un outil (intervention) visant à agir sur l'imaginaire collectif de la pauvreté et expérimenter celui-ci auprès d'acteurs sociaux du territoire impliqués dans la lutte à la pauvreté pour en documenter le processus et les retombées.

La question de recherche-intervention : Comment les experts de vécu peuvent-ils contribuer à agir sur l'imaginaire collectif de la pauvreté sur le territoire de la MRC de Lotbinière et être un levier d'intervention pour mieux lutter contre la pauvreté ?

Objectifs spécifiques : Expérimenter l'outil (intervention) auprès d'acteurs sociaux de la MRC de Lotbinière ; évaluer les retombées de la démarche de co-construction sur les experts de vécu (GTEV) et celles de l'expérimentation sur les acteurs sociaux ;

2. Les activités concernées par la levée de la confidentialité

À compter de janvier 2023, débutera la phase de diffusion de l'outil coconstruit. Au cours de cette phase, différentes activités de diffusion sont prévues.

Parmi la liste ci-après, cochez-la ou les activités auxquelles vous désirez participer tout en acceptant que soit levée l'anonymat et la confidentialité d'informations partagées dans le cadre des phases précédentes de cette recherche:

- Voir apparaître votre nom dans le générique du jeu, comme cocréateur
- Apparaître sur des photos qui pourraient être diffusées dans les médias, sur Facebook et sur des sites internet de partenaires
- Participer à la conférence de presse
- Porter le costume d'Homme sandwich
- Réaliser des entrevues avec les médias si demandés
- Faire un témoignage
- Prêter sa voix dans le vidéo d'intro et de fin du jeu et apparaître au générique
- Prêter sa voix dans le vidéo d'intro et de fin du jeu mais ne pas apparaître au générique
- Je ne souhaite en aucun cas renoncer à la confidentialité de ma participation
- Autre? Préciser

3. Confidentialité, anonymat ou diffusion des informations

Comme ce projet est mené par la CDDS, les livrables leur seront remis à la fin du projet à l'exception de vos informations personnelles. Les informations recueillies seront traitées de façons confidentielles. C'est-à-dire que les noms seront remplacés par des pseudonymes ou des codes et décontextualisés pour éviter que l'on puisse vous identifier. Les données originales ne seront accessibles qu'au chercheur, conservées sous clé et sur un disque dur crypté et seront conservées pour une durée de 5 ans après la diffusion du projet. Les comptes-rendus anonymisés, l'outil développé, les rapports anonymisés et les analyses collectives seront conservées par la CDDS. Si le groupe de travail ou les partenaires souhaitent entamer une phase subséquente au projet, les informations d'ordre collectives leur serait accessible, mais pas les informations personnelles. Aucune information à votre sujet ne sera transmise à un tiers sans votre consentement.

Il est important de comprendre que les activités prévues lors de la phase de diffusion de l'outil coconstruit nécessitera un travail de groupe. Dans le cadre de celui-ci, vous devez respecter la confidentialité des autres participants du groupe et ne divulguer aucune information qui vous sera partagée qui pourrait permettre d'identifier une personne.

- J'accepte de renoncer à la confidentialité de mon identité comme participant au projet. Toutefois, toutes les informations confidentielles à mon sujet le demeurent de la part du chercheur et de son équipe tel que stipulé plus haut.

DÉCLARATIONS OBLIGATOIRES

- En vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse, le chercheur est tenu de déclarer au Directeur de la protection de la jeunesse toute information lui permettant de croire que la sécurité ou le développement d'un enfant est compromis, ayant pour cause l'abus sexuel ou de mauvais traitements physiques, par suite d'excès ou de négligence.
- Je comprends que si je révèle des informations indiquant un danger imminent de mort (y compris par suicide) ou de blessures graves pour une personne ou un groupe de personnes, le chercheur se verrait dans l'obligation, soit d'en prévenir la ou les personnes menacées, soit d'en avertir les autorités compétentes.

4. Avantages et inconvénients

Aucun avantage direct n'est lié à la participation à la diffusion de l'outil. En participant à cette phase de la recherche, vous pourrez contribuer à l'avancement des connaissances sur la transformation de l'imaginaire collectif de la pauvreté. Vous rencontrerez d'autres personnes qui partagent une situation similaire à la vôtre. Vous pourrez également mieux vous connaître et augmenter vos compétences de prise de parole, organisation et animation ainsi qu'un sentiment de fierté et une meilleure confiance en soi.

Par contre, il est possible que le fait de raconter votre expérience vous amène à ressentir des émotions désagréables (tristesse, colère, anxiété, etc.) : si cela se produit, n'hésitez pas à en parler avec le chercheur. S'il y a lieu, nous pourrions vous diriger à une personne-ressource ou vous faire connaître les organismes qui peuvent vous soutenir. Le temps réel investi est un inconvénient.

5. Droit de retrait

Votre participation à cette phase de la recherche est entièrement volontaire. Vous êtes libre de vous retirer en tout temps par avis verbal, sans préjudice et sans devoir justifier votre décision. Si vous décidez de vous retirer de la recherche, vous pouvez communiquer avec le chercheur, au numéro de téléphone indiqué à la dernière page de ce document. Si vous vous retirez de la recherche, les renseignements personnels et les données de recherche vous concernant et qui auront été recueillies au moment de votre retrait seront détruits. Par contre, le travail collectif se poursuivra (analyse, outil, diffusion, etc.).

5. Autres renseignements

Indemnité

Afin de couvrir vos frais de déplacement et de participation, une compensation financière vous sera versée conformément à la politique de la CDDS, dans la mesure où un financement est disponible pour le faire. En cas d'absence de contribution, vous serez avisé.

Mesures sanitaires

Dans le contexte pandémique actuel, il est possible que des mesures sanitaires soient en vigueur au moment de la recherche. Notre groupe de travail y sera soumis. Les mesures reconnues seront celles en vigueur à l'UQAR.

Suites du projet

Vous serez invité à prendre part à une présentation des résultats à la fin du projet si vous le souhaitez, vous pourrez également recevoir une copie des documents de diffusion du projet de recherche. Si vous le souhaitez, cochez ici.

Vous pouvez également communiquer avec la chercheuse ou son directeur si vous avez des questions suite au projet.

Remerciements

Merci d'accepter de prendre le temps de vous investir dans cette phase du projet de recherche-intervention. Votre implication est précieuse et permettra à la fois de développer des outils concrets pour lutter contre la pauvreté et de faire avancer les connaissances en lien avec la perception à l'égard des personnes qui la vivent.

B) CONSENTEMENT

Je déclare avoir pris connaissance des informations ci-dessus, avoir obtenu les réponses à mes questions sur ma participation à la recherche et comprendre les objectifs, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de cette phase de la recherche.

Après réflexion et un délai raisonnable, je consens librement à prendre part à cette recherche et que soit levée l'anonymat et la confidentialité des activités auxquelles j'ai choisies de participer. Je sais que je peux me retirer en tout temps sans préjudice et sans devoir justifier ma décision.

Signature		Date :	
Nom :		Prénom :	

Je déclare avoir expliqué les objectifs, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de l'étude et avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées.

Signature du chercheur : (ou de son représentant)		Date :	
Nom : Fréchette		Prénom : Annie	

Pour toute question relative à la recherche, ou pour vous retirer de la recherche, vous pouvez communiquer avec moi au 418-728-3435 poste 81244 ou par courriel : annie.frechette.cisssca@ssss.gouv.qc.ca

Vous pouvez également communiquer avec le directeur de maîtrise de l'étudiante, soit M. Jean-Yves Desgagnés au 418 833-8800, poste 3327 ou par courriel Jean-yves_Desgagnes@uqar.ca

Un exemplaire du formulaire d'entente de confidentialité signé doit être remis au collaborateur.

ANNEXE XXVIII : LA QUESTION DES INDICATEURS ET SON IMPACT SUR LA PERCEPTION DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ AU QUÉBEC

La pauvreté est une notion dont il est difficile de donner une définition universelle. Elle est une réalité aux causes et aux conséquences multiples et dont l'acception est susceptible de varier considérablement d'une époque, d'une culture ou d'un groupe social à un autre (Gorge et Delacroix, 2017).

La question des indicateurs de mesure de la pauvreté en est une d'importance lorsqu'il est question de la perception à l'égard de qui sont les personnes en situation de pauvreté au Québec :

Au Québec, une personne est considérée en situation de pauvreté si elle vit sous la Mesure du panier de consommation (MPC), mesure officielle du Canada pour déterminer le seuil de pauvreté. La MPC est déterminée par « la valeur d'un panier de biens et services comportant l'alimentation, l'habillement, le logement, le transport et d'autres nécessités, pour une famille de quatre personnes, correspondant à un niveau de vie modeste et de base » (Statistique Canada et al., 2023). La MPC informe que 16,9 % des personnes seules vivent sous le seuil de la pauvreté (CEPE, 2024). Rappelons que la MPC ne couvre cependant pas l'ensemble des besoins fondamentaux et qu'elle ne permet pas une sortie de la pauvreté selon l'indice du revenu viable de l'Institut de recherche et d'information socioéconomiques (IRIS) (Couturier et Tremblay-Boily, 2024; Hurteau, 2019; Hurteau et al., 2020, 2021, 2022; Labrie et al., 2023). Selon cet autre indice, ce serait alors près de 50% des personnes seules de la population qui seraient sous ce seuil de sortie de pauvreté. Donc, notre perception pour déterminer qui sont les pauvres et les non pauvres sera influencée par l'indicateur de mesure utilisé.

Afin d'illustrer la réalité des personnes seules, en fonction de leurs sources de revenus et de leur capacité à se sortir ou non de la pauvreté, vous trouverez ci-après une figure sous forme de continuum allant de pauvre (rouge) à non pauvre (vert). Le vert représente une sortie de pauvreté, le rouge, un revenu sous le seuil de pauvreté officiel et le jaune, une situation précaire.

Ce continuum démontre que les programmes en place d'aide sociale (zone rouge) ne permettent pas de sortir de la pauvreté. Selon Labrie (2008) les programmes d'assistance sociale en place ne permettent de couvrir qu'une fraction des besoins essentiels vitaux selon l'indicateur de mesure de la MPC. On constate aussi que le travail au salaire minimum ne permet plus de sortir de la précarité. Il faut garder en tête ces seuils, car le choix de l'un ou influencera notre perception sur qui sont les personnes pauvres, mais également sur les coûts associés des programmes mis en place pour lutter contre la pauvreté de celles-ci. D'ailleurs, une étude réalisée par Landry a démontré que « Les Québécois surestiment de manière importante les coûts associés à l'assistance sociale, la moyenne des réponses obtenues étant de 21 % du budget, alors que l'assistance sociale n'en occupe dans les faits que 3 % » (Landry et al., 2021).



Figure 20. Continuum pauvreté et sortie de pauvreté selon les différents indicateurs au Québec pour une personne seule, en 2024 ©Annie Fréchette, 2025

(CQSP, CNESST, 2024; 2024b; Couturier et Tremblay-Boily, 2024)

ANNEXE XXIX : DÉPLIANT DE L'OUTIL DE SENSIBILISATION PRODUIT

Le groupe d'experts de vécu co-créateurs

- Micheline Boucher
- Claude Paré
- Micheline Bédard
- Nancy Vaillancourt
- Marie-Josée Rochette
- Dominique Talbot
- Normonde Labelle
- René Roy-Rousseau
- Johanne Couture
- Annie Fréchette
- Wafa Zribi

Et 2 autres personnes qui souhaitent conserver leur anonymat



Une expérience immersive

de sensibilisation à la réalité vécue par les personnes en situation de pauvreté

Le comité de pilotage de la démarche

- Annie Fréchette, Organisatrice communautaire et étudiante à la maîtrise
- Wafa Zribi, intervenante CDDS
- Hélène Bradley, CDDS
- Olivier Bélanger-Laurin, CDC
- Pierre-Guy Brassard, CDC
- Éric Lemieux, CISSS Chaudière-Appalaches
- Onil Duguay, Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural
- Micheline Bédard, participante experte de vécu
- une participante qui souhaite garder l'anonymat

Pour plus d'informations sur le jeu ou sur la démarche

Annie Fréchette, co-créatrice

Annie_Frechette@uqar.ca

Merci à nos partenaires



Pour qui?

CETTE EXPÉRIENCE IMMERSIVE S'ADRESSE À TOUTE PERSONNE INTÉRESSÉE:

- 10 ans et plus
- Citoyens
- Élus
- Étudiants
- Parents
- Enseignants
- Intervenants



MATÉRIEL REQUIS:

- Connexion internet
- Ordinateur, tablette ou cellulaire

Ce qui vous attend?

UNE EXPÉRIENCE IMMERSIVE EN LIGNE, DE TYPE "JEU D'ÉVASION"

Une fois votre personnage attribué, le minuteur se déclenche. Vous disposez alors de 60 minutes pour relever les 5 défis, en mode coopératif.

LES CLÉS POUR METTRE FIN À LA PAUVRETÉ

C'est ce que vous découvrirez tout au long de la partie

Plus qu'un jeu... une démarche scientifique!

Cette expérience a été coconstruite dans le cadre de la démarche "Quand tu ne peux pas m'aider, essaie de ne pas me nuire!"



Pourquoi?

EXPÉRIMENTER

Le vécu d'une personne en situation de pauvreté durant 60 minutes

COMPRENDRE

Ce qui préoccupe les personnes en situation de pauvreté afin d'éviter d'adopter des jugements à leur égard.

AJUSTER

Notre compréhension, nos attitudes et nos actions envers les personnes en situation de pauvreté

60 MINUTES EN SITUATION DE PAUVRETÉ. COMMENT ALLEZ-VOUS VOUS EN SORTIR?

Il n'y a rien comme une expérience d'immersion pour le savoir!

DES TÉMOIGNAGES QUI FONT RÉFLÉCHIR

Les voix des co-créateurs vous accompagnent tout au long du parcours avec leurs récits

Dans le cadre d'un projet de maîtrise universitaire, l'étudiante a mobilisé un groupe de 11 personnes en situation de pauvreté, qui ont travaillé pendant 14 semaines à l'analyse, la réflexion, l'idéation et la construction de cette expérience.

Les retombées de la démarche sont analysées.

Un comité de pilotage composé de partenaires soutient la démarche.

Le groupe de travail souhaite exporter l'outil à l'échelle du Québec



ANNEXE XXX : ÉVALUATION FORMATIVE DÉVELOPPÉE À PARTIR DE L'OUTIL RÉFLEX ISS :

Les **inégalités sociales de santé** font référence à des écarts de santé associés à des avantages ou à des désavantages sociaux (p. ex. revenu, niveau de scolarité, inclusion sociale). Ces écarts sont injustes et évitables et il est possible de les atténuer. Les inégalités sociales de santé se répartissent selon le gradient social.

http://nccdh.ca/images/uploads/Glossary_FR_Feb_26.pdf

Le **gradient social** évoque un continuum, c'est-à-dire le fait que l'état de santé est corrélé avec le statut socio-économique des individus (par exemple, le niveau d'éducation ou de revenu). Le gradient social sert à décrire le phénomène par lequel ceux qui sont au sommet de la pyramide sociale jouissent d'une meilleure santé que ceux directement en dessous d'eux, et qui eux-mêmes sont en meilleure santé que ceux qui sont juste en dessous et ainsi de suite, jusqu'aux plus bas échelons.

Les déterminants sociaux de la santé sont des facteurs interdépendants d'ordre social, politique, économique et culturel qui créent les conditions dans lesquelles les personnes naissent, vivent, grandissent, apprennent, travaillent, s'amuse et vieillissent. L'interaction entre les déterminants sociaux de la santé amène ces conditions à se transformer et à changer au fil du temps et de la vie, influençant la santé des individus et des groupes de différentes façons. La répartition inéquitable de ces déterminants entre les groupes sociaux est à l'origine de la construction et de la reproduction des inégalités sociales de santé au sein d'un même pays ou entre divers pays.

Afin de compléter ce questionnaire, référez-vous à une intervention récente ou actuelle que vous réalisez auprès d'une personne vivant en situation de pauvreté. Pour chacune des situations suivantes, indiquez à quel point l'énoncé a été considéré :

0) « N'a pas été considéré » : signifie que cet aspect n'a pas été considéré dans l'intervention, ou que l'équipe n'est pas en mesure de s'exprimer sur cet énoncé. Il faut amorcer une réflexion !

(1) « Réflexion amorcée » : signifie que cet aspect a été discuté brièvement, que la réflexion est à un stade embryonnaire. Il faut redoubler d'efforts!

(2) « Proposition d'actions concrètes » : indique que cet aspect fait l'objet d'une réflexion avancée au sein de l'équipe, que des propositions concrètes sont à l'étude, mais qu'elles doivent maintenant être réalisées. Il faut mettre tous nos efforts afin de consolider les acquis et avancer vers la réalisation de mesures concrètes !

(3) « Des actions concrètes sont entreprises » signifie que plusieurs actions concrètes sont entreprises, mais jugées encore insuffisantes pour atteindre le plein potentiel de votre action contre les ISS. Vous êtes sur la bonne voie, encore un petit effort !

(4) « Élément pris en compte » : signifie que l'élément est significativement pris en compte dans les actions réalisées. Il faut désormais travailler à maintenir les acquis !

Questions	N'a pas été considéré (0)	Réflexion amorcée (1)	Proposition de mesures concrètes (2)	Mesures concrètes entreprises (3)	Élément complètement intégré (4)	Ne s'applique pas
Le contexte culturel et historique et les déterminants sociaux susceptibles d'avoir un effet sur la problématique sont décrits dans l'analyse de situation et partagés entre les acteurs intervenants (Q2, Q6, Q18)						
La description du problème et les pistes proposées tiennent compte de l'avis des experts de vécu et les impliquent directement (Q5, Q15, Q20)						
L'intervention propose un éventail d'activités pour répondre aux besoins, en tenant compte du contexte et des déterminants sociaux (adapté aux personnes/ universalisme proportionné) (Q8)						
D'éventuelles retombées non souhaitées ont été anticipées et atténuées le plus possible (effets indésirables de l'intervention, ex : appauvrir davantage la personne, stigmatisation,						

discrimination, etc.) (Q12, Q23, Q28)						
La question des enjeux de pouvoir , de valeurs et de vision a été prise en compte dans l'analyse (Q16).						
Des moyens ont été mis en place dans l'intervention pour faciliter la participation de l'utilisateur : accès physique, accès géographique, accès financier, acceptabilité de l'action. Des mesures incitatives visant à encourager la participation ont été déployées (repas, garderie, transport, etc.) (Q19, Q27)						
L'intervenant se sent suffisamment outillé pour comprendre et intervenir en contexte de pauvreté (Q22)						
Les outils proposés tiennent compte du niveau de littératie de l'utilisateur (lecture, numérique, etc.) (Q26)						
L'intervention vise à renforcer le pouvoir d'agir des utilisateurs. Des activités sont proposées pour améliorer les compétences, la participation, l'estime de soi et/ou le développement de la conscience critique et ainsi leur permettre d'agir sur ce qui est						

important pour eux (Q29, Q30)						
L'évaluation de l'intervention s'interroge sur la capacité de l'intervention à réduire les inégalités sociales de santé et comporte des indicateurs qui permettent de mesurer l'effet de l'intervention et d'évaluer les effets nos désirés qui accentuent les inégalités sociales de santé (Q36, Q37, Q38)						
L'utilisateur est directement impliqué dans l'évaluation de l'intervention (Q40)						
Il existe une procédure de suivi des effets à long terme permettant de connaître le maintien ou non des bénéfices (Q41)						

Plus le score obtenu est élevé, plus l'intervention prend en compte les inégalités sociales de santé dans son processus.

Imprimez ce document pour référence ultérieure afin de poursuivre votre réflexion lors de vos prochaines interventions, dans un souci d'amélioration continue.

© Réflex-ISS, 2015, Anne Guichard, Valéry Ridde, Kareen Nour, Ginette Lafontaine, en collaboration avec Catherine Hébert, Magalie Benoît et Émilie Tardieu Réalisé avec le soutien financier de la Direction de santé publique de la Montérégie du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre et des Instituts de recherche en santé du Canada (Guichard et al., 2015)

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 100 préjugés. (2016). *Êtes vous coupables de préjugés?* <http://www.100prejuges.ca/>
- Agence de la santé publique du Canada. (2015). *Déclaration politique de Rio sur les déterminants sociaux de la santé : Aperçu des mesures canadiennes de 2015*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/content/dam/canada/health-canada/migration/healthy-canadians/publications/science-research-sciences-recherches/rio/alt/rio2015-fra.pdf>
- Ampleman, G., Desgagnés, J.-Y. et Denis, L. (2012). *Théorie et pratique de conscientisation au Québec*. Presses de l'Université du Québec.
- Anadón, M. (2000). *La recherche participative : Multiples regards*. Les Presses de l'Université du Québec.
- Arbour-Masse, O. (2019). *Pourquoi y a-t-il encore autant de pauvreté au Canada|Pauvreté#01* [reportage]. Youtube, Radio-Canada. <https://www.youtube.com/watch?v=psA5zRhdkLM>
- Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux (ACTS). (s.d.). *Le travail social, qu'est-ce que c'est?* <https://www.casw-acts.ca/fr/le-travail-social-quest-ce-que-cest>
- ATD Quart Monde. (2003). *Charte du croisement des savoirs et des pratiques avec des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale*. https://www.atdquartmonde.ca/wp-content/uploads/Charte_ACSP_3_.pdf
- ATD Quart Monde. (2014). *En finir avec les idées fausses sur la pauvreté*. https://www.atdquartmonde.ca/wp-content/uploads/livret_v4_web.pdf
- ATD Quart Monde. (2019). *Décryptage-ATD Quart Monde dévoile les dimensions cachées de la pauvreté [Étude internationale]* [Youtube]. <https://youtu.be/WxAUMK9yMdA?si=lwZrX1Zm32-dLT6p>
- ATD Quart Monde. (s.d.-a). *ADT Quart monde Canada: agir tous pour la dignité et pour un monde sans pauvreté*. <https://www.atdquartmonde.ca/>
- ATD Quart Monde. (s.d.-b). *Quiz: 10 questions pour tester vos idées sur la pauvreté au Québec*. <https://www.atdquartmonde.ca/wp-content/uploads/Quiz-idees-faussees.pdf>
- Baird, S. (2024). *Le plan, c'est de tolérer la pauvreté extrême au Québec? Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/815973/libre-opinion-plan-c-est-tolerer-pauvrete-extreme-quebec>
- Bélanger, S. (2021). *Notre imaginaire est-il paritaire ? actualités/chroniques du théâtre*. <https://cqt.ca/accueil/chroniques/1152>
- Bellemare, M., Deslauriers, J., Doré, L., France, F., Héту, J.-P., Mailhot, F., Morisson, J., Morneau, D., Joan, T., Noëlla, V. et CQSP. (2022). *Adopter des pratiques AVEC*. Dans Collectif pour un Québec sans pauvreté (Ed.).
- Bergeron, M. (2019). *Virginie Larivière: la quête d'un monde plus juste Le Soleil, 14 juillet 2019*. <https://www.lesoleil.com/les-choix-de-la-redaction/virginie-lariviere-la-quete-dun-monde-plus-juste-balado-4638ddf769115f30cb4d2e35bd00bfac>
- Bersianik, L. (2006). *L'imaginaire collectif*. *Moebius*(111), 11-13. <https://id.erudit.org/iderudit/14180ac>

- Bertaux, D. (dir.). (2016). *Le récit de vie* [livre édité] (4e édition). Dunod Éditeur. (ouvrage original publié en Nathan 1997)
- Bertin, A. (2008). La pauvreté comme privation de capacités. *Regards croisés sur l'économie*, 4(2), 43. <https://doi.org/10.3917/rce.004.0043>
- Bilodeau, A., Gendron, S., Bédard, J., Couturier, Y., Jocelyne, B. et Lefebvre, C. (2012). Les opérations de la recherche participative et leurs finalités : trois cas de recherche interventionnelle. Dans Presses de l'université de Montréal (dir.), *Construire l'espace sociosanitaire* (p. 45-74). Presses de l'Université de Montréal. <https://doi.org/10.4000/books.pum.6060>
- Bonneville, L., Grosjean, S. et Lagacé, M. (2007). *Introduction aux méthodes de recherche en communication*. G. Morin.
- Bouchard, G. (s.d.). *Chaire de recherche du Canada sur les imaginaires collectifs*. UQAC. <http://www.uqac.ca/portfolio/gerardbouchard/recherche/>
- Boucher, G. (2023). *Combien de personnes en situation de pauvreté au Québec?* <https://observatoiredeinegalites.com/combien-de-personnes-sont-en-situation-de-pauvrete-au-quebec/>
- Bouffard, L. et Dubé, M. (2013). L'inégalité de revenus : un « virus » qui affecte la santé mentale et le bonheur. *Santé mentale au Québec*, 38(2), 215-233. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1023997ar>
- Bray, R., De Laat, M., Godinot, X. et Ugarte, A. (2019). *Les dimensions cachées de la pauvreté*. <https://www.atdquartmonde.ca/blog/2020/11/25/les-dimensions-cachees-de-la-pauvrete/>
- Cardinal, P. et Caron, L. (2021). *Les livres vivants: entre intervention sociale, développement personnel et citoyenneté* [webinaire]. Houle, Janie. <https://chaireriss.uqam.ca/non-classifiee/webinaire-sur-les-livres-vivants-a-venir-le-3-novembre/>
- Carrel, M. (2007). Pauvreté, citoyenneté et participation: Quatre positions dans le débat sur les modalités d'organisation de la « participation des habitants » dans les quartiers d'habitat social. *Coopérer aujourd'hui*, 54. <https://doi.org/978-2-86844-242-0> (GRET)
- Carrel, M. (2017). Injonction participative ou empowerment ? Les enjeux de la participation en France. *Les Politiques sociales*, 3-4(2), 79-89. <https://doi.org/10.3917/lps.173.0079>
- Centraide. (2022). *Mettre la réduction des inégalités et l'action communautaire au coeur de la résilience du Québec* [mémoire]. https://consultations.finances.gouv.qc.ca/Consultprebudg/2022-2023/memoires/Memoire_Centraide_du_Quebec.pdf
- Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion. (2011). *Les coûts de la pauvreté au Québec selon le modèle de Nathan Laurie*. Québec: Minsistère de l'Emploi et de la Solidarité. https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE_Cout_pauvrete.pdf
- Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE). (2015). *Avis sur la mesure de l'exclusion sociale associée à la pauvreté: des indicateurs à suivre...* Bibliothèque des archives nationales.

- https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE_2015_Indicateurs_exclusion_sociale.pdf
- Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE). (2019). *Influence de la croissance économique et des politiques fiscales sur la pauvreté au fil du temps*. Bibliothèque des archives nationales. https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE_Influence-croissance-economique_2019.pdf
- Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE). (2020). *La pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale au Québec: État de situation 2019*. Bibliothèque des archives nationales. https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE_Etat-situation-2019.pdf
- Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion sociale (CEPE). (2021). *Les préjugés : un obstacle majeur à la lutte contre la pauvreté. Avis pour en comprendre la nature, les sources, les effets, et pour développer des indicateurs de mesure*. Gouvernement du Québec. https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE_Avis%20Prejuges_2021.pdf
- Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion sociale (CEPE). (2024). *État de situation 2022, version révisée mars 2024*. Gouvernement du Québec. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/cepe/publications/RA_etat_situation_2022_CEPE.pdf
- Centre Femmes Lotbinière et GRAP Lotbinière. (2016). *Portrait de l'offre alimentaire dans la MRC de Lotbinière (Supermarchés, épiceries, dépanneurs et autres)*. GRAP Lotbinière. http://www.cflotbiniere.qc.ca/Documents_2016/Rapport_offre_alimentaire_version_5decembre2016_final.pdf
- Centre Femmes Lotbinière et GRAP Lotbinière. (2021). *L'Offre alimentaire dans Lotbinière, il est temps d'agir*. <https://www.cflotbiniere.org/wp-content/uploads/2022/04/Offre-alimentaire.pdf>
- Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches (CISSS-CA). (2017). *Cadre de référence et de pratique en organisation communautaire au CISSS de Chaudière Appalaches (version de travail)*.
- CNESST. (2024). *Salaires minimum au Québec*. <https://www.cnesst.gouv.qc.ca/fr/conditions-travail/salaire-paye/salaire/salaire-minimum>
- Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural de l'UQAR. (2024). *Document mère: les 10 ans du Collectif* [document de travail].
- Collectif de recherche action participative sur la pauvreté en milieu rural et GRAP Chaudière-Appalaches. (2021). *Forums dialogiques sur l'accès aux services sociaux en milieu rural pour les personnes en situation de pauvreté: compte-rendu et suivis* intranet du CISSS-CA
- Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural. (2022). *Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural*. UQAR. <https://www.uqar.ca/recherche/la-recherche-a-l-uqar/unites-de-recherche/crppmr>

- Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2003). *Le droit de nos droits* [Déclaration de conclusion du groupe de personnes en situation de pauvreté]. http://www.pauvrete.qc.ca/IMG/pdf/Decl_dej_parl_031023.pdf
- Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2007). *Jeter les bases d'un Québec sans pauvreté AVEC les personnes en situation de pauvreté.* <https://www.pauvrete.qc.ca/document/un-cahier-vous-la-presente/>
- Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2011). *Sur la corde raide* [jeu de société]. <https://www.pauvrete.qc.ca/document/sur-la-corde-raide-jeu/#:~:text=Sur%20la%20corde%20raide%20est,personne%20en%20situation%20de%20pauvret%C3%A9>.
- Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2013). *Historique critique et bilan dans le cadre du dixième anniversaire de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* https://www.pauvrete.qc.ca/IMG/pdf/Historique_critique_et_bilan_Loi.pdf
- Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2016a). *Écoutez-nous! Mémoire du comité AVEC du Collectif pour un Québec sans pauvreté présenté dans le cadre de la consultation publique en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.* <https://www.pauvrete.qc.ca/document/memoire-c-vers-3e-plan-daction-gouvernemental-de-lutte-a-pauvrete-a-l'exclusion-sociale/>
- Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2016b). *L'AVEC au Collectif pour un Québec sans pauvreté.* <https://www.pauvrete.qc.ca/document/lavec-collectif-quebec-pauvrete/>
- Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2017). *Cartes de Noël 2017. Pour éliminer la pauvreté, ce n'est pas de chance que le Québec a besoin!* <http://www.pauvrete.qc.ca/cartes-noel-2017/>
- Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2019). *Seuil de pauvreté : La couverture des besoins fondamentaux n'est pas une sortie de la pauvreté.* <https://www.noscommunes.ca/Content/Committee/421/FINA/Brief/BR10452165/br-external/CollectifPourUnQuebecSansPauvrete-f.pdf>
- Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2020). *Assistance sociale: montants pour 2021. Soupe au caillou, 449.* <https://www.pauvrete.qc.ca/document/soupe-449/>
- Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2021a). *Budget du Québec et lutte à la pauvreté/Le gouvernement persiste et signe: "Débrouillez-vous!"*. <https://www.pauvrete.qc.ca/budget-du-quebec-et-lutte-a-la-pauvrete-le-gouvernement-persiste-et-signe-debrouillez-vous%E2%80%89/>
- Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2021b). *La MPC (révisée!): Un minimum.* <https://www.pauvrete.qc.ca/mpc-revisee-campagne/>
- Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2023). *5 revendications pour un plan de lutte contre la pauvreté ambitieux.* <https://www.facebook.com/collectif.quebecsanspauvrete/photos/a.6228786827186373/6228745727190483>
- Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2024a). *Dépôt du 4e plan de lutte contre la pauvreté: Des miettes et une froide indifférence pour les personnes en situation de pauvreté* <https://www.pauvrete.qc.ca/reaction-4epag/>

- Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2024b). L'assistance sociale en tableaux. <https://www.pauvrete.qc.ca/document/lassistance-sociale-en-tableaux/?wpdmdl=20337>
- Collectif pour un Québec sans pauvreté et Carrefour de savoirs sur la lutte aux préjugés. (2016). *Le plaisir : un besoin essentiel pour touTEs!* . <http://www.pauvrete.qc.ca/la-demarche-avec/photovoix/>
- Collectif VAATAVEC. (2014). *L'AVEC, pour faire ensemble. Un guide de pratiques, de réflexions et d'outils.* <https://www.pauvrete.qc.ca/document/lavec-pour-faire-ensemble/>
- Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. (s.d.-a). *Collectivement plus riches de de moins de pauvreté.* Gouvernement du Québec., <https://www.cclp.gouv.qc.ca/publications/index.asp?categorie=1500203#liste>
- Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. (s.d.-b). *Mobilisation Ensemble pour agir sur les préjugés.* Gouvernement du Québec., <https://www.cclp.gouv.qc.ca/lutte/ensemble.asp>
- Comité de développement social de Centraide. (1998). *Une société en déficit humain; Rapport sur les conséquences sociales de l'appauvrissement* (vol. 1er document de réflexion). Centraide Québec et Chaudière-Appalaches.
- Comité de développement social de Centraide. (2000). *Une société qui se tire dans le pied; Lettre ouverte aux personnes qui ne se sentent pas concernées par la pauvreté... et à toutes les autres* (vol. 2ème document de réflexion). Centraide Québec et Chaudière-Appalaches.
- Comité de développement social de Centraide. (2003). *On n'est pas seuls au monde; Propos sur la responsabilité sociale et la pauvreté* (vol. 3ème document de réflexion). Centraide Québec et Chaudière-Appalaches.
- Comité de développement social de Centraide. (2011). *Un préjugé, c'est coller une étiquette : la lutte contre la pauvreté s'arrête là où commencent nos préjugés* (vol. 4ème document de réflexion). Centraide Québec et Chaudière-Appalaches.
- Comité de développement social de Centraide. (2020). *Du plomb dans les ailes : avis sur les inégalités sociales* (vol. 4). Septentrion.
- Comité de développement social et les situations de pauvreté en Robert-Cliche. (2009). *Le prix de l'essentiel* [jeu de société].
- Commission des droits de la personne et de la jeunesse (CDPDJ). (2000). *La pauvreté est le plus grave problème de droits et libertés dans un Québec contemporaine* [Rapport]. <https://www.cdpedj.qc.ca/storage/app/media/publications/Pauvrete.pdf>
- Commission des droits de la personne et de la jeunesse (CDPDJ). (2015). *Sondage sur la condition sociale.* <https://www.cdpedj.qc.ca/fr/nos-positions/enjeux/sondage-droits-de-la-personne-et-diversite>
- Communagir. (s.d.). *Communagir pour emporter.* <http://pouremporter.communagir.org/outils>
- Conférence internationale pour la promotion de la santé. (1986). *Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé.* Santé et Bien-être social Canada., <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/promotion-sante/sante->

- [population/charte-ottawa-promotion-sante-conference-internationale-promotion-sante.html](#)
- Côté, D. (2019). *Gérard Bouchard: quand les mythes tombent en panne* <https://www.lequotidien.com/arts/gerard-bouchard-quand-les-mythes-tombent-en-panne-cefdf7c6f69fe72761903be244875edf>
- Couture, N. (2013). De la confiance en soi à l'exercice de la citoyenneté: Présentation des résultats d'une consultation sur les effets de la gestion participative dans deux organismes communautaires de Québec. *Nouvelles pratiques sociales*, 25. <https://id.erudit.org/iderudit/1020833ar>
- Couturier, E.-L. et Labrie, V. (2020). Qui a accès à un revenu viable au Québec? *IRIS: série Paul Bernard*. https://cdn.iris-recherche.qc.ca/uploads/publication/file/Acces_au_revenu_viable_WEB.pdf
- Couturier, E.-L. et Tremblay-Boily, G. (2024). *Le revenu viable en 2024. Sortir de la pauvreté dans un contexte de crise du logement*. IRIS. <https://iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2024/04/Revenu-viable-2024-WEB.pdf>
- Crespo, S. (2015). La privation matérielle des ménages. *Données sociodémographiques en bref*, 19(3), 10-18. <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/la-privation-materielle-des-menages.pdf>
- Cyrulnik, B. (2001). *Les vilains petits canards*. O. Jacob.
- Cyrulnik, B. (2013). La résilience: un processus multicausal. *Revue française des affaires sociales*(1), 15-19.
- De Gaulejac, V., Blondel, F. et Taboada-Leonetti, I. (2014). *La lutte des places* (Nouv. éd. rev. et augm.). Desclée de Brouwer. <http://banq.pretnumerique.ca/accueil/isbn/9782220076324>
- Deniger, M.-A. et Conseil canadien de développement social / Front commun des personnes assistées sociales. (2012). *Le B.S., mythes et réalités. Guide de conscientisation*. https://www.pauvrete.qc.ca/IMG/pdf/BS_mythes_et_realites_-_reedition_2012.pdf
- Denzin, N. K. et Lincoln, Y. S. (2018). *The SAGE handbook of qualitative research* (Fifth edition.). SAGE.
- Desgagnés, J.-Y. (2004). *L'impact des préjugés sur nos pratiques* [texte d'une intervention lors du déjeuner-causerie du comité sur la grande pauvreté].
- Desgagnés, J.-Y., Gaudreau, L. et Gauvin-Racine, J. (2020). *Forums dialogiques « Toutes et tous dans le même bateau », Croiser les regards pour vaincre les inégalités d'accès aux services et aux ressources en milieu rural* [Rapport final]. intranet du CISSS
- Desgagnés, J.-Y., Goma-Gakissa, G. et Gaudreau, L. (2018). Toutes et tous dans le même bateau : Regards croisés sur l'intervention sociale en contexte de pauvreté et de ruralité. *Nouvelles pratiques sociales*, 30(1). <https://doi.org/10.7202/1051401ar>
- Desgagnés, J.-Y., Hartog, G., Goma-Gakissa, G. et Gaudreau, L. (2020). Regards croisés sur la pauvreté au masculin : Parcours d'hommes en Chaudière-Appalaches. Dans Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural de l'UQAR (Ed.).
- Desgagnés, J.-Y., Turcotte, P. et McAll, C. (2016). *La pauvreté au masculin : de l'autoréalisation de soi à la "Vie Nue"* Université Laval]. WorldCat.org. <http://hdl.handle.net/20.500.11794/26878>

- Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire et Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. (2023). *Résultats des actions menées dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2013-2021*. Gouvernement du Québec. https://gedciq.org/sites/default/files/upload/document/monographies/7.2%20BI_strat-lutte-pauvrete-exclusion-sociale_2013-2021_MESS.pdf
- Djemaï, N., Pignot, L. et Saez, J.-P. (2020). « Le stéréotype est le premier ennemi de notre imaginaire collectif ». *L'Observatoire*, 56(2), 21. <https://doi.org/10.3917/lobs.056.0021>
- Dorais, M., Corriveau, P., Gervais, M.-J., Girard, G., Leman-Langlois, S., Quirion, B. et Rousseau, C. (2017). *Prévenir*. Presses de l'Université Laval.
- Dorvil, H. (2013). Travail social et déterminants de la santé. *Intervention*, 139, 75-78.
- Dumez, H. (2016). Chapitre 5. Comment traiter le matériau (1) : l'attention flottante et le codage. Dans *Méthodologie de la recherche qualitative* (p. 69-87). Vuibert. <https://shs.cairn.info/methodologie-de-la-recherche-qualitative--9782311402988-page-69?lang=fr>
- Dupéré, S. (2011). *Rouge, jaune, vert et noir : expériences de pauvreté et rôle des ressources sociosanitaires selon des hommes en situation de pauvreté à Montréal* [thèse de doctorat, Université Laval]. <http://hdl.handle.net/20.500.11794/22530>
- Dupéré, S., De Koninck, M. et O'Neill, M. (2011). Rouge, jaune, vert... noir: l'expérience de la pauvreté d'hommes du quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal. *Recherches sociographiques*, 52(2), 255-283. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1005659ar>
- Dupéré, S., Gélinau, L., Adam, G., Aubin, B., Bélisle, M., Bourque-Bouliane, M., Côté, M., Dufour, É., Dumas, A., Gagnon, J., Groulx, É., Labarthe, J., Labrie, M., Landry, É., Le Page-Gouin, T., Mercure, I., Moreau, C., Roy, M. et Simard, G. (2012). *Vers une autonomie alimentaire pour tous : Agir et Vivre Ensemble le Changement* [Rapport de recherche]. https://frq.gouv.qc.ca/app/uploads/2021/08/pauvrete2011-2012_dupere_s_rapport-final.pdf
- Emploi et Solidarité sociale. (2023). *Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023*. Gouvernement du Québec, . <https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/plan-action/index.asp>
- Fisher, C. (2011). Implications of participation and equality in the research process for health promotion practice: domestic violence as an example. *Health Promot J Austr*, 22(2), 119-123. <https://doi.org/10.1071/he11119>
- Fonds de recherche du Québec. (2021). *VITA-Lab : Transformer l'imaginaire social du vieillissement en alliant les arts et la science*. <https://frq.gouv.qc.ca/projet/vita-lab-transformer-limaginaire-social-du-vieillissement-en-alliant-les-arts-et-la-science/>
- Fontaine, M. M. (2022). Revenu et faible revenu au Québec en 2019 : les plus récentes données et les tendances depuis 25 ans. *Zoom société [En ligne]*, , 2(février), 1-20. <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/revenu-faible-revenu-quebec-2019-donnees-tendances-depuis-25-ans.pdf> (Institut de la statistique du Québec,)
- Fortin, L. et Gagnon-Poulin, É. (2015). *Déséquilibre* [documentaire]. <https://www.beauce.tv/regarder.php?vId=7655>

- Fortin, M.-F. et Gagnon, J. (2016). *Fondements et étapes du processus de recherche : méthodes quantitatives et qualitatives* (3e édition.). Chenelière éducation.
- FRAPRU. (2014). Dossier noir: logement et pauvreté. Dans (Vol. 6).
- Front commun des personnes assistées sociales du Québec. (2004). Femmes assistées sociales: la parole est à nous! <https://www.pauvrete.qc.ca/document/femmes-assistees-sociales-la-parole-est-a-nous/>
- Gagné, M.-H. et Fortin, D. (1997). Trajectoires d'abandon de la thérapie de groupe s'adressant à des conjoints violents. *Service social*, 46(2-3), 309-339. <https://www.erudit.org/fr/revues/ss/1997-v46-n2-3-ss3525/706775ar.pdf>
- Gagnon, A. et Santini, S. (2016). *Le concept d'« imaginaire social »*. *Nouvelles avenues et nouveaux défis*. UQAM. https://www.fabula.org/actualites/le-concept-d-imaginaire-social-nouvelles-avenues-et-nouveaux-defis_75816.php
- Gagnon Poulin, É., Michaud, J. et Université Laval. Faculté des sciences, s. (2019). *Pauvreté et inégalités sociales, Québec et Chaudière-Appalaches : vécu et représentations* [Université Laval]. WorldCat.org. <http://hdl.handle.net/20.500.11794/36253>
- <https://corpus.ulaval.ca/jspui/bitstream/20.500.11794/36253/1/35199.pdf>
- <http://central.bac-lac.gc.ca/.redirect?app=damspub&id=ad174d00-177f-4950-973f-96bb07400463>
- Gaudet, L. et McAll, C. (2012). *Au-delà du préjugé : trajectoires de vie, pauvreté et santé*. Presses de l'Université du Québec.
- Gaudreau, L. et Baril, F. (2021). TENIR COMPTE DU PORTRAIT CULTUREL DES PERSONNES VIVANT DANS LA PAUVRETÉ ÉCONOMIQUE EN VUE DE FAVORISER L'EXERCICE DE LEUR CITOYENNETÉ. Dans *Sens, cohérence et perspective critique en intervention collective* (1, p. 111-140). Presses de l'Université du Québec. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1n35cgt.13>
- Gaudreau, L., Desgagnés, J.-Y. et Dupéré, S. (2015). *Population marginalisées et intervention sociale en contexte de ruralité: Rapport d'une recherche menée sur le territoire de la MRC de Lotbinière* [Rapport de recherche, UQAR]. <http://portail.uqar.ca>
- Gaudreau, L., Desgagnés, J.-Y. et Dupéré, S. (2016). *Population marginalisées et intervention sociale en contexte de ruralité: Rapport d'une recherche-action participative menée sur le territoire de la MRC des Etchemins* [Rapport de recherche, UQAR]. <http://portail.uqar.ca>
- Gaudreau, L., Simard, P., Gélinau, L., Dupéré, S., Bonneau, M.-A. et Deshaies, M.-H. (2018). *Municipalités rurales et pauvreté... le défi d'en parler* [plaidoyer]. UQAR. <https://portail.uqar.ca>
- Gélinau, L., Dufour, É. et Belisle, M. (2012). Quand recherche-action participative et pratiques AVEC se conjuguent : enjeux de définition et d'équilibre des savoirs 1 Mères et monde. *Recherches qualitatives*, 35-54.
- Gélinau, L., Dupéré, S., Gagnon, M.-J., Gilbert, L., Bernier, I., Bouchard, N., Richard, J. et Deshaies, M.-H. (2022). The birth of a community of practice in Québec to support community organizations leading participatory action research as a tool for

- community development: what it teaches us. Dans *Handbook on participatory action research and community development*. Elgar.
- Gélineau, L., Dupéré, S. et Richard, J. (2023). Participatory action research: The woven collective analysis approach to recognize experiential knowledge of poverty. 22(1). <https://doi.org/10.1177/14767503231205237>
- Gélineau, L., Pagès, A., Desgagnés, J.-Y. et Gaudreau, L. (2018). Pauvreté et intervention sociale en milieu rural : portrait, bilan et prospective. *Nouvelles pratiques sociales*, 30(1). <https://doi.org/https://www-erudit-org.ezproxy.uqar.ca/fr/revues/nps/2018-v30-n1-nps03972/>
- Gélineau, L., Pagès, A., Desgagnés, J.-Y., Gaudreau, L., Fréchette, A. et Morency-Carrier, M.-C. (2018). Pauvreté et intervention sociale en milieu rural : présentation du dossier. *Nouvelles pratiques sociales*, 30(1). <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1054258ar>
- Giust-Desprairies, F. (2003). *L'imaginaire collectif*. Sociologie clinique, Édition Éres.
- Giust-Desprairies, F. (2005). L'imaginaire collectif ou la construction du monde dans les groupes institués. Dans *Au fil de la parole, des groupes pour dire* (p. 99-109). Éres. <https://doi.org/10.3917/eres.decae.2005.01.0099>
- Gorge, H. et Delacroix, E. (2017). Chapitre 2. « Bons » et « mauvais » pauvres : les représentations des personnes pauvres et de la pauvreté. Dans *Marketing et pauvreté* (p. 45-66). EMS Editions. <https://doi.org/10.3917/ems.delac.2017.01.0045>
- Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 19 mars 2019 et mettant en œuvre d'autres mesures, C-97, Gouvernement du Canada 20 315 (2019). <https://www.parl.ca/DocumentViewer/fr/42-1/projet-loi/C-97/sanction-royal#ID1E34NO>
- Gouvernement du Canada. (2020). *Déterminants sociaux de la santé et inégalités en santé* <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/promotion-sante/sante-population/est-determine-sante.html#shr-pg0>
- Loi visant à lutter contre la pauvreté l'exclusion sociale, loi 112, , Gouvernement du Québec, 61 Cong. Rec. (2002a). https://www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_client/lois_et_reglements/LoisAnnuelles/fr/2002/2002C61F.PDF#:~:text=Ce%20projet%20de%20loi%20vise%20%C3%A0%20guider%20le,contrer%20la%20pauvret%C3%A9%20et%20de%20favoriser%20l'E2%80%99inclusion%20sociale.
- Gouvernement du Québec. (2002b). *Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale: La volonté d'agir, la force de réussir*. Bibliothèque nationale du Québec. https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_Enonce-de-politique.pdf
- Gouvernement du Québec. (2010). *La santé et ses déterminants: Mieux comprendre pour mieux agir*. Publications du Québec,. <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2011/11-202-06.pdf>
- Gouvernement du Québec. (2024). *Mobiliser. Accompagner. Participer: Plan d'action gouvernementale visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029*. Québec. <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite->

sociale/publications-adm/documents-administratifs/PL Lutte Pauvrete 2024-2029.pdf

- Groupe de recherche-action participative AVEC: Nos communautés AVEC. (2023). *Au-delà d'être assis l'un à côté de l'autre: guide pratique sur la gouvernance partagée*. Corporation de développement communautaire des Grandes Marées. <https://collections.banq.qc.ca/document/YHND4ApQBAdZdOIWAg-akw>
- Groupe de recherche et de formation sur la pauvreté au Québec (2014). [documentaire]. Dans *Prochaines sorties: barrées*. <https://grfpq.org/videos-prochaines-sorties-barrees/>
- Groupe de recherche et de formation sur la pauvreté au Québec. (2016). *Principaux éléments de la loi sur l'aide aux personnes et aux familles*. <http://grfpq.org/wp-content/uploads/2015/06/PRINCIPAUX-%C3%89L%C3%89M%C3%89NTS-LOI-daide-octobre-2016.pdf>
- Guba, E. G. (1981). Criteria for assessing the trustworthiness of naturalistic inquiries. *ECTJ : Educational communication and technology*, 29(2), 75-91. <https://doi.org/10.1007/BF02766777>
- Guichard, A., Ridde, V., Nour, K., Lafontaine, G., Hébert, C., Benoît, M. et Tardieu, É. (2015). *Réflex-ISS*. <http://www.equitesante.org/reflex-iss/>
- Gustajtis, B. et Heisz, A. (2024). *Taux de pauvreté modélisés de la mesure fondée sur un panier de consommation pour 2022 et 2023*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75f0002m/75f0002m2024001-fra.htm>
- Hawe, P. et Potvin, L. (2009). What is population health intervention research? *Canadian journal of public health*, 100, 18-114. <https://link.springer.com/article/10.1007/bf03405503>
- Hurteau, P. (2019). Revenu viable 2019: Où commence la sortie de la pauvreté? *Blogue IRIS*, 3 mai 2019. <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/revenu-viable-2019-ou-commence-la-sortie-de-la-pauvrete>
- Hurteau, P., Labrie, V. et Nguyen, M. (2020). Le revenu viable 2020 et les situations de pauvreté: Données pour différentes localités du Québec. *Note socioéconomique*. https://iris-recherche.qc.ca/publications/qui-a-acces-revenu-viable-quebec?type_id=2
- Hurteau, P., Labrie, V. et Nguyen, M. (2021). Le revenu viable 2021 : pour une sortie de pandémie sans pauvreté. *Note socioéconomique*. https://cdn.iris-recherche.qc.ca/uploads/publication/file/Revenu_viable_2021_WEB.pdf
- Hurteau, P., Labrie, V. et Nguyen, M. (2022). Le revenu viable 2022 en période de crise multiple. *Note socioéconomique*. [https://iris-recherche.qc.ca/publications/le-revenu-viable-2022-en-periode-de-crises-multiples/#:~:text=En%202022%2C%20le%20revenu%20viable,%24%20\(Sept%2D%C3%8Eles\)](https://iris-recherche.qc.ca/publications/le-revenu-viable-2022-en-periode-de-crises-multiples/#:~:text=En%202022%2C%20le%20revenu%20viable,%24%20(Sept%2D%C3%8Eles)).
- Image de Mark: marketing stratégique, Conférence régionale des élus de Chaudière-Appalaches, Centraide Québec-Chaudière-Appalaches, Moisson Beauce et Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches. (2014-2015). *Campagne: Êtes-vous coupable de préjuger?* <https://www.100prejuges.ca/>
- Institut de recherche et d'information socioéconomique (IRIS). (2023). Trois ingrédients pour un Québec sans pauvreté et résilient face à l'urgence climatique. Dans.

- Institut national de santé publique. (2009). *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.R.Q., chapitre L-7): Faits saillants et application de la Loi*. Québec: Gouvernement du Québec.
http://www.ncchpp.ca/docs/Loi112_FaitsApplicationFR.pdf
- Jackman, M. (2020). Un pas en avant, deux pas en arrière : la pauvreté, la Charte canadienne des droits et libertés et l'héritage de l'affaire Gosselin c. Québec. *Les Cahiers de droit*, 61(2), 427. <https://doi.org/10.7202/1070651ar>
- Karsenti, D.-T. et Savoie-Zajc, L. (2000). La recherche qualitative/interprétative. Dans *Introduction à la recherche en éducation* (p. 187-190). Éditions du CRP.
- L'Italien-Savard, I. (2012). L'imaginaire québécois : thèmes et mythes. *Québec français*(164), 32-37. <https://www.erudit.org/fr/revues/qf/2012-n164-qf07/65887ac.pdf>
- Labrie, V. (2008). *Pour se parler de la MPC* [outil d'animation]. Collectif pour un Québec sans pauvreté. http://www.pauvrete.qc.ca/wp-content/uploads/IMG/pdf/Affiches_pour_se_parler_de_la_MPC.pdf
- Labrie, V. (2011). *Un atelier sur les inégalités avec la métaphore des escaliers roulants*. Institut national de santé publique du Québec. https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/1357_atelierinegalitesmetaphoreescalier.pdf
- Labrie, V., Nguyen, M. et Couturier, E.-L. (2023). Le revenu viable de 2023 dans la spirale de l'inflation et des baisses d'impôt. <https://iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2023/05/Revenu-viable-2023-WEB.pdf>
- Landry, M.-È. (2007). *Représentations sociales et politiques publiques: L'évolution du système d'aide sociale au Québec* [mémoire, Université de Montréal]. <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/18035>
- Landry, N. (2024). *Éducation aux médias et droits humains* Invisibilisées et déconsidérées: représentations des personnes assistées sociales au Québec, Rimouski.
- Landry, N., Blanchet, A., Rocheleau, S., Gagné, A.-M., Caidor, P. et Caneva, C. (2021). Représentations médiatiques et opinion publique de l'assistance sociale au Québec. *Nouvelles pratiques sociales*, 32(1), 84-112. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1080871ar>
- Langlois, S. et Gaudreault, D. (2019). Représentations sociales de la pauvreté et des inégalités au Québec. *Recherches sociographiques*, 60(2), 429-458. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1070978ar>
- Lebel, A., Duguay, M., Girard-Gadreau, M., Noreau, D. et Oberlé, C. (2015). *L'identification des déserts alimentaires en milieu rural*. https://www.esad.ulaval.ca/files/esad/Feuillet_deserts_alimentaires_2015-03-27-VF.pdf
- Leclercq, B. et Demoulin, J. (2018). Promouvoir la « citoyenneté » dans les quartiers populaires : les professionnels du développement social urbain à l'épreuve des enfants et des jeunes. Dans: *Lien social et Politiques*.
- Lesemann, F., Lecompte, Y. et Millaud, F. (1989). Les nouveaux visages de la pauvreté au Québec. *Santé mentale au Québec*, 14(2), 114-119. <https://doi.org/10.7202/031520ar>

- Lollivier, S. (2008). La pauvreté : définitions et mesures [Poverty: Definitions and Measurement Methods]. *Regards croisés sur l'économie*, 4(2), 21-29. <https://doi.org/10.3917/rce.004.0021>
- Losier, G. F., Vallerand, R. et Blais, M. R. (1993). Construction et validation de l'Échelle des Perceptions de Compétence dans les Domaines de Vie (EPCDV). *Science et Comportement*, 23, 1-16.
- Marcel, J.-F. (2016). La recherche-intervention par les sciences de l'éducation. Accompagner le changement. Dans (p. 223-230). Éducagri éditions. <https://doi.org/10.3917/edagri.marce.2016.01>
- Marcel, J.-F. (2020). Fonctions de la recherche et participation : une épistémocompatibilité dans le cas de la recherche-intervention *Questions vives*, 33. <https://doi.org/https://doi.org/10.4000/questionsvives.4691>
- Mayer, R., Ouellet, F., Saint-Jacques, M.-C. et Tucotte, D. (2000). *Méthodes de recherche en intervention sociale*. G. Morin.
- Merini, C. et Ponté, P. (2008). La recherche-intervention comme mode d'interrogation des pratiques. *Savoirs*, 16(1), 77-95. <https://doi.org/10.3917/savo.016.0077>
- Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille,. (2004). *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale: Concilier liberté et justice sociale :un défi pour l'avenir*. Gouvernement du Québec. [file:///C:/Users/Annie/Downloads/ADMIN_plan-action-lutte-pauvrete%20\(1\).pdf](file:///C:/Users/Annie/Downloads/ADMIN_plan-action-lutte-pauvrete%20(1).pdf)
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. (2010). *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale: Le Québec mobilisé contre la pauvreté*. Gouvernement du Québec. https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_Plan_de_lutte_2010-2015.pdf
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. (2024). *Évolution du nombre de ménages aux programmes d'assistance sociale, mai 2024*. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/documents-administratifs/assistance_soc/region/2024/STAT_region_prog-aide-sociale_mai_2024_MESS.pdf
- Moreau, M. (1987). L'approche structurelle en travail social: implications pratiques d'une approche intégrée conflictuelle. *Service social*, 36(3), 227-247. <https://id.erudit.org/iderudit/706361ar>
- Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ). (2013). La lutte à la pauvreté: Aider c'est bien. Combattre les causes, c'est mieux! *Collection des Mots pour des Maux*. <http://www.mepacq.qc.ca/wp-content/uploads/2013/06/MPDMPauvrete2013.pdf>
- MRC Lotbinière. (2020). *MRC Lotbinière*. <https://www.mrcloibiniere.org/mrc-de-lotbiniere/territoire/nos-18-municipalites/>
- Noël, A. (2004). Lutte contre la pauvreté ou lutte contre les pauvres? Dans. Centre de recherche sur les politiques et le développement social: Omiss.
- Noreau, J. (2017). La pauvreté au Québec, une réalité encore présente. *Perspective* <https://www.desjardins.com/ressources/pdf/per0317f.pdf>

- Odin, F. et Thuderoz, C. (2010). *Des mondes bricolés: Arts et sciences à l'épreuve de la notion de bricolage*.
- Opération veille et soutien stratégiques et Communagir. (s.d.). *Fiche 6: inclusion des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale* [Fiche]. Communagir. https://operationvss.ca/media/1142/ovss-fiches6-inclusion-des-personnes-en-situation-de-pauvrete-et-d-exclusion-sociale_finale.pdf
- Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (OTSTCFQ). (2018). *Pauvreté, inégalités, exclusion et travail social*. <https://www1.otstcfq.org/l-ordre/evenements-et-campagnes/le-travail-social-dans-tous-ses-etats/pauvrete-inegalites-exclusion-sociale-et-travail-social/>
- Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (OTSTCFQ). (2020). Les normes de pratique des travailleurs sociaux. Dans OTSTCFQ (Ed.). site internet de l'Ordre: OTSTCFQ.
- Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (OTSTCFQ). (2021). *Historique*. <https://www1.otstcfq.org/l-ordre/qui-sommes-nous/historique/>
- Organisation des Nations Unies. (2021). *17 objectifs pour transformer notre monde, objectif 1: Pas de pauvreté*. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/poverty/>
- Organisation mondiale de la Santé. (1978). Déclaration d'Alma-Ata. Dans.
- Outcome Harvesting. (2022). *About Outcome Harvesting*. <https://outcomeharvesting.net/about-oh/>
- Paillé, P. et Mucchielli, A. (2012). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.paill.2012.01>
- Patrimoine RH. (2023). *8 idées pour briser la glace en réunion avec vos collaborateurs (au bureau ou à distance)*. <https://www.patrimoine-rh.com/blog-innovation-rh/8-idees-de-pour-briser-la-glace-en-reunion-avec-vos-collaborateurs-au-bureau-ou-distance>
- Paugam, S. (1993). *La disqualification sociale : essai sur la nouvelle pauvreté* (2e éd. rev. et corr.). Presses universitaires de France.
- Paugam, S. (2012). Les formes contemporaines de la disqualification sociale. *Ceriscope*. <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part5/les-formes-contemporaines-de-la-disqualification-sociale>
- Payne, M. (2016). *Modern social work theory* (4th edition.). Oxford University Press.
- Payne, M. (2020). *Modern social work theory* (fifth edition.). Oxford University Press.
- Pelletier, J.-F. et Auclair, É. (2017). Le Modèle global de santé mentale publique et les mentors de rétablissement. *Santé mentale au Québec*, 42(1), 223-241. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1040252ar>
- Pelletier, J.-F., D'Auteuil, S., Ducasse, C. et Rodriguez del Barrio, L. (2014). Participation publique et participation citoyenne des personnes utilisatrices de services en lien avec le Plan d'action en santé mentale 2005-2010 : leur rôle de porte-parole. *Santé mentale au Québec*, 39(1), 175-193. <https://doi.org/10.7202/1025913ar>
- Pelletier, J.-F., Fortin, D. et Bordeleau, J. (2014). Pour nous, être citoyens à part entière, ça veut dire.... *Santé mentale au Québec*, 39(1), 311-324. <https://doi.org/10.7202/1025919ar>

- Pelletier, J.-F., Pouliot-Morneau, D., Houle, J., Bordeleau, J., Laroche, S. b. et Rowe, M. (2017). Évaluation d'une intervention de promotion de la citoyenneté : le Projet citoyen de l'Université du rétablissement. *Santé mentale au Québec*, 42(1), 205-222. <https://doi.org/10.7202/1040251ar>
- Phaneuf, M. (2006). La ligne de vie, moyen d'enrichissement de l'entretien infirmier auprès des malades. *Soins infirmiers*. <http://www.prendresoins.org/?s=ligne+de+vie>
- Philippe Hurteau, M. N. (2016). *Les conditions d'un salaire viable au Québec en 2016 ?* <http://iris-recherche.qc.ca/publications/salaire-viable2016.enw>
- Plamondon, F. (2017). Quand travailler enferme dans la pauvreté et la précarité : travailleuses et travailleurs pauvres au Québec et dans le monde, Par Carole Yerochewski (2014) Montréal : Presses de l'Université du Québec, 214 pages. ISBN : 978-2-7605-4049-1. *Relations industrielles*, 72(1), 209. <https://doi.org/10.7202/1039599ar>
- Proulx, J. (2019). Recherches qualitatives et validités scientifiques. *Recherches qualitatives*, 38(1), 53-70. <https://doi.org/10.7202/1059647ar>
- Regroupement québécois des intervenants et intervenants en action communautaire en CISSS et CIUSSS (RQIIAC). (2020). *Pratiques d'organisation communautaire dans les établissements de santé et de services sociaux au Québec: Cadre de référence du RQIIAC*. Presses de l'Université du Québec.
- René, J.-F. (2009). Faire émerger le savoir d'expérience de parents pauvres : forces et limites d'une recherche participative. *Recherches qualitatives*, 28(3), 40-63. [http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/edition_reguliere/numero28\(3\)/Jean-Francois_Rene28\(3\).pdf](http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/edition_reguliere/numero28(3)/Jean-Francois_Rene28(3).pdf)
- Robichaud, M., Hébert, M., Diotte, M. et Dubé, I. (2007). Les facteurs associés à l'abandon et à la persévérance des survivantes d'agression sexuelle dans les groupes de soutien. *Collection Études et Analyses*, 40. https://www.raiv.ulaval.ca/sites/raiv.ulaval.ca/files/publications/fichiers/pub_140.pdf
- Romano, J. L. (2015). Protecting factors: promoting strengths and building positive behaviors. Dans American psychological association (dir.), *Prevention psychology: enhancing personal and social well-being* (vol. 4, p. 47-63). American psychological association.
- Savoie-Zajc, L. (2019). Les pratiques des chercheurs liées au soutien de la rigueur dans leur recherche : une analyse d'articles de Recherches qualitatives parus entre 2010 et 2017. *Recherches qualitatives*, 38(1), 32-52. <https://doi.org/10.7202/1059646ar>
- Service public fédéral de programmation et intégration sociale (SPPIS). (s.d.). *Experts de vécu*. <https://www.mi-is.be/fr/etudes-publications-statistiques/guide-des-experts-du-vecu-en-matiere-de-pauvrete-et-exclusion>
- Smith, A. (2020a). *La pauvreté au Québec-volet 1: situation de l'itinérance chronique dans les plus grandes villes du Canada*. MMFIM. <https://mmfim.ca/la-pauvrete-au-quebec-1re-partie-situation-de-litinerance-chronique-dans-les-plus-grandes-villes-du-canada/>
- Smith, A. (2020b). *La pauvreté au Québec-volet 2: L'aide sociale*. MMFIM. <https://mmfim.ca/la-pauvrete-au-quebec-volet-2-laide-sociale/>

- Smith, A. (2020c). *La pauvreté au Québec-volet 3: réduction de la pauvreté*. MMFIM. https://mmfim.ca/la-pauvrete-au-quebec-volet-3-reduction-de-la-pauvrete/?doing_wp_cron=1607355597.8477799892425537109375
- St-Germain, L. (2018). *PAGIEPS: Tirer leçon de notre expérience collective* Centre de recherche sociale appliquée, Québec. intranet du CISSS-CA
- Statistique Canada, Gustajtis, B. et Heisz, A. (2023). *Document technique sur la mesure du panier de consommation: la composante des autres nécessités*. Gouvernement du Canada.
- Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie. (2016). *La pauvreté, l'exclusion sociale et ses préjugés* [manuel]. TACAE. http://www.tacaestrie.org/wp-content/uploads/2016/10/Manuel_sur_la_pauvrete_TACAE.pdf
- Tremblay-Pépin, S. et Labrie, V. (2021). *Richesse, pauvreté et inégalités-Le Québec face au Canada* [fiche économique]. <https://iris-recherche.qc.ca/publications/richeesse-pauvrete-inegalites-quebec-canada/>
- Veilleux, S. et Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches. (2021). 3e Caractérisation de nos communautés locales de Chaudière-Appalaches : chemin parcouru depuis 2006, MRC de Lotbinière e. https://www.ciissca.com/clients/CISSSCA/Professionnels_M%C3%A9decins_et_partenaires/Pr%C3%A9vention_promotion/Caract%C3%A9risation_des_communautes/2021/7-DOC_Caract%C3%A9risation_MRC_de_Lotbini%C3%A8re_2021-09-02.pdf
- Ventelou, D., Leboeuf, L., Larose, C., Gaudreau, L., Doré, G. et Ampleman, G. (1983). *Pratiques de conscientisation [ressource électronique] : expériences d'éducation populaire au Québec*. Nouvelle Optique.
- Yerochewski, C. et Fortier, F. (2014). *Quand travailler enferme dans la pauvreté et la précarité : travailleuses et travailleurs pauvres au Québec et dans le monde*. Presses de l'Université du Québec.